



the  
university of  
connecticut  
libraries

hbl, stx

HB501M58514

Marxisme contre socialisme /



3 9153 00491310 1

HE / 501 / M58514



Digitized by the Internet Archive  
in 2013



*Bibliothèque Politique et Économique*

V.-G. SIMKHOVITCH

# MARXISME CONTRE SOCIALISME

TRADUCTION DE ROGER PICARD



PAYOT & C<sup>IE</sup>, PARIS  
106, BOULEVARD SAINT-GÉRMAIN

1919

*Tous droits réservés*









V.-G. SIMKHOVITCH

---

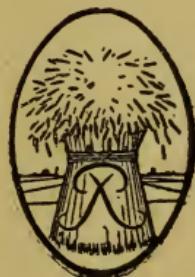
# MARXISME

CONTRE

# SOCIALISME

---

TRADUCTION DE ROGER PICARD



PAYOT & C<sup>IE</sup>, PARIS  
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

---

1919

*Tous droits réservés*

HB  
501  
458514

Seule traduction française autorisée  
Tous droits réservés pour tous pays.

# MARXISME CONTRE SOCIALISME

---

## INTRODUCTION

Le lecteur qui s'intéresse à la diffusion et au développement du socialisme dans le monde a certainement observé que les grands progrès du socialisme au cours des dernières années se sont accompagnés de changements profonds dans l'action et dans la doctrine du parti. Notamment, la politique socialiste actuelle est plus ou moins marxiste, mais le mot socialisme peut vouloir dire bien des choses. Un socialiste américain, par exemple, vous dira que marxisme et socialisme sont synonymes, mais que ce qu'il réclame, quant à lui, ce n'est qu'une socialisation partielle, celle des trusts. Le révisionniste allemand et le réformiste français se prétendent les héritiers intellectuels de Marx, et pourtant ils ne conservent aucune illusion touchant la révolution sociale et l'inévitable et soudaine catas-

trophe du système capitaliste de la production. Quelques révisionnistes, en fait, doutent même sérieusement que l'expropriation au profit de l'Etat de tous les moyens de production soit très désirable. A l'inverse, les syndicalistes qui prétendent être les seuls dont l'action s'accorde avec la doctrine marxiste de la lutte des classes interprétée au sens économique, ont répudié toute lutte politique. Toutes les fractions des partis socialistes américains et allemands se proclament à l'envi marxiste, mais ils sont très loin cependant d'être aussi orthodoxes qu'ils l'affirment. Ils ont adouci leur doctrine marxiste, comme ils ont rendu plus libérale leur politique. Ils ont évité le sacrilège d'une révision totale du marxisme, mais ils en ont pieusement réinterprété certaines parties — toujours avec une grande fidélité à la mémoire de Marx, mais sans grand respect pour la stabilité de la doctrine et de l'enseignement.

Une pareille situation est plus qu'intéressante, elle présente de l'importance. Quelle est la cause de ces transformations? Comment se fait-il que tant de penseurs socialistes s'adonnent avec tant d'ardeur à la révision et à la réinterprétation de leur doctrine traditionnelle, tandis que d'autres s'efforcent d'en construire une nouvelle? Ce livre a précisément pour objet de répondre à cette question. Le marxisme, qui contribua au développement du socialisme dans le monde comme

aucune autre doctrine ne l'avait fait, s'est changé en une entrave, en un piège, en une ornière d'où il semble impossible de se dépêtrer. De la même manière rigoureuse que le marxisme assurait autrefois ses partisans du caractère inéluctable de la catastrophe et de la révolution sociale, il leur en montre aujourd'hui l'impossibilité.

Le socialisme marxiste, ou « scientifique », ainsi que l'appelait Marx, différait essentiellement des divers types de socialisme qui l'avaient précédé ; Marx tournait en ridicule l'invention d'une organisation sociale idéale, d'une cité parfaite. La thèse fondamentale sur laquelle s'appuyait le marxisme était son interprétation économique de l'histoire. Cette conception enseignait que l'organisation politique et juridique de la société dépend absolument de sa structure économique et que notre avenir dépend entièrement des tendances économiques actuelles, que la révolution sociale ne pourrait ni socialiser des industries dispersées et décentralisées, ni exproprier des légions de petits propriétaires. En revanche, aucun pouvoir humain ne saurait empêcher l'avènement du socialisme, c'est-à-dire l'expropriation des moyens de production par la société prise comme masse, si les tendances économiques étaient ce que Marx supposaient qu'elles dussent être, au moment où il élaborait sa doctrine.

D'après Marx, le capitalisme présentait cer-

taines tendances économiques qui lui étaient inhérentes, et qui ne pouvaient aboutir qu'à la destruction du capitalisme lui-même. C'était : la concentration rapide de la production industrielle et agricole et la disparition des petites entreprises de l'industrie ou du commerce ; la concentration de la richesse dans les mains d'un groupe de plus en plus resserré de magnats du capital, parallèlement à la disparition complète des classes moyennes et à la prolétarisation générale des masses ; la paupérisation croissante du prolétariat accompagnée d'une lutte de classes de plus en plus vive ; des crises commerciales de surproduction, d'une ampleur sans cesse plus considérable. Telles étaient les tendances qui devaient conduire à la ruine entière du régime capitaliste, à la révolution sociale et à la dictature du prolétariat. Sous cette dictature, les instruments de production seraient expropriés et la communauté socialiste inaugurée.

Avant que notre régime économique et juridique se soit plus ou moins adapté de lui-même à l'introduction du machinisme, ces diverses tendances existaient réellement. Mais quand Marx formulait sa doctrine, il oubliait de tenir compte des tendances antagonistes et notamment de l'aptitude de la société à s'adapter spontanément à des conditions nouvelles, sans révolution.

Il faut bien se pénétrer de ceci : que Marx ne

préconisa pas le socialisme parce qu'il lui croyait une supériorité quelconque. Le socialisme, dans sa pensée, était simplement inévitable en raison des tendances économiques inhérentes au régime capitaliste. En l'absence de telles tendances le socialisme n'aurait été qu'un rêve utopique et vain, manquant complètement de base économique et par conséquent d'une réalisation impossible.

Telle est la note dominante du marxisme. *Si non, non*, c'est la propre proposition de Marx. Notre réplique affirme que presque toutes les tendances sur lesquelles Marx se fiait l'ont trahi et par conséquent que, du propre point de vue de Marx, celui de l'interprétation économique de l'histoire, la révolution sociale n'est qu'une utopie révolutionnaire.

Il est tout à fait vrai que la concentration de l'industrie est considérable, et je ne doute nullement qu'avant longtemps nos gigantesques entreprises industrielles ne tombent d'une manière ou d'une autre sous le contrôle et la direction du gouvernement. Mais même dans ce pays (les États-Unis), où la concentration industrielle est plus avancée que partout ailleurs, elle reste encore bien loin des prévisions de Marx. Entendant constamment parler de *combinaisons* monstres, nous oublions naturellement de remarquer les multitudes de menus établissements, qui, tout humbles qu'ils soient, n'en

existent pas moins en prospérant. En outre, Marx s'est complètement trompé en supposant que la centralisation de l'industrie et la concentration de la direction se traduisent par une concentration de la richesse, par la disparition des classes moyennes et par l'accumulation de tout le capital entre les mains d'un très petit nombre de magnats. Le nombre des riches et des gens aisés s'est accru et s'accroît par bonds et par sauts. On a vu se lever de véritables cohortes d'actionnaires qui sont les véritables détenteurs du capital. Politiquement ils sont loin d'être quantité négligeable. Pas davantage les petits cultivateurs n'ont disparu de la surface de la terre ; bien au contraire, partout où la culture devient intensive on constate une tendance vers la décentralisation. Un État socialiste excluant les agriculteurs, c'est là une conception qui ne peut se trouver à l'aise que dans le cerveau d'un Américain. Le lecteur verra, dans notre chapitre IV, que pour Marx et Engels, à la doctrine de qui s'accorde mal une interprétation étrangère, la disparition des classes moyennes agricoles était économiquement et politiquement une *condition sine qua non* de toute possibilité d'une société socialiste.

La théorie de la paupérisation n'est pas plus solide. En effet, tout le monde admet que la misère décroît, loin de progresser. La condition des classes ouvrières s'est notablement amé-

liorée, — non, certes, autant que nous l'aurions désiré, mais assez cependant pour montrer que Marx se trompait totalement en supposant que l'aggravation de la misère devait correspondre à l'accumulation du capital ; que, pour reprendre les propres termes de Marx : « l'accumulation des richesses à un pôle de la société entraîne simultanément l'accumulation de la misère, du surmenage, de l'esclavage, l'ignorance, la brutalité et la dégradation morale au pôle opposé » (V. chap. VI).

Dans le chapitre X de la présente étude le lecteur apercevra le rôle décisif que Marx attribuait aux crises commerciales. Elles devaient présenter une ampleur, une fréquence et une rapidité croissantes, jusqu'à ce que toute l'armature capitaliste se disloque et s'effondre. Ce cataclysme, qui d'après Marx est imminent, devait résulter de l'anarchie dans la production, caractéristique du système de compétition, qui ne peut fonctionner sans déterminer la surproduction sur une échelle sans cesse plus grande. C'était là une doctrine pittoresque et dramatique. Comme révélation prophétique, elle pouvait rallier des fidèles, mais comme théorie scientifique, elle devait être abandonnée même par les propres disciples de Marx. Dans le troisième volume du *Capital*, Marx reconnaît franchement qu'avec l'extension du marché économique et les moyens plus rapides de com-

munication et de transport, la tendance aux crises de surproduction a considérablement diminué. Ainsi tombait la thèse de la destruction inévitable de notre régime capitaliste.

Il est évident, aujourd'hui, que les tendances auxquelles se fiait Marx lui ont faussé compagnie et que, du propre point de vue de l'interprétation économique de l'histoire qui fut celui de Marx, les espérances et les expectatives du socialisme révolutionnaire apparaissent comme irréalisables. La situation commence à prendre toute son évidence pour les esprits éclairés du mouvement socialiste. Cela explique les révisionnistes, les réformistes, le mouvement syndicaliste et celui du « retour à Kant », sans compter beaucoup d'autres manifestations récentes de doctrines. En un sens le mouvement social actuel dans le monde n'est qu'une tentative pour trouver au socialisme une signification nouvelle et possible.

Le socialisme dit scientifique a fait banque-route. Les socialistes d'aujourd'hui se trouvent dans l'alternative, ou bien de devenir franchement des réformateurs de la société présente, ou bien de rester de plus en plus des utopistes. Ils le nient, disant que même s'il faut convenir des erreurs du socialisme scientifique, son fond même reste vrai et sa victoire est assurée. Pourquoi ? Parce que, tandis que les utopistes étaient des rêveurs, Marx a démontré l'exploita-

tion de classe et enseigné la lutte de classes, et que, sous ce signe, le prolétariat conscient vaincra et le socialisme scientifique parviendra là où n'ont pu atteindre les utopies. Nous entendons fréquemment cette démonstration : il n'y a que ceci à lui répondre : si la thèse de Marx et Engels, que toute l'histoire se résume dans les luttes de classes, est correcte, il doit avoir existé, avant Marx, toute une véritable conscience de classe à travers l'histoire, et pourtant ces luttes de classes n'ont pas conduit au socialisme. En ce qui concerne la soi-disant exploitation, nos amis les socialistes commettent une erreur en regardant avec mépris leurs peu heureux prédecesseurs, les utopistes. Dans le dernier chapitre de l'*Utopia* de Thomas Morus, dont le titre, si je ne me trompe a donné le mot utopie, nos amis pourront lire la remarque suivante : « Par conséquent je dois dire, en espérant miséricorde, que je ne puis imaginer les gouvernements que je vois ou connais comme autre chose qu'une coalition de la classe la plus riche qui, sous prétexte de diriger les affaires publiques, ne poursuit que des fins particulières et y emploie tous les moyens et procédés qu'elle peut imaginer ; ceci afin que les riches puissent d'abord, sans danger, conserver tous les biens qu'ils ont si injustement acquis, et qu'ils puissent ensuite obliger les pauvres à travailler et à peiner pour eux, aux plus bas salaires possi-

bles, en les opprimant tout à leur aise ». »

Les socialistes scientifiques ont oublié que Morus l'utopiste a construit cette démonstration; ils l'auraient difficilement oubliée si elle avait matériellement influé sur les conditions économiques, ce qu'elle ne fit pas. De quel droit, dès lors, attendrions-nous une telle efficacité de la pensée de Marx, qui précisément est identique ? Les utopistes ne sont-ils pas ceux qui attendent des changements si fondamentaux dans notre organisation sociale de la seule force d'une formule, d'une théorie, d'une conception subjective, d'une idée ?

Sans aucun doute, nous remarquerons que les conditions de l'infrastructure économique se sont modifiées depuis l'époque où Morus écrivait son *Utopie*. C'est exact. Mais prétendre que nous devons attendre de nouvelles transformations en vertu de notre situation économique, c'est changer l'argumentation et revenir aux tendances économiques de l'époque présente, qui ont cessé d'être actives, du point de vue même de Marx.

Des diverses thèses de Marx, l'interprétation économique de l'histoire a moins souffert des atteintes du temps et de la critique. C'est une doctrine très importante et qui marqua un grand

1. Morus, *Utopia* (trad. de l'évêque Burnet, Londres, 1684, p. 201).

progrès dans la méthodologie historique et la philosophie sociale. Mais seul un esprit areligieux peut considérer cette méthode comme un instrument parfait. Quelle que soit mon admiration pour cette doctrine, qui est peut-être la plus vigoureuse qu'on ait jamais soutenue, je dois reconnaître pourtant qu'elle est la plus fruste et la plus incomplète de toute la philosophie de l'histoire.

Car, en premier lieu, il ne peut y avoir *une* interprétation économique d'un fait historique donné ; *plusieurs* sont toujours possibles. Tel verra certaines conditions économiques comme *la cause* de ce fait alors que tel autre trouvera l'explication dans un tout autre aspect de la réalité économique. Le passé offre sans doute une variété aussi riche et un entremêlement d'influences économiques aussi inextricable que le présent ; c'est pourquoi, même en se basant sur l'interprétation la plus rigoureusement économique, on trouvera toujours que plusieurs enchaînements causatifs sont possibles. D'autre part, comment déterminer, en quantité de même qu'en qualité, la force de ces influences économiques dont nous nous occupons ? A supposer enfin que les lois de l'histoire possèdent la même valeur que les lois de la mécanique, que peuvent-elles, après tout, nous apprendre ? Une cathédrale aussi bien qu'un pont ou une simple mesure tiennent debout parce qu'ils ont été

construits conformément aux règles de la mécanique. Mais sont-ce les lois de la mécanique qui ont déterminé le plan même de leur structure respective ? De même, dans les lois de la dépendance économique, une infinie variété de plans et de structures historiques demeurent possibles. Au surplus, nous sommes enclins à oublier que l'interprétation économique de l'histoire ne peut expliquer que les *changements* qui se produisent dans les faits, mais non pas les faits eux-mêmes. Elle peut expliquer, par exemple, une transformation du dogme religieux, mais non pas la foi elle-même.

Si cette doctrine, en tant que méthode historique de traiter le passé, alors qu'on joue cartes sur table, se heurte à de telles difficultés, comment pourrait-on sérieusement en attendre un résultat quand il s'agit de l'utiliser pour explorer l'avenir ? J'emprunterai au professeur Goodnow un exemple de l'incertitude de nos prévisions politiques ordinaires. Comme nous le savons tous, on a attribué le développement de notre régime démocratique de gouvernement à la prééminence économique des villes, à la concentration de la population industrielle, etc., et, en vertu de ces conditions de la vie économique moderne, nous escomptons une démocratisation plus considérable encore de nos institutions politiques. Or, il arriva que le 12 septembre 1900, le vent fit refluer les vagues de l'océan sur la

ville de Galveston. Dans ce péril aigu, on mit de côté le traditionnel principe de la séparation des pouvoirs, etc., et pour parer à une situation extraordinaire, la cité adopta la forme dictoriale de gouvernement. Cette forme entièrement inattendue et tout à fait imprévisible d'autorité municipale a fait tache d'huile dans le pays et l'une après l'autre, maintes villes des États-Unis l'ont adoptée. Il est évidemment facile d'interpréter *a posteriori* ce phénomène par des causes économiques, mais nul interprète économique n'aurait certes pu prévoir une extension aussi curieuse et même extraordinaire.

En raison même de l'incertitude du futur, l'auteur de ce livre s'abstient soigneusement de toute prophétie. On ne trouvera nullement ici l'affirmation de l'impossibilité future du socialisme ; notre livre s'occupe de cette doctrine bien connue d'après laquelle, en vertu même de certaines conditions économiques, la révolution sociale est inévitable. Les faits et les chiffres nous montrent que les conditions actuelles ne corroborent nullement une telle hypothèse. Pas plus à l'œil nu qu'à l'aide des puissants instruments que la science met à notre disposition, nous n'apercevons l'état socialiste à l'horizon ; il reste entièrement au delà et très loin du domaine de notre connaissance, dans les régions où règnent en maîtresses la foi et l'imagination.

Je ne puis terminer cette introduction sans

exprimer ma profonde gratitude à ceux de mes amis qui m'ont aidé à exprimer ma pensée en anglais. Je suis spécialement reconnaissant à M<sup>me</sup> Simkhovitch qui a pris, je le crains, un temps très précieux pour me prêter son assistance. Les chapitres relatifs à la lutte de classe ont été revus, à la fois pour la forme et pour le fond, par cet esprit très pénétrant feu mon amie M<sup>me</sup> Carola Woerishoffer. Mon ami et collègue, le professeur Munroë Smith, comme éditeur du *Political Science Quarterly*, où ce livre parut d'abord de 1908 à 1912, a pris un soin minutieux à le rendre plus lisible, ce dont je lui suis profondément reconnaissant.

VLADIMIR G. SIMKHOVITCH.

*Greenwich House  
New-York-City*

## CHAPITRE PREMIER

### *DE QUELQUES ERREURS COUTUMIÈRES SUR LE ROLE DE LA THÉORIE MARXISTE DE LA VALEUR*

Le rôle que joue le socialisme dans le monde moderne et le développement vers lequel marchent dans tous les pays les troupes socialistes enrôlées sous la bannière de Karl Marx, confèrent au corps de doctrine qui porte ce nom une position unique dans la science sociale. Quand même on devrait regarder le marxisme comme un tissu d'erreurs, le fait qu'il est accepté par des millions d'hommes le rend significatif. Mais il s'impose encore à un autre titre à l'attention des économistes. Le marxisme n'eût-il pas réussi à gagner un seul adepte qu'il ne resterait pas moins nécessaire, pour tous ceux qui étudient sérieusement la doctrine économique, d'essayer de le comprendre, car il renferme un problème et comme un défi, qui ne peut être ni ignoré, ni éludé.

La littérature antimarxiste est déjà copieuse, mais, si l'on excepte les œuvres notables de Böhm-Bawerk, Seligman, Sombart et Stammler,

qui ont examiné chacun des aspects spéciaux du système, la masse de cette littérature prouve irréfutablement au lecteur informé que la raison n'est qu'une billevesée pour le sentiment. Trop évidemment, dans la plupart des cas, le critique se pose en émule de saint Georges terrassant le dragon, même si sa modestie personnelle dissimule le fougueux assaut sous les apparences d'une recherche scientifique <sup>1</sup>. Les grands sentiments se déchaînent chez ces critiques ; dans leur zèle, ils tentent même l'impossible ; ils veulent tuer le dragon sans l'avoir vu, ce que saint Georges lui-même n'aurait pu faire <sup>2</sup>. De telles attaques, répétées pendant deux générations, ont tout naturellement créé une tradition : on a construit une sorte de mannequin pour l'usage exprès des adversaires du marxisme.

Parmi les méprises sur le système de Marx, l'une des plus importantes et des plus répandues consiste dans cette opinion que la théorie de la valeur-travail constitue la pierre angulaire du

1. Marx, qui, comme le dit un jour Pierré Leroux, « possé-dait une compréhension pénétrante du mauvais côté de la nature humaine », a donné, des motifs de ses adversaires, une explication quelque peu désobligeante : « Dans le domaine de l'économie politique, écrivait-il, la libre recherche scientifique ren-contre bien plus d'ennemis qu'ailleurs ; la nature particulière de son objet appelle sur le champ de bataille, comme des en-nemis, les plus violentes, les plus âpres et les plus féroces pas-sions du cœur humain, toutes les Furies des intérêts person-nels » (Marx, *Capital*, éd. Roy, p. 11).

2. Environ vers 1895, Adolphe Wagner remarquait que la plupart des critiques du socialisme dit scientifique avaient montré qu'ils ne possédaient pas la moindre notion de la doc-trine dont ils parlaient (V. *Die akademische Nationalökonomie und der Socialismus*, 1895, p. 22-23).

socialisme marxiste. De là s'est déduite l'opinion également fausse que l'appel à la justice sociale de Marx tombe ou subsiste avec sa théorie de la valeur. Ou bien, comme un récent critique de Marx, M. J.-E. Le Rossignol (professeur d'économie politique à l'Université de Denver) le soutient. « Les socialistes orthodoxes sont profondément intéressés à prouver la vérité de cette théorie, car si l'on peut démontrer que toutes les valeurs sont créées par le travail seul, il s'ensuit forcément que tout devrait appartenir à la main ou au cerveau qui les a créées<sup>1</sup>. » Cette interprétation éthique de la théorie marxiste de la valeur et le désir de baser le socialisme sur cette théorie caractérisent toute cette masse de littérature académique consacrée à Marx. Ainsi le professeur Foxwell écrit, en parlant du professeur Menger. « Pour lui [Menger], Marx, et non Ruskin, est le type du socialiste. Le socialisme, en ce sens, le seul réellement précis, a été fort bien défini par M. Rae, en des termes que M. Menger aurait pu énoncer lui-même : « ce n'est pas une théorie de l'action politique mais une théorie de l'action politique fondée sur une théorie du droit du travailleur — c'est-à-dire au fond sur une revendication de justice sociale — à posséder le produit intégral de son travail<sup>2</sup> ». En donnant du système marxiste cette interprétation, le professeur Menger était logiquement

1. Le Rossignol, *Orthodox Socialism, A Criticism* (New-York, 1907, p. 15).

2. H.-S. Foxwell. *Introduction à Anton Menger, Right to the Whole produce of labor* (Londres, 1899, p. XVII).

en droit de faire cette courageuse déclaration que « Marx est de beaucoup inférieur à Thompson, de sorte que l'œuvre de ce dernier peut être considérée comme l'œuvre fondamentale du socialisme<sup>1</sup> ». Cette déclaration est extrêmement intéressante. Elle prouve qu'en faisant d'une théorie éthique de la valeur travail le germe et le centre du socialisme marxiste, on efface, *ipso facto*, toute différence entre le socialisme sentimental, utopique de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et le socialisme moderne dit scientifique. La plupart des écrivains académiques ont attribué au marxisme précisément ce caractère sentimental, mais sans en tirer de conclusions logiques.

Quelle signification possède donc la théorie marxiste de la valeur, demandent avec raison les économistes ? La réponse est simple. La théorie de la valeur occupe dans le système de Marx exactement la même place qu'elle occupe ou essaye d'occuper dans beaucoup d'autres doctrines. Les doctrines de l'économie politique classique étaient toutes des métaphysiques des richesses, des philosophies de la production et de la circulation. Dans la métaphysique marxiste de la production, la théorie de la valeur occupe la même position centrale que le problème de la substance dans les systèmes philosophiques. Cette analogie est frappante dans la phraséologie même de Marx. Marx est un réaliste, un matérialiste même, et il l'est avec fermeté, avec

1. Menger, *op. cit.*, p. 102.

passion, avec candeur ; mais quand il traite un problème dont l'existence réelle ne saurait être reconnue par un matérialisme strict et cohérent, il retombe à la scolastique moyenâgeuse. Observez plutôt ce langage : « 3 hectolitres de blé = 1 quintal de fer ; que nous apprend cette équation ? *Elle nous enseigne que dans deux objets différents, un hectolitre de blé et un quintal de fer — il existe, en quantité égale, quelque chose qui leur est commun à tous deux. Ces deux objets doivent donc être égaux à un troisième qui n'est lui-même ni l'un ni l'autre* ... Considérons maintenant le résidu de ces deux objets, il consiste dans la même réalité incorporelle dans chacun d'eux, en un pur investissement de travail humain homogène, de force de travail dépensée, abstraction faite de la manière dont elle s'est dépensée. Tout ce que nous enseignent maintenant ces choses, c'est que de la force travail humaine a été dépensée à leur production, que du travail est investi en elles. En tant qu'on les considère comme des cristallisations de cette *substance sociale* qui leur est commune, ce sont des valeurs<sup>1</sup>. » Ce que Marx fait là, Engels le corrobore, ce même Engels qui se divertissait tant des « choses en soi » de Kant et qui proclamait que les derniers progrès de la chimie ont mis fin à toutes les mystérieuses entités<sup>2</sup>.

1. Marx, *Le Capital* (éd. Roy, p. 14, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> col.). [Les italiques sont de l'auteur anglais.]

2. Engels, *Socialism, utopian and scientific* (éd. Chicago, 1905, p. xvii). [C'est la trad. angl. de l'*Anti-Dühring*].

Quels que soient les mérites ou les défauts de la théorie marxiste de la valeur, elle n'avait point pour but de servir de base morale au socialisme, mais de méthode pour interpréter les phénomènes économiques. Il est parfaitement exact que cette théorie de la valeur est la théorie centrale sur laquelle repose chez Marx l'analyse économique du régime capitaliste, bref, qu'elle est le fondement de sa doctrine économique ; mais cette théorie ne joue pas le moindre rôle dans sa doctrine socialiste qui ne vise à rien moins qu'une démonstration du caractère inéluctable du socialisme.

Le socialisme de Marx est profondément réaliste. Il décrit les phénomènes économiques actuels et soutient que l'ensemble de ces phénomènes est nettement orienté vers l'expropriation socialiste des moyens de production. Pour cette argumentation, il envisage les faits économiques dans leur évolution historique, c'est-à-dire qu'il n'en tente pas une analyse philosophique, mais qu'il les traite comme des tendances existantes, évaluant leurs effets politiques et sociaux qu'il considère comme nécessaires et inévitables. La clé de son système socialiste, c'est son interprétation économique de l'histoire avec la théorie de la lutte de classes qui en forme le complément. En conséquence, la doctrine du socialisme moderne appelé scientifique se trouve constituée tout entière dans le *Manifeste Communiste*, qui ne contient aucune allusion à une théorie quelconque de la valeur. En revanche, c'est quand Marx s'occupe d'analyser et d'ex-

pliquer les phénomènes économiques de la société capitaliste qu'il élabore son ingénieuse théorie de la plus-value. Cette théorie est pour lui le mot magique grâce auquel nous pourrons déchiffrer et comprendre toute la réalité économique. Il ne faut jamais oublier, du point de vue marxiste, que les faits économiques actuels sont les forces causatives de la société construisant son propre avenir. Aucune analyse de ces faits, empirique ou scientifique, ne peut accroître ou diminuer leur pouvoir souverain. L'interprétation qu'on en peut donner n'exerce pas plus d'influence sur eux qu'un traité d'astronomie sur le système solaire.

Comment expliquer que ce fût justement cette théorie de la plus-value qui attira la première les foudres des savants économistes ; et pourquoi la plupart d'entre eux semblent-ils penser qu'en réfutant cette théorie, ils portent un coup mortel au socialisme moderne ? En premier lieu, sans doute, c'est parce que certains militants socialistes ont essayé de se forger un instrument d'émotion avec cette théorie de la plus-value. Mais les circonstances accidentelles ne peuvent servir d'excuse à des universitaires qui ont entrepris de faire l'examen critique du socialisme marxiste. Même s'ils estimaient inutile d'étudier les propres écrits de Marx, ils auraient pu apprendre de plus d'une brochure de propagande<sup>1</sup> quel rôle joue réellement la théorie de la

1. V. par exemple Paul Fischer, *Die Marxische Werttheorie* (Berliner Arbeiterbibliothek, série 1, cahier 9, Verlag des Vorwärts, 1893, p. 33-34) : « Les économistes bourgeois ont dé-

plus-value dans le système marxiste. En second lieu, — et nous tenons probablement ici la raison qui, dans la plupart des cas, explique leurs erreurs — leur attention n'a pas été assez retenue par les particularités du marxisme pour leur permettre de tracer une ligne de démarcation nette entre le socialisme de Marx et celui de ses prédecesseurs. Ils ont cru voir dans ces deux doctrines comme les deux parties d'un même fruit : le socialisme est toujours le socialisme et ses variétés ne sont que des nuances. Tous les socialismes pré-marxistes étaient nettement éthiques, toute dissertation contre le capitalisme contenait ou impliquait un appel à la justice sociale. Toutes les fois que le mot « exploitation » était employé ils le croyaient justifié par la conclusion habituelle de leurs discours. Quand Marx, dans le *Capital*, décrit le fonctionnement du régime manufacturier de l'Angleterre,

claré que la théorie marxiste de la valeur est la base qui doit soutenir ou faire tomber le socialisme... Dans presque toutes les critiques des principes fondamentaux du système de Marx, la question de la vérité ou de la fausseté de la théorie de la valeur est ramenée à l'alternative de renverser le système de Marx ou de renverser la société. Ils imputent sans façon à Marx cette interprétation, qui leur est propre. *Comme ils croient eux-mêmes qu'une théorie de la valeur peut avoir une influence directe sur le développement de la société, ils supposent, sans plus de façon, que Marx a pensé de même.* Prenant leur conception générale de l'économie politique comme critère de la justesse de la théorie de Marx, *ils commettent la colossale MÉPRISE de considérer la théorie de la valeur non seulement comme le postulat de sa critique de l'économie bourgeoisie, mais encore comme le fondement de ses revendications socialistes.* Aussi se sont-ils complètement trompés sur le rôle que joue vraiment la théorie de la valeur. » C'est nous qui soulignons.

il ne fait pas une mince besogne. Il se sert des respectables *livres bleus* anglais, selon l'expression de Bernard Shaw, pour convaincre le capital « de spoliation générale, de meurtre et d'excitation à la prostitution ; de provoquer les pestes, les épidémies et les famines, la guerre, les crimes et la mortalité<sup>1</sup> ». L'énumération de ces déplorables méfaits et l'énergie du langage marxiste frappent quelques bonnes âmes scientifiques comme un appel en faveur du socialisme. Ajoutez à cela le fait que la première partie du gros ouvrage de Marx était consacrée à l'élaboration de sa théorie de la plus-value — théorie simplement complémentaire de celle de l'organisation capitaliste de la société — et comment pourrez-vous douter alors que le marxisme ne soit un appel moral pour la justice et que la théorie de la valeur n'en soit le principe ? Et si la théorie marxiste de la valeur est le soutien d'un mouvement social qui croît si rapidement, alors, pour détruire le socialisme, il faut détruire la théorie de la valeur travail.

En vain le collaborateur et exécuteur testamentaire de Marx, Frédéric Engels, proteste contre la formation d'une telle interprétation de la théorie de la valeur. Vers l'année 1884, Engels écrivait : « Cette application de la théorie ricardienne, suivant laquelle tout le produit social appartient aux seuls producteurs, les travailleurs, comme étant *leur* produit, conduit direc-

1. *Fabian essays in Socialism* édités par G. Bernard Shaw pp. 220-221.

tement au communisme. » Mais cette théorie, comme l'a remarqué Marx, est, d'un point de vue purement économique, formellement fausse, puisqu'elle est une application de la morale à la réalité économique. Suivant les lois de l'économie bourgeoise, la plus grande partie du produit n'appartient pas aux travailleurs qui l'ont élaboré. Si maintenant nous disions qu'il est injuste qu'il en soit ainsi, cela ne concerne plus l'économie; tout ce que nous pouvons dire, c'est que les faits économiques contredisent notre sentiment moral. Aussi Marx n'a-t-il jamais basé sa revendication économique sur le sens moral, mais sur le cataclysme inévitable du mode capitaliste de production, qui se déroule sous nos yeux<sup>1</sup>. Marx lui-même a développé cette pensée de différentes manières et en maintes occasions. Par exemple, dans son *Capital*, il critique chez Proudhon précisément cette attitude éthique que les adversaires du marxisme attribuent à Marx lui-même. « Proudhon commence par prendre son idéal de justice, de « justice éternelle » dans les relations juridiques qui s'appliquent à la production des richesses... Puis il le tourne en divers sens et cherche à réformer le mode de production actuel des richesses ainsi que le système légal que lui correspond, suivant cet idéal. Que penserions-nous d'un chimiste qui, au lieu d'étudier les lois actuelles des mutations

1. Karl Marx, *Misère de la Philosophie* (2<sup>e</sup> éd. Stuttgart, 1892) Frédéric Engels, préface p. ix trad. fr. (Giard et Brière, 1896, p. 11-12).

moléculaires dans la composition et la décomposition des corps, et de résoudre, sur cette base, des problèmes définis, prétendrait découvrir les règles de la composition et de la décomposition de la matière par le moyen de « l'idée éternelle » de « natures » et « d'affinité » ? Que savons-nous de plus sur « l'usure », quand nous avons dit qu'elle heurte la « justice éternelle », « l'équité éternelle », la « mutualité éternelle » et autres « vérités éternelles », que les pères de l'Eglise, quand ils la disaient incompatible avec la « grâce éternelle », la « foi éternelle » et « la volonté éternelle de Dieu<sup>1.</sup> » Non seulement Marx évitait tout appel aux idées morales, mais le plan tout entier sur lequel est bâti son système l'oblige à prendre une attitude amoral à l'égard des phénomènes économiques. Ne justifie-t-il pas le capitalisme en décrivant sa nécessité absolue ? »

Dans la préface de son *Capital*, il cite avec approbation un critique russe qui avait clairement saisi sa thèse fondamentale. Ce critique nous dit que Marx essaie de « prouver » à la fois la nécessité de l'ordre de choses actuel et la nécessité de l'ordre de choses auquel le premier doit inévitablement aboutir et que tout se passera de même, que les hommes y croient ou non, qu'ils aient conscience ou non de cette évolution. Marx traite le mouvement social comme un processus d'histoire naturelle, dirigé par des lois non seulement indépendantes de la volonté, de l'intelligence et de la conscience humaines, mais bien

1. Marx, *Le Capital* (éd. angl., Londres, 1891, vol. 1, p. 56).

au contraire, déterminant lui-même cette volonté, cette conscience et cette intelligence<sup>1</sup>. Comment pourrait-on concilier une semblable attitude avec la revendication d'un ordre social différent et basé sur un fondement moral, par exemple sur l'idée que le travailleur ne reçoit pas le produit intégral de son travail<sup>2</sup> ?

1. *Ibid.*, pp. xxvii, xxviii.

2 Sombart avait absolument raison dans ce qu'il disait de l'ouvrage du professeur Julius Wolf sur le socialisme, et plusieurs de ses arguments encore contre toute la littérature de réfutation du marxisme, sans même en excepter les plus récentes publications. Il faudrait accorder une attention spéciale au paragraphe suivant de la critique de Sombart : « Wolf fait du marxisme l'objet presque unique de son attaque, quoique, par une fatale négligence, il ne l'ait nulle part clairement distingué des autres systèmes socialistes. Or la possibilité d'une intelligence complète de l'une quelconque des principales thèses marxistes était rendue impossible dès l'instant que la critique ne réussissait pas à dégager le caractère purement théorique du marxisme. *Dans le fait que Wolf attribue une importance éthique à la doctrine marxiste et que, pour user d'un terme de Marx, il la rend monastique*, réside le πρῶτον ψεῦδος de toutes les déductions critiques du livre en question. Wolf aurait dû comprendre immédiatement et avant tout que le marxisme se distingue de tous les autres systèmes socialistes (je propose de les comprendre tous sous le nom générique de socialisme éthique, pour mieux les lui opposer) par sa tendance anti-éthique. Dans tout le marxisme, du commencement à la fin, il ne se trouve pas une parcelle de morale et par conséquent pas plus de jugements moraux que de postulats moraux. Nulle part Marx n'affirme, soit que la plus-value ne doit pas appartenir à l'entrepreneur, soit que le travailleur « possède un droit au produit intégral de son travail ». Une grande partie de la critique de Wolf, cependant, consiste dans une recherche, chez Marx, sur ce qui est « bon » ou « mauvais » dans le mode présent de production ou de répartition... Finalement, pour résumer, il dit : « Toute théorie ou pratique du socialisme, suivant la conception du socialisme, présuppose le droit au produit intégral du travail. Si Wolf avait ajouté : « à l'exception du marxisme », il aurait atteint la vérité. Mais en englobant le marxisme dans son appréciation, il a transformé ses plus sérieuses critiques en attaques fuites » *Archiv für soziale Gesetzgebung und statistik*, de Braun (1892, vol. V, pp. 489-490).

## CHAPITRE II

### ESQUISSE DU SOCIALISME MARXISTE

« A Bruxelles, écrit Marx, où j'étais exilé par Guizot, j'organisai, avec Engels, W. Wolff et quelques autres, un *Arbeiterbildungsverein* qui existe encore. A la même époque nous publiâmes une série de brochures, de dessins et de libelles dans lesquels nous critiquions sans merci cette mixture de socialisme franco-anglais ou de communisme avec la philosophie allemande qui composait alors la doctrine du « Bund »<sup>1</sup>. Au lieu de cette littérature, nous réclamions une investigation scientifique de la structure économique de la société civile (bürgerliche Gesellschaft) comme la seule base acceptable du socialisme. Nous expliquions aussi, sous une forme populaire, qu'il ne s'agissait pas d'édifier un système utopique, mais de participer conscientement au processus de transformation sociale qui

1. Marx parle ici du « Bund der Kommunisten ». On trouvera l'histoire de cette organisation ainsi qu'un récit des rapports de Marx et d'Engels dans la préface mise par Engels au livre de Karl Marx : *Enthüllungen über den kommunisten proses in Köln* (Höettingen-Zurich) 1885, pp. 3-17.

se déroule en fait sous nos yeux... Dans le manifeste écrit pour des ouvriers, j'écartais tous les systèmes, et à leur place je développais une vue critique des conditions du progrès et des résultats généraux du mouvement social actuel <sup>1</sup> ». Tel est le témoignage que Marx lui-même apporte en ce qui concerne l'origine et la portée de sa doctrine socialiste. Qu'entendait-il par « une vue critique des conditions du mouvement social » ? Quelle était la proposition fondamentale du *Manifeste Communiste* qui est la première esquisse du socialisme scientifique moderne ? Ecouteons encore le témoignage d'un de ceux qui l'écrivirent : « Le manifeste étant notre production commune, écrit Engels, je me considère comme obligé de dire que la proposition fondamentale, celle qui en compose le noyau, appartient à Marx. Cette proposition est la suivante : à toute époque de l'histoire, le mode dominant de production économique et d'échange, et l'organisation sociale qui en découle nécessairement, constitue la base sur laquelle est établie et par laquelle seule peut s'expliquer l'histoire politique et intellectuelle de cette époque <sup>2</sup> ». Et

1. Karl Marx, *Herr Vogt* (London, 1860, pp. 35-42).

2. Préface d'Engels au *Manifeste Communiste*. Cette thèse de l'interprétation économique de l'histoire fut pour la première fois formulée avec précision par Marx, dix ans environ avant la publication du Manifeste dans son ouvrage *Zur Kritik der politischen ökonomie* paru en 1859. Ces passages sont si importants que nous les citons en entier ici : « A l'occasion de la production sociale à laquelle travaillent les hommes, ils s'établissent entre eux des relations définies, qui sont indispensables et indépendantes de leur volonté ; ces relations de pro-

ce n'est pas seulement pour l'explication du passé que nous devons considérer le mode de produc-

duction correspondent à un stade défini du développement de leurs moyens matériels de production. La somme de ces rapports de production constitue la structure économique de la société — le fondement réel, sur lequel s'élèvent les superstructures politique et juridique et à laquelle correspondent des formes définies du sentiment social. Le mode de production dans la vie matérielle détermine le caractère général de l'évolution sociale, politique et mentale de la vie. Ce n'est pas la mentalité des hommes qui détermine leur existence, mais, tout au contraire, leur existence sociale qui détermine leur mentalité. A une certaine étape de leur développement, les forces matérielles de production de la société entrent en conflit avec les rapports de production existants, ou, — ce qui n'est qu'une expression juridique pour désigner la même chose — avec les rapports de propriété dans le cadre desquels elles étaient mises en œuvre précédemment. Grâce aux formes que prend le développement des forces de production, ces rapports brisent leurs entraves et une période de révolution sociale commence alors. Avec la transformation de la base économique, toute l'immense superstructure se trouve transformée plus ou moins rapidement dans sa totalité. Quand on considère de pareils changements, il faut toujours maintenir la distinction entre la transformation matérielle des conditions économiques de la production, qui peut être déterminée avec la précision des sciences naturelles, et celles des formes juridiques, politiques, religieuses, esthétiques ou philosophiques — bref des formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le résolvent. De même que nous ne basons pas notre opinion sur un homme d'après ce qu'il pense de lui-même, de même nous ne pouvons juger une telle période de transformation par la propre conscience qu'elle en a ; bien au contraire, cette conscience peut souvent s'expliquer par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit existant entre les forces sociales de production et les rapports de production. Aucun régime social ne disparaît jamais avant que toutes les forces productives qui sommeillaient en lui ne se soient développées ; et jamais de nouveaux rapports de production d'un ordre supérieur n'apparaissent, avant que les conditions matérielles de leur existence n'aient mûri dans le sein de l'ancienne société. » Karl Marx, *Critique de l'économie politique* (éd. angl. de N-S. Stone, pp. 11-12).

tion et d'échange, car ces processus déterminent actuellement et continueront à déterminer toutes les relations complexes de notre état social, toutes nos conceptions idéales. Notre destin repose sur eux, ils ont décidé de notre passé et ils ordonneront tout notre avenir. Les conditions et les contingences de la production sociale ont divisé la société en classes, et toute l'histoire de la société existante n'est jusqu'ici que l'histoire de la lutte de classe. « Maître et esclave, patricien et plébéien, seigneur et serf, patron et ouvrier, oppresseur et opprimé, se sont toujours tenus en opposition constante, engagés dans une lutte ininterrompue, aujourd'hui occulte, demain patente — une lutte que chaque époque termine soit par une reconstitution révolutionnaire de la société, soit par la destruction commune de deux classes antagonistes<sup>1.</sup> »

La moderne société « bourgeoise », suivant Marx, s'est développée sur les ruines de l'ancienne société féodale. La découverte et la colonisation du Nouveau Monde, le commerce avec les Indes occidentales et le développement général des moyens d'échange donnèrent à l'industrie et au commerce une impulsion inconnue jusqu'alors. L'organisation féodale de la société était trop étroite pour contenir dans ses limites l'industrie et le commerce modernes, même dans leur stade primitif de croissance. Les vieilles

1. *Manifeste Communiste*, p. 12. [Cf. trad. fr. Lafargue, appendice aux *Essais sur la concept. matériel. de l'hist.* de Ant. Labriola, p. 294.]

contraintes féodales éclatèrent. La loi de l'aristocratie fut écartée et la moderne bourgeoisie prit sa place dans la vie politique. La bourgeoisie, comme classe, a joué un rôle très révolutionnaire. De même que la conservation de l'ancien mode de production était la condition essentielle de l'existence de la société féodale, de même un constant perfectionnement de la technique, un progrès continu, une révolution ininterrompue des instruments de production sont devenus l'âme même de la vie du capitalisme. « La bourgeoisie a montré au grand jour comment l'expansion de force brutale, que la réaction admire si fort dans le moyen-âge, vint s'achever logiquement dans la crapuleuse parresse. Elle a, comme personne ne l'avait fait avant elle, montré de quoi est capable l'activité humaine. Elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques ; elle a accompli de tout autres campagnes qu'invasions et que croisades<sup>1</sup>. » Cette transformation continue dans la production est accompagnée d'une agitation et d'un désordre ininterrompus en même temps qu'elle est suivie d'un changement incessant dans les conditions sociales ; c'est là un fait qui distingue l'ère capitaliste de toutes les autres époques de l'histoire humaine. A notre époque, il n'est pas de rapports sociaux immuables, pas de préjugés sacrés ! Les

1. *Ibid.*, pp. 16-17. [Cf. trad. fr. de Ch. Andler, p. 24. Tr. Lafargue, p. 298.]

préjugés n'ont aucune chance aujourd'hui de s'enraciner, ni les opinions de se figer. Ils sont emportés, avant d'avoir vieilli, dans ce tourbillon du progrès industriel. L'industrie a perdu son caractère national ; la nécessité de débouchés plus étendus chasse le capitaliste sur toute la surface du globe ; elle le force à coloniser partout, à établir des relations entre tous les points de la terre. Sous peine de mort, elle force les nations à rejeter leurs vieilles coutumes et à adopter le mode capitaliste de production et la conception bourgeoise de l'univers. Des denrées à bon marché abattent toutes les murailles de Chine et le bourgeois crée un monde nouveau d'après sa propre image. L'avènement et la lutte des classes perdent ainsi leur caractère national et deviennent aussi cosmopolites que la bourgeoisie et son mode capitaliste de production. La centralisation capitaliste des moyens de production entraîne aussi la concentration de la population dispersée ; elle a rassemblé les masses ouvrières dans les villes. L'usage généralisé des machines a dépouillé le travail de tous ses caractères individuels ; la personnalité du travailleur s'évanouit dans l'usine, où il ne devient qu'un simple appendice de la machine, pendant le jour ; d'autre part il ne peut nullement développer son sentiment d'une existence personnelle dans les sales logis des quartiers ouvriers où il est entassé avec les autres, pendant la nuit. C'est là le plus puissant motif pour lequel ces hommes s'amalgament en une classe cohérente, le prolétariat, conscient de

son existence de classe séparée, avec ses travaux, ses visées et ses destinées largement différents de ceux de la bourgeoisie, la classe propriétaire des instruments de production.

La bourgeoisie étant, comme nous l'avons vu, une classe hautement progressive, se trouve constamment engagée dans des luttes politiques. Aux premiers stades de son développement il lui a fallu combattre contre l'aristocratie pour la suprématie politique. Plus tard elle se trouva elle-même engagée dans une lutte avec ces portions de la classe moyenne dont les intérêts sont devenus des obstacles au progrès de l'industrie. Dans tous ces conflits la bourgeoisie a fait appel, pour la soutenir et l'aider, aux classes laborieuses, au prolétariat. C'est ainsi que la classe ouvrière est entrée dans l'arène ; on lui fournit là les éléments d'éducation politique, armes destinées à se tourner contre la classe dirigeante.

Mais ce n'est pas tout. Le progrès de la concentration de la production capitaliste accroît le nombre et la force politique des prolétaires, en même temps qu'il diminue la troupe des défenseurs naturels du capitalisme. La propriété favorise le conservatisme ; mais l'industrie et le commerce détruisent rapidement la propriété des petits commerçants, boutiquiers, artisans et cultivateurs ; tous, ils sont condamnés à tomber dans le prolétariat, d'une part, parce qu'ils ne possèdent pas un capital suffisant pour se maintenir au niveau général du commerce et de l'industrie modernes, d'autre part, parce qu'ils sont écrasés par la concurrence des gros capi-

talistes, enfin, parce que leur capacité technique est rendue sans valeur par les méthodes nouvelles de production ; les prolétaires, au lieu de s'élever avec les progrès de l'industrie, s'enfoncent de plus en plus bas. Dans le passé, nous ont dit les auteurs du manifeste communiste, on assurait leur existence aux classes asservies, afin que cet asservissement puisse continuer ; ils gardaient aussi quelque chance de s'élever et c'est ainsi que leur propre classe s'éleva. Le serf, à l'époque du servage, s'arrangeait pour s'élever à la condition de membre d'une commune ; le citadin de l'ancien système féodal est devenu le bourgeois moderne. Mais le prolétariat, nous apprennent-ils, ne possède pas de chances analogues. « L'ouvrier moderne, au contraire, au lieu de s'élever par le progrès de l'industrie, descend de plus en plus au-dessous de la condition de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre et le paupérisme grandit plus vite encore que la population et la richesse. Il devient ainsi manifeste que la bourgeoisie est incapable de demeurer désormais la classe dirigeante de la société et d'imposer à la société, comme une loi impérative, les conditions de son existence de classe. Elle est devenue incapable de régner, parce qu'elle ne sait plus assurer à ses esclaves la subsistance qui leur permette de supporter l'esclavage. Elle en est réduite à les laisser tomber à une condition où il lui faut les nourrir au lieu d'être nourrie par eux<sup>1</sup>. »

1. *Manifeste Communiste* (tr. Andler, p. 40).

Le capitalisme, nous dit-on, ne menace pas seulement la vie du prolétariat, il met en péril sa propre existence. La société capitaliste s'approche rapidement de la catastrophe finale. La société moderne ayant créé des moyens d'échange sans précédents et de gigantesques instruments de production, ressemble à l'apprenti sorcier qui ne peut plus maîtriser les forces du monde inférieur que ses incantations ont évoquées. Depuis quelques décades, nous avons été les témoins d'une rébellion caractérisée des modernes forces de production contre les conditions de la production, c'est-à-dire contre le régime, les rapports juridiques de la propriété. Cette révolte trouve son expression dans le retour périodique de cette épidémie moderne, la crise commerciale, qui menace de plus en plus la société bourgeoise tout entière. Toute la misère qui accompagne de pareilles crises est due à la surproduction. Les masses manquent de moyens de subsistance, parce qu'on a trop produit! Les forces de production lâchées, éperonnées par une concurrence sauvage, sont entraînées ici par l'étroitesse des rapports juridiques de la propriété bourgeoise. « C'est un fait évident, écrit Engels, que, depuis 1825, depuis l'arrivée de la première crise générale, tout le monde industriel et commercial, la production et l'échange chez les nations civilisées et les peuples plus ou moins barbares placés sous leur domination, sont disloqués une fois environ tous les dix ans. Le commerce est arrêté, les marchés sont engorgés, les produits accumulés, le

numéraire disparaît, le crédit s'évanouit, les fabriques ferment leurs portes, la masse des travailleurs manque du nécessaire pour avoir produit trop de moyens de subsistance ; les banqueroutes succèdent aux banqueroutes, les exécutions aux exécutions. La stagnation dure quelques années ; les forces productives et les produits sont gaspillés et détruits en grande quantité, jusqu'à ce que la masse accumulée des marchandises finisse par s'écouler, avec plus ou moins de dépréciation, jusqu'à ce que la production et l'échange recommencent progressivement à s'animer. Peu à peu, le mouvement s'accélère, le simple pas devient un trot, ce trot industriel devient un trot allongé, lequel à son tour se transforme en un galop forcené, un véritable steeple-chase de l'industrie. Et ainsi de suite, de plus en plus. Depuis cette année 1825 nous avons accompli déjà cinq fois ce manège, et actuellement (1877) nous le recommençons pour la sixième fois<sup>1</sup>. » La conquête de marchés nouveaux et l'exploitation plus complète des anciens ne fait que frayer la route à des crises plus étendues, plus destructives, plus formidables.

Dans ces crises tout le mécanisme de la production capitaliste se délabre, sous la pression des forces productives que la société actuelle ne peut ni utiliser ni maîtriser. Ainsi le capitalisme se montre convaincu de son incapacité à

1. Fr. Engels, *Anti Dühring* (cf. tr. fr. E. Laskine, Paris, 1911, p. 355).

diriger plus longtemps ces forces. La concentration de l'industrie et de la richesse, la prolétarisation des masses, la dégénérescence du prolétariat, la violence croissante de la lutte de classes en matière politique et la malfaissance croissante des crises commerciales, que signifient tous ces mouvements, sinon l'approche rapide du cataclysme où sombrera le mode capitaliste de la production ? Et qu'annoncent-ils, si ce n'est l'expropriation des moyens de production par la collectivité ?

La concentration de l'industrie socialise déjà la production ; la vieille production anarchique disparaît peu à peu. Les gros producteurs dans une branche déterminée, unis en trust, fixent les limites de la production totale et règlent le niveau des prix. « Dans ces trusts, la libre concurrence se transforme en ce qui lui est le plus opposé — en monopole ; et la production sans plan systématique de la société capitaliste cède devant la production méthodiquement organisée de la société socialiste qui se fait jour. Certainement tout cela s'accomplit encore, surtout au profit et pour l'avantage des capitalistes. Mais, en pareil cas, l'exploitation est si manifeste qu'elle devra se détruire. Aucune nation ne voudra s'accommoder d'une production conduite par les trusts, d'une exploitation aussi ouvertement pratiquée de la collectivité par une petite bande de chasseurs de dividendes <sup>1</sup>. »

Tandis que se poursuit la concentration de

1. Engels, *op. cit.*, p. 359.

l'industrie, le mode capitaliste de production achève de transformer en prolétaires la majorité de la population<sup>1</sup>. Ceux-ci, sous peine de disparition, sont contraints de s'emparer du pouvoir politique et de transformer en propriété collective les moyens de production socialisés, ce qui met fin à la fois à leur propre misère, à l'existence d'une classe dirigeante et même à toute espèce de lutte de classes. Le dernier pas à franchir exigera un bouleversement énergique de toutes les conditions sociales actuelles. Laissons les classes dirigeantes trembler à l'approche de la révolution sociale. Les prolétaires ont tout un monde à y gagner, et rien d'autre à perdre que leurs chaînes ; ils ne doivent pas se complaire en de quelconques utopies ; ils n'ont pas à s'occuper eux-mêmes des détails de la future organisation socialiste de la société ; quand les temps seront arrivés, les conditions réelles de la production détermineront alors le mode de répartition. Tout ce qu'on peut demander aux prolétaires en vue de cet avenir est de prendre une part consciente à l'inévitable lutte de classe. Leur victoire est dès à présent assurée<sup>2</sup>.

1. *Ibid.*, p. 360.

2. « L'abandon de l'appropriation privée des moyens de production deviendra une nécessité naturelle, grâce au développement des forces économiques. La même évolution apportera, avec la même nécessité, une méthode de production qui doit prendre et qui prendra la place de celle qui existe actuellement. En effet, quiconque a des yeux pour voir peut déjà apercevoir non seulement la nouvelle poussée, mais aussi l'importance de sa croissance. » Kautsky, *Grundsetze und Forderungen der social democratie, Erläuterungen zum Erfurter Programm* (Berlin, 1892, p. 15).

Telles sont les conceptions fondamentales du socialisme marxiste, du socialisme moderne, dit scientifique. Elle est, pour nous servir de l'expression d'Engels, « la doctrine commune adoptée par des millions de travailleurs, de la Sibérie à la Californie ». Examinons donc plus profondément cette doctrine.

## CHAPITRE III

### *L'INTERPRÉTATION ÉCONOMIQUE DE L'HISTOIRE*

Le marxisme, comme nous l'avons vu, prétend se soucier peu de tout *pium votum*. Sa « thèse fondamentale », c'est l'interprétation économique de l'histoire<sup>1</sup>. A la lumière de cette thèse, il examine les tendances économiques contemporaines, les crises commerciales, la con-

1. C'est Engels lui-même qui appelle l'interprétation économique de l'histoire la « thèse fondamentale », et qu'il en soit ainsi, c'est ce qui ressort de toute la doctrine marxiste. Cependant, nous pouvons lire ceci dans le récent ouvrage du prof. Le Rosignol sur le marxisme : « Et si, par un moyen quelconque, on démontrait que le socialisme, en tant que système doctrinal, est tout à fait insoutenable, le véritable socialiste se retirerait dans sa dernière forteresse et dirait que le socialisme, en dernière analyse, n'est pas un système doctrinal, mais un processus de l'évolution sociale, une loi du monde industriel qui l'achemine irrésistiblement vers sa destinée finale » (p. 5). L'auteur ne dit pas clairement ce qu'il entend par le « système doctrinal » de Marx ; mais il est clair qu'il n'aperçoit pas que l'interprétation économique de l'histoire soutient tout ce système et c'est cette interprétation qui fournit au socialiste marxiste son « processus de l'évolution sociale », lequel ne constitue pas sa dernière, mais bien sa première et dernière forteresse.

centration de la production, la prolétarisation des masses, la lutte de classe, etc., et il aboutit à cette conclusion que le socialisme, c'est-à-dire l'expropriation des moyens de production par la classe ouvrière dans l'intérêt de la collectivité entière, est aussi certain qu'inévitable. Il n'imagine pas qu'une nouvelle organisation de la société puisse être instaurée de force, avant que la société ne soit prête à la recevoir. Marx professe catégoriquement que « aucun ordre social ne peut jamais disparaître, avant que toutes les forces productives qu'il contient en lui ne se soient pleinement développées et qu'aucun système plus parfait de rapports de production ne peut apparaître avant que les conditions matérielles de leur existence aient mûri dans le sein même de la vieille société<sup>1</sup> ».

Comment Marx pouvait-il concilier une semblable thèse avec sa croyance dans la subversion imminente du régime capitaliste amenant sur ses traces la société socialiste ? La réponse à cette question, c'est que l'interprétation matérialiste de l'histoire a, dans l'esprit de Marx et d'Engels, au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, une signification tout autre que celle que le plus ardent et même le plus orthodoxe des socialistes peut aujourd'hui lui donner. Une anecdote rapportée par Liebknecht dans ses *Souvenirs* sur Marx, peut fort bien illustrer cette explication. « Marx, échauffé et enthousiaste, me disait ceci, pen-

1. K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique* (tr. angl., p. 12).

dant les derniers jours au cours desquels le modèle d'une locomotive électrique était exposé à Regent Street : maintenant, le problème est résolu, les conséquences en sont incommensurables. La révolution économique entraîne forcément dans son sillage la révolution politique car la dernière n'est que l'expression de la première<sup>1</sup> ». Et ce pauvre Liebknecht ne dormit pas de la nuit car il voyait la révolution en marche ! Le modèle de Regent Street était pour lui un cheval de Troie que la société bourgeoise, dans son aveuglement à préparer son suicide, introduisait dans sa citadelle. Maintenant le sort du capitalisme était jeté ! C'était en juin 1850. « Et aujourd'hui nous sommes au début d'avril 1896 », ajoute mélancoliquement Liebknecht. Cette anecdote nous donne une idée de cette période où Marx croyait que les transformations sociales suivent nécessairement les changements économiques, où, selon lui, toute les « superstructures » de nature juridique et politique, toutes les formules « idéologiques » de la conscience collective étaient poussées et entraînées par les forces matérielles de la production. Dans cette doctrine le système juridique correspondant à un certain mode de production devient non seulement périmé, mais incompréhensible et caduc dès l'intant où le mode de production vient à changer. Marx n'exprimait pas cette pensée comme une simple thèse académique, il s'en

1. Liebknecht, *Karl Marx. Souvenirs biographiques* (éd. Chicago, p. 57).

faisait encore un moyen de défense quand on l'accusait de fomenter une révolution armée. Devant la Cour et le jury de Cologne, il montra le Code Napoléon et déclara qu'il ne lui paraissait pas posséder plus de force obligatoire qu'un ramas-sis de vieux papier. Il avait perdu pour lui toute vigueur, parce que les conditions économiques qu'il exprimait avaient cessé d'exister<sup>1</sup>. C'est pourquoi une révolution sociale était imminente. Dans l'automne de 1850, dans la revue *Die neue Rheinische Zeitung*, Marx affirmait avec assurance : « Une nouvelle révolution n'est possible que comme conséquence d'une nouvelle crise. Mais la première est aussi certaine que la dernière ». La crise vint et elle était nécessaire, mais elle n'était<sup>2</sup> nullement le prodrome d'une révolution. Ceci tend à prouver que, abstraction faite

1. « Mais la société ne repose pas sur les lois. C'est là une fiction légale ; ce sont plutôt, en réalité, les Codes qui reposent sur la société. La loi doit être l'expression des intérêts et des besoins de la société qui résultent de la méthode sociale et nécessairement matérielle de production en tant qu'elle s'oppose aux volontés arbitraires de l'individu. Quant au Code Napoléon, que j'ai là sous la main, ce n'est pas lui qui a engendré la société civile moderne. Cette société qui se montra au XVIII<sup>e</sup> siècle et se développa au XIX<sup>e</sup> siècle a trouvé dans le Code son expression juridique. Dès l'instant où il cesse de correspondre aux conditions sociales, il n'est plus qu'un chiffon de papier... Les lois se modifient nécessairement avec les conditions de la vie. Le maintien de vieilles lois contre les exigences et les besoins nouveaux du développement social, n'est au fond rien d'autre qu'une revendication hypocrite (en accord d'ailleurs avec l'esprit de l'époque) formulée par certains intérêts privés contre l'intérêt général » (*Karl Marx vor den Kölner Geschworenen*, Berlin, 1895, p. 15).

2. *Litterarische Nachlass von Karl Marx und Friedrich Engels*, 1841-1850, vol. III (Stuttgart, 1902, p. 468).

de la grande découverte et de la bonne doctrine que peut constituer l'interprétation économique de l'histoire, elle ne peut nullement passer pour une bonne méthode de prévision historique. En 1895, dans sa préface à l'ouvrage de Marx : *La lutte des classes en France*, Engels reconnaissait que Marx et lui avaient complètement sous-estimé la force de résistance de la société capitaliste. « L'histoire a prouvé que nous, et tous ceux qui ont pensé d'une manière analogue, nous nous sommes trompés. Elle a nettement prouvé que l'état du développement économique en Europe était très loin encore d'être mûr pour l'abolition du mode capitaliste de production<sup>1</sup>. »

Pour la prévision de l'avenir, la doctrine de l'interprétation économique de l'histoire n'est bonne que si le facteur économique est le seul auquel on ait affaire et si les autres facteurs de la vie sociale ne comptent que comme de faibles reflets des forces de production — de la nature naturelle, pour parler comme Spinoza — complètement incapables d'exercer une influence indépendante. Alors évidemment l'organisme social devient bien simple et la science sociale peut se réduire à une simple mécanique sociale. Marx pousserait-il aujourd'hui sa théorie jusqu' là ? Déjà en 1852, dans son *Dix-huit brumaire de Louis-Bonaparte*, il reconnaissait la puissance des traditions. « L'homme fait sa propre histoire, écrivait-il, mais il n'en fournit pas entièrement

1. Karl Marx, *Die Klassenkämpfe in Frankreich, 1848-1850*, av. préface de F. Engels (Berlin, 1898, p. 8).

toute l'étoffe ; il ne la tire pas de conditions toutes choisies par lui-même, mais de celles qu'il trouve déjà faites sous la main. Les traditions de toute une série de générations passées pèsent comme une montagne sur le cerveau des générations vivantes <sup>1</sup>. » Mais, bien qu'on puisse trouver semblables concessions dans les écrits de Marx, il n'en reste pas moins qu'au début son interprétation de l'histoire était rigoureusement et étroitement économique. Dans ses dernières années, Engels a avoué que lui et Marx étaient en partie responsables de ce que leurs disciples avaient attaché beaucoup plus d'importance au point de vue économique qu'il ne le méritait <sup>2</sup>. Il admet que toutes les soi-disant superstructures exercent leur influence sur la production et manifestent

1. Karl Marx, *Le Dix-huit brumaire de Louis-Bonaparte* (trad. angl. Daniel de Léon. New-York, 1898, p. 5).

2. « Si quelquefois nos disciples ont attaché au point de vue économique beaucoup plus d'importance qu'il n'en possédait, je dois avouer que Marx et moi nous y avons notre part. Il nous fallait développer contre nos adversaires les principales thèses de nos doctrines qu'on nous déniait et nous n'avions pas toujours le temps, la place ou l'occasion d'accorder aux autres thèses ce qu'elles méritaient. Mais quand il s'agissait d'étudier un problème historique, alors la situation changeait et aucune erreur n'était possible. Malheureusement, il n'est que trop fréquent que les hommes croient avoir entièrement compris une doctrine nouvelle et se jugent sans plus de cérémonie en mesure de l'utiliser dès qu'ils s'en sont assimilé les thèses principales et pas toujours de la bonne manière. Je ne puis éviter d'adresser ce reproche à quelques récents disciples de Marx, qui, de temps à autre, élucubrent de bien curieuses sottises ». Cette lettre est datée de septembre 1890 et fut publiée pour la première fois dans *Die socialistische Akademiker*, oct. 1895. Nous la citons ici d'après Masaryk, *Philosophische und soziologische Grundlagen des Marxismus* (Vienne 1899, p. 104).

constamment leur interdépendance avec elle. La cause économique n'est que leur source première et sans doute très lointaine. Mais encore le facteur économique reste celui qui prédomine. Ainsi Engels écrit en 1894 : « Il n'est pas vrai que la situation économique soit la cause, au sens des seuls agents actifs, et que tout le reste ne constitue que des résultats passifs. Au contraire, elle est un exemple d'action réciproque basée sur la nécessité économique, qui finalement s'accomplit elle-même <sup>1</sup>. »

Dans la même lettre, Engels élargit et transforme encore plus l'interprétation économique, en incorporant les facteurs géographiques dans les conditions économiques et en déclarant que « la race est elle-même une cause économique <sup>2</sup> ». De même, nous dit-il, « tous les processus politiques, juridiques, religieux, philosophiques, littéraires et artistiques reposent sur la vie économique. *Mais tous ces phénomènes réagissent les uns sur les autres et sur la base économique elle-même* <sup>3</sup> ». Cette conception de l'histoire est bien loin de la thèse primitive de Marx et Engels. Je ne sais si cette interprétation économique est le dernier mot de la méthodologie, mais elle a certes bien posé ses fondements. L'enseignement cri-

1. Lettre publiée dans *Die sozialistische Akademiker*, citée dans Woltmann, *Der historische Materialismus* (1900, p.249). Une partie de cette lettre est également réimprimée dans Seligman. *Interprétation économique de l'histoire* (tr. fr., Paris, Rivière).

2. *Ibid.*

3. *Ibid.* C'est nous qui soulignons.

tique des Stammler, Seligman et autres a considérablement élargi et transformé la théorie, mais elle ne l'a pas renversée.

L'importance prédominante du facteur économique en histoire a été pratiquement reconnue, mais il est extrêmement douteux que cette nouvelle méthode ait réuni l'histoire en science exacte. L'un des principaux obstacles à la constitution de cette science de l'histoire consiste dans le désir général des hommes d'une histoire non scientifique. L'histoire peut bien nous apprendre, avec une exactitude convenable, par exemple les grandes lignes des transformations des méthodes du travail humain, cela ne nous satisfait pas complètement. Ce qui nous plaît c'est qu'elle nous restitue la vie en termes vivants. Il nous faut des livres comme : *Le portrait fidèle de S. M. le roi Charles I<sup>r</sup> dans son isolement et ses malheurs*; nous voulons savoir tout ce qui concerne la vie privée et l'influence de chacune des maîtresses de Louis XIV; nous voulons voir analysés et dépeints tous les acteurs et les comparses de l'histoire. C'est impossible scientifiquement, mais cet impossible doit être fait. *Vox populi, vox Dei*. Par conséquent l'historien ressuscite les héros disparus et nous en raconte plus sur eux qu'il ne pourrait le faire sur ses plus proches voisins, souvent même plus qu'il n'en connaît actuellement sur sa propre personne. Mais en agissant ainsi, il n'use pas plus immodérément de son imagination que le théologien, le philosophe, le sociologue ou que tout autre auteur prétendu scientifique dans sa bran-

che particulière du savoir. C'est à lui que Méphisto aurait pu dire :

Est-ce la première fois de votre vie que vous êtes con-  
[duit

A fournir un faux témoignage sur un fait ?  
Sur Dieu, sur le monde et tout ce qu'il renferme,  
Sur l'homme et sur tout ce qui influe sur sa race,  
N'avez-vous jamais donné des explications et des for-  
[mules

Avec une assurance effrontée, bravant votre conscience ?  
Et si vous examinez profondément la chose,  
En saviez-vous autant — avouez-le carrément —  
Que vous en dites ici de la mort et du tombeau de  
[Schwerdtlein ?

C'est tout à fait cela ! Et cependant, parmi les traits dont l'humanité ne peut se dépouiller sans perdre en même temps sa vraie nature se trouve « l'assurance effrontée, qui brave sa conscience », en d'autres termes cette aspiration à expliquer, à connaître, à comprendre. Nos méthodes ont pu changer, ainsi que notre science, mais non pas notre désir. L'effort de la pensée et de l'imagination pour dépasser les limites de notre savoir n'est rien autre qu'une partie de notre tâche éternelle de suppléer par l'intelligence aux imperfections de nos moyens matériels. Dans l'histoire de cet effort, il y a des échecs partiels qui sont plus suggestifs que nos réussites les plus complètes. Parmi ces insuccès partiels, une place d'honneur revient à l'interprétation économique de l'histoire de Marx. Elle constituait une tentative pour faire de l'histoire de notre passé une science

exacte, pour résoudre le problème du temps présent et pour nous découvrir l'avenir avec une précision scientifique. Nous avons vu que la méthode a déjà perdu cette extrême simplicité qui en constituait le charme principal et le plus agréable. Elle n'est plus simplement une théorie économique; on a reconnu l'influence et le pouvoir indépendants de nos traditions, de nos convictions politiques, religieuses et de nos diverses idéologies; mais on n'a découvert aucun moyen d'apprécier quantitativement les forces de ces pouvoirs idéaux, soit d'une manière absolue, soit dans leurs rapports avec le facteur économique. Dans ces conditions et étant donné la nécessité de tenir compte de la complexité de ces forces, toute prévision scientifique de notre avenir demeure impossible. Nous pouvons évidemment, d'une manière générale, discuter les conséquences probables, au point de vue politique et social, des tendances économiques actuelles. Cela n'empêche pas d'énoncer des prophéties, mais il n'y a aucune garantie qu'elles s'accompliront. On a déjà remarqué que l'interprétation économique de l'histoire présente une grande utilité pour entreprendre l'analyse des conditions sous-jacentes d'une époque historique donnée. Les amendements apportés par Engels à la formule primitive de la thèse de l'interprétation économique sont si larges qu'elle a complètement perdu son caractère premier de recette de cuisine pour faire l'histoire. Son nom même devient une erreur, puisque l'influence des traditions et des croyances entre en compte, et en

même temps est considéré comme modifiant la base économique. Mais, cependant, il en reste beaucoup, à savoir sa revendication d'une histoire strictement réaliste, positive et causativement enchaînée. Quand il traite d'un mouvement social, d'un fait politique ou d'un type de civilisation, l'historien doit en rechercher la genèse et les causes. Il ne peut supposer ce qui est en question en se bornant à dire que les traits et caractères de l'époque ou de la nation considérée, sont quelque chose d'inné et de *sui generis* ; il doit expliquer par leurs causes ces traits et caractères eux-mêmes. Mais on ne peut donner aucune règle formelle pour rattacher une situation ou un fait particulier à une série de situations ou de faits antérieurs ; cela doit être livré au jugement, à la perspicacité et à l'intuition de l'historien. C'est ce qui explique que deux historiens, tous deux adeptes de la même méthode, peuvent prouver, l'un qu'il est un homme de génie, et l'autre, un imbécile. L'application de la méthode est et demeure un art.

Plusieurs écrits d'Engels peuvent servir à illustrer cette proposition. Voici, par exemple, son explication de la Réforme : « La bourgeoisie, pour le développement de sa production industrielle, avait besoin d'une science qui précisât d'une façon exacte les propriétés physiques des corps et les modes d'action des forces naturelles. Mais tant que la science n'avait été que l'humble servante de la théologie, il ne lui avait pas été permis de franchir les limites marquées par la foi, et pour cette raison elle ne constituait nulle-

ment une science. *La science se révoltait contre la théologie; d'autre part la bourgeoisie ne pouvait se passer de la science et pour cette raison, elle devait se faire l'alliée de la rebelle*<sup>1</sup>. Ainsi la « bourgeoisie » et la « science » sont responsables de la révolte protestante. C'est une opinion à la fois neuve et saisissante! La date exacte de l'apparition de la « bourgeoisie » n'est donnée nulle part d'une manière précise par Marx et Engels, mais ils ne laissent aucun doute sur la date approximative.

Dans le *Manifeste Communiste*, nous lisons que le règne de la bourgeoisie a duré « environ cent ans »<sup>2</sup> et que pendant la Révolution française, l'ère bourgeoise n'était encore qu'« imminente »<sup>3</sup>. On voit par conséquent que la bourgeoisie ébranlait Rome et remaniait la religion quelque trois siècles avant que son époque arrive. Plus remarquable encore, l'activité attribuée à la science à l'époque de la Réforme. La science, au sens où Marx et Engels l'entendent, n'existe pas alors, pas plus qu'on ne découvre, au cours de la période qui précède la Réforme, quoi que ce soit qui ressemble au conflit moderne entre la science et la religion. Il n'y a aucun cas mémorable représentant l'Eglise romaine, avant la Réforme, sérieusement entraînée par la science enseignée. Elle ne possédait aucun de ces organes de destruction qui se déve-

1. Engels, *Socialisme utopique et soc. scientifique* (éd. de New-York, 1901, p. XXII). C'est nous qui soulignons.

2. *Manif. Commun.* (éd. Kerr, p. 20). Cf tr. Lafargue, p. 301.

3. *Ibid.*, p. 59. Cf tr. Lafargue, p. 325.

l'oppérent plus tard chez elle en si grande abondance. Il n'existait pas alors d'Index expurgateur, et avant le cinquième concile de Latran, elle n'exerçait aucune censure contre les livres. Tout enseignement nouveau était normalement approuvé par le gouvernement universel de Rome. Une certaine dose d'hérésie était alors considérée comme un témoignage de bonne santé pour l'Eglise. Il est certain qu'on respirait plus librement dans la Rome d'avant la Réforme que dans Wittemberg ou dans Genève d'après la Réforme. C'est pourquoi la thèse que la Réforme consiste essentiellement dans une révolte de la science contre l'Eglise est tout simplement grotesque ; elle ne trouve aucun fait pour s'étayer<sup>1</sup>.

1. Il est singulier qu'Engels ne se soit pas avisé que le schisme protestant était susceptible d'une interprétation économique à la fois plus directe et plus plausible que celle qu'il imagina. Cf. H.-C. Lea, *The Eve of the Reformation (The Cambridge Modern History, tom. I, ch. XIX, pp. 653-692. New-York, 1902)*. Le premier qui donna une interprétation de la révolte protestante, ce fut, sans conteste, Luther lui-même. On n'a qu'à s'adresser à lui, à son appel *An den Christlichen Adel Deutscher Nation vor der Christlichen Ständes Berserung* pour voir que la Réforme était, dans son ensemble, une protestation contre l'exploitation économique de l'Allemagne par l'Eglise de Rome. Luther écrivait, par exemple : « Comment se peut-il que nous, Allemands, nous soyons obligés de supporter de tels vols et une pareille exploitation de la part du pape ?... J'estime que l'Allemagne donne actuellement à Rome et au pape beaucoup plus qu'elle ne le faisait, autrefois, aux empereurs. Oui, beaucoup d'entre nous estiment que chaque année, c'est plus de 300.000 florins qui s'en vont d'Allemagne vers Rome, en pure perte, et sans que nous recevions en retour autre chose que des railleries et des injures. Et nous nous étonnons que nos princes et nos nobles, nos cités et nos monastères, notre pays et notre peuple continuent à rester pauvres ! Nous devrions plutôt nous

Ni la bourgeoisie, ni la science n'ont rien à voir avec la Réforme. Au début, ce n'était pas un mouvement religieux, mais comme l'a fort bien montré M. H.-C. Lea, un événement économique. Dans le fameux réquisitoire de Ulrich de Hutten contre la papauté, adressé à Léon X en 1517, on ne trouve pas un seul mot concernant la foi ou la doctrine. Son « unique grief fait observer M. Lea porte sur l'abus de pouvoir, les spoliations, exactions, oppressions, sur les ventes de dispenses et d'indulgences, les stratagèmes malhonnêtes par lesquels la richesse de l'Allemagne était astucieusement transférée à Rome<sup>1</sup>.

Il est impossible de lire les documents contemporains sans être averti de ce fait que la

étonner qu'il nous reste encore quelque chose à manger! Si nous pendons les coquins de par la loi et si nous décapitons les voleurs, pourquoi permettrions nous que ce romain rapace, qui est le plus grand des coquins et des voleurs qui ait jamais existé et qui existera jamais sur terre, reste en liberté?... A Rome ce ne sont que ventes et achats, marchés, trocs, débauches, mensonges, fourberies, vols, rapines, orgies, prostitution et scélératesses. Venise, Anvers et le Caire ne peuvent nullement rivaliser avec Rome pour une pareille license et un pareil commerce... Enfin le pape a institué un marché spécial pour toutes ces belles affaires commerciales (la datorious House) à Rome. C'est là que doivent venir tous ceux qui désirent passer par le pape pour se procurer des fiefs et des bénéfices... Si vous avez de l'argent à donner vous pouvez obtenir tout ce que vous voulez; bien plus, toute espèce d'usure est considérée comme monnaie valable et la propriété de biens volés vous est confirmée. Oh que d'extorsions et d'exactions se poursuivent là bas! Il est reconnu que toutes les lois de Dieu ne sont faites que pour que tout cet argent puisse être accumulé, cet argent qu'il faut avoir pour être un chrétien. »

1. Lea, *loc. cit.*, p. 667.

Réforme fut une révolution politique, provoquée principalement par une oppression économique. C'était le refus de payer tribut à une puissance étrangère. M. Lea montre qu'avant la Réforme, la plupart des Etats catholiques et orthodoxes comme l'Espagne, la France et les cités italiennes, étaient constamment à deux pas de la rébellion contre la papauté et cela à cause des exactions financières, bien qu'on formulât aussi quantité de doléances contre l'intervention romaine dans l'administration de la justice. Mais ces symptômes et ces avertissements n'eurent aucun effet sur Rome. La Curie continua à agir comme si le Décalogue n'avait été promulgué que pour servir de source de revenus à Rome. Sa vénalité devint proverbiale. A tel point qu'Æneas Silvius, avant de devenir pape, ne se gênait pas pour dire que tout était à vendre à Rome et que, sans argent, on ne pouvait rien en obtenir. Les livres les plus populaires de l'époque, comme le *Stultifera Navis* de Brandt et le *Schelmenrunft* de Thomas Murner, constituaient de féroces attaques contre Rome. Murner ne se lassa jamais de s'appesantir sur les scandales et les exactions du clergé, du haut en bas de la hiérarchie, de l'évêque au moine. Quand le seigneur a tondu le mouton, nous dit-il, le prêtre arrive et lui extirpe les entrailles. L'invention de l'imprimerie apporta une aide considérable à la lutte européenne contre Rome, en réunissant les griefs locaux dans un vaste mécontentement et une hostilité unanime. Quand Luther cloua ses thèses aux portes de l'église de

Wittemberg, elles étaient lues et connues depuis un mois dans toutes les écoles et tous les couvents d'Europe.

La révolte protestante jaillit d'Allemagne parce que ce pays était politiquement factice et plus exposé par conséquent à la rapacité de Rome. En France et en Espagne, les rois étaient capables de résister aux demandes de la Curie avec quelques chances de succès ; en Allemagne l'Empereur ne disposait d'aucun pouvoir comparable. « En 1521, le nonce Aleander écrivait que, cinq ans auparavant, il avait communiqué au pape Léon sa crainte d'un soulèvement allemand ; il avait entendu dire par beaucoup d'Allemands qu'ils n'attendaient qu'un homme audacieux pour éléver la voix contre Rome<sup>1</sup>. »

Les exactions fiscales et la vénalité de la Curie amenèrent la révolte protestante ; telle est l'explication que donne M. Lea. Ici encore nous sommes en présence d'une interprétation économique de l'histoire, mais combien cette histoire diffère de celle d'Engels<sup>2</sup>.

1. Lea, *loc. cit.*, p. 690.

2. Non moins extraordinaire est l'interprétation économique donnée par Engels de la doctrine de la prédestination. Le prédestinationnisme de Calvin, nous dit Engels, « était l'expression religieuse du fait que, dans le monde commercial de la concurrence, la réussite ou l'insuccès ne dépend ni de l'habileté ni de l'intelligence de l'homme, mais de circonstances qui échappent à sa direction. Il ne dépend pas de lui de se ruiner ou de réussir, il est livré à l'influence d'un pouvoir économique inconnu et qui le dépasse ; ceci était particulièrement vrai à une époque de révolution économique, à un moment où toutes les anciennes routes et centres commerciaux étaient remplacés par des nouveaux, quand l'Inde et l'Amérique s'ouvraient au monde, et alors que même les dogmes économiques les plus sacrés —

Le socialisme marxiste se donne lui-même le nom de « socialisme scientifique », à cause de son interprétation de l'histoire. Grâce à cette

comme ceux concernant la valeur des métaux précieux — commençaient à s'ébranler et à crouler » (Engels, *Socialisme utopique et soc. scientifique*, pp. xxiii-iv). Il est pourtant hors de doute que la doctrine de la prédestination a de beaucoup précédé les écrits de Calvin et les routes commerciales d'Engels. Comparez, par exemple, l'*Epître aux Romains*, VIII, 30. « Ce qu'il avait préétabli, il l'appela à l'existence ; ce qu'il appela ainsi, il le justifia ; ce qu'il justifia, il le glorifia. » Engels pourrait trouver tout le prédestinationnisme dans le *De libero arbitrio* de saint Augustin, écrit au <sup>iv<sup>e</sup></sup> siècle ou encore dans le livre de Scott Erigène : de *Predestinatione*, écrit au <sup>ix<sup>e</sup></sup> siècle, ou dans la *Somme* de saint Thomas, du <sup>xiii<sup>e</sup></sup> siècle, pour ne rien dire des écrits des premiers docteurs de la religion. A l'appui de la thèse de Engels, on pourrait avancer que le prédestinationnisme, quoique formulé à une époque très ancienne, n'exerça pas son influence sur la masse avant le développement communal du <sup>xvi<sup>e</sup></sup> siècle qui, par la multiplicité des banqueroutes que l'on y vit, avait préparé l'esprit public à recevoir une telle doctrine. Il est exact que le prédestinationnisme ne devint pas populaire avant le <sup>xvi<sup>e</sup></sup> siècle. Mais, par contre, ce ne fut pas dans des centres commerciaux comme Venise ou Gênes, mais dans des contrées économiquement très arriérées, que cette doctrine connut sa première vogue, pas exemple en Ecosse et dans la Nouvelle-Angleterre. Ici encore l'interprétation d'Engels échoue. La diffusion du prédestinationnisme dans le sillage de la révolte protestante me paraît facile à comprendre sans aucune démonstration forcée. Les écrits des premiers hommes d'église, étaient, comme nous l'avons vu, pleins de cette doctrine. Mais il n'était pas possible à l'Eglise du moyen âge, d'en faire une thèse fondamentale, pour cette bonne raison que si les hommes et les femmes étaient prédestinés à être sauvés ou damnés, alors toutes les remissions et les absolutions que l'Eglise vendait, devenaient de valeur très douteuse. Un célèbre théologien allemand, Johann Rucherath, de Wesel, qui était prédestinationniste, aboutit justement à ces conclusions ; comme elles étaient contraires aux affaires de l'Eglise, il fut obligé de les rétracter en 1479. Les chefs du mouvement protestant témoignaient, nous le savons, un profond mépris pour les « œuvres » et la façon dont on en usait. Il paraissait absurde à Luther que

méthode, il prétend nous dévoiler la véritable histoire de notre passé ; grâce à la même méthode il se flatte de nous révéler l'avenir. Quelque graves que soient les difficultés rencontrées actuellement par l'analyse du passé, ses données sont assurément plus tangibles que les événements de l'avenir. Or, l'histoire de la Réforme, présentée par Engels, prouve que cette méthode ne produit pas automatiquement l'explication scientifique du passé. Dès lors, est-il raisonnable de croire qu'elle se montrera infaillible, quand on l'appliquera à l'avenir ?

Il n'y a pas de lien nécessaire entre l'inter-

le salut dépendit de ces « œuvres » qu'il avait tant d'occasions d'observer et nous le voyons préconiser le salut par la foi. Calvin, qui détestait tout autant les « œuvres » des romains, prit un autre moyen pour les combattre : le prédestinationnisme. La doctrine du salut par la foi et celle de l'élection comprenaient pareillement l'opposition des réformés au caractère purement pratique des « œuvres » telles que les demandait Rome. Le docteur Busk fait d'intéressantes remarques sur les raisons pratiques qui portèrent deux époques aussi différentes que celles de saint Augustin et de Calvin vers le déterminisme. « Si une grande partie du système d'idées connues sous le nom d'Augustinisme fut imaginée au v<sup>e</sup> siècle pour prouver aux hommes la nécessité d'une église officiellement constituée, ces mêmes idées furent reprises au xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles pour prouver la futilité de ces mêmes institutions. Comment les sacrements joueraient-ils un rôle quelconque dans le salut de l'homme, si c'est là une question tranchée par l'élection directe opérée par Dieu ? Comment quelques paroles prononcées par un prêtre pourraient-elles produire une action de grâces ? Ce fut précisément pour des raisons opposées à celles qui frappaient saint Augustin, que le déterminisme augustinien devint un dogme de la Réforme : le premier l'invoquait pour prouver l'utilité des sacrements ; les autres pour en prouver la futilité. » (Wendell-T. Bush. *Sub specie æternitatis, journal of the philosophy, psychology and scientific methods*, vol. IV, 1907, p. 160.)

pré tation économique de l'histoire et le socialisme. Un historien peut fort bien interpréter le passé en termes de causalité économique, sans pour cela se livrer à aucune spéculation touchant l'avenir, ou encore en concluant, dans ses prévisions, au développement de l'individualisme. Il serait évidemment inadmissible de voir en lui un socialiste. Néanmoins, jusqu'à une époque récente, tout écrivain rallié à l'interprétation économique était classé et étiqueté disciple orthodoxe du socialisme. Ce n'était pas là une erreur fortuite, mais plutôt le type bien défini d'un mode de classification qui plaît ordinairement au public. Le public, il est bon de le rappeler, n'habite pas avec les philosophes leur « temple marmoréen qui brille sur la hauteur », mais il se tient dans le monde grossier de ses expériences personnelles et concrètes <sup>1</sup>. Les systèmes philosophiques ou leurs fragments n'agissent sur l'esprit public qu'après qu'ils sont devenus une partie et un élément de ce labyrinthe d'expériences à travers lesquels ils ont à se frayer un chemin. Dans son choix et sa classification des théories spéculatives, l'esprit public se guide, non par la logique, mais par l'expérience. Il remarque que certaines théories philosophiques et littéraires sont posées et soutenues par des personnes appartenant à telle catégorie sociale ou à tel parti politique et par une déduction qu'on peut qualifier de « substitutive », il identifie les doctrines avec les ten-

1. W. James. *Pragmatisme* (1907, p. 21-22).

dances qu'elles alimentent ou favorisent. Ainsi, en Russie, il y a quelques dizaines d'années, ceux qui défendaient la thèse de « l'art pour l'art » étaient immédiatement reconnus pour des réactionnaires en politique, tandis que les « réalistes » passaient pour des libéraux ou des radicaux. De même en Allemagne, pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le « romantisme » équivalait au conservatisme, sinon au réactionnarisme, tandis qu'à la période de Feuerbach, le « naturalisme » était assimilé au socialisme révolutionnaire et humanitaire. De même l'interprétation économique de l'histoire de Marx voulait dire socialisme militant.

Logiquement, de pareilles substitutions étaient et sont indéfendables. Le lien entre ces théories et certaines fins pratiques qu'elles avaient coutume de favoriser était purement accidentel ou temporaire. En Angleterre, par exemple, William Blake, qui n'était certainement ni un réaliste ni un naturaliste et qui partageait avec les romantiques allemands et les tenants russes de la doctrine de l'art pour l'art, l'amour de la symbolique et de la mystique, inclinait, en politique, vers le socialisme révolutionnaire<sup>1</sup>. En Angleterre, la doctrine de « l'art pour l'art » était soutenue par William Morris, un socialiste, et par Oscar Wilde, qui proclamait que la première désobéissance de

1. Cf. William Blake, *Poetical Works* (éd. Rossetti, 1890, p. 142). En ce qui concerne Blake comme champion de la liberté et son attitude à l'égard de la Révolution, cf. Edwin-J. Ellis, *The real Blake* (Londres, 1907, p. 162 sqq.).

l'homme avait été sa vertu originale, défendait la suppression de la propriété privée, conseillait de voler plutôt que de mendier, démolissait toutes nos valeurs et considérait notre société comme destinée à la banqueroute. De même, l'interprétation économique de l'histoire s'est vue dissociée du socialisme. Aujourd'hui, comme le remarque le professeur Seligman, « les écrivains qui... font l'application la plus heureuse de l'interprétation économique de l'histoire ne sont rien moins que socialistes<sup>1</sup> ».

Mais, en temps et lieu, ces classifications populaires furent exactes. Les écrivains russes des années *soixante* qui défendaient la cause de l'art pour l'art représentaient vraiment l'autoritarisme religieux et social. D'autre part, la description fidèle des conditions actuelles de la vie russe que réclamaient et donnaient les réalistes constituait une propagande partant du mécontentement pour aboutir à la révolution. Les romantiques allemands étaient des conservateurs ou des réactionnaires et le naturalisme feuerbachien, d'après Feuerbach lui-même, tendait à préparer les voies à la reconstruction de l'ordre politique et social<sup>2</sup>. De même, l'identification populaire établie entre l'interprétation économique de l'histoire et le socialisme représentait une appréciation exacte des mobiles de Marx et du contenu pratique de cette méthode entre ses propres mains et celles de ses disciples.

1. Seligman, *The economic interpretation of History* (1902, p. 109, Cf. tr. fr. éd. Rivière, Paris, 1912).

2. Feuerbach, *Oeuvres* (Leipzig, 1946, I, p. xix-xx).

C'est pour des raisons politiques que Marx émigra en France, ce fut pour des raisons de même nature qu'on l'en chassa ; à Bruxelles il vécut sous la surveillance constante et soupçonneuse du Service de la Sûreté belge. Peut-on supposer que c'est à cause de son activité à élaborer une méthode de recherches historiques qu'il donna tant de soucis à plusieurs gouvernements ? Ou bien faut-il penser qu'un an après les révoltes de la famine des tisserands siléziens, un an ou deux avant la Révolution de 1848, il laissait reposer un peu toute activité politique et cherchait à échapper à la bataille en s'adonnant aux joies de la spéculation pure ?

Loin de là. Nous voyons Marx et Engels faire de la théorie ; mais l'axe autour duquel tourne leur théorie, c'est le mouvement social et la révolution politique. Leur activité littéraire est la forme de leur activité politique<sup>1</sup>. L'interprétation économique de l'histoire ne jaillissait pas de recherches impossibles, elle était connue dans des esprits saturés de l'idée de révolution sociale.

Dès 1845, au Congrès communiste d'Elberfeld, Engels, qui était encore un semi-utopiste quand il s'agissait de la future organisation de la société, déclarait que le communisme était une nécessité et décrivait la révolution sociale

1. « Cela montre quelle place importante le désir de faire œuvre pratique avant tout tenait dans ce plan d'œuvres littéraires auquel Marx et Engels travaillèrent pendant si longtemps » (*Aus dem literarischen Nachlass von Marx, Engels, etc.* Stuttgart, 1902, II, p. 332).

comme inévitable économiquement. « Avec la même certitude, nous dit Engels, que d'un théorème mathématique on en déduit un autre, avec la même certitude, nous pouvons inférer la révolution sociale des conditions sociales présentes et des principes de l'économie politique<sup>1</sup>. » Deux ans après, Marx et Engels écrivaient leur *Manifeste Communiste*, dont la « thèse fondamentale » est l'interprétation économique de l'histoire.

La propagation de cette thèse, de cet « éclaircissement critique sur les conditions, le progrès et les résultats généraux du mouvement social actuel<sup>2</sup> » constitua l'activité principale de Marx pendant les années 1846-1848, et c'était là une activité politique. Il ne dirigeait pas un séminaire d'histoire à Bruxelles; il munissait l'armée révolutionnaire d'une révélation nouvelle et implantait dans son esprit la confiance absolue dans le triomphe de sa cause. Ce qui l'intéressait, c'était l'avenir; le passé n'était pour lui qu'une pièce justificative. Il appelait sa thèse une interprétation économique de l'histoire, parce que pour lui, élevé à l'école de Hégel, le passé, le présent et l'avenir ne formaient qu'un seul et même processus historique.

C'était l'interprétation économique de l'histoire de Marx, et non celle d'un autre auteur, qui retenait l'attention du public, et quand elle rangeait les matérialistes historiques parmi les socialis-

1. *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* herausgegeben von Hermann Pütmann (Darmstadt, 1845, t. I, p. 78-79).

2. Marx, *Herr Vogt* (Londres, 1860, p. 35).

tes, l'opinion publique témoignait, comme en maintes circonstances semblables, d'une appréciation parfaitement lucide à la fois des motifs psychologiques et des buts pratiques de la théorie. Mais cette classification s'est aussi révélée de valeur temporaire. Actuellement, tant est forte l'ironie du destin, l'interprétation économique de l'histoire se trouve posséder une valeur considérable pour les historiens, alors qu'elle constitue un inflexible et impitoyable piège d'acier dans lequel se trouve pris et retenu le soi-disant socialisme scientifique.

## CHAPITRE IV

### *LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE*

L'Etat socialiste de Marx ne devait pas être fabriqué par les soins d'un réformateur du monde. Le socialisme devait être le produit des tendances économiques, et notamment des plus importantes, la concentration de la production.

Tous ceux qui connaissent un peu la pensée du xix<sup>e</sup> siècle savent que les progrès industriels de cette période furent regardés avec méfiance, sinon avec appréhension. Dans la première moitié du siècle, c'est-à-dire à l'époque où étaient formulées les thèses du socialisme-scientifique, la grande cheminée, pour reprendre l'expression de Schulze-Gaevernitz<sup>1</sup> était généralement regardée comme un doigt prophétique, traçant le mane, thecel, pharès de l'imminente révolution. Les effets sociaux de l'introduction du machinisme étaient trop graves pour être inaperçus. La tendance à la centralisation et les aspects sociaux économiques et politiques de cette ten-

1. Schulze-Gaevernitz, *Le commerce du coton en Angleterre et sur le continent* (éd. ang. Londres 1895, p. 164).

dance avaient l'attention de bien des penseurs avant que Marx ne commençât à parler ou à écrire. Ce qui était brutalement affirmé par Marx comme une inéluctable nécessité, avait été auparavant présenté et examiné comme une possibilité. Constantin Pecqueur<sup>1</sup>, par exemple, avait remontré avec une remarquable clarté que les anciens modes de production ne pouvaient lutter avec les usines modernes et que la production en grand était si avantageuse, que la centralisation devenait un phénomène économique inévitable<sup>2</sup>. C'est encore Pecqueur qui a soulevé cette question, à savoir quel sort est réservé aux petits établissements, si la grande production présente des avantages inévitables. Il répondait que ces petites entreprises seraient ruinées par une concurrence féroce, que les petits producteurs pourraient bien devenir eux-mêmes des prolétaires. Socialement et politiquement, une

1. C. Pecqueur, *Economie sociale. Des intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture et de la civilisation en général, sous l'influence des applications de la vapeur* (2<sup>e</sup> éd. Paris 1839). Cet écrit de Pecqueur fut très lu, et l'Institut de France le couronna.

2. « Chacun sait que, en réalité, pour que l'usage de la vapeur réduise le coût de production et procure de grands avantages, il est nécessaire d'opérer en grand, d'employer une grande masse de capitaux et un grand nombre d'ouvriers ; en un mot, produire sur une grande échelle... Sinon, il n'y aurait aucune économie, la dépense de premier établissement et d'entretien que nécessitent respectivement deux machines à vapeur de puissance inégale n'est pas proportionnelle à leur degré d'inégalité. Ainsi une machine deux fois plus puissante qu'une autre n'entraîne pas le double de frais ; elle n'exige pas deux chauffeurs au lieu d'un, ni deux fois plus d'espace, ni deux fois plus de combustible ou de travail pour fonctionner » (C. Pecqueur *op. cit.*, I, p. 56-57).

telle situation équivaudrait à une nouvelle féodalité industrielle. La seule solution qu'il proposait consistait en une centralisation de l'industrie sur une base démocratique, comportant participation aux revenus et coopération<sup>1</sup>.

Pecqueur a-t-il réellement influencé Marx ? C'est sans importance. Les idées exprimées par l'économiste français étaient plus ou moins, à cette époque, dans le domaine public. Ce n'est que la manière dont Marx les a formulées qui importe. Pour lui, il n'était pas question d'un choix à exercer entre la féodalité ou la démocratie industrielle ; le présent n'a qu'une route à suivre ; quant à l'avenir, il porte l'empreinte de la nécessité. A son avis, il était absolument inutile d'élaborer des plans de socialisme industriel. L'industrie et l'agriculture se centraliseraient et se socialiseraient nécessairement et complètement. Il ne serait pas nécessaire de contraindre l'artisan, le petit commerçant, le fermier à ren-

1. « On peut facilement conclure que des sociétés par actions ou des capitalistes et industriels très riches absorberont le travail des petits producteurs, les exterminant par une concurrence démesurément inégale et cruellement impitoyable ; et il pourrait arriver que tous ceux qui ne sont ni capitalistes, ni propriétaires aillent, peu à peu, rejoindre les rangs des prolétaires... » (*Ibid.* I, p. 396-397).

« Avec la disparition de la petite entreprise de production, ou bien les petits producteurs deviendront actionnaires des grandes exploitations, collaborant à leur fonctionnement et participant à leurs profits, suivant leurs capacités, leur capital et leur travail, ou bien ils dégénéreront en salariés, en un troupeau de serfs travaillant au jour le jour dans les manufactures ; en prolétaires toujours pauvres, sans aucun avenir ; et toutes les grandes industries se trouveront exclusivement monopolisées par une féodalité industrielle » (*Ibid.*, II, p. 101.)

trer dans un système d'organisation socialiste. « Les petits commerçants, les boutiquiers et en général les négociants retraités, les artisans et les paysans, tous ces gens-là s'enfoncent par degrés dans le prolétariat<sup>1</sup> », et la centralisation de l'industrie se poursuit. Et ce ne doit pas être seulement le destin de la partie inférieure des classes moyennes. « Des catégories entières des classes dirigeantes sont précipitées dans le prolétariat, par le progrès de l'industrie<sup>2</sup>. » A cette question : le socialisme expropriera-t-il et abolira-t-il la propriété privée péniblement acquise du petit fermier ? Marx répond : « Il est inutile de l'abolir ; le développement de l'industrie l'a déjà largement supprimée, et il la fera disparaître un jour<sup>3</sup>. »

Le socialisme marxiste méprise profondément les utopies. Pourquoi élaborerait-on des plans fantaisistes d'organisation économique et sociale, alors que la mission propre du capitalisme est d'organiser la production et la consommation de la communauté ? Il n'est au pouvoir d'aucune prédication sur la justice éternelle de concentrer une production éparsé et aucun socialisme n'est possible sans une telle concentration économique.

Depuis la publication du *Manifeste Communiste* de Marx, soixante ans se sont écoulés ; aussi est-il légitime de rechercher si les transformations économiques qui se sont produites

1. *Manifeste Communiste* (éd. Kerr, p. 21). tr. Lafargue, p. 306.

2. *Ibid.*, p. 26, tr. Laf., p. 310.

3. *Ibid.*, p. 34, tr. Lafargue, p. 316.

depuis ont justifié ses théories et ses expectatives.

Il est indubitable que la concentration de l'industrie s'est manifestée. En outre elle est parvenue plus loin dans ce pays (les Etats-Unis) qu'en aucun autre pays du monde. Le professeur Seligman écrit: «D'après le Census de 1900, il existait 185 sociétés, représentant 2.040 maisons et donnant une production de 1.667.350.000 dollars, soit un peu plus de 14 % de la valeur totale de la production des Etats-Unis. Mais depuis 1900, le mouvement s'est rapidement accéléré. En 1900, il y avait 16 sociétés possédant chacune un capital de 50.000.000 de dollars et formant ensemble un capital de 1.231.000.000 dollars. En 1907... non seulement on trouve 27 sociétés de même catégorie, représentant un capital total trois fois plus considérable (3.785.000.000 de dollars) mais une seule entreprise possède maintenant un capital plus grand que les 16 ci-dessus et environ moitié aussi fort que les 185 sociétés de 1900 toutes ensembles<sup>1</sup>.» L'entreprise à laquelle le professeur Seligman fait allusion est *The United States Steel Corporation* (le trust de l'acier), un trust qui ne contrôle pas moins de 785 établissements industriels. Bien que les Etats-Unis soient considérés comme la patrie des trusts par excellence, le développement des grandes entreprises et sociétés industrielles ne se manifeste pas moins nettement en Angleterre et dans les autres pays d'Europe.

1. Seligman. *Principles of Economics* (3<sup>e</sup> éd. 1907, p. 342).

Mais la concentration de l'industrie au cours de ces dernières années n'est en aucune façon due principalement aux seules conditions techniques — à la transformation des outils en machines. La vapeur et le machinisme ont sans aucun doute favorisé la grande production, mais tout cela est bien loin d'atteindre la vaste centralisation que préside la vision marxiste de la société économique future. L'industrie colonnière anglaise, dont l'histoire a fourni tant de matériaux à l'auteur du *Capital*, ne montrait, comme l'a fait remarquer Bernstein, qu'une concentration très modérée, au cours des vingt années qui ont suivi la publication de l'ouvrage de Marx. Voici une comparaison des chiffres de 1868, donnés par Marx, avec ceux de 1890.

INDUSTRIE COTONNIÈRE	1868	1890	/%
Manufactures. . . . .	2.549	2.538	en moins 0,43
Métiers. . . . .	379.329	615.714	en plus 62
Broches. . . . .	32.000.014	44.504.819	— 39
Personnel . . . . .	401.064	528.795	— 32
Nombre moyen du personnel par navire. . .	156	208-	— 33

Les autres branches de l'industrie textile accusent, selon Bernstein, la même et faible concentration<sup>1</sup>. Dans au moins une branche de l'industrie textile, dans le tissage, le nombre des manufactures s'est accru fortement : en 1870 il était de 1.658 ; en 1878, de 1.765 ; en 1885, de

1. Bernstein, *Die Voraussetzung des socialismus und die Aufgaben der Socialdemocratie* (Stuttgart, 1899, p. 56).

1.915 ; en 1890 de 2.015. Dans l'industrie de la laine, le nombre des établissements a oscillé comme suit : en 1870, 6.807, en 1874, 7.394 ; en 1878, 7.105 ; en 1885, 7.465 ; en 1890, 7.190<sup>1</sup>.

C'est pourquoi le développement des trusts ne peut être pleinement considéré comme le résultat inévitable de la technique industrielle. Il faudrait plutôt l'envisager comme une sorte de réaction contre la libre concurrence. La concurrence tendait sans cesse vers les bas prix, la sur-production et la diminution des profits, le désir de mettre un frein à ces résultats ruineux a provoqué les ententes industrielles, — coalitions, syndicats, fusions — qui sont les formes diverses de ce que nous nommons trusts. « Après tout, écrit Macrosty, les hommes qui s'occupent d'affaires ne le font pas pour mettre en valeur les lois *naturelles* de l'économie politique, mais pour produire un revenu et c'est une mince consolation à la faillite que de savoir qu'on a sombré dans le courant d'une tendance économique<sup>2</sup>. »

L'expérience a démontré en outre que les trusts ne détruisent pas nécessairement leurs petits concurrents. Dans le langage actuel, on classe parmi les trusts non seulement les unions gigantesques et les groupes industriels formant masse, mais toute espèce d'ententes commerciales, de fédérations, syndicats, coalitions ou associations formées dans le but de maintenir

1. Ces chiffres sont extraits de *Statistical Abstract for the United Kingdom* (Londres, 1897, pp. 202-203).

2. Macrosty, *Trusts and State* (1901, p. 152).

les prix à un certain niveau. Les unions peu rigides sont une caractéristique particulière du développement industriel de l'Europe. Aussi Macrosty résume-t-il la tendance actuelle de la métallurgie anglaise dans ce fait qu'on peut s'attendre « à voir dans un avenir peu éloigné l'industrie métallurgique dirigée par des fédérations peu rigides de grands pouvoirs, chaque forme appartenant à un nombre varié d'associations, selon la variété de sa production <sup>1</sup>. »

C'est un fait reconnu que les trusts et les ententes commerciales contribuent souvent au maintien d'entreprises plus petites. E.-J. Smith, le promoteur des « Alliances de Birmingham » a imposé avec une énergie particulière la protection des petites entreprises, disant: « Le grand avantage que donne un capital considérable doit être retenu comme étant le légitime intérêt du capital seul, au lieu de servir de moyen pour envahir le marché avec des produits vendus à un prix que ne pourraient soutenir sans perte les petites entreprises. Les matières premières employées dans l'œuvre manufacturière possèdent leur juste valeur moyenne de marché, que la plupart des fabricants sont obligés de payer. L'achat de matières premières par grandes quantités à la fois et payées rapidement ou au comptant, abaisse sans aucun doute les prix d'achat en faveur du capitaliste heureux, mais toute prime ainsi obtenue doit être considérée comme l'intérêt du capital et retenue. »

1. Macrosty, *The Trust movement in British Industry* (1907, p. 330).

Plus on étudie les trusts, moins on incline à établir des règles universelles. Les types de combinaisons sont si nombreux et leurs règles et statuts sont si variés qu'une seule proposition générale peut être soutenue avec certitude, à savoir que tous les trusts tendent à organiser, à un degré plus ou moins élevé, leur industrie respective et à maintenir la constance des prix.

Cependant les socialistes des deux mondes voient dans le mouvement des trusts américains la preuve positive de la réalisation de la prévision marxiste du progrès économique. Certaines études socialistes publiées en Europe communiquent l'impression que l'industrie est complètement concentrée et organisée aux Etats-Unis, que le petit producteur y est pratiquement éliminé et que les trusts s'acheminent vers un trust des trusts. Aussi l'Amérique se trouve-t-elle, tout au moins au point de vue technique et économique, de beaucoup en tête de tous les autres pays sur le chemin de la production organisée, concentrée, socialisée.

En étudiant les rapports sur les manufactures que donne le douzième Census, on est frappé par le nombre des petits et moyens établissements industriels dont ce document fait état. Voici les chiffres concernant 512.254 établissements industriels<sup>1</sup>.

1. *Twelfth United States Census (1900) » Manufactures »*, part. 1, p. LXXIII.

N'occupant aucun ou- vrier. . . . .	110.510	occup. de 51 à 100 pers.	11.663
Occupant moins de 5 personnes . . .	232.726	—	101 à 250 — 8.491
Occupant de 5 à 20 personnes. . . .	112.135	—	251 à 500 — 2.809
Occupant de 21 à 50 personnes. . . .	32.408	—	501 à 1.000 — 1.063
		plus de 1.000 —	443

Le rapport spécial de 1905 sur les manufactures nous fournit un tableau comparatif qui montre, dans l'ensemble, une tendance progressive vers la concentration, avec de petits producteurs gérant leur propre affaire dans de nombreuses industries. Au vrai, le nombre des établissements industriels a crû plus rapidement, de 1870 à 1900, que le nombre des salariés<sup>1</sup>.

	1890	1900	% de l'accrois- sement
Nombre d'établissements.	— 355.415	— 512.254	— 44,1
Nombre de salaires. . .	4.251.613	5.305.406	24,9

D'ailleurs, c'est un fait que certaines industries sont centralisées et nationalement organisées sur une grande échelle et qu'elles aboutissent pratiquement à des monopoles. De tels faits soulèvent de sérieux problèmes. Mais nous en trouverons plus facilement une solution convenable en traitant des faits tels qu'ils sont qu'en nous occupant de faits *futurs* et invérifiables.

L'industrie européenne est beaucoup plus di-

1. *Special Census Report « Manufactures », 1905, I. Part., p. XXXVI.*

visée et décentralisée que celle des Etats-Unis. D'après le dernier recensement allemand, 4.770.660 personnes sur 10 millions de salariés étaient employées dans le petit commerce et la petite industrie, avec une moyenne de 1 ou 10 employés par établissement<sup>1</sup>. Dans ce pays, les petits artisans sont loin d'être éliminés par le processus industriel. En Prusse, en 1861, il y avait 534.556 patrons et 558.321 apprentis; en 1900-1902 les petits patrons indépendants se chiffraient à 679.323 avec 559.738 journaliers et 253.055 apprentis<sup>2</sup>. Dans le commerce, les petits établissements sont encore plus vivaces que dans l'industrie. L'Empire allemand en comp-tait<sup>3</sup>:

ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX	1882	1895
Sans employés . . . . .	429.825	454.540
Avec 1 à 5 employés. . . . .	246.413	450.913
Avec 6 à 50 employés. . . . .	26.531	49.271
Au-dessus de 50 employés. . . .	463	960

Tel est l'état de la concentration industrielle et commerciale en Allemagne. Considérons maintenant la doctrine marxiste en face des faits touchant la concentration dans l'agriculture.

L'attitude de Marx et d'Engels à l'égard de la classe agricole fut résolument hostile. Dans leur premier grand ouvrage, les pères du socia-

1. Sombart, *Socialismus und soziale Bewegung* (6<sup>e</sup> éd., Iéna, 1908, p. 84) Cf. tr. fr. Paris. Giard et Brière, 1898.

2. J. Wernicke, *Kapitalismus und Mittelstand politik* (Iéna, 1907, p. 134).

3. *Ibid.*, p. 240.

lisme scientifique célébraient le capitalisme comme délivrant « une part considérable de la population de l'abrutissement de la vie rurale »<sup>1</sup>. Dans la seconde partie du troisième volume du *Capital*, Engels exprime l'espoir que la terre vierge des steppes russes et des prairies américaines puisse ruiner les seigneurs terriens et la classe rurale d'Europe<sup>2</sup>. La raison de cette attitude est évidente. D'une part, la production socialiste est techniquement impossible si la production agricole divisée ne se concentre pas ; d'autre part, la propagande socialiste rencontre chez le paysan propriétaire son adversaire le plus arriéré et le plus obstiné, pour qui aucune reconstruction de la société n'est concevable. Dans une discussion sur la situation en France, Engels a déclaré qu'aucune révolution sociale n'y était possible sans un recul du parti paysan<sup>3</sup>.

D'ailleurs, la théorie marxiste déclare que le petit fermage, comme la petite industrie, est condamné. C'est dans le *Manifeste communiste* qu'on nous l'enseigne ; et la même opinion se retrouve dans les écrits postérieurs de Marx et Engels et dans ceux de leurs commentateurs officiels.

1. Marx et Engels, *Manifeste Communiste*, p. 19.

2. « Heureusement toute la terre est loin d'être actuellement en culture ; il en reste encore assez de disponible pour ruiner tous les grands seigneurs terriens d'Europe et les petits avec eux. » (Marx, *Le Capital*, éd. de Hambourg, 1894, 3<sup>e</sup> vol., 2<sup>e</sup> partie, p. 260.)

3. « En un sens, nos camarades français ont absolument raison : en France, aucune révolution décisive n'est possible contre les petits propriétaires ruraux. » (Engels, *Die Bauernfrage in Frankreich und Deutschland*, in *Neue Zeit*, 1895, I, p. 301).

Ainsi, nous lisons dans le *Capital* : « Dans la sphère de l'agriculture, l'industrie moderne produit un effet plus révolutionnaire qu'ailleurs, pour cette raison qu'elle détruit le paysan, ce rempart de la vieille société, et qu'elle le remplace par le salarié. Ainsi le désir d'une transformation sociale et la lutte de classes s'introduisent au même degré à la campagne que dans les villes <sup>1</sup>. » Dans le *Vorbote*, l'organe de parti de l'Internationale, un disciple ardent de Marx, Johann Philipp Becker, déclare, en gros caractères, aussitôt après la publication du *Capital*, que la toute puissance du capital, l'influence de la science, les tendances de l'époque et l'intérêt de la société dans son ensemble ont irrévocablement et sans rémission condamné la petite agriculture à une mort lente, mais sûre <sup>2</sup>. Cette attitude était caractéristique de tout l'esprit marxiste et de l'Internationale. Elle concordait entièrement avec la doctrine marxiste qu'on peut résumer dans cette équation : la petite propriété rurale se trouve, vis-à-vis de la production agricole concentrée, dans la même situation que le métier à main vis-à-vis du métier mécanique dans l'industrie <sup>3</sup>.

1. Marx, *Le Capital* (4<sup>e</sup> éd., Londres, 1891, I, p. 513).

2. *Der Vorbote*, décembre 1869, p. 181.

3. J. Georg. Eccarius, *Eines Arbeiters Widerlegung der nationalökonomischen Lehren John Stuart Mills* (Zurich, 1888, p. 52). Cet opuscule d'Eccarius fut revu par Marx et constitue par conséquent, une expression autorisée de ses opinions. A la page 57 du même ouvrage, on lit : « La petite culture est condamnée, politiquement, économiquement et socialement. Elle n'a rempli nulle part ses promesses et nulle part elle ne vivra

L'attitude du marxisme à l'égard de la question agraire ne se modifia pas avec la dissolution de l'Internationale. Nous retrouvons la même doctrine, exprimée presque dans les mêmes termes, dans l'ouvrage de Liebknecht *Grund-und Bodenfrage*, qui, pendant longtemps, servit de catéchisme à la propagande socialiste faite parmi les classes rurales de l'Allemagne. La thèse capitale de cet opuscule est que la petite propriété rurale est condamnée<sup>1</sup>.

en paix avec l'industrie moderne et le progrès social. C'est la cinquième roue du chariot, l'entrave au progrès politique et social, le poids mort, qui a paralysé le mouvement ouvrier en France et dans les autres pays de l'Europe. »

1. W. Liebknecht, *Die Grund-und Bodenfrage* (Leipzig, éd. de l'imprimerie associée, 1874). L'ouvrage se termine, p. 128, sur ces mots : « En résumé la charrue à vapeur révolutionnera l'agriculture de la même façon que le métier à vapeur et la mule-jenny ont déjà révolutionné l'industrie en détruisant la petite production. » L'important n'est pas que cette brochure ait connu une grande vogue, mais que sa thèse fut strictement marxiste. Le critique de Marx put sincèrement signaler qu'on se trouve ici en présence d'une doctrine qui ne possède pas la moindre base positive et pas l'ombre d'une justification. Mais la foi avec laquelle on l'acceptait n'en devenait que plus forte. L'expérience de 1848 vivait encore dans toutes les mémoires et l'alternative suggérée par les résultats de la révolution en France était que, ou la révolution sociale ou la classe rurale se trouvait condamnée. Les socialistes choisissaient la dernière interprétation. Liebknecht s'en expliquait franchement : « Il nous faut la classe paysanne et la petite propriété rurale si notre lutte ne veut se trouver sans espoir. L'opposition fatale entre la ville et la campagne, qui a si souvent refoulé et déçu tout mouvement en faveur de la liberté, doit cesser. L'exemple avertisseur de la France n'est pas perdu pour nous. Au 24 février 1848, Paris, la Ville, renversa le trône du roi-citoyen corrompu, et neuf semaines après, la province paysanne envoya à Paris une Assemblée Nationale réactionnaire qui sapa la République nouvellement fondée et qui organisa l'insurrection de juin, ce renversement de la démocratie sociale et du proléta-

Aujourd'hui cette doctrine se trouve dans tout programme de socialisme marxiste. Le programme de la Social-Démocratie allemande commence par cette formule bien connue : « Le développement économique de la société bourgeoisie marche, par une nécessité naturelle, vers la disparition de la petite industrie, dont le fondement est constitué par l'appropriation privée par le travailleur de ses moyens de production. Elle sépare le travailleur de ses moyens de production et le transforme en un prolétaire non possédant, en même temps que les moyens de production deviennent le monopole d'un nombre relativement restreint de capitalistes et de gros propriétaires fonciers. » Capitalistes et grands propriétaires se trouvent ainsi confondus en une seule classe, et la petite industrie, manufacturière ou agricole, dans une autre classe, vouée à la disparition.

Voyons maintenant ce que dit le théoricien contemporain du marxisme orthodoxe, l'interprète officiel du programme du parti allemand, Karl Kautsky. Il admet aussi qu'il est inutile d'essayer de transformer les paysans en socialistes<sup>1</sup>. « Les paysans qui sentent qu'ils sont

riat industriel. Cinq mois et demi après la répression de juin, les ruraux, à une majorité écrasante, élurent Bonaparte comme Président de la République et par là préparèrent la voie au Coup d'Etat qui mit fin, trois ans plus tard, à la république et livra la France aux pillages des bandits bonapartistes. La campagne est ce que les propriétaires paysans la font : la classe possédante rurale de France créait un Empire, par suite de sa terreur aveugle du prolétariat socialiste » (*Ibid*, p. 103).

1. Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm und die Landagitation in Die Neue Zeit*, 1895, I, p. 280.

de vrais paysans et non des prolétaires, ceux-là non seulement nous ne pouvons les gagner à notre cause, mais ils appartiennent au groupe de nos plus dangereux adversaires. » Mais les tendances économiques présentes leur retirent l'existence. Promettre un secours quelconque au petit producteur industriel ou agricole, c'est le nourrir d'illusions. Tout effort pour s'opposer à l'inévitable évolution économique se condamne à l'insuccès ; si jamais il produisait un résultat, ce serait de nuire aux classes en faveur desquelles on l'aurait tenté. Quelque douloureuse que soit cette évolution, elle oblige le propriétaire paysan à tomber dans le prolétariat<sup>1</sup>.

Cette doctrine n'a soulevé naturellement qu'un enthousiasme médiocre dans les pays agricoles et, ni en France, ni en Allemagne, les socialistes n'ont fait de progrès dans les classes

1. « Ce n'est pas la démocratie sociale qui est responsable de l'évolution économique. La classe capitaliste n'a pas besoin d'elle pour constater que les entreprises à petites dimensions doivent céder la place aux entreprises plus vastes ; et la démocratie sociale n'a aucune raison de s'opposer à ce mouvement. Celui qui s'oppose à ce mouvement économique n'est en aucune manière un véritable représentant des intérêts réels des petits paysans et des petits producteurs urbains, car toute tentative en ce sens s'avère inévitablement inefficace, et dans la mesure où elle peut produire un effet, il serait plutôt nuisible qu'avantageux. Fournir aux artisans et aux petits propriétaires ruraux un moyen d'action qui puisse rendre fructueuses leurs exploitations ne constitue nullement une intervention favorable à leurs intérêts ; cela aboutit plutôt à les affaiblir en les maintenant dans des illusions irréalisables et qui détournent leur esprit des vrais moyens de sauvegarder leurs intérêts. » (Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm in seinem grunds ätslichen Thiel erläutert* (Stuttgart, 2<sup>e</sup> éd., 1892, p. 254).

paysannes. La constatation de ce fait a provoqué plusieurs essais, tant en France qu'en Allemagne, pour rendre le socialisme plus attrayant pour ces classes. Le Congrès socialiste français de Nantes, en septembre 1894, et le Congrès de Francfort de la Social Démocratie allemande, en octobre de la même année, ont adopté des résolutions en faveur des intérêts paysans. Au Congrès de Francfort, le Dr Schœnlank proposa d'user d'une terminologie différente pour parler aux paysans. La doctrine socialiste devrait lui être administrée à dose homéopathique, sinon, disait l'orateur, il était à craindre que la médecine ne tuât le malade<sup>1</sup>.

Ces propositions et ces efforts s'expliquent facilement du point de vue opportuniste de l'agitateur populaire, mais ils ne sont pas en harmonie avec la doctrine marxiste. La contradiction entre cette doctrine et le programme agraire des congrès de Francfort et de Nantes était si écla-

1. « Si par ce moyen nous réussissions seulement à neutraliser l'influence de cette classe rurale, nous aurions fait assez... 1848 ne doit pas se répéter. Quand l'absolutisme entra en jouissance, la réaction se dépêcha d'accorder des concessions aux paysans et par ce moyen, se les gagna. Nous devons nous tenir sur nos gardes, de crainte que les *gros souliers ferrés des fils de paysans ne marchent contre nous*; il nous faut les neutraliser et les apaiser. (Applaud.) Nous devons parler aux ruraux clairement, dans leur jargon. Enfin, il nous faut passer avec eux à une propagande pratique sans nous en tenir à la théorie nuageuse. Notre politique révolutionnaire ne peut se borner à des phrases sonores. La médecine socialiste doit être administrée aux ruraux à dose homéopathique, autrement elle les tuera. » (*Protokoll über die Verhandlungen der Parteitags der sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, éd. de Francfort-s.-M., 1894, p. 141.)

tante, que Kautsky résuma d'une manière tout à fait exacte la situation en disant que si les socialistes étaient encore bien loin d'avoir conquis les paysans, par contre les paysans avaient conquis les socialistes<sup>1</sup>. La protestation d'Engels ne fut pas moins marquante. A un socialiste français qui lui demandait son avis et son conseil, il expliqua que le développement du capitalisme devait détruire sans rémission la propriété rurale ; qu'il n'y avait aucune raison pour que le parti ne prît point à tâche de rendre la prolétarisation des paysans moins dure, mais que, aller plus loin et tenter d'en sauver la classe paysanne constituait une entreprise économiquement impossible, un sacrifice des principes, un revirement réactionnaire<sup>2</sup>. Le dernier article d'Engels de la *Neue Zeit*, déjà cité, contenait la même pensée. La grande production, disait-il, devait anéantir la classe rurale avec ses petites exploitations, tout comme les chemins de fer avaient tué les diligences<sup>3</sup>. On peut voir par les lettres récemment publiées qu'Engels adressait au socialiste américain Sorge, combien le sujet lui tenait à cœur. Dans l'une d'elle il qualifie l'effort pour gagner les paysans de « chasse à la confiance » (*Bauernfængerei*) et déclare que toute tentative

1. « Il n'y a qu'une cause à ce déplorable relâchement de la doctrine, et elle provient des paysans. Jusqu'ici nous ne les avons pas conquis, c'est nous qui sommes pris par eux. » (*Die Neue Zeit*, 1895, I, p. 281.)

2. Cette lettre fut réimprimée dans le *Worwaerts*, au procès-verbal du Congrès de Francfort, p. 151.

3. Engels, *Die Bauernfrage in Frankreich and in Deutschland* (*Die Neue Zeit*, 1895, I, p. 303).

pour les soustraire aux prélèvements, à l'usure et aux manœuvres intéressées des landlords était, *primo* stupide et *secondo* impossible<sup>1</sup>. Son sentiment devait nécessairement être partagé par quiconque comprenait le marxisme et se disait socialiste « scientifique ». Quelques coryphées du socialisme allemand, comme Schippel, n'hésitaient pas à dénoncer le programme agraire du socialisme comme une comédie de charlatanisme politique<sup>2</sup>. Le congrès de Francfort, en 1895, désavoua plus nettement encore le programme agraire, parce qu'il promettait aux paysans l'amélioration de leur situation, ce qui signifiait le renforcement de leurs droits de propriété privée<sup>3</sup>.

Le Congrès de Francfort s'ajourna et la Social-

1. « En Europe le désir de nouveaux succès croît avec le succès lui-même et la captation des ruraux est littéralement devenue une mode. Ce sont d'abord les Français qui, par l'organe de Lafargue, ont annoncé à Nantes, comme je vous l'écrivais, que non seulement nous ne sommes pas tenus de hâter par notre propre intervention la ruine des petits paysans, tâche qui revient au capitalisme, mais que, en outre, nous devons effectivement protéger les paysans contre les prélèvements, la rapacité et les manœuvres intéressées des grands propriétaires fonciers. Mais nous ne pouvons admettre cette thèse, vu qu'elle est *primo* stupide et *secondo* impossible. » *Briefe und Auszüge von Johann Philipp Becker, Jos. Dietzgen, K. Marx, Engels und A an F.-A. Sorge und andere* (Stuttgart, 1906, p. 415).

2. « Le programme agraire qui soudain a pris à tâche de capter le mouvement paysan n'est qu'une comédie de charlatanisme politique ». (*Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages in Breslau*, 1895, p. 110.)

3. « Le programme soumis à la Commission agraire devrait être rejeté car il fait luire aux yeux des paysans la perspective d'une amélioration de leur sort, ainsi que le renforcement de leurs droits de propriété privée. » *Ibid.*, p. 204.

Démocratie allemande resta sur sa réaffirmation des doctrines marxistes, y compris la ruine inévitable des paysans ; mais, par une petite ironie du sort, un recensement (le premier depuis 1882) fut entrepris à partir du début de cette même année, et tandis que se poursuivaient les débats de Francfort, les résultats statistiques de ce recensement se dépouillaient. Ils ébranlaient les théoriciens marxistes en montrant que les petits propriétaires ruraux gagnaient du terrain ; la doctrine de la concentration de l'agriculture était controvée. Le recensement montrait que la terre cultivée se partageait, par cent hectares, entre les divers groupes de propriétaires dans les proportions suivantes :

Contenance des terres	1882	1895	Gain ou perte
Au-dessous de 2 hectares.	5.73	5.56	— 0,17
De 2 à 5 hectares.	10.01	10.11	+ 0,10
De 5 à 20 hectares.	28.74	29.90	+ 1,16
De 20 à 50 hectares.	22.52	21.87	— 0,65
De 50 à 100 hectares.	8.57	8.48	— 0,09
De 100 à 200 hectares.	4.77	4.75	— 0,02
De 200 à 500 hectares.	9.92	9.47	— 0,45
De 500 à 1.000 hectares.	7.52	7.40	— 0,12
Au-dessus de 1.000 hectares.	2.22	2.46	+ 0,24

Si nous traduisons ces chiffres, nous voyons que le tableau ci-dessus signifie que les moyennes exploitation (de 20 hectares ou 50 acres), celles dont une famille paysanne peut s'occuper sans employer d'étrangers, sont en progrès<sup>1</sup>. Ces données ont frappé tous les économistes non prévenus en leur montrant que le paysan qui compte sur sa famille possède un avantage marqué sur le propriétaire foncier obligé de s'en remettre à la main-d'œuvre louée par lui. Les exploitations de 2 à 20 hectares n'ont pas gagné moins de 659.259 hectares en trente ans, tandis que celles qui vont de 20 à 1.000 hectares ont perdu actuellement 80.809 hectares.

Les données statistiques des autres pays accusent plus ou moins les mêmes résultats. Impossible, par exemple, de fonder une théorie de la concentration dans l'agriculture ou de la disparition de la petite propriété sur les chiffres suivants, que nous fournit le Consul des Etats-Unis<sup>2</sup> :

1. A cet égard, les conclusions tirées des données statistiques de l'Allemagne par le professeur Rauchberg sont des plus intéressantes (Rauchberg, *Entwicklungstendenzen der deutschen Volkswirtschaft*, in *Archiv für soziale Gesetzgebung und statistik*, 1901, XII, pp. 339 sq.). On trouvera un résumé concis des données relatives à l'agriculture dans l'article du Dr G. von Mayr (*Allgemeine statistisches Archiv.*, 1898, V, pp. 658-675).

2. *Abstract of the twelfth Census of the United States, 1900* (Washington, 1902, p. 217).

ANNÉES	Nombre d'exploitations	Nombre d'acres	Quantité moyenne d'acres par exploitation
1900	5.737.372	838.591.774	146,2
1890	4.564.641	623.218.619	136,5
1880	4.008.907	536.081.835	133,7
1870	2.659.985	407.735.041	153,3
1860	2.044.077	407.212.538	199,2
1850	1.449.073	293.560.614	202,6

En Amérique la contenance moyenne des exploitations est encore trop forte pour la culture intensive, mais avec la hausse de la valeur du sol, nous pouvons attendre avec certitude une décentralisation considérable<sup>1</sup>. Pour la Hollande, Bernstein<sup>2</sup> cite les données suivantes :

1. « La valeur du sol tend à s'accroître avec la prospérité générale. Ainsi un capital donné représente une contenance de terre qui va sans cesse en diminuant, et de plus en plus il devient avantageux d'appliquer plus de main-d'œuvre et moins de machines à de petites cultures, plutôt que de cultiver de grandes exploitations avec un grand capital et de nombreuses machines. » (Seligman, *Principles of Economics*, p. 336.)

2. Bernstein, *Voraussetzung des socialismus*, p. 62.

Dimension des exploitations	Nombre d'exploitations		Accroisse- ment ou diminution	%
	1884	1893		
De 1 à 5 . . .	66.842	77.767	+ 10.925	+ 16
De 5 à 10. . .	31.552	94.199	+ 62.647	+ 198,5
De 10 à 50 . . .	48.278	51.940	+ 3.662	+ 7,6
Au-dessus de 50.	3.554	3.510	— 44	— 1,2

On trouvera dans l'intéressant ouvrage de Frédéric Hertz une grande quantité de données statistiques, montrant toutes qu'il n'existe aucune tendance à la concentration dans l'agriculture<sup>1</sup>.

Edouard David, le leader socialiste bien connu, qui est indiscutablement l'autorité socialiste la plus éclairée sur toutes les questions agricoles, est arrivé à cette conclusion que les paysans possèdent une meilleure situation que les grands propriétaires fonciers<sup>2</sup> et que leur niveau de vie s'élève rapidement, la vie rurale actuelle s'avérant comme très confortable par comparaison avec ce qu'elle était pour la génération précédente<sup>3</sup>. David, évidemment, n'est pas un marxiste orthodoxe, mais un « revisionniste ».

1. F.-O. Hertz, *Die agrarischen Fragen im Verhältnis zum Socialisme* (Vienne, 1899). V. aussi l'appréciation de Schippel sur le livre de Hertz, *Hertz gegen Kautsky* (*Socialische Monatshefte*, 1899, pp. 507-510).

2. David, *Socialismus und Landwirtschaft* (Berlin, 1903, I, 50-51).

3. David, *op. cit.*, I, p. 36.

Nous voyons donc que, tandis que l'industrie et le commerce restent encore bien loin d'une concentration complète, aucune tendance semblable ne se manifeste dans l'agriculture.

Le socialiste marxiste, nous l'avons suffisamment établi, ne se présente pas comme un plan arbitraire de réformateurs sociaux ; ce socialisme est le résultat inéluctable d'un certain ensemble de conditions et de tendances. Il est l'héritier du capitalisme et il recueillera la succession quand le capitalisme aura développé un mode de production concentrée et socialisée et qu'il aura créé une population prolétarisée, consciente et révolutionnaire. C'est pour cela que les chiffres ci-dessus présentent une signification capitale pour le socialisme scientifique. Si certaines conditions et tendances économiques doivent rendre le socialisme inévitable, leur absence et l'existence de tendances et conditions contraires ne doivent-elles pas le rendre impossible ? Kautsky restait fidèle à la lettre aussi bien qu'à l'esprit du marxisme, quand il écrivait : « Aussi longtemps que l'artisan se sentira artisan, le paysan paysan, et le petit commerçant petit commerçant, aussi longtemps qu'ils posséderont chacun sa conscience de classe respective, ils s'attacheront, quelque mal qui puisse en résulter pour eux, avec obstination à la propriété privée des moyens de production et resteront réfractaires au socialisme<sup>1</sup>. »

1. Karl Kautsky, *Das Erfurter Programm in seinem grundsätzlichen Theil erläutert* (2<sup>e</sup> éd. Stuttgart, 1892, p. 180).

## CHAPITRE V

### *LA DISPARITION DES CLASSES MOYENNES*

La concentration de la production dans l'industrie et l'agriculture présente, suivant Marx, un côté politique : elle prolétarise les masses. Le développement économique, en effet, ne se borne pas à préparer techniquement le chemin à la production socialiste, il crée en outre la force politique qui doit mettre fin au capitalisme. Autrement dit, selon l'expression de Marx lui-même, « la bourgeoisie n'a pas seulement forgé l'arme qui doit lui donner la mort, elle a encore appelé à la vie les hommes qui sont destinés à manier cette arme, la moderne classe ouvrière, les prolétaires <sup>1</sup> ».

Nous avons vu, dans les pages précédentes, que, bien loin que l'agriculture soit touchée par la doctrine, elle accuse une légère décentralisation de la production ; par conséquent on peut mettre hors de discussion la prolétarisation de la classe agricole. Dans l'industrie la situation

1. *Manifeste Communiste*, p. 22.

est différente. Ici la concentration s'est manifestée et on affirme que les masses qu'elle emploie se sont prolétarisées dans une proportion égale, sinon supérieure. Aussi devons-nous d'abord essayer de trouver ce qu'on entend exactement par « prolétariat » et « prolétarisation des masses ».

Marx nous dit que « de même que la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, s'est développée, de même et proportionnellement, le prolétariat, la moderne classe ouvrière, s'est développé — une classe de travailleurs qui ne vivent qu'aussi longtemps qu'ils trouvent de l'ouvrage, et qui n'en trouvent qu'autant que leur travail peut accroître le capital <sup>1</sup> ».

L'interprète officiel du marxisme, actuellement, Karl Kautsky, nous expose en quoi les ouvriers d'usine actuels diffèrent non seulement de l'artisan et du paysan d'autrefois, qui possédaient leurs moyens de production et par conséquent gardaient leur indépendance, mais aussi du journalier de l'époque pré-capitaliste. Ce dernier, disait-il, « appartenait à la famille de son patron, avec l'espoir de devenir lui-même patron quelque jour. Le prolétaire reste complètement dans sa situation et est obligé de rester à jamais un prolétaire <sup>2</sup> ».

Cette conception marxiste du prolétaire comme un produit moderne implique toute une idéalisation du passé. Evidemment, le peu que

1. *Ibid.*

2. Kautsky, *Das Erfurter Programm*, p. 33-34.

nous connaissons actuellement des conditions dominantes de l'industrie médiévale ne nous donne pas l'idée d'un âge d'or, mais plutôt d'un type de peine et de misère. En posant cette affirmation je ne me réfère pas seulement à l'époque de la soi-disant décadence du système corporatif, quand les maîtres, dit on, s'appliquaient à exploiter les compagnons et à les expulser des corporations ; au contraire, j'y comprends toute l'époque où les guildes florissaient. Je ne vois aucune nécessité de diviser cette époque en périodes distinctes, car je n'y aperçois aucune espèce de différences. Nous savons tous que dès les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, il se produisait d'après luttes entre ouvriers et patrons. Les maîtres forgerons de Francfort, organisés en corporation en 1377, entrent dans une fédération du fer en 1383 avec les corporations de Worms, Spire, Mayence, Bingen et de quatre ou cinq autres cités germaniques pour maintenir leurs ouvriers sous leur contrôle et leur puissance<sup>1</sup>. Une situation analogue existait dans d'autres parties de l'Allemagne et dans d'autres pays européens. A Dantzig, par exemple, le commencement de la lutte entre maîtres et ouvriers suivit immédiatement la création de l'entente entre guildes. En 1315 les ouvriers se mettaient en grève et les autorités de la ville menaçaient de leur couper les oreilles<sup>2</sup>. En

2. Cf. Schang, *Gesellenverländne*, p. 42.

1. Kulisher, *Evolucia pribilis, kapitala* (1906, I, pp. 419-420) ; v. aussi l'article de Schönlanks : *Gessellenverbände* dans le tome IV du *Handwörterbuch* de Conrad et Lexis.

France, les « relations paternelles » entre maîtres et ouvriers se caractérisaient par des grèves et des révoltes allant jusqu'à l'effusion du sang<sup>1</sup>. A Reims, dès 1292, les patrons se coalisèrent pour agir contre leurs ouvriers, et ces derniers pour conspirer contre leurs maîtres<sup>2</sup>. L'Angleterre non plus ne manque pas de prouver par son histoire que ses ouvriers se considéraient comme une classe distincte, en antagonisme avec les patrons. Dès les dates de 1350 et 1362, on dut prendre à Londres des ordonnances pour mettre fin aux grèves ouvrières<sup>3</sup>. Non seulement, nous trouvons en Angleterre, au XIV<sup>e</sup> siècle, une classe spéciale de salariés, composée d'ouvriers n'ayant que peu d'espoir de devenir

1. « L'histoire des villes de Brie et de Champagne abondent en crises intérieures que rappellent les grèves rivales et pay-sannes des temps modernes. En 1280 les ouvriers drapiers de Provins, furieux de ce qu'on avait allongé leur journée de travail, se mirent en révolte et tuèrent le maire. Ce qui advint à Châlons fut moins tragique ; mais le roi dut intervenir par lettres patentes pour obliger les ouvriers à travailler matin et soir. » (Et. Martin-St-Léon, *Histoire des corporations de métiers* (Paris, 1897, p. 280).

2. *Ibid.*

3. « D'ailleurs, jusqu'ici, lorsqu'il survenait dans la profession un conflit entre un maître et son ouvrier (valet) cet homme avait coutume d'aller trouver dans la ville tous les autres hommes du même métier, et par entente et coalition, ils ordonnaient qu'aucun d'eux ne consente à travailler ou à servir pour ce patron, jusqu'à ce que l'accord se fût rétabli entre ledit patron et son ouvrier ; cette pratique jetait les patrons de la profession dans un grand embarras et le public restait privé de maints services ; il fut ordonné que, dorénavant, toute démission entre ouvrier et patron de la profession serait arbitrée par les gardes-jurés de la profession ». (W.-J. Ashley, *Introduction to English Economic History and theory*, New-York, 1892, II, p. 104.)

maîtres, et se heurtant à des taxes d'entrée prohibitives pour l'admission à la maîtrise, mais, dans quelques professions les maîtres allaient si loin dans le serment exigé des apprentis, que les fils d'ouvriers ne pouvaient plus entrer dans la profession, à supposer qu'ils le pussent, sans le consentement spécial du maître. Nous voyons la municipalité et le conseil de la ville essayer d'intervenir en faveur des ouvriers. « Le mal, ainsi que l'observe le professeur Ashley, doit avoir été intolérable avant que le Conseil de la ville se décidât à intervenir ; car, en certains endroits, les confréries étaient si puissantes que les autorités municipales n'étaient que trop disposées à subir la domination des patrons<sup>1.</sup> »

Marx ne méconnaissait pas la distinction qui existait entre ouvriers et patrons du moyen âge, quand il développait, dans les pages même de son *Manifeste*, la théorie de la lutte de classes ; mais chaque fois qu'il montrait le prolétariat urbain comme une création du capitalisme moderne, différant totalement et foncièrement de toute classe ouvrière du passé, il ignorait à quel degré ces ouvriers étaient devenus une classe.

Mais l'incapacité de Marx à distinguer entre les patrons et les ouvriers du moyen âge se justifie jusqu'à un certain point. La différence entre la condition économique de ces soi-disant maîtres indépendants, propriétaires de ce qu'on appelle les « moyens de production », et celle

1. *Ibid.*, p. 105.

de leurs salariés dépendants, était en réalité assez faible. Nous possédons les lois et règlements anglais relatifs aux salaires de la deuxième année du règne d'Edouard III (1350) ; ils déterminaient le salaire maximum des ouvriers et artisans ; l'employeur qui payait, ainsi que l'artisan qui demandait ou recevait des salaires supérieurs à ceux prévus par le règlement, étaient mis à l'amende et sévèrement punis. Les tarifs des salaires étaient revisés et modifiés par les législatures successives et nous possédons ainsi un éclaircissement sur la condition économique réelle et le niveau de vie de ces producteurs indépendants du moyen-âge qui agitent si fortement nos imaginations. D'après les statuts des travailleurs, nous apprenons que les artisans devaient jurer deux fois par an d'observer les règlements. Leur salaires furent ainsi fixés en 1350<sup>1</sup> :

DE PAQUES A LA SAINT-MICHEL  
(*nourriture non comprise*).

Maitre charpentier, par jour.	3	d.
Maitre maçon libre.	4	d.
Autres charpentiers,	2	d.
Autres maçons,	3	d.
Aides maç. ou charp.,	1 1/2	d.
Couvreurs,	3	d.
Garçon-coureur,	1 1/2	d.
Couvreurs en chaume,	3	d.
Leurs aides,	1 1/2	d.
Plâtriers et crépissoeurs,	3	d.
Leurs aides,	1 1/2	d.

1. Cf. Sir Frédéric Morton Eden, *The State of the Poor, or an History of the laboring classes in England* (Londres, 1797, I, p. 33). « En 1360 le Statut des Ouvriers fut confirmé par le Par-

Le pouvoir d'achat de ces salaires est indiqué par la ration allouée pour la nourriture, c'est-à-dire par la différence dans le salaire des artisans nourris et des artisans non nourris. Pour le siècle suivant, où les salaires s'élèverent un peu, nous possédons des tarifs qui montrent cette différence, et le coût de la nourriture pour un homme ou une femme, par jour, est estimé à une somme qui va de 3 pence 1/2 à 2 pence. Voici le tarif de salaires de l'année 1496, avec et sans nourriture<sup>1</sup>:

PROFESSIONS	DE PAQUES A LA ST-MICHEL	DE LA ST-MICHEL A PAQUES
Maçon libre . . . . .		
Maître charpentier . . . . .		
Maçon ordinaire . . . . .		
Poseur de briques . . . . .		
Plombier . . . . .		
Verrier . . . . .		
Mouleur . . . . .		
Menuisier . . . . .		
Autres travailleurs (non agricoles). . . . .	nourris 2 d. non nourris 4 d.	nourris 1 1/2 d. non nourris 3 d.
Maîtres charpentiers ou maçons dirigeant six ouvriers . . . . .	nourris 5 d. non nourris 7 d.	

### OUVRIERS AGRICOLES

Un faucheur, par jour . .	nourri 4 d.	non nourri 6 d.
Un moissonneur par jour. —	3 d.	5 d.
Un charretier . . . . .	3 d.	5 d.
Femmes et autres ouvriers. —	2 1/2 d.	4 1/2 d.

lement, et l'observance en fut renforcée par des pénalités allant jusqu'à cinquante jours de prison et à la marque sur l'épaule avec un fer en forme de F. » (*Ibid.*, p. 36.)

1. *Ibid.*, p. 75.

L'ouvrier-maître, nous le voyons, quand on l'emploie, est tarifé à trois fois le coût de sa propre subsistance pour se nourrir lui-même, nourrir sa femme et ses enfants, les loger, vêtir et subvenir à leurs autres besoins.

C'est là un niveau de vie que les prolétaires d'aujourd'hui n'ont pas sujet de regarder avec envie ou regret.

Dans les autres métiers, les salaires sont semblables.

	AVEC NOURRITURE	SANS NOURRITURE
Maitre charpentier en navires dirigeant le travail et ayant sous ses ordres une équipe d'ouvriers. . . . .	5 d.	7 d.
Autre charpentier, dit abatteur . . . . .	4 d.	6 d.
Riveur exercé. . . . .	3 d.	5 d.
Portefaix . . . . .	3 d.	5 d.
Calfat-maitre. . . . .	3 d.	6 d.
Calfat-ouvrier . . . . .	3 d.	5 d.
Calfat extra, à la journée . . . . .	4 d.	

De la Saint-Michel à Pâques, les salaires de ces ouvriers doivent être abaissés d'environ 1 denier par jour.

Les salaires augmentaient progressivement, mais il est douteux que leur augmentation dépassât celle du coût de la vie. Sir Georges Nicholls nous donne le tableau suivant :

	1495	1593	1610
Ouvriers non nourris { en été en hiver	6 d. 5 d.	8 d. 7 d.	10 d. 8 d.
Ouvriers nourris { en été en hiver	4 d. 3 d.	5 d. 4 d.	7 d. 6 d.

Il commente ainsi les chiffres ci-dessus. « Dans l'ensemble, on peut, à mon avis, supposer qu'à

la fin du règne d'Elisabeth, malgré l'accroissement du prix des choses, la grande masse du peuple anglais pouvait, par l'exercice régulier de son industrie, obtenir une quantité de subsistance et de biens matériels aussi élevée qu'à toute autre époque précédente<sup>1</sup>. »

Le prétendu bien-être des classes ouvrières de jadis comparé à notre prolétariat moderne peut donc être sérieusement mis en question, comme on le voit.

Mais au cours des siècles certaines conditions et règles ont travaillé elles-mêmes pour assurer au moins la maigre existence des maîtres et de leurs ouvriers. La révolution industrielle rejeta toutes les anciennes règles pour leur substituer la « liberté du travail ». Le prolétariat moderne est un enfant légitime de cette liberté du travail qui aggrava sérieusement pendant quelques décades les conditions de la classe ouvrière.

La transformation de l'industrie, la concentration des métiers dispersés et la concentration conséquente des ouvriers dans les grandes villes tendirent à maintenir cette population laborieuse en une classe et ajoutèrent beaucoup à son importance politique.

La conception évolutionniste de la société et de sa structure — la conviction qu'aucun type d'ordre social n'est permanent ou immuable, que l'ordre social est susceptible de transfor-

1. G. Nicholls, *A History of the English poor law in connection with the State of the Country and the condition of the people* (nouv. éd. New-York, vol. I, pp. 204-222. V. aussi pp. 78, 81, 100, 101, 135-155, 269-271 et 356).

mation et d'un progrès rationnel — cette conception, étrangère au monde moderne avant le XVIII<sup>e</sup> siècle et la Révolution française, ouvrit de nouvelles perspectives et de nouveaux espoirs aux ouvriers ainsi qu'à leurs maîtres. Ils étaient unis, sans distinctions, sous le nom de démocratie, dans leur lutte contre la vieille société féodale. Mais déjà les prévisions et les espérances de la démocratie se différenciaient. Les interprétations du monde variaient si fortement que déjà les tenants des diverses thèses se regardaient l'un l'autre comme les membres d'une classe dangereuse et indésirable. N'est-il pas naturel que des hommes qui sont attachés tout le jour à une machine dans une usine, et qui dorment dans des taudis, espèrent une amélioration de leur sort pour l'avenir ; et que ceux qui n'ont rien d'autre possèdent tout au moins une fortune en espérance ?

Dans leurs visions, les masses laborieuses d'aujourd'hui diffèrent certainement de la *plebs misera* des siècles passés. Leurs aspirations les marquent comme un produit moderne. Elles espèrent en une démocratie industrielle, et cet espoir est basé sur l'attente raisonnable du succès final des efforts faits par les citoyens affranchis. Le prolétariat industriel d'aujourd'hui est bien moins une nouvelle création économique qu'un nouvel élément politico-psychologique dans notre corps politique<sup>1</sup>.

1. Il est presque incroyable qu'un homme comme Sombart, réputé pour son exposé du mouvement prolétarien et de sa

Si l'unique caractéristique d'un prolétariat industriel était la pauvreté, il n'y aurait rien de bien nouveau dans le prolétariat d'aujourd'hui. La pauvreté, dans la joyeuse Angleterre, épouvantait, mais l'Angleterre était joyeuse ; on nous dit que dans un seul règne 70.000 pauvres et vagabonds furent exécutés, mais on ne nous dit pas que cela ait causé une impression politique. Il n'est pas sans intérêt de noter que deux des plus remarquables statisticiens russes de l'époque de Nicolas I<sup>er</sup>, le comte Kisselef et le comte Camrin, plaidaient en faveur de l'État agricole, qui est pauvre, contre l'économie industrielle, qui procure la richesse, à cause de la crainte que comporte l'importance d'un prolétariat indus-

théorie, ait caractérisé, dans son récent opuscule, le prolétariat dans les termes suivants : « Le prolétaire se soucie aussi peu d'une communauté de village ou de race que d'une communauté familiale, aussi peu d'une communauté de classe que d'une communauté de métier. Il est un être isolé, solitaire et qui n'a pas plus de lien avec ses compagnons qu'un grain de sable avec les autres dans un même tas ; il est comme une feuille d'arbre que le vent agite et jette sur la plaine. » (Werner Sombart, *Das Proletariat : Büder und Stadien*, p. 14). Si cette définition était vraie, il n'y aurait pas de mouvement prolétarien. Dans un précédent ouvrage, Sombart nous donnait une description plus fine du caractère psychologique du prolétariat : « Dans son logis, dans les usines, dans les salles de réunions ou de plaisirs publics, le prolétaire, comme s'il était abandonné de Dieu et des hommes, se sent avec ses compagnons de misère comme le membre d'un nouvel et immense organisme. Il se crée là de nouvelles sociétés, et ces sociétés nouvelles portent la marque communiste, à cause des modernes méthodes de travail. Elles se développent, croissent et s'établissent parmi cette masse d'hommes, dans la mesure où le charme de l'existence personnelle s'évanouit pour l'individu plus triste est la mansarde du faubourg, plus attrayant paraît le nouveau centre social dans lequel le paria se trouve traité

triel<sup>1</sup>. L'histoire contemporaine a prouvé que, de leur point de vue, ils avaient raison. Ce n'est pas les millions de paysans affamés, mais bien le prolétariat comparativement peu nombreux de l'industrie qui a précipité et fomenté la révolution russe.

En rassemblant la production dispersée, l'industrie moderne à rassemblé et uni les ouvriers isolés. Et dans la mesure où ces hommes vivent et travaillent dans des conditions semblables, ont les mêmes intérêts, ils sont conduits à développer une solidarité et un sentiment de classe qui ne pouvait se manifester au même degré dans le passé. Dans ce sens il est tout à fait vrai de dire que l'avènement de la grande industrie a déterminé l'apparition d'un nouvel élément économique et politique, le prolétariat industriel. L'importance de ce prolétariat en tant que classe sera examinée plus loin. Pour l'instant nous ne nous occupons que de la thèse marxiste relative à la «prolétarisation des masses».

En 1847, quand l'industrie allemande était à ses débuts, Marx nous annonçait, dans son *Manifeste*, que la classe prolétarienne formait la grande majorité du peuple. « Tous les précédent

comme un homme. L'individu disparaît pour faire place au compagnon. Une classe uniforme et consciente se fait jour en même temps que l'habitude du travail et du plaisir en commun. Voilà pour la psychologie du prolétariat. » (Sombart, *Socialism and the social movement of the nineteenth century* (trad. A.-P. Atterbury, Chicago, 1902, pp. 14-15.)

1. Camrin, *Die ökonomie der menschlichen Gesellschaften und das Finanzwesen von einem chemaligen Finanzminister* (Stuttgart, 1845, pp. 59-60). Cf. Zablowski-Dessyatkowski, *Count Kiszelef and his time* (Saint-Pétersbourg, 1882, II, p. 199).

dents mouvements historiques, écrivait-il, furent des mouvements faits par des minorités, ou dans l'intérêt d'une minorité. Le mouvement prolétarien est au contraire le mouvement conscient et indépendant de l'immense majorité, dans l'intérêt de cette immense majorité<sup>1</sup>. Que veut dire ici *prolétariat*? Simplement la classe pauvre? Or ce n'est pas seulement de nos jours, mais à toutes les périodes de l'histoire, que la classe pauvre a constitué l'énorme majorité. Mais ce n'est pas fait pour encourager beaucoup Marx. Quelle raison a-t-il de supposer que dans l'avenir, cette majorité puisse sentir et agir autrement qu'elle n'a senti et agi dans le passé<sup>2</sup>?

Marx a pleinement compris que la pauvreté comme telle ne crée aucune classe radicale ou révolutionnaire. La défaite des plans socialistes du prolétariat parisien et l'élection de Louis-Bonaparte étaient attribuées par Marx lui-même à

1. *Manifeste communiste*, p. 30.

2. Que cette majorité ne soit qu'une bête de somme, en dépit de sa puissance apparente, un prédécesseur de Marx, du XVII<sup>e</sup> siècle, Campanelle, l'a dit dans un sonnet souvent cité : « Le peuple est un animal ignorant de son propre pouvoir et, à cause de cela, endurant travaux, gras et fou. Il se laisse conduire par un enfant qu'il pourrait écraser en un clin d'œil. Mais il redoute cet enfant et il en exécute les désirs et les fantaisies, sans s'apercevoir combien lui-même donne de crainte à cet enfant... Chose merveilleuse! Ils se pendent de leurs propres mains et s'envoient d'eux-mêmes en prison, ils déchaînent eux-mêmes sur eux la guerre et la mort pour un sou par jour, qu'on leur paie sur les énormes sommes qu'ils ont eux-mêmes données au roi. Tout ce qui est entre la terre et le ciel leur appartient, mais ils l'ignorent et si quelqu'un s'avisa de leur dire, ils le renverraient et le tueraient. » (Th. Campanella, *Opéré, scelte da Alessandro Amona*, Torino, 1854, p. 79).

la classe pauvre des paysans de France<sup>1</sup>. D'ailleurs Marx excluait de l'armée prolétarienne et pour de bonnes raisons, ce prolétariat miséreux et asservi, le *Lumpenprolétariat*. « Cette écume sociale, cette masse passivement corrompue rejetée par les couches les plus basses de la vieille société peut parfois se trouver entraînée et mise en mouvement par une révolution prolétarienne, mais ses conditions de vie la préparent bien plus encore à devenir l'instrument avili d'une intrigue réactionnaire<sup>2</sup>. Il est donc évident que Marx, quand il parle du prolétariat, ne pense qu'aux hommes et aux femmes travaillant dans l'industrie capitaliste.

En 1895, environ cinquante ans après la publication du *Manifeste*, le nombre d'hommes et de femmes employés par les entreprises capitalistes, dans l'industrie, le commerce et le transport était, suivant les calculs de Sombart basés sur le recensement allemand, de 3.921.571. Déduisant de ce chiffre les employés jouissant d'une situation évidemment non-prolétarienne, les directeurs, intendants, employés supérieurs, représentants, etc., il estime qu'il reste encore environ 3 millions et demi de prolétaires, soit 13 à 14 % de la population<sup>3</sup>. Par conséquent, même aujourd'hui, un mouvement qui embrasserait la totalité du prolétariat industriel serait encore très loin de constituer le mouvement « d'une immense majorité ».

1. Marx, *Le dix-huit Brumaire de Louis-Bonaparte* (éd. de New-York, p. 71).

2. *Manifeste communiste*, p. 29.

3. Sombart, *Das Proletariat*, p. 5.

Mais on nous dit que les masses sont en train de se prolétariser rapidement et que les classes moyennes s'enfoncent non moins vite dans le prolétariat. « Comme nous l'avons déjà vu, disait l'exposition du *Manifeste*, des fractions considérables des classes dirigeantes se trouvent précipitées dans le prolétariat par les progrès de l'industrie, ou se trouvent tout au moins compromises dans leur niveau de vie. Elles alimentent le prolétariat d'éléments éclairés et cultivés <sup>1</sup>. » Ce qui rend le socialisme inévitable, nous dit Engels, c'est, d'une part la concentration du capital entre les mains d'une minorité, et d'autre part, la concentration des non-possédants dans les grandes villes <sup>2</sup>. C'est là le cœur du socialisme marxiste. Non seulement la classe moyenne disparaît graduellement, mais les capitalistes les moins importants se trouvent peu à peu ramenés au mode d'existence des prolétaires, absorbés par les gros capitalistes. Ainsi le clan capitaliste devient de moins en moins nombreux, tandis que l'armée prolétarienne croît par milliers et par millions. Et tandis que le capital se concentre ainsi en quelques mains, l'industrie se socialise de plus en plus sur une base nationale et même internationale. Il existe donc déjà un mode de production socialiste, et tout ce qui reste à faire pour l'établissement complet d'une communauté socialiste, c'est l'expropriation d'une poignée de capitalistes par la masse

1. *Manifeste communiste*, p. 248.

2. Engels, *Landmarks of scientific socialism (Anti-Duhring)* (C. — Lewis, Chicago, 1907, p. 179). Cf. tr. fr. de E. Laskine.

du peuple. La production socialisée se transformera en propriété socialisée par un simple acte politique. Mais, sur un point aussi important, laissons la parole à Marx : « Aussitôt que le processus de transformation a suffisamment décomposé la vieille société du sommet à la base, aussitôt que les ouvriers sont devenus des prolétaires et leurs moyens de production du capital, aussitôt que le mode de production capitaliste se tient debout, alors la socialisation du travail et la transformation consécutives du sol et des autres moyens de production en moyens de production exploités socialement et par conséquent en commun, aussi bien que l'expropriation consécutive des propriétaires, tout cela prend une nouvelle forme. *Ce qui, dès à présent, doit être exproprié, ce n'est pas l'artisan travaillant pour lui, mais le capitaliste qui exploite un grand nombre d'ouvriers. Cette expropriation s'accomplit par le moyen de la production capitaliste elle-même, par la concentration du capital. Un capitaliste en tue toujours plusieurs autres*<sup>1</sup>. D'accord avec cette concentration ou cette expropriation de la majorité des capitalistes par une minorité, se développent, à un degré toujours plus vaste, la forme coopérative du processus de travail, l'application technique consciente de la science, la culture méthodique de la terre, la transformation des instruments de travail en instruments utilisables seulement en commun, l'économie des moyens de produc-

1. C'est nous qui soulignons.

tion par leur usage dans la production collective, le travail socialisé, l'enchevêtrement de tous les peuples dans le réseau du marché mondial et avec cela le caractère international du régime capitaliste. *En même temps que le nombre décroît constamment des magnats du capital*<sup>1</sup> qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce processus de transformation, s'accroît la masse de misère, d'oppression, de servitudé, de déchéance, d'exploitation ; mais grâce à cet excès de misère, la rivalité de la classe ouvrière augmente, de cette classe sans cesse grandissante par le nombre, et disciplinée, unie, organisée par le mécanisme même du processus de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui s'est formé et développé en même temps que lui et sous lui. La concentration des moyens de production et la socialisation du travail finissent par atteindre un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe finit par craquer. Le glas de la propriété privée capitaliste sonne alors. Les expropriateurs sont expropriés.

« ... La transformation de la propriété privée morcelée, fruit du travail individuel, en propriété privée capitaliste est, naturellement, un processus incomparablement plus lent, violent et difficile que la transformation de la propriété capitaliste privée, déjà basée sur une production socialisée, en propriété socialiste. Dans le

1. Même remarque.

premier cas, il s'agit de l'expropriation de la masse par une poignée d'usurpateurs ; dans l'autre nous voyons l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse<sup>1</sup>. »

Si Marx a correctement dégagé les tendances de la vie économique, si le capital tend constamment à se concentrer dans les mains d'un cercle toujours plus resserré de magnats tandis que le reste de la population se prolétarise rapidement, il est vraiment merveilleux qu'une révolution sociale n'ait pas encore renversé ce système inique, auquel pratiquement tous les hommes devraient être opposés. Si la classe capitaliste, qui, seule, a quelque intérêt à la protection de la propriété, est en voie de décroissance rapide ; si l'avenir ne tient en réserve que la misère et la déchéance pour les classes moyennes ; alors certes point n'est besoin d'être prophète pour prédire que les titres de quelques magnats à leurs richesses n'ont pas plus de valeur que les papiers sur lesquels ils sont écrits. On peut dire aussi que les jours de l'organisation économique actuelle sont comptés, et Bebel avait tout à fait raison quand, s'adressant au Congrès de son parti, en 1891, il déclarait : « Oui, je suis convaincu que la réalisation de nos dernières visées est si proche qu'il en est peu, dans cette salle, qui ne vivront pas assez pour y assister<sup>2</sup> ! »

1. Marx, *Le Capital* (tr. angl., 4<sup>e</sup> éd., Londres, 1891, I, pp. 788-9).

2. *Protokoll über die Verhandlungen der Parteitages der sozialdemokratischen Partei Deutschlands abgehalten zu Erfurt, 1891*, p. 172.

Mais confrontons cette proposition abstraite avec les faits. Prenons, par exemple, les statistiques des revenus en Prusse, qui sont, comme chacun sait, relativement les plus exactes qu'on possède<sup>1</sup>. La Prusse nous fournit des données relatives à l'impôt progressif sur le revenu pour une période de plus d'un demi-siècle, qui coïncide avec la période du développement industriel le plus rapide. Ces données, on le voit, sont tout particulièrement importantes pour l'étude que nous poursuivons.

Au point de vue du revenu, on divise généralement la population allemande en trois groupes : classe inférieure, moyenne et supérieure ; chacune d'elles est à son tour divisée en trois catégories : inférieure, moyenne et supérieure. On obtient alors le tableau suivant d'espèces de revenus annuels :

	catégorie	inférieure de	» à	500 märks <sup>2</sup>
1. Classe inférieure	—	moyenne —	500 à	900 —
	—	supérieure —	900 à	2.100 —
2. Classe moyenne	—	inférieure —	2.100 à	3.000 —
	—	moyenne —	3.000 à	6.000 —
	—	supérieure —	6.000 à	9.500 —
3. Classe supérieure	—	inférieure —	9.500 à	30.500 —
	—	moyenne —	30.500 à	100.000 —
	—	supérieure —	au-dessus de	100.000 —

1. Tous les chiffres donnés ci-dessous sont tirés de deux monographies d'Adolphe Wagner, publiées dans *Zeitschrift der Königlich Preussischen Statistischen Bureau* (Berlin, 1904, vol. XLIV, pp. 41-122 et 229-267. « Zur methodik der statistik der Volkseinkommens und Volksvermögens, mit besonderer Berücksichtigung der steuerstatistik », et « Wertere statistische untersuchungen über die Verteilung der Vollstein kommens in Preussen auf Grund der neuern Einkommensteuerstatistik » 1892-1902).

2. Les revenus inférieurs à 500 m. sont maintenant extrêmement rares en Allemagne et sont, naturellement, représentés par la plus basse catégorie des ouvriers agricoles. Au

Le tableau suivant montre, pour les dix périodes décennales des années 1853-1902, le nombre absolu des individus appartenant à la catégorie supérieure de la classe inférieure ainsi qu'à la catégorie inférieure de la classe moyenne, le nombre absolu et le pourcentage des individus des catégories moyenne et supérieure des classes moyenne et supérieure. Tous les chiffres donnés dans les trois premières colonnes représentent des milliers (on n'a pas écrit les 000).

ANNÉES	Populations	Nombre de personnes taxées pour un revenu		Pourcentage des contribuables taxés pour un revenu supérieur à 300 marks
		de % à 3.006 mks	au-dessus de 3.000mks	
1853	16.870	825	44,4	0,263
1867	19.157	963	72,9	0,380
1870	23.909	1.319	106,4	0,445
1873	24.644	1.370	123,3	0,500
1878	25.748	1.356	167,3	0,650
1882	26.820	1.304	162,6	0,683
1891	29.456	1.743	254,3	0,863
1892	29.895	2.119	316,9	1,060
1896	31.349	2.321	331,1	1,057
1902	35.551	3.310	449,7	1,301

groupe de revenus de 500 à 900 m. appartiennent les paysans pauvres et les bas salariés de l'industrie. Le groupe de 900 à 2.100 m. comprend les employés de bureau et de commerce, les ouvriers qualifiés, les jeunes fonctionnaires, les instituteurs, les paysans aisés, les artisans, petits boutiquiers, etc.

Le nombre absolu des contribuables des classes moyenne et supérieure pour les mêmes années est donné dans le tableau suivant. Les chiffres représentent toujours des milliers.

ANNÉES	Revenus de la classe moyenne			Revenus de la classe supérieure		
	2.100 à 3.000	3.000 à 6.000	6.000 à 9.500	9.500 à 30.500	30.500 à 100.000	100.000 et au delà
1853	46,9	32.003	7.239	4.463	640	62
1867	81,1	50.966	12.224	8.211	1.348	144
1870	112,4	75.851	17.434	11.027	1.911	199
1873	119,6	85.603	20.813	13.650	2.815	423
1878	153,5	121.071	25.350	17.457	3.054	375
1882	150,0	131.310	27.958	15.580	3.403	434
1891	185,1	180.862	38.275	20.776	5.442	915
1892	223,4	204.544	55.161	46.092	9.034	1.658
1896	260,1	214.960	57.859	47.308	9.265	1.699
1902	321,3	291.341	77.628	64.737	13.205	2.762

Ces chiffres nous montrent à quel point est mal fondée la thèse de la prolétarisation de la classe moyenne. En tenant compte, comme il se doit, du renchérissement de la vie, nous trouvons que le nombre des gens aisés s'est accru, absolument aussi bien que relativement à la population totale.

Le petit tableau suivant nous montre, pour la

même période, l'accroissement des revenus des multi-millionnaires en Prusse :

ANNÉES	REVENUS			
	de 100.000 à 500.000	de 500.000 à 1.000.000	de 1.000.000 à 2.000.000	au-dessus de 2.000.000
1853	60	2	»	»
1867	135	9	»	»
1870	187	12	»	»
1873	391	32	»	»
1875	399	18	4	4
1882	407	22	2	3
1891	859	43	8	5
1892	1.555	72	27	4
1896	1.596	76	20	7
1902	2.594	108	44	16

La formule de Marx « Un capitaliste en tue toujours plusieurs » peut difficilement passer pour une constatation de la réalité. En 1854, Berlin n'avait que 6 personnes possédant plus de 3 millions de marks ; en 1900 elle en compte 639. En 1854, il n'y avait à Berlin que 23 hommes possédant 1 million et demi chacun ; en 1900, ils étaient 1.323 dans ce cas. Et, sauf tout le respect que nous devons à l'honnêteté allemande, il est bon de ne pas oublier que les contribuables n'ont pas coutume de surévaluer leurs re-

venus à leurs capitaux quand il s'agit de payer l'impôt.

Les statistiques des revenus en Angleterre présentent de plus grandes difficultés à être ainsi utilisées, parce qu'elles sont construites par cédule, chaque contribuable déclarant ses revenus dans différentes cédules, d'après leur caractère et leur source. Si nous prenons les revenus de la cédule D, ceux des commerces et professions, nous constatons pour la décade 1877-1886 les changements suivants :

REVENUS	1877	1886	Pourcentage du changement
De £ 150 à £ 1.000 . . . .	317.939	379.064	+ 19,26
De £ 1.000 et au-dessus. . . .	22.848	22.298	- 2,40

Ces chiffres amenaient Goschen, le chancelier de l'Echiquier, à formuler la thèse de la décentralisation de la richesse. Mais il s'agissait là d'une période de dépression. Les données de la matière imposable sous la cédule D, ne montrent pas, pour les décades suivantes, des tendances aussi ultra-démocratiques.

REVENUS	1888-1889	1893-1894	Pourcentage du changement
De £ 150 à £ 500 . . . . .	347.520	362.048	+ 4,18
De £ 500 à £ 1.000 . . . . .	31.084	32.737	+ 5,32
De £ 1.000 à £ 5.000. . . . .	18.665	20.431	+ 9,46
De £ 5.000 et au-dessus. . . . .	2.965	3.149	+ 6,21

REVENUS (1)	1894-1895	1897-1898	Pourcentage du changement
De plus de £ 160 et de moins de £ 500 . . . . .	278.370	306.200	+ 10
De plus de £ 500 et de moins de £ 1.000. . . . .	26.790	27.779	+ 3,69
De plus de £ 1.000 et de moins de £ 5.000. . . . .	17.146	18.113	+ 5,64
De plus de £ 5.000 . . . . .	2.785	3.141	+ 2,78

Ces fluctuations des revenus du commerce et des professions libérales, telles que nous les montre la cédule D, ne peuvent suffire à confirmer la thèse prématurée de Goschen sur la décadence des grandes fortunes, mais elles indiquent nettement une ascension vigoureuse des classes moyennes. On remarque que ces chiffres ne

1. A noter le changement apporté à la limite inférieure, qui est relevée de 150 à 160 £.

comprènent pas les revenus des contribuables frappés comme actionnaires de sociétés, dont les profits sont imposés en bloc. Or l'armée des porteurs de titres se montre en croissance énorme et régulière.

En 1887, Goschen écrivait : « J'ai examiné les chiffres de douze sociétés — prises au hasard — une compagnie d'assurances, une compagnie de distribution d'eau, une société industrielle, etc., et j'ai comparé leur capital et le nombre de leurs actionnaires, tels qu'ils étaient il y a dix ans et tels qu'ils sont aujourd'hui. Voici le résultat : le capital total possédé par les 12 compagnies était en 1876 de £ 5.171.649 ; en 1886, il passe à £ 6.501.582, soit 25 % d'augmentation. Mais, pendant la même période, le nombre de leurs actionnaires s'est accru de 11.667 à 20.083, soit dans la proportion de 72 %. <sup>1</sup>.

Nous touchons ici un point que Marx a manifestement négligé : la signification économique des sociétés par actions. La thèse que la concentration de l'industrie signifie concentration de la propriété et du capital est fausse. La tendance économique est tout à l'opposé et ce fait est reconnu par des socialistes éclairés et savants comme Edouard Bernstein <sup>2</sup>.

En Angleterre, au cours de ces dernières an-

1. V. Goschen, *Essays and Addresses on economic question* (Londres, 1905, pp. 231-2).

2. Ed. Bernstein, *Die Leutige Einkommen bewegung und die Aufgabe der Volks Wirtschaft* (Berlin, 1902). V. surt. le ch. III pp. 24-32 sur la concentration des entreprises et la diffusion des titres de propriété.

nées, le nombre des petites exploitations qui se sont fondues dans de grandes sociétés par actions, est important. Au 1<sup>er</sup> avril 1904, il y avait 37.217 de ces sociétés enregistrées en Angleterre dont beaucoup représentaient la réunion de nombreuses firmes commerciales et industrielles, mais cette organisation en sociétés par actions signifie distribution plus large à la fois de la propriété et du revenu. En voici un exemple :

NOM DES SOCIÉTÉS	Capital en £	Actions détenues par les vendeurs en £	Nombre de firmes absorbées	Nombre des actionnaires
Fine Cotton Spinners.	4.000.000	1.333.350	31	3.934
Bradford Coal Dyers.	3.000.000	1.000.000	22	10.731
Bradford Coal Merchants . . . . .	199.790	119.790	8	237
Aberdeen Comb Works . . . . .	300.000	133.333	3	697
Cooper, Cooper and Johnson . . . . .	340.000	70.000	3	2.082
Totaux . . .	7.839.790	2.656.473	67	17.661

Au lieu de 67 firmes, 17.661 actionnaires. Il est vrai qu'un tiers de capital-actions, probablement suffisant pour assurer la domination sur ces entreprises, était retenu par les établissements fusionnés, mais les deux tiers restant ont été répartis. Les membres des 67 maisons

primitives sont probablement devenus des employés des 5 nouvelles compagnies, mais on ne saurait considérer le changement de leur situation comme un exemple de prolétarisation, puisque, en plus de leurs appointements comme agents des sociétés, ils reçoivent les dividendes afférents à 2 millions et demi de livres d'actions. Dans 5 grandes brasseries anglaises, nous voyons que le capital-actions est détenu par 27.052 personnes. Dans le trust de l'épicerie « Thomas Lipton », il y a 74.262 actionnaires; la maison « Spier and Pond » de Londres en compte 4.650 dont 550 possèdent chacun plus de £ 500 de capital.

Le développement des sociétés par actions explique pourquoi le nombre des petits revenus du commerce et de l'industrie, imposés dans la cédule D, ne s'est pas accru aussi rapidement dans ces derniers temps que dans les années 1870 et 1880. Un grand nombre de petits négociants précédemment imposés dans la cédule D le sont maintenant dans la cédule E, comme agents de sociétés par actions<sup>1</sup>. Si nous retranchons de cette cédule l'armée de plus de 80.000 fonctionnaires des administrations civiles et militaires, nous voyons que le nombre des employés des sociétés et des établissements publics s'est accru de plus de 100 % en cinquante ans. Voici les chiffres :

1. Goschen, *op. cit.*, p. 249.

1888-1889.	130.862
1893-1894.	166.161
1894-1895.	155.752 (1)
1897-1898.	187.240
1898-1899.	223.391
1902-1903.	272.500

On constate le même rapide accroissement de l'armée des actionnaires aux Etats-Unis. Quelques-uns de nos principaux chemins de fer, par exemple, révèlent les chiffres suivants, pour l'accroissement de leurs actionnaires au cours des quatre dernières années.

	1904	1908
Pennsylvania . . . . .	42.100	59.600
Atchinson . . . . .	17.800	25.000
New-York Central . . . . .	11.700	22.000
Union Pacific. . . . .	14.200	15.000
Southern Pacific. . . . .	4.400	15.000
Great Western . . . . .	5.900	10.000
Erié . . . . .	4.300	10.000
Delaware a Hudson. . . . .	3.800	5.800
Worfolk and Westan. . . . .	2.900	4.500
Chesapeake and Ohio . . . . .	1.500	2.600

Les chemins de fer américains comptent actuellement environ un demi-million d'actionnaires contre 350.000 il y a cinq ans. La même tendance décentralisatrice se manifeste dans nos sociétés industrielles. L'*United States Steel corporation* compte actuellement près de 110.000 actionnaires, la *Bell Telephone* 24.100 ; l'*American Sugar* 20.000 ; l'*Amalgamated Copper* 18.000 ; la *Compagnie Pullmann* 13.000. Le

1. Cette diminution est due à l'élévation du taux d'emption de £ 150 à £ 160.

nombre total des porteurs de titres en Amérique est évalué aujourd'hui à environ 2 millions.

Ainsi, partout où nous nous tournons, nous constatons un sérieux progrès de la classe moyenne. En 1851, il y avait en Angleterre environ 300.000 personnes possédant un revenu de £ 150 à £ 1.000 ; en 1881, il s'en trouve environ 990.000. Tandis qu'au cours de cette période la population croissait dans le rapport de 27 à 35, la classe moyenne anglaise progressait dans le rapport de 27 à 90, c'est-à-dire de 233 %. En 1898, Bernstein évaluait le nombre des contribuables de la classe moyenne à 1 million et demi<sup>1</sup>. Or, non seulement la classe moyenne, dont l'extermination était si essentielle au triomphe du socialisme, s'est énormément augmentée<sup>2</sup>, mais encore tous ces co-participants des grandes entreprises capitalistes, l'armée des actionnaires, se sont enrôlés dans la défense du capital et des intérêts dont ils devenaient les titulaires<sup>3</sup>.

1. Bernstein, *Die Voraussetzung der Sozialismus und die Aufgaben der Socialdemokratie* (Stuttgart, 1899, p. 49).

2. « Ceci reconnu, quelle est maintenant la tendance du revenu de la fortune ? Autant qu'on peut se fier aux statistiques dans la matière, elle montre dans tous les pays civilisés, une extension plutôt qu'un resserrement des classes possédantes. » (Bernstein, *Die Leutige Einkommen bewegung*, 1902, p. 21.)

3. « L'armée des actionnaires constitue aujourd'hui, à tous égards, politiquement et socialement, le rempart du capital. Que pourrait devenir une poignée de magnats, sans le nombre qui se chiffre par centaines de mille, des gens de la classe moyenne et des petits actionnaires ? Que pourraient-ils contre l'opinion publique ? Rien. La première tempête briserait leur résistance. Mais ces magnats, accusés de ceux de deuxième, qua-

On a répliqué que l'analyse de Marx de notre système capitaliste était fondée sur la notion de libre concurrence et qu'elle pouvait compter avec les effets économiques de la méthode nouvelle de fusion des entreprises, mais que si la concurrence n'avait pas été limitée et s'il n'y avait pas eu de sociétés par actions, la concentration du capital dans quelques mains et la prolétarisation de la classe moyenne eussent été inévitables. Il est possible que ce soit vrai, mais il n'est pas précisément commode de dire ce que les choses auraient été si elles avaient été différentes. Un fait demeure : c'est que le développement économique a pris une tournure que Marx n'avait pas prévue. Kautsky restait un traducteur fidèle du marxisme orthodoxe quand il s'écriait au Congrès socialiste de Stuttgart : « Oui, il en est ainsi, alors ce n'est pas seulement le jour de notre triomphe qui recule indéfiniment, c'est notre but lui-même qui nous échappe à jamais. Si ce sont les capitalistes, et non les prolétaires qui augmentent, alors le développement économique nous repousse de plus en plus loin de notre but, alors le capitalisme se fortifie et non le socialisme, alors nos espérances ne se matérialiseront jamais <sup>1</sup>. »

trième ou huitième catégorie forment ou dirigent ce qu'on appelle l'opinion publique. » (Bernstein, *Die Leutige Socialdemokratie in theorie und Praxis*. Munich, 1906, p. 32).

<sup>1</sup>: *Protokoll über die Verhandlungen der Parteitages der Sozialdemocraticchen Partei Deutschlands*, Abgehalten in Stuttgart (1898, p. 128).

## CHAPITRE VI

### LA THÉORIE DE LA PAUPÉRISATION CROISSANTE

On nous dit encore qu'à côté de la prolétarisation générale des masses, de la concentration du capital et de la diminution numérique des magnats capitalistes, un processus parallèle se développera rendant le mode actuel de production non seulement intolérable mais impossible. C'est l'appauvrissement progressif, la misère rapidement croissante, la décadence économique et la dégénérescence physique du prolétariat qui produira la révolution sociale dans l'humanité soumise au supplice de la faim <sup>1</sup>. Ainsi s'exprime le *Manifeste Communiste*. « L'ouvrier moderne... au lieu de voir sa condition s'élever avec les progrès de l'industrie, tombe de plus en plus au-dessous du niveau d'existence de sa propre classe. Il devient un pauvre et le paupérisme se développe plus vite que la population et la richesse. Il devient évident ici que la bourgeoisie n'est pas capable de rester longtemps encore la classe dominante dans la société et de

1. Marx, *Le Capital*, p. 789.

lui imposer des conditions d'existence comme une loi de surmenage. Elle est incapable de diriger parce qu'elle n'est pas à même d'assurer l'existence à ses esclaves dans leur servitude, parce qu'elle ne peut les secourir en les laissant s'enfoncer dans une situation telle qu'elle doit les nourrir au lieu d'être nourrie par eux. La société ne peut vivre plus longtemps sous la domination de cette bourgeoisie ; en d'autres termes, son existence n'est plus compatible avec la société<sup>1</sup>. » Cette doctrine de la misère croissante qui fut en dernier lieu élaborée par Marx dans son *Capital* est basée sur l'observation des faits de son époque, interprété par lui d'une façon ingénieuse.

Derrière cette doctrine de la misère croissante, il y avait une théorie originale des salaires. Ce n'était pas la *loi d'airain* comme le disent certains auteurs récents<sup>2</sup> ; il n'y a rien de spécifiquement socialiste dans cette loi d'airain des salaires ; c'est une thèse de Ricardo, à laquelle Lassalle accola l'épithète loi d'airain et que Marx rejeta dédaigneusement pour plusieurs excellentes raisons<sup>3</sup>. La loi d'airain des salaires,

1. *Manifeste Communiste*, p. 31.

2. Cf. par ex. Rossignol, *Orthodox Socialism*, p. 9, 26 ; W. Malloch. *Socialism* (The national civic Federation, N.-York, s. d., p. 10).

3. Marx écrivait à Bracke en 1875 : « De la loi d'airain des salaires, rien, comme chacun sait, n'appartient à Lassalle, sauf le mot airain emprunté lui-même à la parole de Goethe *ewigen, ehernen, grossest Gesetzen*. Le mot « loi d'airain » est le mot d'ordre par lequel les purs se reconnaissent l'un l'autre. Mais si je prends la loi avec le mot de Lassalle et par conséquent dans son propre sens, alors je dois aussi accepter l'argu-

bien qu'elle fut une arme efficace entre les mains d'un agitateur comme Lassalle, nous donnait une certitude aussi déraisonnable que celle de nous montrer la fin du salariat comme toute prochaine. Il y a une génération, les salaires représentaient le coût de la vie de l'ouvrier; dans une génération encore les salaires, suivant la loi d'airain, représenteraient encore le coût de la vie de l'ouvrier.

Cette théorie ne fournit aucune raison permettant d'affirmer que les travailleurs de l'avenir se rebelleront contre le salariat plus que ne l'ont fait les travailleurs du passé. A l'inverse, une doctrine qui déclare inévitable une misère progressivement croissante des classes ouvrières donne une certitude raisonnable que les salaires s'opposent peu à peu et de plus en plus fort au système économique actuel.

En outre, la révolution industrielle fut suivie d'une ère de diminution progressive des salaires. Les salaires se déprimaient visiblement, non seulement au-dessous du niveau de vie désiré par les ouvriers, mais encore dans certains cas,

mentation que la soutient. Et que voyons-nous alors? Comme le remarquait Lange, peu de temps après le décès de Lassalle : c'est la doctrine malthusienne de la population soutenue par Lange lui-même. Si cette doctrine est correcte, alors je ne peux pas anéantir la loi, quand bien même j'abolirais le salariat pendant plus de cent ans, car la loi domine non seulement le système du salariat, mais *tout système social*. Confiant en ce fait très réel, pendant cinquante ans et plus, les économistes ont montré que le socialisme ne peut détruire *ce qui est basé sur la nature*, mais qu'il ne peut, au contraire, que le rendre *plus général*, en le répandant dans le monde entier. » (Neue Zeit, 9<sup>e</sup> année, 1891, vol. 1, p. 570.)

au-dessous même des exigences d'une existence physique possible. La doctrine de Ricardo tenait-elle compte de ce phénomène ? En 1835, le Gouverneur général de l'Inde écrivait : « La misère actuelle est sans précédent dans l'histoire économique. Les os des tisseurs de coton blanchissent les plaines de l'Inde. » Et la situation des tisserands d'Europe n'était guère meilleure. Considérons, par exemple, les chiffres officiels suivants, cités par le professeur Schulze-Gaevernitz « moyenne des subsistances gagnées en une semaine par les tisserands de Bolton ».

	s. d.	lbs farine de blé	lbs farine d'avoine	
1897-1804 . . .	26,8	= 100	ou	142
1804-1811 . . .	20	= 79	—	115
1811-1818 . . .	14,7	= 60	—	79
1818-1825 . . .	8,9	= 48	—	64
1825-1832 . . .	6,4	= 28	—	48

L'étoffe fabriquée par ces tisserands ne l'était pas encore, à cette époque, par des métiers à vapeur. Aussi permettait-elle la chance d'une rémunération bien plus favorable que la production, par exemple, du calicot imprimé. Il y avait même des salaires qui descendaient à 2 ou 3 shillings par semaine <sup>1</sup>. Les tisserands de Silésie furent même anéantis ; ils mouraient littéralement de faim <sup>2</sup>. Du point de vue de notre

1. Schulze-Gaevernitz, *The Cotton trade in England and on Continent* (Londres, 1895, p. 31).

2. J. W. Wolff in *Deutscher Bürgerbuch für 1845* (pp. 174-202).

économie classique, la nature seule pouvait supporter la responsabilité de cette misère<sup>1</sup>.

Le développement du paupérisme, la déchéance et la dégénérescence des classes ouvrières dans la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle n'était pas une invention des militants socialistes. Les faits sont si évidents que les économistes les plus conservateurs de l'époque furent les plus nets dans leur condamnation des conditions de vie existantes, et les premiers à réclamer des restrictions et des empêchements au libre jeu du régime capitaliste.

Les écrits des grands économistes français et allemands et les discours de lord Ashley contiennent des exposés aussi énergiques que tout ce qu'on pourrait trouver dans la littérature socialiste. Le *Manifeste Communiste* contient une attaque contre la famille, — attaque que, croyons-nous, Marx a lui-même regrettée quelques années plus tard. Il y disait « Abolition de la famille. Le plus acharné radical s'enflamme à cette infâme proposition des communistes. Tout le tapage bourgeois fait autour de la famille et de l'éducation, de l'union sacrée entre enfants et parents, devient tout à fait dégoûtant, devant

1. « Un homme né dans un monde déjà soumis au droit de propriété, s'il ne peut obtenir sa subsistance de ses parents, ou si la société n'a pas besoin de son travail, ne peut revendiquer aucun *droit* à la plus petite parcelle de subsistance et en fait il n'y a aucune affaire à laquelle il ait quelque intérêt. Au banquet de la nature il n'y a aucune place libre pour lui. Elle lui signifie d'avoir à disparaître et elle ne tardera pas à mettre son ordre à exécution. » Malthus, *An essay on the principle of population* (2<sup>e</sup> éd. 1803, p. 531).

l'action de l'industrie moderne, par laquelle tous les liens des familles prolétaires sont brisés et leurs enfants transformés en simples marchandises de commerce et instruments de travail <sup>1</sup>. » Mais déjà en 1835, un savant aussi respectable et conservateur que Robert von Mohl se lamentait de voir que les femmes et les enfants des ouvriers étaient confisqués par les manufactures et que la vie de famille était complètement détruite dans le prolétariat industriel <sup>2</sup>. Elle n'était pas non plus sans fondement, l'accusation portée contre le système industriel de démoraliser les femmes et les sœurs des ouvriers. C'était plutôt une observation très commune que les femmes, qui remplaçaient dans une si large mesure les ouvriers qualifiés, étaient jetées à la rue, à la prostitution, dans chaque crise industrielle. Nous possédons par exemple cette constatation du juge de police de Bolton, M. Harris : « Les malheureuses femmes qui, par suite de la famine du coton, se trouvèrent, dès le début, privées de leur emploi, devenaient par là des parias dans la société. Maintenant, bien que les affaires aient repris et que le travail batte son plein, elles continuent à rester dans cette classe déshéritée et elles y restent même

1. *Manifeste Communiste*, pp. 39-40.

2. « Über die Nachteile, welche sowohl den Arbeitern selbst als dem Wohlstande und der Sicherheit der gerammten bürgerlichen gesellehaft von dem fabrik mässigen Betriebe der Industrie zugehen, and über die notwendigkeit gründlicher Vorbeugungsmittel » in K. H. Rauh. *Archiv. der politischen Ökonomie und Polizeiwissenschaft* (Heidelberg, 1835, vol. II, pp. 145 à 156).

volontiers. Il y a maintenant, dans nos faubourgs, plus de jeunes prostituées que je n'en ai jamais vu depuis ces vingt-cinq dernières années<sup>1.</sup> »

Cependant, bien que l'indécible misère des classes ouvrières soit un fait reconnu, notre économie politique classique ne trouve ni un mot de consolation ni la moindre lueur d'espoir à donner aux travailleurs. Bien plus, en 1874, un des plus orthodoxes représentants de l'économie politique classique, M. Cairnes, eut le courage étonnant d'exposer franchement et nettement son attitude. La possibilité d'une amélioration quelconque des conditions de vie des ouvriers de l'industrie « est confinée dans d'étroites limites qu'on ne peut franchir et le problème de l'élévation de leur classe est sans espoir. En tant que classe, aucune ascension ne leur est possible. Quelques-uns, plus énergiques ou plus heureux que les autres, pourront de temps en temps s'évader, comme ils le font aujourd'hui des rangs de leurs compagnons, vers des degrés plus élevés de la vie industrielle, mais la grande majorité demeurera au niveau où elle se trouve. La rémunération du travail, qualifiée ou non, ne peut guère s'élever au-dessus de son taux actuel<sup>2.</sup> ». C'était bien moins là l'expression d'une opinion personnelle qu'une déduction logique tirée de

1. *Reports of the Inspectors of Factories for the half-year ending October 31, 1865* (Londres, 1866. Parliamentary Papers. Session 1, février-août 1866, tome XXIV).

2. Cairnes, *Some leading principles of political economy* (nouv. éd. Londres, 1874, p. 348).

la doctrine classique du fonds des salaires dont M. Cairnes était, si nous ne nous trompons, le dernier champion. La ténacité avec laquelle l'économique classique s'attachait à une doctrine aussi cruelle que celle du fonds des salaires, doctrine si nettement inférieure au niveau moral élevé auquel ses auteurs se tenaient autrefois, ne comporte qu'une explication psychologique. C'était une formule à demi-consciente pour décliner toute responsabilité à l'égard de la condition vraiment inhumaine dans laquelle était tombé le prolétariat anglais ; c'était une ingénieuse apologie destinée à pallier l'omission par l'Etat et la société de toute obligation morale, une énergique défense du *laissez-faire*, rejetant tous les reproches de honte, de crime et de déshonour sur le Tout-Puissant et ses immuables lois.

L'argument du fonds des salaires peut se résumer ainsi, en gros : la quantité générale du capital est déterminée par les efforts passés de la société, par les épargnes accumulées et prélevées dans les profits réalisés. De cette quantité, une certaine somme est absorbée par le matériel et les frais généraux dans la proportion déterminée par le caractère technique de chaque industrie. Le reste constitue le fonds des salaires, qui se trouve ainsi fixé et déterminé d'avance. Il est impossible que les salariés reçoivent plus que ce fonds, de même qu'on ne leur donnera jamais moins. Aussi le taux des salaires dépend-il du nombre des travailleurs ; leur nombre est le diviseur, le fonds des salaires est le dividende.

Et ici intervient la doctrine de Malthus. Si le nombre des salariés est grand, leur salaire est bas ; de bas salaires constituent un frein à l'accroissement de la population, ce qui fait remonter les salaires. C'est pourquoi il ne convient d'accuser rien ni personne, autant vaudrait sattaquer aux quatre opérations de l'arithmétique. La question des salaires est une question de division. S'il arrivait que la population ouvrière diminuât et que les salaires augmentassent au point de faire baisser les profits, alors l'accumulation du capital se ralentirait par là même automatiquement, le fonds des salaires se contracterait et les salaires subiraient de même une dépression. Ni le syndicalisme, ni les lois ouvrières ne peuvent changer cette situation, pas même si la puissance des salariés s'en augmentait et que les profits des capitalistes restaient constants. Comme l'ont remarqué Sidney et Beatrice Webb « cette théorie ne laisse aucune place à l'ascension des salariés, quand même un progrès se justifierait par une augmentation de leur capacité productive. Si un groupe de salariés réussissait, par des moyens pacifiques ou grâce à une loi, à améliorer ses conditions économiques de travail de telle manière que sa capacité productive en fût accrue, cela n'apporterait pas un bien grand avantage à la classe ouvrière dans son ensemble. Quoique cette hausse du coût de leur travail puisse bientôt être récupérée par leurs employeurs, du fait de la productivité accrue, il n'en resterait pas moins que ce prélèvement opéré sur le fonds des salaires doit avoir

pour effet de déprimer automatiquement la condition et d'abaisser le pouvoir économique des autres groupes de travailleurs, avec ce résultat d'aggraver encore les inégalités entre les groupes, sans que la puissance économique de la classe ouvrière dans son entier en soit accrue le moins du monde. *Ainsi toute loi ouvrière, qui augmentait le coût actuel du travail des femmes ou des enfants, était payée par un abaissement simultané de quelques autres salaires. Chaque fois qu'une nouvelle dépense de sécurité ou de préservation contre les accidents était imposée aux capitalistes, quelques salariés devaient subir une diminution corrélative de leurs revenus* <sup>1</sup> ».

Ainsi, comme le lecteur peut aisément le remarquer, toute tentative pour relever les conditions de vie et de travail des ouvriers se voyait combattue au nom d'une préoccupation morale élevée : étant donné les lois de l'économie politique, la réforme blesserait ceux-là mêmes qu'elle chercherait à aider. « Pour quelque temps, évidemment, une influence des lois naturelles pourrait être atténuée, mais ce ne serait que pour se manifester, finalement, avec une force accrue. A la longue, les lois de Dieu renverront tous les obstacles humains <sup>2</sup>. » Par consé-

1. B. et S. Webb, *Industrial Democracy* (Londres 1902, p. 607). C'est nous qui soulignons.

2. James Sterling. *Trade Unionism* (1889, p. 27), cité dans *Webb Industrial democracy*, p. 611. M. Sterling ne faisait après tout qu'interpréter comme tout le monde les « lois de Dieu ». Mais la palme en cette matière appartient à l'économiste anglais, le Rev. J. Townsend, qui écrivait, sous le nom de « Un homme qui veut le bien de l'Humanité », contre la loi des

quent, ceux qui s'opposent aux méthodes les plus impitoyables d'exploitation du travail des enfants, étaient accusés de détruire le palladium des libertés britanniques, « de saper les lois de l'économie politique et d'attaquer l'ordre établi par Dieu lui-même ». C'est ainsi que nous avons vu une Henriette Martineau se lamenter, en 1833, sur les premières réglementations du travail des enfants. Elle était choquée par les limitations légales imposées en pareille matière et ne pouvait tolérer ni intervention de la loi, ni contrôle de la société. Mais un cœur de femme n'est jamais sans pitié, aussi souhaitait-elle que les enfants accaparés par l'industrie aient la chance de mourir ! « Le cas de ces odieuses usines à main-d'œuvre infantile semble désespéré ; le seul espoir semble être que la race s'éteigne en deux ou trois générations ; après quoi on trouvera des machines qui exécuteront le travail bien mieux que leurs malheureuses personnes <sup>1</sup>. » Miss Martineau oubliait que les

pauvres. Dans son premier ouvrage qui eut deux éditions, *A Dissertation on the poor laws* (Londres, 1817, pp. 39-41) cité par Marx (*Capital*, I, pp. 602-603) il nous explique que les pauvres sont imprévoyants et prolifèrent rapidement afin « qu'il puisse toujours s'en trouver pour remplir dans la cité les tâches les plus serviles, les plus répugnantes et les plus sordides. Par là, la somme du bonheur humain se trouve beaucoup accrue, les plus délicats sont déchargés des basses besognes... et peuvent sans interruption poursuivre les buts auxquelles leurs aptitudes variées les destinent ». La loi des pauvres « tend à détruire l'harmonie et la beauté, la symétrie et l'ordre de ce système que Dieu et la Nature ont établi dans le monde ».

1. *H. Martineau's Autobiography*, éd. par Maria W. Chapman (Londres, 1877, vol. III, p. 57). Cité dans Webb, *op. cit.*, p. 608.

machines furent inventées précisément pour pouvoir substituer la main-d'œuvre infantile au travail des ouvriers qualifiés.

Mais Marx s'en est souvenu ; il connaissait par cœur la *Philosophie des Manufactures* de Ure<sup>1</sup>. Et pourtant Marx et Engels n'échappaient pas à la fascination des « lois économiques ». C'est cette question qui classa Marx parmi les économistes classiques. Dans les cinquante années, Marx, ainsi qu'Engels, considéraient tout essai en vue de régler les conditions économiques par des lois comme des moyens stériles et de conséquences réactionnaires. Nous les voyons anathématiser la loi de dix heures d'un langage digne de Nassau Senior : « Tout le développement social de l'Angleterre dépend du développement et du progrès de son industrie. Toutes les institutions qui s'opposent à ce progrès, qui essaient de le réglementer et de le dominer... sont réactionnaires et caduques<sup>2</sup>. » Pourtant, de cette doctrine classique, Marx et Engels tiraient cette conclusion que, puisque des réformes ne peuvent aucunement améliorer la situation, le progrès économique doit nécessairement être amené par une révolution. « Ainsi<sup>3</sup>, la seule solution du problème des dix heures,

1. « La conséquence de la substitution du métier automatique au métier ordinaire fut de rendre inutile la plus grande partie des tisseurs adultes et de retenir des adolescents et des enfants. » (Ure, *Philos. des Manufact.*, p. 13.)

2. Marx in *Neue Pleinische Zeitung*. Heft 4 (Londres, 1850, p. 13).

3. *Ibid.*, p. 16. V. aussi *Aus dem litterarischen Nachlass von K. Marx, F. Engels, etc.* (Vol. III, Stuttgart, 1902, p. 395).

comme de tous les problèmes nés de l'antagonisme du travail et du capital, c'est la révolution proléttaire. »

Il y a deux principes fondamentaux de gouvernement, et qui s'excluent mutuellement : l'un est celui du contrôle social et de l'intervention étatique, l'autre consiste dans le *laissez-faire*, l'Etat garantissant la propriété et les libres conventions et limitant ses fonctions à celui d'un gendarme. Il est évident que ces tendances économiques peuvent être arrêtées, refrénées et modifiées du point de vue du premier de ces principes, mais du point de vue de l'autre ces tendances constituent la manifestation des lois immanentes et souveraines, indépendantes de nos désirs et de nos actes. L'économie politique classique représentait en même temps la défense du principe du *laissez-faire* et l'explication théorique des phénomènes qui se développent sous son influence.

Dans son *Capital* Marx abandonnait sa vieille thèse de la loi des dix heures et devenait un avocat peu convaincu du contrôle social, mais sa théorie restait celle d'un libre échangiste type. Il regardait comme naturel que le mode capitaliste de production soit basé sur la non-intervention et la liberté des échanges, et il en déduisait avec une exceptionnelle finesse les lois et tendances qui toutes menaient à une catastrophe générale de la société capitaliste et à une révolution sociale. Cependant Marx lui-même assistait au déclin du système du *laissez-faire* dans le capitalisme anglais et à la réintroduction

du contrôle social : loi de dix heures, inspection des manufactures, etc... Il en appréciait toute l'importance. Il ne manque pas de preuves qu'il s'aperçut bien qu'il assistait à la victoire d'un principe nouveau. Mais il était trop tard ; sa théorie était désormais faite et arrêtée dans son esprit. En tant que théorie elle ne manquait pas de profondeur, mais elle se montrait en désaccord avec la transformation en train de s'accomplir sous les yeux de son auteur. La prédiction de Lassalle que Marx deviendrait une sorte de Hegel économiste combiné à un Ricardo socialiste<sup>1</sup> se vérifiait complètement. Marx développait et appliquait les principes économiques de Ricardo, et il attendait de l'auto-destruction du capitalisme des changements de tableaux dans le processus historique de Hegel. Il cherchait un acte de décès et se refusait à voir que les lois sur les manufactures et l'intervention sociale signifiaient soit un nouveau bail de vie pour le capitalisme, soit le nouveau tableau qu'il espérait, le début d'une ère nouvelle.

Voyons maintenant comment Marx en vint à cette doctrine de la paupérisation croissante considérée comme une loi de la société capitaliste. La loi d'airain des salaires, comme nous l'avons déjà vu, ne tient pas compte de la baisse persistante des salaires actuels. Le côté malthusien de cette loi n'était pas davantage compteable pour Marx. Aucune de ces doctrines ne fit

1. *Briefe von F. Lassalle and K. Marx* (Stuttgart, 1902, p. 30). La lettre citée est datée du 12 mai 1851.

sur lui une impression comparable à celle qu'il reçut de la discussion de André Ure sur la portée et les effets du machinisme. « L'effet des progrès du machinisme non seulement en écartant la nécessité d'employer une même qualité de travail d'adultes qu'avant, afin de produire un résultat donné, mais encore en substituant une catégorie de travail humain à une autre, le travail non qualifié au travail qualifié, le travail des enfants à celui des adultes, des femmes à celui des hommes, provoque une rude perturbation dans le taux des salaires <sup>1</sup>. » Sur ces faits, qui étaient objet d'observations courantes, Marx bâtit sa théorie des salaires et de la population. De ces données, il découle que dans une société industrielle, un surplus de population, le paupérisme des chômeurs et les bas salaires des travailleurs sont dus à des progrès techniques. Puisque la loi de Malthus put s'appliquer aux espèces végétales et animales, elle ne saurait valoir pour la vie industrielle moderne, du moment qu'un élément entièrement nouveau y intervient, celui de la technique industrielle et que cet élément est décisif. En réalité, l'industrie capitaliste ne pourrait exister sans un large excédent de population ouvrière, sans une armée de réserve du travail puisqu'elle ne pourrait alors s'adapter aux fluctuations qui sont inhérentes au mode inorganisé de la production compétitive. Sans la possibilité d'appeler cette armée de réserve, on ne pourrait profiter des

1. Ure, *Philosophie des Manufactures* (1835, p. 34).

périodes de prospérité et on ne pourrait satisfaire l'accroissement de la demande, par manque de main-d'œuvre industrielle. Cette armée de réserve est créée et maintenue par l'introduction de machines nouvelles ou par les améliorations techniques des anciennes. Elle agit comme le poids mort du paupérisme sur l'armée active des usines. Les salaires fléchissent et deviennent insuffisants pour l'entretien matériel des familles ouvrières. Les machines perfectionnées permettent l'emploi des femmes et des enfants et les bas salaires des hommes y obligent. Ainsi la famille prolétarienne est détruite, elle devient un groupe de main-d'œuvre d'usine. Les énormes quantités de capital « immobilisé », c'est-à-dire de capital investi dans les entreprises obligent à l'utiliser plus longtemps et plus intensément, ce qui amène pour résultat la prolongation de la journée de travail. « Quand un ouvrier », dit un industriel cotonnier cité par Nassau Senior, « met bas sa pelle, il ne rend inutile qu'un capital d'une valeur de un franc. Mais quand notre personnel abandonne le métier, il laisse sans rendement un capital de 100.000 £ <sup>1</sup>. » D'où l'exigence d'une journée de travail plus longue, exigence à laquelle l'ouvrier ne peut résister, à cause de la concurrence de l'armée de réserve industrielle. Le machinisme, comme nous l'explique Ure, prend de flanc l'armée des travailleurs et l'oblige à se rendre à merci ; chaque morceau de l'outillage mécanique « confirme

1. Senior, *Letters on the factory Acts* (Londres 1837, pp. 13-14).

la grande doctrine déjà exposée, à savoir que, quand le capital engage la science à son service, la main-d'œuvre réfractaire est toujours amenée à composition<sup>1</sup> ». Si Ure nous expliquait les origine de l'armée de réserve du travail, le professeur Merivale, dont les écrits furent étudiés par Marx, enseignait que cette armée constituait une condition indispensable pour l'industrie moderne. Si, par suite des mauvais jours, les chômeurs venaient à émigrer vers d'autres pays, disait Merivale, alors avec le retour de la prospérité, il n'y aura plus une offre suffisante pour répondre à la demande accrue de travail. La main-d'œuvre industrielle peut recevoir de meilleurs salaires ; elle peut, suivant Malthus, procréer plus librement ; mais encore, continue-t-il, « quelque rapide que soit sa reproduction, elle exige, en tout cas, la durée d'une génération pour remplacer le déficit de travail d'adultes. Or, les profits de nos industriels dépendent surtout du pouvoir d'utiliser les époques de prospérité quand la demande s'accentue, et ainsi de trouver une compensation aux intervalles pendant lesquels elle se ralentit. Ce pouvoir ne leur est assuré que par la disposition d'un outillage mécanique et de main-d'œuvre humaine. Il faut qu'il y ait des bras disponibles, il faut qu'ils puissent accroître l'activité de leurs opérations quand cela devient nécessaire, et de même la ralentir, selon l'état du marché<sup>2</sup> ». C'était évi-

1. Ure, *op. cit.*, pp. 368-370 et *passim*.

2. H. Merivale. *Lectures on Colonization and Colonies* (1841 t. I, p. 146).

demment là le point de vue de Marx. Marx ne pouvait oublier de signaler l'influence des crises commerciales et c'est sur elles qu'il faisait reposer son espoir du cataclysme de la société capitaliste. L'analyse des crises fut peut-être la principale contribution des prédecesseurs socialistes de Marx, Fourier et Sismondi<sup>1</sup> que Marx, comme on sait, reconnut volontiers<sup>2</sup>.

Aussi peut-on facilement imaginer de quel mince emploi Marx était pour les apologistes de la théorie du fonds des salaires, dont les sentiments sont résumés dans cet avis à la classe ouvrière, de Henriette Martineau : « Nous, manufacturiers, nous faisons ce que nous pouvons quand nous accroissons ce capital sur lequel vous devez subsister, et vous devez nous seconder, en réglant le nombre de votre classe sur vos moyens de subsistance<sup>3</sup>. » Le dédain de Marx

1. Ch. Andler, *Le Manifeste Communiste*, t. II, intrad, historique et commentaire (Paris, 1901, pp. 99-102).

2. Menger et quelques autres écrivains ont perdu beaucoup de temps à essayer de découvrir les sources auxquelles Marx avait puisé sa doctrine. En matière de littérature économique, Marx était excessivement pointilleux. Son érudition était énorme, et chaque fois qu'il emprunta une idée, il le reconnut invariablement. Sauf ces emprunts déclarés, il fut inconsciemment influencé, sans aucun doute, par de nombreux écrivains ainsi que par de multiples circonstances politiques et sociales et du point de vue historique et psychologique, il demeure intéressant de retracer ces influences, mais il est chimérique de vouloir trouver un prédecesseur auquel Marx aurait emprunté son système. Il n'est pas une seule idée dans la doctrine de Marx qui n'ait été formulée avant lui ou suggérée par un écrivain quelconque, mais la combinaison de ces diverses idées en un colossal édifice est bien l'œuvre propre de Marx.

3. H. Martineau. *The Manchester Strike* (1842, p. 101).

pour le malthusianisme et pour la théorie du fonds des salaires était pourtant plus intellectuel que moral. Nous avons vu qu'il avait aussi peu d'espoir qu'aucun de ses contemporains dans une amélioration de l'état des classes ouvrières. Mais il ne pouvait admettre que les bas salaires fussent dus à la surpopulation, ni qu'ils dussent s'élever après une décimation de cette population, ni qu'à la suite de cette hausse la population dût s'accroître et ainsi de suite. « C'est vraiment là un beau type de rythme pour une production capitaliste développée ! » s'écriait-il. « Avant qu'un accroissement positif de population ouvrière, comme conséquence de la hausse des salaires, se fasse sentir, il se serait écoulé du temps, pendant lequel, maintes et maintes fois, la campagne industrielle se serait poursuivie, la bataille livrée et gagnée<sup>1</sup>. »

A l'inverse, la théorie du fonds des salaires ne fut pas sans influencer Marx, spécialement depuis qu'en ses dernières conclusions — l'impossibilité affirmée d'aucune amélioration pour la classe ouvrière — Marx se trouvait entièrement d'accord avec ses contemporains et prédecesseurs. Ainsi, mais en termes quelque peu différents, Marx rétablit la théorie classique, expliquant l'expansion et la contraction, non pas de la population mais de la production. « L'accumulation se ralentit en conséquence de la hausse du prix de la main-d'œuvre, parce que l'aiguillon du gain se trouve émoussé. Le taux

1. Marx. *Capital*, t. I, p. 652.

de la capitalisation baisse, mais avec cette baisse s'évanouit la première cause de cette baisse elle-même, à savoir la disproportion entre le capital et la force de travail exploitable. Le mécanisme du processus de la production capitaliste chasse l'obstacle réel qu'il s'était temporairement créé<sup>1</sup>. » En d'autres termes, puisque, dans la société capitaliste, l'ouvrier existe pour l'accroissement des capitaux existants, et non *vice versa*, toute hausse des salaires susceptible de mettre en péril l'expansion continue du capital se trouve exclue<sup>2</sup>. Avec l'accumulation du capital, la proportion du capital fixe au capital circulant varie, c'est-à-dire que la proportion du capital investi dans les bâtiments et l'outillage au capital dépensé en salaires ne reste pas ce qu'elle était primitivement; elle ne l'est pas, par exemple,  $\frac{1}{1}$ , mais  $\frac{2}{1}$ ,  $\frac{3}{1}$ ,  $\frac{4}{1}$ ,  $\frac{6}{1}$ ,  $\frac{8}{1}$ , etc. Puisque la demande de travail se détermine non en fonction de la quantité du capital total, mais seulement en fonction de la partie dite capital circulant (la somme dépensée en salaires), la demande de main-d'œuvre tombe progressivement avec l'accroissement du capital total, dont la plus grande part est actuellement transformée en moyens de production, c'est-à-dire en machines, etc.<sup>3</sup>. Les machines et autres moyens perfectionnés de production créent, comme nous l'avons vu, un excédent de

1. *Ibid.*, p. 633.

2. *Ibid.*, p. 634.

3. *Le Capital*, p. 643.

population. « La population ouvrière elle-même, produit par conséquent, en même temps que l'accumulation de capital qui lui est due, les moyens mêmes par lesquels elle se rend superflue en devenant un excédent relatif de population, et elle agit ainsi dans des proportions sans cesse croissantes. Elle est la loi de la population particulière au mode capitaliste de production<sup>1</sup>. »

Mais l'excédent de population, cette armée de réserve de l'industrie, est elle-même un instrument d'accumulation capitaliste et constitue en fait une condition d'existence du mode capitaliste de production. Le rythme caractéristique de l'industrie moderne — un ensemble décennal d'activité moyenne, de production à haute dose, de crise et de stagnation — dépend de l'existence d'une armée industrielle dont l'utilisation plus ou moins grande à chaque période correspond au degré momentané de l'activité productive. Dans les périodes de stagnation, l'armée active du travail est dépassée en nombre par l'armée de réserve.

Aux époques de prospérité l'armée de réserve sert encore de frein aux prétentions de ceux qui travaillent. Elle est ainsi le pivot sur lequel tourne la loi de l'offre et de la demande de travail. Le paupérisme, un paupérisme sans cesse croissant, est donc une partie nécessaire du système: il rentre dans les faux frais de la production capitaliste. Et Marx formulait ainsi sa théorie de la misère croissante :

1. *Ibid.*, p. 645.

« La folie de cette sagesse économique, qui prêche aux ouvriers d'adapter leur nombre aux besoins du capital, éclate maintenant. Le mécanisme de la production et de l'accumulation capitaliste affecte constamment cette adaptation et son premier effet est de créer un excédent relatif de population qui forme l'armée de réserve industrielle. Son dernier mot est la misère de souches sans cesse plus nombreuses de l'armée active du travail et le poids mort du paupérisme.

La loi par laquelle une quantité sans cesse croissante de moyens de production, grâce aux progrès de la productivité du travail social, peut être mise en œuvre par une dépense sans cesse moindre d'effort humain ; cette loi, dans une société capitaliste où ce ne sont pas les travailleurs qui emploient les moyens de production, mais bien lesdits moyens qui emploient les travailleurs, subit une inversion complète et s'exprime ainsi : plus la productivité du travail s'élève, plus la pression des travailleurs sur les moyens de production grandit, et plus, par conséquent, leurs conditions d'existence deviennent précaires, à savoir la vente de leur propre force de travail pour faire grossir la richesse d'autrui ou permettre le développement automatique du capital. Le fait que les moyens de production et la productivité du travail s'accroissent plus rapidement que la population productive s'exprime, par conséquent, au sens capitaliste, sous la forme inverse, à savoir que la population ouvrière s'accroît toujours plus rapidement que les condi-

tions dans lesquelles le capital peut utiliser cet excédent pour sa propre expansion.

Dans le système capitaliste toutes les méthodes destinées à éléver la productivité sociale du travail sont rapportées au coût d'un travailleur individuel ; tous les moyens de développer la production se transforment en instruments de domination et d'exploitation des producteurs. Ils réduisent l'ouvrier à n'être qu'un fragment d'homme, le rabaissent au niveau d'un appendice de la machine, lui détruisent tout le charme de son travail et le lui transforment en une besogne détestée ; ils lui rendent étranger tout ce que contient d'intelligent le processus du travail, de la même manière que la science lui est incorporée comme un pouvoir indépendant ; ils déforment les conditions dans lesquelles il travaille et le soumettent pendant le temps qu'il est occupé à un despotisme des plus détestables pour sa dignité d'homme ; ils transforment sa vie en un effort continu et précipitent sa femme et ses enfants sous le char de Juggernaut du capital. Mais toutes ces méthodes pour la production de la plus-value sont en même temps des méthodes d'accumulation et chaque progrès de l'accumulation devient lui-même un moyen qui favorise le développement de ces méthodes. Il s'ensuit donc que, dans la mesure où le capital s'accumule, le sort de l'ouvrier, que son salaire soit élevé ou bas, doit empirer. En définitive, la loi qui équilibre toujours le surplus relatif de population ou l'armée de réserve de l'industrie à l'étendue et à la vigueur de la ca-

pitalisation, cette loi rive l'ouvrier au capital plus solidement que les fers de Vulcain ne liaient Prométhée à son rocher. Elle provoque une accumulation de misère qui correspond à celle du capital. L'accumulation des richesses à l'un des pôles de la société signifie par conséquent, en même temps, accumulation de misère, de travail douloureux, de servitude, d'abrutissement, d'ignorance, de déchéance morale au pôle opposé<sup>1</sup>. »

Telle est la théorie marxiste de la paupérisation croissante. A la fin du premier volume de son *Capital*, résumant et récapitulant l'histoire des tendances générales à la capitalisation, il indique nettement les époques où l'on voit l'accroissement de la misère des classes ouvrières se manifester comme une nécessité. En même temps que l'industrie et le capital se concentrent, « on voit croître la somme de misère, d'oppression, de servitude, de déchéance et d'exploitation ; mais en même temps aussi se développe l'esprit de révolte de la classe ouvrière, classe toujours de plus en plus nombreuse, disciplinée, unie, organisée grâce au mécanisme du processus de la production capitaliste elle-même<sup>2</sup> ». Telle est cette doctrine, qui embrasse une théorie de la population et une loi des salaires et qui formule la tendance selon laquelle la société marche inévitablement et nécessairement à la révolution et au socialisme. C'est sans au-

1. Marx, *Capital* (t. I, p. 660-661).

2. Le *Capital*, I, p. 789.

cun doute une doctrine ingénieuse ; sa critique du malthusianisme et de la théorie du fonds des salaires est tout à fait bien conçue ; et pourtant elle était destinée à partager le sort des précédentes doctrines économiques. La vie, en se développant, l'a trahie et laissée en arrière. Aujourd'hui elle n'a plus que la valeur d'une curiosité historique.

On a déjà remarqué que la théorie marxiste que nous discutons est construite sur la supposition que l'individualisme persistera, que la classe ouvrière n'opposera aucune résistance jusqu'à ce qu'elle soit acculée à la révolution, que l'Etat n'interviendra pas, que la vie économique se réduira à une sorte de nature mécanique jusqu'à ce que ce mécanisme même de la vie économique rende impossible l'existence de l'Etat. Sans cette circonstance que Marx approuva la promulgation de la loi sur les manufactures et la prise en charge par l'Etat du contrôle social, sa théorie préterait largement le flanc à la critique pour défaut de sens psychologique. Mais si l'on considère qu'il pouvait constater les changements qui se produisaient de son vivant, sa théorie prête à une critique plus directe encore : elle traite d'une société fictive, et ne pouvait être qu'une doctrine artificielle, basée sur les faits tels qu'ils ont été, mais sans rapport avec les faits tels qu'ils étaient, et par conséquent sans prétention possible à la vérité ni à la réalité.

Il est naturellement évident que Marx voyait à quel point le trade-unionisme seul sapait,

rendait caduque sa loi des salaires et toute sa théorie de la paupérisation croissante. Il écrivait : « Aussi, dès que l'ouvrier découvre le secret et s'aperçoit que, à mesure qu'il travaille davantage, qu'il produit plus de richesses pour les autres et que le rendement de sa puissance de travail augmente, à mesure aussi ses fonctions, comme instrument de l'expansion propre du capital, deviennent de plus en plus précaires en ce qui le concerne ; dès qu'il découvre que le degré d'intensité de la compétition parmi les ouvriers dépend entièrement de la pression qu'exerce l'exédent de population ; dès que, par les trade-unions, etc., il essaie d'organiser une coopération régulière entre travailleurs et chômeurs, *en vue de détruire ou d'affaiblir les désastreux effets de cette loi naturelle de la production capitaliste sur sa classe*, alors aussitôt, le capital et son satellite, l'économie politique, crient à la violation de la loi éternelle et pour ainsi dire sacrée, de l'offre et de la demande. Toute entente entre chômeurs et travailleurs perturbe l'action « harmonieuse de cette loi<sup>1</sup> ». Ainsi Marx reconnaissait que le trade-unionisme pouvait affaiblir ou même détruire la « loi naturelle » des salaires ; savoir si le trade-unionisme y a réellement réussi est en dehors de notre sujet. Le travail organisé est arrivé à améliorer sérieusement les conditions de la vie ouvrière. En 1892, dans sa préface à la deuxième édition de son livre sur la classe ouvrière en

1. *Le Capital* I, p. 655. C'est nous qui soulignons.

Angleterre, Engels dut reconnaître la chose et il constata tristement le fait que, par suite des conditions meilleures de la vie, l'esprit révolutionnaire de l'époque chartiste était passé au second plan. Il écrivait : « Les mécaniciens, les charpentiers, menuisiers et maçons forment chacun une puissance, en ce sens que, comme dans le cas des maçons, ils peuvent s'opposer avec succès à l'introduction des machines. *Que leur condition se soit remarquablement améliorée depuis 1848, cela ne fait aucun doute, et la preuve en est que, pendant plus de quinze ans, non seulement leurs employeurs sont restés avec eux, mais ils sont restés avec leurs employeurs, dans des termes tout à fait bons.* Ils constituent une aristocratie dans la classe ouvrière ; ils ont réussi à consolider, en ce qui les concerne, une situation confortable et ils l'acceptent comme un terme. Ce sont eux les ouvriers modèles de MM. Léon Lévi et Giffen ; ce sont des gens vraiment avec qui il fait bon d'avoir affaire, pour un capitaliste en particulier et pour la classe capitaliste en général<sup>1</sup> ». La loi naturelle de la production capitaliste n'a pas fonctionné. Non seulement la misère n'était pas en voie d'accroissement, mais les conditions de ce qu'on appelle l'aristocratie du travail sont, ainsi que Engels lui-même le remarquait, considérablement améliorées.

Nous possédons aussi sur ce sujet une déclaration officielle, professée *ex cathedra* par Marx

1. F. Engels. *The condition of the working class in England in 1844* (Londres 1892, p. XV). C'est nous qui soulignons.

et qui nous amène à une question psychologique du plus vif intérêt. Marx publia le premier volume de son *Capital* en 1867 et il y développait sa théorie de la paupérisation croissante. Cependant, en 1864, tandis qu'il travaillait à ce volume, il abandonnait ouvertement cette théorie. Or, il ne faut pas oublier que, dans son livre, elle est fondamentale. Non seulement elle donne corps à sa doctrine de la population et à sa loi des salaires, mais elle sert de base à la doctrine de la lutte des classes progressivement accentuée ; de plus elle constitue la partie vivante de sa théorie de l'inévitable cataclysme de la société capitaliste. La constatation, qu'il abandonnait la théorie de la paupérisation croissante en 1864, se fonde sur ce qu'il disait, en cette même année, dans son adresse inaugurale de l'Association Internationale des travailleurs : « Après trente ans d'une lutte menée avec obstination, la classe ouvrière anglaise a réussi à utiliser une dissension passagère entre l'aristocratie financière, et la loi des dix heures a pu passer. Tout le monde en reconnaît maintenant la valeur, au point de vue des avantages matériels, moraux et intellectuels que la classe ouvrière en a retirés et qui sont résumés dans les rapports semestriels des inspecteurs du travail. La majorité des gouvernements européens se sentent également obligés d'introduire les lois ouvrières anglaises avec des modifications plus ou moins libérales et le Parlement anglais est obligé d'élargir, chaque année, le domaine de ces lois. Les merveilleux résultats de cette nouvelle situation

du travail comportent plus qu'une signification purement pratique. Les plus notoires porte-paroles de la bourgeoisie anglaise, comme le Dr Ure, le professeur Senior et tous les augures de même acabit, ont prouvé et prophétisé, pour leur propre satisfaction de conscience, qu'une limitation légale de la journée de travail sonnerait le glas de l'industrie anglaise — une industrie qui, comme un vampire, ne peut vivre que de sang, et du sang des enfants surtout. La lutte pour la limitation légale de la journée de travail était rendue plus amère par le fait qu'elle n'était pas simplement un frein apporté à l'avidité individuelle, mais encore une intervention directe dans le grand conflit engagé contre la loi aveugle de l'offre et de la demande, — l'économie politique bourgeoise — et le principe de la réglementation sociale de la production, quintessence de la doctrine économique de la classe ouvrière. C'est pourquoi la loi des dix heures ne fut pas seulement un grand succès d'ordre pratique, ce fut encore la victoire d'un principe. Pour la première fois, à la pleine lumière du grand jour, l'économie politique bourgeoise était vaincue par l'économie politique de la classe ouvrière<sup>1.</sup> »

Ainsi Marx lui-même reniait sa doctrine de la paupérisation croissante. La victoire du nou-

1. Adresse inaugurale envoyée par Marx le 28 sept. 1864 à St. Martins's Hall (*Der Vorbote politische und sozialökonomische Zeitschrift, Centralorgan der Sektionsgruppe deutscher sprache der Internationalen Arbeiterassocation*, redigial von J. Ph. Becker, Genève, 1866, p. 38-39).

veau principe signifie la ruine du principe sur lequel repose toute la théorie marxiste, l'écroulement de tout son système économique, de toutes les preuves et démonstrations de l'inévitale *dies irae*, du cataclysme de toute notre organisation économique. Les fondations sur lesquelles Marx avait bâti tout son ouvrage, l'inévitable *laissez-faire*, Marx lui-même reconnaissait qu'il avait été balayé, bien avant que cet ouvrage fût prêt pour l'impression, avant même qu'il en eût achevé les détails de composition.

Quiconque étudie le premier volume du *Capital* peut y voir le conflit inconscient des deux principes — d'une part, l'élaboration d'un système purement économique, mécanique, connu non seulement comme une possibilité théorique, mais comme une réalité actuelle et tangible et prédestinée à se précipiter à sa ruine, par son propre cours naturel — et d'autre part, la reconnaissance des effets salutaires et réformateurs du contrat social qui détermine les caractères du phénomène économique.

Si la théorie marxiste était une doctrine de « l'état statique », une tendance manifestant une direction opposée à celles que la théorie présente comme vraies pourrait être considérée par les marxistes comme une déviation brusque de nature passagère, due sans doute à une loi d'origine humaine, somme toute de peu d'importance au regard de la vérité éternelle. Mais une des justes prétentions de Marx à la célébrité consiste précisément en ce qu'il se défend de traiter de vérités éternelles. Ses lois économiques ne

sont que des lois de la production capitaliste. Chaque époque économique a ses lois propres, mais ce sont des lois d'évolution, des lois qui régissent actuellement des tendances économiques. Par conséquent si les faits actuels contredisent nettement la théorie, la seule alternative possible consiste soit à nier le fait, soit à répudier la théorie.

Chaque terme de cette alternative a trouvé ses défenseurs. Quelques socialistes pleins d'imagination et d'audace, et que n'alourdissait pas une science trop considérable, nient simplement les faits observés ; d'autres soutiennent que la doctrine de la paupérisation croissante n'est qu'un point minime et non essentiel qui pourrait et devrait être abandonné comme irréel et ne relevant pas du marxisme et du socialisme scientifique. Ainsi, par exemple, Franz Mehring, un marxiste justement estimé par les socialistes de son pays, en raison de ses importants travaux historiques, fait cette curieuse constatation que la théorie de la paupérisation croissante n'est qu'une relique héritée par Marx de l'économie politique bourgeoise, une thèse qui a depuis longtemps perdu le peu de signification qu'elle a jamais pu posséder, et qui n'a rien de commun avec le marxime orthodoxe<sup>1</sup>. Schoen-

1. « Nous ignorons combien de temps encore le parti continuera à se complaire à ces discussions, mais même s'il devait s'y livrer encore pendant aussi longtemps qu'il l'a fait jusqu'ici, il n'en retirerait pas la moindre utilité. Et ceci pour la raison bien simple que depuis longtemps déjà la théorie de la paupérisation croissante a perdu tout ce qu'elle pouvait pos-

lank, un socialiste allemand de grande valeur, reconnaît franchement que la théorie de la paupérisation croissante ne tient pas debout<sup>1</sup>. David est du même avis et pousse ses camarades à confesser l'erreur<sup>2</sup>.

Et cependant les marxistes ultra se refusent à abandonner cette théorie. Ils se rendent compte qu'en la reniant ils renient le marxisme, mais ils ne s'aperçoivent pas qu'en l'interprétant de très loin, c'est au marxisme lui-même qu'ils infligent ce traitement. Toute la construction du *Capital* de Marx porte sur cette thèse de la paupérisation croissante. En la rejetant, on rejette aussi la théorie marxiste de la population, de la loi des salaires et de l'accumulation du capital. Et si ce qui en reste est tout le marxisme, c'est le marxisme sans Marx. Non seulement sa théorie est brisée, mais quel fondement rationnel lui reste-il pour ses prévisions et ses espoirs, son idéal et sa fin, — la destruc-

séder d'importance et de signification dans le passé. Ce produit de l'économie politique bourgeoise à une époque où elle était encore indemne n'a rien à voir avec le *marxisme orthodoxe* » (Mehring, *Historisches zur Vereinigungstheorie*, Neue Zeit Jahrg XX Stuttgart 1902, vol. I, p. 164.165).

1. « La théorie de la misère, au sens absolu qui fut longtemps courant dans notre parti, et la théorie de la paupérisation constante qui trouve encore son expression dans la première partie du programme d'Erfurt, ne sont plus pour longtemps soutenables » (*Leipziger Volkszeitung*, 1897, cité dans le *Bernstein-Debate* à Hanovre. *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der S. D. partei Deutschland*, abgehalten su Hanover, octobre 1899, p. 137-138).

2. « Ne jouons plus à cache-cache et expliquons-nous posément; l'attitude de notre programme en ce qui concerne la paupérisation est une méprise ». (*Ibid.*, p. 138.)

tion du capitalisme et la révolution sociale ? Ces conceptions de Marx, aussi bien que son idée d'une crise générale, sont basées sur la doctrine de la paupérisation croissante de la classe ouvrière<sup>1</sup>.

1. P. Struve remarque « que la théorie de la catastrophe, comme théorie de crise générale est nécessairement rattachée à la doctrine de la paupérisation croissante » (*Die Marxische theorie der Sozialen Entwicklung*, in *Braun's Archiv fur soc. Gesetzgebung und statistik*, vol. XIV, 1899, p. 695).

## CHAPITRE VII

### *FAITS RELATIFS A LA CONDITION DES SALARIÉS*

Puisque le marxisme ne peut, sans détruire sa propre doctrine, désavouer la thèse de la paupérisation croissante, il nous incombe de la confronter avec les faits réels de la vie économique, c'est-à-dire avec les statistiques des salaires. Bien qu'il soit relativement aisé d'obtenir des chiffres de salaires concernant de longues périodes, l'utilisation scientifique de ces données n'est pas sans présenter des difficultés considérables. Invariablement, elles ont été recueillies et contrôlées selon des méthodes différentes ; le salaire de l'unité de temps ainsi que le pouvoir d'achat du salaire varient beaucoup. Aussi la tâche n'est-elle pas commode et aucune démonstration historique des salaires basée sur des statistiques hétérogènes ne peut prétendre à l'exactitude mathématique. Cependant, en dépit de toutes ces inexactitudes inévitables, ces données statistiques suffisent pour dégager des tendances générales ne présentant pas l'ombre d'un doute raisonnable.

Un complément utile des statistiques ordinaires des gains ouvriers nous est fourni par l'étude des budgets ouvriers. Bien que la littérature en cette matière remonte à la *Political Arithmetic* de Sir W. Petty, les matériaux qui nous intéressent sont de date beaucoup plus récente. Nous pouvons parler de l'époque contemporaine du *Manifeste communiste*, à savoir du plus important ouvrage du Dr Alex. von Lengirke intitulé : *Landliche Arbeiterfrage*<sup>1</sup>. Les dépenses concernant chaque article ne sont que des évaluations, mais ce sont des estimations soigneusement et minutieusement revisées et fournies à la requête du gouvernement prussien par 185 sociétés locales d'agriculture, et qui se rapportent à la dépense présumée de familles paysannes de cinq personnes.

Cette enquête embrasse les ouvriers agricoles et les paysans qui augmentent le revenu provenant de leur exploitation par un travail rural extérieur. Le revenu moyen de ces familles était de 150 thalers, dans la Prusse de 1848<sup>2</sup>. En moyenne, 96 % de leur budget se trouvaient absorbés par la satisfaction des besoins physiques élémentaires : nourriture, logement, vête-

1. *Die ländlicher Arbeiterfrage. Beantwortet durch die bei dem kœniglichen landes-Œkonomie-Collegium aus allen Gegen den der preussischen Monarchie eingegangenen Berichte landwirthschaftlicher Vereine über die materiellen Zustände der arbeitenden classen auf dem platten Lande.* (Berlin Im Bureau des Konigl Ministeriums fur landwirthschaftliche Angelegenheiten, 1849). Le volume est rare mais on en trouve un exemplaire à la Biblioth. du Parlement.

2. *Ibid.*, p. 13.

ment, chauffage et fourrage. Les 4 % restants étaient consacrés aux « prestations dues à l'Etat, au culte et à l'école ». Si on estime ces taxes à 3 %, il restait 1 % pour les besoins autres que matériels <sup>1</sup>.

Une enquête de caractère analogue concernant toute l'Allemagne fut entreprise en 1872. Les résultats en furent publiés par le professeur von der Goltz en 1875<sup>2</sup> ; ils dénotent un extraordinaire progrès matériel dans les conditions d'existence des ouvriers agricoles. Les dépenses d'une famille de cinq personnes étaient, en Prusse, de 632,7 marks, au lieu de 315,30 marks, en 1848, et pour l'Allemagne, la dépense moyenne était de 717 marks <sup>3</sup>.

1. V. aussi sur ce sujet Ernst Engels, *Die Lebenskosten belgischer Arbeiter-Familien* (Dresde, 1905, p. 19).

2. *Die Lage der ländlichen Arbeiter und deutschen Reich* (Unter Mitwerkung von Prof. Richter, v. Langsdorff, erstatt et von Dr. th. Frh. von der Goltz, Professor an der Universität Koenigsberg (Berlin, 1875).

3. Engels, *op. cit.*, p. 19. « Le progrès existe plus fréquemment en ce qui concerne la culture intellectuelle que pour ce qui regarde la culture morale... A l'égard de la situation matérielle, on constate une amélioration presque générale pour les ouvriers agricoles, mais il est prouvé en même temps qu'ils ne sont pas devenus plus économies. »

Le Pr. von der Goltz montre que dans les trente dernières années, les prix ont augmenté comme suit : seigle 25 %, pommes de terre 31 %, beurre 48 % et viande 53 %, mais dans la plupart des régions, les salaires ont augmenté de près de 100 %, tandis que beaucoup d'objets de consommation (en particulier les denrées coloniales), diminuaient de prix. Notons aussi que la plupart des objets qui manifestent une hausse sont produits par les agriculteurs eux-mêmes, sur leur propre sol, ou qu'ils les touchaient comme un supplément de salaire en nature par leurs patrons. Aussi le prof. von der Goltz conclut-il : « Après ce qu'on nous a dit, nous pouvons affirmer que

Le grand progrès des ouvriers agricoles et l'amélioration de leur niveau de vie furent constatés dans toutes les régions de l'Empire allemand. Et pourtant, comme nous l'avons déjà fait observer, le *Manifeste communiste* ne saurait être considéré comme simple développement oratoire d'un démagogue. Dans son éloquence enflammée et révolutionnaire le *Manifeste* témoigne de plus de respect des faits que maints ouvrages savants de son époque. Le *Manifeste* n'est au fond qu'un reflet des effets de l'industrialisme naissant ; il fut écrit sous l'impression immédiate des révoltes de la faim qui soulevèrent les tisserands silésiens, que Heine et Hauptmann ont immortalisées<sup>1</sup>. Aussi est-il particulièrement heureux que l'un des budgets les plus soigneusement étudiés concerne justement la situation économique des tisseurs silésiens pendant la période 1865-1874. Cette étude est due à Karl Schwedler<sup>2</sup>, le directeur d'une société coopérative locale de consommation. Tous les prix

la constatation apportée avec une telle unanimité devant la Commission en ce qui concerne l'amélioration actuelle des conditions matérielles des ouvriers de l'agriculture est absolument fondée. » Cf. von der Goltz, *loc. cit.*, pp. 496-498.

1. Le fameux poème de Heine « *Die Weber* » commence ainsi : « Im düstrem Ange Keine Thräne, Sie sitzen am Webs-tuhl und fletschen die Zähne : Deutschland, voir weben dein Leichtentuch, wir weben hinein den dreifachen Fluch, wir weben, wir weben ! » (Sans larmes dans leurs tristes yeux, ils sont assis à leur métier, le visage farouchement contracté. Allemagne ! nous tissons ton linceul, nous le tissons d'une triple malédiction, nous tissons, nous tissons ! )

2. K. Schwedler. « *Arbeitslöhne in der Schlesischen Textil-Industrie und Unterhalts ledarf in den letzten 10 Jahren* ». Dans *Arbeiterfreund*, tome XV, Berlin, 1875, pp. 149 sqq.).

proviennent de livres de comptes réels, les sommes sont minutieusement vérifiées par articles, l'accroissement du loyer n'est pas oublié; bref l'étude est exceptionnellement digne de confiance. Voici les résultats qui s'en dégagent : les tableaux de Schwedler montrent qu'en dix ans les prix ont augmenté de 35 %. D'autre part, les salaires se sont élevés de 60 % pour les hommes, de 20 % pour les femmes, de 50 % pour les filles, de 50 % pour les garçons<sup>1</sup>.

Est-ce que le pourcentage de cette hausse de salaires constitue un accroissement des besoins physiques de l'existence et une faculté de les développer plus complètement ? Pour répondre à cette question, on trouvera un intéressant tableau dans le curieux ouvrage de l'auteur russe S. Solneer<sup>2</sup>. Il utilise les budgets ouvriers dressés par les statisticiens de Berlin en 1879, 1896 et 1900.

(*Voir tableau page suivante*).

1. *Id. Ibid.*, p. 153.

2. S. Solneer, *Rabachie budgeti v svyazi s teoriey « obednenia »* (1907, p. 69).

CATÉGORIES de dépenses	DÉPENSES PAR PERSONNE DANS UNE FAMILLE					
	En marks			Rapport % à la dépense totale		
	1879	1896	1900	1879	1896	1900
1 Loyer . . . . .	52,0	60,6	76,5	16,3	17,3	17,01
2 Entretien du mobilier. . . . .	6,8	?	?	2,2	?	?
3 Chauffage . . . . .	19,7	16,3	18,9	6,0	4,7	4,18
4 Eclairage . . . . .	5,0	4,2	5,7	1,6	1,2	1,25
5 Habillement, blanchissage. . . . .	39,7	33,3	49,7	12,4	10,0	11,06
6 Nourriture . . . . .	156,7	171,9	203,2	48,9	48,1	45,01
7 Boisson et nourriture prises à l'intérieur . . . . .	17,0	20,5	9,5	5,3	5,8	2,16
8 Maladies . . . . .	7,4	5,9	4,8	2,3	2,0	1,03
A Dépenses relatives aux besoins physiques . . . . .	304,3	322,7	368,3	95,0	89,4	81,73
B Autres dépenses. . . . .	16,1	38,2	81,3	5,0	10,6	18,27
Total. . . . .	320,4	360,9	449,6	100	100	100

Les dépenses relatives aux besoins non matériels, qui pratiquement n'existaient pas dans les régions rurales de 1848, s'élèvent graduellement de 5 % en 1879 à 18 % en 1900, dans les familles paysannes. En 1903, ces mêmes dépenses, dans une famille ouvrière de Berlin de quatre per-

sonnes se mouvaient déjà entre 18 et 25 % de la dépense totale et celles d'un célibataire atteignaient, en moyenne, 28 %. <sup>1</sup>.

L'admirable ouvrage du Professeur Ashley, *The Progress of the German working classes* nous explique les raisons d'un changement aussi extraordinaire. Tous les aspects de la vie économique allemande sont examinés par M. Ashley et tous attestent l'amélioration graduelle mais constante de la vie des ouvriers. Dans les ateliers Krupp, par exemple, le salaire moyen s'est élevé, entre 1871 et 1900, de 57 %, tandis que, grâce à une politique immobilière spéciale, les loyers sont actuellement baissés.

Pendant la même période, le prix de la viande de porc augmentait de 20 % ; celui du bœuf de 11 % ; du veau de 21 % ; celui des pommes de terre diminuait de 31 % ; du pain de 27 %. <sup>2</sup> Dans la construction des navires à Hambourg, les gains annuels de l'ouvrier accusaient le pourcentage d'augmentation suivant :

	1880-1890	1890-1899	1880-1899
Constructeur de navires . . . . .	7,2	13,5	21,7
Constructeur de machines . . . . .	19,4	13,3	35,5
Aides . . . . .	30,4	14,5	49,3
Chaudronniers. . . . .	28,0	13,0	44,7

Cette hausse générale se produisait malgré l'introduction de la journée de dix heures, au

1. *Ibid.*, p. 38.

2. W. J. Astley. *The progress of the German working classes ad the last quarter of a Century*, 1904, p. 91.

cours des années 80<sup>1</sup>. Le salaire moyen approximatif des mineurs de Westphalie était (en marks).

1865. . . . .	600 à 700
1874. . . . .	900 à 1.000
1886-1888 . . . . .	800 à 900
1890. . . . .	1.100 à 1.200
1898-1899. . . . .	1.300 à 1.500 <sup>2</sup>

Les dépôts dans les Caisses d'épargne de Saxe passaient de 114.65 marks par habitant en 1880 à 222.03 par habitant en 1900<sup>3</sup>. En Prusse, le nombre des déposants dans les Caisses d'épargne était de 2.209.101 en 1875, représentant une somme de 1.112 millions de marks, de 8.049.599 en 1898, représentant 5.287 millions de dépôts<sup>4</sup>. La consommation des objets d'alimentation ordinaires augmentait considérablement aussi pendant la même période en Allemagne. La consommation du blé passait de 51 kgr. 6 par tête en 1879-1884 à 74 kgr. 4 en 1895-1896; celle du riz, de 1 kgr. 55 en 1871-1875 à 2 kgr. 49 en 1891-1895; celle du sucre, de 6 kgr. 400 en 1871-1881 à 10 kgr. 7 en 1891-1896; celle du pétrole, de 1 kgr. 870 en 1886-1890 à 16 kgr. 14 en 1896<sup>5</sup>. La consommation de viande, en Prusse, montait de 18 kgr. par tête en 1867 à 37 kgr. en 1897; en Saxe, la consommation de porc et de bœuf passait de 22 kgr. 2 en 1860 à 43 k. 1 en 1900. Le

1. *Ibid.*, p. 93.

2. *Ibid.*, p. 95.

3. *Ibid.*, p. 116.

4. *Ibid.*, p. 117.

5. *Ibid.*, p. 120-122.

taux de mortalité descendait de 29 % en 1870 à 20,6 en 1902<sup>1</sup>; à Berlin il passait de 31,89 % en 1861-1870 à 17,38 en 1903; le nombre des suicides s'abaissait de 31 pour 100.000 en 1871-1881 à 24,5 en 1897-1901<sup>2</sup>; l'émigration outre-mer tombait de 3,22 % de la population en 1884 à 0,40 % en 1900. Le nombre des logements surpeuplés à Berlin, à une seule chambre, tombait de 195,5 % en 1875 à 132,2 en 1895; à deux chambres, de 20,7 % en 1875 à 10,9 en 1895. A Francfort, le nombre des logements surpeuplés à une chambre était, en 1885, de 127,7 % en 1895, de 43 en 1885; à deux chambres de 20,3 en 1885 à 7,8 en 1895.

Assez pour la « paupérisation croissante » en Allemagne, tournons-nous vers l'Angleterre.

Sir Robert Giffen dans son ouvrage. *The Progress of the working classes in the last half-century* nous fournit des données extrêmement intéressantes sur ce sujet, que nous prendrons la liberté de citer. Les tableaux de Giffen sont un peu vieux, mais encore suffisamment démonstratifs et intéressants pour l'objet que nous avons en vue; ils furent élaborés vers 1882<sup>3</sup>.

1. *Ibid.*, p. 130.

2. *Ibid.*, p. 132.

3. Nous citons d'après l'édition américaine publié chez Putnam's Sons, 1885, p. 5.

Profession	Localité	Salaires il y a 50 ans	Salaires hebdomadaires actuels	Augmentation	
				Chiffres absolus	%
Charpentiers.	Man-chester	24 s.	34 s.	10 s.	42
	Glasgow	14 s.	26 s.	12 s.	85
Poseurs de briques . . .	Man-chester	24 s.	36 s.	12 s.	50
	Glasgow	15 s.	27 s.	12 s.	80
Maçons. . .	Man-chester	24 s.	29 s. 10 d.	5 s. 10 d.	24
	Glasgow	14 s.	23 s. 8 d.	9 s. 8 d.	69
Mineurs . . .	Staffordshire	12 s. 8 d. par jour	4 s. p. j.	1 s. 4 d.	50
Tisserands . .	Hudders-field	16 s.	25 s.	9 s.	55
Dégraisseurs de laine . . . .	»	17 s.	22 s.	5 s.	30
Fileurs. . . .	»	25 s. 6 d.	30 s.	4 s. 6 d.	20
Ourdisseurs et cardeurs . .	»	12 s.	26 s.	14 s.	115
Dévideurs et bobineurs . . .	»	17 s.	27 s.	10 s.	58
	»	6 s.	11 s.	5 s.	83
Tisseurs . . .	Bradford	8 s. 3 d.	20 s. 6 d.	12 s. 3 d.	150
Ourdisseurs . .	»	7 s. 9 d.	15 s. 6 d.	7 s. 9 d.	100
Fileurs (enfants).	»	4 s. 6 d.	11 s. 6 d.	7 s. 1 d.	160

Les chiffres de Sir Robert Giffen ont été confirmés par Sidney Webb. Il écrit : « Il n'y a aucune raison de douter, en ce qui concerne les

ouvriers hommes, de l'exactitude générale de la conclusion de Sir R. Giffen, à savoir qu'il s'est produit, dans presque tous les métiers, une hausse de 50 à 100%. Pour certaines professions du bâtiment, par exemple, les salaires ont presque doublé dans certaines localités, au cours du présent siècle. Le fils d'un charpentier écossais me dit se rappeler que, vers 1850, son père rapportait à la maison 34 sh. 6 d. de salaire, et cela non pas pour une semaine, mais pour quatre semaines de travail, le système de la paye mensuelle n'étant pas encore supprimé. Il est vrai que cela se passait aux environs d'Inverness, mais je mentionne ce fait pour rappeler que les salaires se sont élevés souvent surtout dans les villages et localités perdus du pays, qui se sont trouvés découverts par ces grands nivelleurs des salaires et des prix que furent les chemins de fer et les postes. Mais, à Glasgow même, les archives de la vigoureuse union des charpentiers montrent qu'on bataillait dur, entre 1833 et 1837 pour obtenir un taux de salaires de 21 sh. par semaine, comme on le fait actuellement contre celui de 36 sh.; et les maçons en pierres de Glasgow avaient élevé le taux de leur rétribution de 5 d. par heure en 1853, — la plus ancienne année pour laquelle j'ai pu obtenir des chiffres, — à 8 1/2 d. par heure aujourd'hui. Si nous considérons une industrie tout à fait différente, j'ai vérifié le taux de salaire des mécaniciens, dans une petite exploitation minière des Lothians, depuis l'année 1831 : ils commencent à 11 sh. par semaine et s'élèvent constamment,

quoique avec de nombreuses fluctuations, à 13 sh. 4 d. en 1872, et à 33 sh. 3 d. par semaine en 1892<sup>1.</sup> »

Il est vrai que le loyer s'est beaucoup élevé dans les dernières décades; de même la viande a augmenté de prix, mais la viande ne tenait pratiquement que peu de place dans le régime d'un ouvrier d'il y a soixante ans. Le porc n'a augmenté que lentement: 8 livres de porc coûtent en 1840 4 sh. 3 1/2 d., en 1881 4 sh. 6 d.; d'autre part, bien des aliments sont devenus meilleur marché. Par exemple le prix d'un quintal (cwt.) de sucre qui, en 1839, était encore de 68 sh. 8 d., n'est plus que de sh. 9 d. en 1882.

Que cette hausse des salaires constitue un énorme accroissement du salaire réel et non seulement du salaire nominal, c'est ce que démontre avec surabondance l'augmentation presque incroyable de la consommation par tête d'habitant en Angleterre, qui, somme toute, est surtout une consommation ouvrière. Voici un tableau des quantités des principales denrées importées et soumises à l'accise, utilisées pour la consommation des habitants du Royaume-Uni, chiffres donnés par habitant.

	1840	1881
Lard et jambon (lbs) . . . . .	0,01	13,93
Beurre. . . . .	1,05	6,36
Fromage. . . . .	0,92	5,77
Raisins secs . . . . .	1,45	4,34

1. Sidney Webb, *Labor in the longest Reign 1837-1897*. Londres 1905, p. 4.

	1840	1881
OEufs (pièce)	3,63	21,65
Riz (lbs)	0,90	16,32
Cacao.	0,08	0,89
Blé, farine	42,47	216,92
Sucre brut	15,20	58,92
Sucre raffiné	0	8,44
Thé	1,22	4,58
Tabac.	0,86	1,41
Vin (gallon)	0,25	0,45
Alcool.	0,97	1,08
Bière	1,59	1,91

Giffen a bien raison de qualifier ces chiffres d'étonnantes<sup>1</sup>. Et tout le monde reconnaîtra avec lui que de tels chiffres sont la meilleure preuve de la diffusion du bien-être parmi les masses.

Mais le progrès ne s'arrête pas à la date de l'enquête de Giffen. Les chiffres de Bowley commencent juste à l'année où ceux de Giffen s'arrêtent, à savoir en 1802. Voici les conclusions du plus éminent statisticien de l'Angleterre<sup>2</sup> :

(*Voir tableau page suivante.*)

1. Giffen, *loc. cit.*, p. 20.

2. A. L. Bowley, *Statistical Studies : relating to national progress in Wealth and Trade since 1882* (Londres, 1904, p. 32).

	1883-1887	1888-1892	1893-1897	1898-1902
Salaire moyen en argent (1883-1887, période de base : 100). . . . .	100	110	115	130
Prix moyen (même observation) . . . . .	100	95	90	92
Revenu moyen en argent par habitant (même observation) . . . . .	100	113	108	120
Consommation par habitant (même observ.). . . . .	100	108	112	120
Pourcentage des chômeurs . . . . .	7,2	3,8	5,4	3,5
Nombre d'adultes mâles indigents sur 1.000 h. . . . .	35	33	38	31
Nombre de femmes adultes indigentes sur 1.000 femmes. . . . .	42	36	35	29

Le salaire réel moyen (c'est-à-dire le salaire exprimé non en monnaie, mais considéré dans son pouvoir d'achat) en Angleterre, est exprimé par Bowley dans les chiffres suivants rapportés en % à l'année de base 1900.

Années	1830	1840	1850	1860	1870	1875	1880	1885	1890	1895	1900
Salaire réel.	— 45	— 50	— 50	— 55	— 60	— 70	— 70	— 72	— 84	— 93	— 100

Bowley ajoute : « Si on examine ce tableau, on trouvera que le taux de l'accroissement dans ces vingt dernières années a été plus grand que

dans aucune autre période précédente de même durée<sup>1</sup>. »

Je ne veux pas fatiguer le lecteur avec de plus nombreux chiffres relatifs à l'augmentation constante du bien-être de la classe ouvrière anglaise, quoiqu'on puisse aisément en emplir un volume. Nous renvoyons le lecteur plus curieux au *Journal of the royal statistical Society* où ils trouvera des informations dans les admirables articles de Bowley.

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans un mot relatif aux Etats-Unis. C'est une opinion très répandue qu'il y a quelques dizaines d'années l'ouvrier trouvait ici un pays tout miel et tout sucre, mais que depuis que le capitalisme s'est développé sur une vaste échelle, les conditions de la vie se sont empirées et que, considérée historiquement, la situation des ouvriers aux Etats-Unis s'est plutôt abaissée qu'améliorée.

Il ne nous semble pas que cette thèse soit fondée sur les faits ; l'économiste adoptera certainement les conclusions auxquelles aboutissait un homme comme Levasseur. Dans son ouvrage *L'ouvrier américain*, Levasseur écrit : « J'ai dit, parlant des salaires, dans mon livre sur la *Population française* : les chiffres que nous avons recueillis et que nous croyons exacts nous permettent d'affirmer que les salaires ont en moyenne doublé en France au cours de ces soixante dernières années. Mais les meilleures

1. *Ibid.*, p. 33.

moyennes peuvent être contestées ; rien de plus facile que de trouver ici et là des cas isolés qui semblent les contredire. Mais la divergence des cas extrêmes n'infirme pas une moyenne quand elle est basée sur une grande quantité de rapports. Et ce que j'ai dit en parlant de la plus grande partie des Etats de l'Europe, je puis le répéter en parlant des Etats-Unis <sup>1</sup>. »

Il n'est pas douteux que le travail et l'exploitation d'un pays neuf, processus qui n'est cependant pas encore terminé, offraient un spectacle sans précédent. *Res nullius cedit primo occupanti.* Les ressources naturelles qui n'appartenaient à personne furent peu à peu appropriées, et des millions de maisons prospères s'élèverent sur le pays que les laborieux pionniers de la civilisation américaine avaient conquises. La récompense du plus entreprenant ou du plus heureux était une richesse comme on n'en avait jamais connue ou soupçonnée dans le passé. Beaucoup, sinon la majorité, parmi les patrons d'aujourd'hui ont commencé comme salariés. Mais nous n'avons pas à considérer ici ceux qui ont monté des classes ouvrières ; ce sont les masses qui, à un moment donné, ont constitué ou constituent maintenant la classe ouvrière, dont nous nous occupons. La question que nous avons à résoudre est celle-ci : la condition de la classe ouvrière en Amérique justifie-t-elle ou non la doctrine de la misère croissante ?

1. E. Levasseur, *The American Workman*, p. 247-288 (Trad. angl. T. S. Adams Balthmore, 1900).

Quelques matériaux intéressants de statistique historique ont été recueillis par M. Carroll D Wright, quand il était chef du Bureau de Statistique du Travail du Massachusetts<sup>1</sup> les chiffres qui sont à peu près aussi sûrs que peut l'être une statistique ancienne, montrent pertinemment combien en général on exagère les mérites du bon vieux temps. Bien que le travail fut rare au début de la civilisation américaine, ceux que les circonstances obligeaient à se faire ouvriers recevaient un très maigre salaire. Au Massachusetts, vers 1633, les salaires d'un maître charpentier et d'un maître maçon étaient d'environ 33 cents par jour ; celui d'un maître tailleur de 27 cents<sup>2</sup>. Le prix moyen d'un boisseau d'orge était alors de 67 cents, celui d'un boisseau de seigle, de 48 cents, de blé, de 81 cents ; une paire de souliers d'homme valait environ 83 e. en 1672. « Un ouvrier qualifié, écrit T. S. Adams, gagnait en une semaine de travail de quoi se procurer quatre boisseaux de seigle, de trois à quatre boisseaux de pois, et de deux à trois boisseaux de blé. Deux jours et demi de travail lui étaient nécessaires pour acheter une paire de chaussures<sup>3</sup>. » Les salaires, vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, n'accusent aucun changement important. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, ils commencent à monter et, à partir de

1. Mass. Bureau of Statistics of Labor. Sixteenth Annual Report Boston, 1885.

2. *Ibid.*, p. 429.

3. Adams et Sumner, *Labor Problems* (3<sup>e</sup> éd. New-York, 1905, p. 505).

cette date, ils progressent constamment. Dans le rapport de Caroll D. Wright en 1885 nous trouvons les données suivantes, relatives au salaire journalier<sup>1</sup>. Les ouvriers agricoles touchaient, en 1760, environ 31 cents, en 1800, environ 47 cents, en 1830, environ 80 cents, en 1860, 1 dollar, en 1880 § 1,31 ; les forgerons, en 1790, 69 cents ; en 1820, 84 cents ; en 1830, § 1,12 ; en 1860, § 1,69 ; en 1880, § 2,23. Les charpentiers, en 1780, 52 cents, en 1830, § 1,07 ; en 1860, § 2,03 ; en 1880, § 2,42 ; les journaliers, en 1780, 37 cents, en 1800, 62 cents, en 1830, 79 cents, en 1860, 97 cents, en 1880, § 1,48, les mécaniciens en 1840, § 1,35 ; en 1850, § 1,52 ; en 1860 § 2,15 ; en 1880, § 2,49 ; les maçons, en 1780, 66 cents, en 1830, § 1,22, en 1860 § 1,53, en 1880, § 2,79. Les salaires ont augmenté dans les mêmes proportions pour les autres professions. « En réunissant les salaires et en en prenant la moyenne... on voit que l'accroissement moyen dans les salaires, pour la décennie finissant en 1860, comparée avec la décennie 1820-1830, est de 52,3 %. » C'est la conclusion du colonel Wright<sup>2</sup>. En additionnant les prix des divers objets de consommation pour la même période « on trouve que le pourcentage moyen d'augmentation n'est que de 9,6<sup>3</sup> », chiffres suffisamment indicateurs du progrès de la condition économique des travailleurs.

1. Mass. B. of Stat. of Labor Sixth ann. Rep. (Boston, 1885 pp. 454-455).

2. *Ibid.*, p. 466.

3. *Ibid.*, p. 467.

Dans un examen détaillé des salaires et des prix pour la période 1860-1878, Carroll D. Wright arrive à cette conclusion que les rapports précis entre les salaires et les prix indiquent, « en 1878, un progrès sur 1860 de 24 et 40 % dans les salaires hebdomadaires moyens, et une augmentation moyenne du coût de la vie de 14 1/2 %, ce qui accuse une amélioration pécuniaire de 10 % dans la condition générale des ouvriers du Massachusetts en 1878, sur ce qu'elle était en 1860, abstraction faite de la diminution des heures de travail dans beaucoup d'industries <sup>1.</sup> »

Le récent développement industriel marque une amélioration encore plus importante. Si on prend pour année de base au taux de 100, l'année 1890, on voit que les salaires industriels et agricoles aux Etats-Unis se sont élevés de la manière suivante :

	1870	1875	1880	1885	1890	1895	1900
<i>Industrie.</i>							
Salaire nominal relatif.	87,3	88,7	92,6	97,8	100	97,4	103,1
Salaire réel. . . . .	68,7	72,5	82,8	98,2	100	102,0	104,5
<i>Travail agricole, avec nourriture.</i>							
Salaire nominal relatif.	»	90,8	83,8	99,1	100	96,5	113,0
Salaire réel. . . . .	»	74,3	82,6	90,5	100	101,0	116,3

1. *Ibid.*, tenth Annual Report, p. 95.

C'est l'abrégé du tableau de Summer et Adams<sup>1</sup>, au sujet duquel Adams écrit : « L'année 1866 inaugure une nouvelle époque, pendant laquelle il n'est pas exagéré de dire que l'ouvrier américain a vu progresser sa condition d'une manière inconnue encore dans ce pays où le progrès constant fut la règle, depuis l'établissement de l'union<sup>2</sup>. »

Nous estimons superflu d'argumenter davantage sur cette question de la paupérisation croissante de l'ouvrier américain. Ceux qui s'intéressent aux progrès des salaires aux Etats-Unis trouveront tous les détails dans le Census, rapport Aldrich (parties III et IV) et dans les bulletins du Bureau of Labor<sup>3</sup>, mais nous ne voulons pas fatiguer ici la patience du lecteur en allongeant ces données statistiques.

Nous croyons qu'il ressort avec évidence que l'expérience de toutes les contrées industrielles témoigne d'un progrès ferme et sans précédent des conditions de la classe ouvrière. Non seulement la tendance qui devait conduire notre organisation économique à la dépression se détruit, mais nous voyons encore se développer une tendance qui va dans une direction tout opposée.

1. Adams et Summer, *op. cit.*, p. 514.

2. *Ibid.*, p. 511.

3. Spécialement dans le Bulletin 77. *Wages and Hours of Labor, 1890-1907 and Retail Prices of goods, 1890-1907*. Nous attirons particulièrement l'attention sur les tableaux des pages 4 et 10 ; on étudiera aussi avec intérêt les éléments de budget recueillis dans le Bulletin 54, notamment les tableaux des pp. 1133 et 1147.

Quelle est à présent l'attitude des théoriciens du socialisme dit scientifique ? Ils n'ont pas le bon sens de reconnaître les faits, mais ils essaient de les dissimuler derrière des subterfuges et interprétations qui, en paraissant disculper Marx sur un point, le réduisent à néant sur d'autres et ils finissent par jeter le discrédit sur une autre de ses prophéties. « En attendant que la grande transformation du monde s'accomplisse, le prolétariat doit se pénétrer de ce fait que les bons temps sont finis et que l'accroissement des salaires réels touche à sa fin<sup>1</sup>. » Et nous trouvons fréquemment exprimée cette crainte et sous-entendue cette espérance doctrinale que les progrès techniques, la transformations du marché mondial ou de la situation politique peuvent marquer le début d'une tendance rétrograde. Le rôle du socialisme orthodoxe, dans toute cette question, est nettement mis en relief dans ce que notre bon essayiste, Samuel Crothers, a écrit sur Jonas.

« Jonas était prophète de profession. Il fut prié de venir prêcher à Ninive et accepta, non sans quelque hésitation. Il tonna contre la corruption des mœurs et déclara que dans quarante ans la ville serait détruite. Ayant accompli son devoir professionnel, Jonas comprit qu'il ne lui restait d'autre parti à prendre que d'attendre avec résignation l'accomplissement de sa prophétie. Mais de l'inattendu survint, la cité se

1. Kautzky, *Must the proletariat degenerate ? (The international socialist Review, février 1909, p. 520.)*

repentit et fut sauvée. Ce fut le tourment et le calice de Jonas. Son esprit bien réglé s'offusquait de ce bouleversement de ses prévisions. A quoi servait-il d'être prophète, si les choses se mettaient à tourner autrement qu'on ne les prophétisait ? Aussi nous dit-on que « l'affaire contraria vivement Jonas et qu'il en fut irrité ». Cependant il s'accrocha à cet espoir que, finalement, les choses tourneraient assez mal pour justifier les déclarations qu'il avait faites publiquement<sup>1</sup>. »

1. L.-M. Crothers, *By the Christmas Fire* (Boston, 1908, pp. 58-59).

## CHAPITRE VIII

### *LES CONCEPTIONS DE LA LUTTE DE CLASSES. PRÉCURSEURS DE KARL MARX*

Les doctrines de Marx, bien qu'elles se retrouvent à l'état isolé chez divers auteurs, se soutiennent l'une l'autre et forment un système théorique unique. En conséquence, nous voyons que toutes les thèses marxistes examinées dans les précédents chapitres nous conduisent à la doctrine de la lutte de classes. C'est sur la base de son interprétation économique de l'histoire qu'il bâtit sa théorie du développement de la vie sociale. La division du travail produit une division des classes, et met les classes inférieures en conflit permanent avec les classes supérieures. Sa concentration de l'industrie conduit à une concentration du capital qui, — tandis que la classe capitaliste se réduit peu à peu à un petit groupe de magnats industriels et financiers — pousse les classes moyennes (artisans, boutiquiers et fermiers) dans les rangs des salariés. Le progrès continual et les fréquentes révolutions de la technique rendent

la production de plus en plus indépendante de la force et de l'habileté de l'ouvrier. Des machines perfectionnées déplacent le travail et rendent possible la substitution d'ouvriers non qualifiés aux ouvriers qualifiés, d'enfants aux adultes. Ces transformations grossissent l'armée de réserve des chômeurs et rendent de plus en plus précaires la condition économique des travailleurs. La misère croissante de la classe ouvrière s'accentue progressivement et avive la lutte de classes.

De toutes les thèses de Marx, aucune peut-être ne choque davantage la conscience américaine que celle de la lutte de classes. Tout ce qui est vraiment américain — les souvenirs de notre passé, notre théorie de gouvernement, notre idéal démocratique et les vues de notre activité personnelle — tout semble se révolter contre une semblable interprétation de la vie sociale. Pourtant c'est là une thèse qui imprègne tout le système de Marx. Toutes les thèses que nous avons examinées jusqu'ici ne sont, dans une certaine mesure, que des échafaudages destinés à la construction de cette doctrine. Il nous faut par conséquent nous attacher à comprendre cette doctrine, à en faire l'analyse critique, malgré le peu de sympathie et malgré les préjugés qu'elle nous inspire.

Il ne sera pas inutile de commencer cette analyse de la théorie de la lutte de classes par une excursion historique, qui nous sera d'un grand secours quand nous serons appelés à déterminer ce qu'il y a de vrai et de faux dans la doctrine

marxiste. Il y a quelques années, un anarchiste russe, W. Tcherkesoff<sup>1</sup>, accusait le *Manifeste communiste* de Marx et Engels d'être un plagiat d'un ouvrage de Considerant<sup>2</sup>. Les écrivains socialistes ne prêtèrent aucune attention à cette étude, jusqu'au jour où un savant italien, Labriola, déclara, se trouvant ainsi d'accord avec Tcherkesoff, que les principales idées du *Manifeste communiste*, telles que la concentration de l'industrie et du capital, la prolétarisation des masses, etc., étaient contenues dans la brochure de Considerant. Tcherkesoff et Labriola ne faisaient point là une bien grande découverte. Une connaissance plus approfondie de la littérature française leur aurait montré que ces thèses étaient des notions très communes qu'on trouvait dans Vidal aussi bien que chez Pecqueur, Considerant ou Louis Blanc — et qui s'étaient trouvé suggérées par la vue de la situation désespérée qui suivit la révolution industrielle. Le premier qui la formula fut très probablement le grand penseur français, l'économiste Simonde de Sismondi<sup>3</sup>.

1. *Pages of socialist History* (New-York, C.-B. Cooper, 1902, pp. 55-66).

2. Victor Considerant, *Principes du socialisme. Manifeste de la démocratie au XIX<sup>e</sup> s.* (1<sup>re</sup> éd. Paris, 1843, 2<sup>re</sup> éd. Paris 1847), Je n'ai pas lu cet ouvrage et je n'en connais que ce qu'en ont cité Tcherkesoff, Labriola et Kautsky.

3. On trouve dans Sismondi presque toutes les « idées neuves », sans oublier même la récente tentative de Kautsky de sauver la théorie marxiste de la paupérisation en l'interprétant d'une manière forcée, dans le sens d'une disproportion relative croissante dans la répartition des richesses. « Ainsi le progrès de l'industrie, celui de la production... tend à augmenter l'iné-

A l'accusation de plagiat dirigée contre Marx, Kautsky riposta que, en ce qui concerne les thèses de la concentration des richesses et de la paupérisation, il était tout à fait exact qu'un certain nombre de socialistes des années quarante avaient émis des vues analogues ; mais que ce qui distinguait Marx de tous ces écrivains, c'est qu'il avait vu « le rôle de la lutte de classes comme force de propulsion du développement social ». Tandis que les autres socialistes — en particulier l'école de Fourier et de Considerant — ne voyaient dans la paupérisation que de la misère pure et sans adoucissements, Marx voyait dans ce même phénomène l'attestation d'une lutte de classes inévitable, l'assurance de la victoire approchante<sup>1</sup>.

galité parmi les hommes. Plus une nation est avancée dans les arts et les industries, plus s'accroît la différence entre le destin de ceux qui travaillent et le destin de ceux qui jouissent ; plus les premiers subissent de misère, plus les seconds disposent d'un grand luxe. » De Sismondi, *Nouveaux principes d'écon. pol. ou de la richesse dans ses rapports avec la population* (2<sup>e</sup> éd., Paris, 1827, tome 1, p. 80).

1. « Si Marx et Engels avaient affirmé que le socialisme du xix<sup>e</sup> siècle commençait avec le *Manifeste Communiste*, ils auraient certainement été des plagiaires. Il faut vraiment ne connaître de tous les socialistes de cette époque que le seul Considerant pour soutenir qu'ils n'ont emprunté qu'à lui seul ; car ce que le *Manifeste Communiste* présente de commun avec le manifeste de Considerant, se retrouve dans les doctrines de tous les autres socialistes de ce temps.

« Mais en quoi consiste le mérite propre du *Manifeste Communiste*, si la théorie dite « de la paupérisation croissante et de la concentration du capital » était admise et soutenue par les autres socialistes de l'époque et s'ils ont tous basé leur socialisme sur les tendances économiques du mode capitaliste de production ?

« Ce mérite consiste d'abord dans le fait que ces théories ap-

Je ne peux partager entièrement l'opinion de Kautsky. Ce qui me frappe comme original chez Marx et comme caractéristique, c'est son effort pour établir un réalisme historique bien cohérent et cette coordination d'idées qui, prises isolément, n'étaient pas originales. Engels lui-même paraît avoir exagéré l'originalité de la conception de la lutte de classes dans le *Manifeste Communiste*<sup>1</sup>. L'antagonisme entre les pauvres et les riches était une observation banale, même à l'époque de l'antiquité classique et les premiers écrivains socialistes n'ont pas manqué de le signaler. Saint Simon parle explicitement de la « classe prolétarienne », dénonce les lois existantes, en particulier celle de l'héritage, comme la « fille du droit de conquête » et mon-

paraissent beaucoup plus nettement dans le manifeste que dans aucune autre publication socialiste contemporaine ; et seconde-  
ment dans la notion de la lutte de classe comme force motrice du développement social et dans l'application de cette conception à la lutte prolétarienne. De cette thèse, la majorité des autres socialistes n'avait absolument aucune idée et spécialement, dans le groupe auquel appartenait Considerant, la lutte de classes était regardée comme une déplorable erreur. Assurément, Considerant et ses disciples reconnaissaient l'existence de la lutte de classes, mais ils ne voyaient pas qu'elle est inévitablement engendrée par le développement économique et qu'elle prépare les voies à un nouvel ordre de choses » (Kautsky *Das Kommunistische Manifest ein Plagiat* » — in *Neue. Zeit*, 24<sup>e</sup> année, 1906, vol. 11, p. 698).

1. « Si M. Dühring veut dire... que notre état économique actuel, la situation atteinte par l'agriculture et l'industrie contemporaines est le résultat d'une société qui s'est développée par antagonismes de classes, en classe de maîtres et en classe de serfs, il ne fait que dire une chose qui est devenue un lieu commun depuis la publication du *Manifeste Communiste* » (F. Engels, *Anti Dühring*, p. 206, cf. tr. fr. par Laskine).

tre comment la masse est exploitée par une minorité qui jouit du « monopole légal de toutes les richesses <sup>1</sup> ». Naturellement saint Simon appuie très fortement sur l'exploitation de classe, quoique pour lui, apparemment, lutte de classes et exploitation de classe signifient la même chose. En outre, il remarque que le degré d'exploitation d'une classe par l'autre n'a fait que diminuer au cours des siècles <sup>2</sup>.

Mais Marx ne manque pas de prédecesseurs chez qui on trouve la conception de la lutte de

1. « Les avantages et les inconvénients de chaque position de l'échelle sociale se transmettent par hérédité ; les économistes ont bien voulu vérifier un des aspects de ce fait, la pauvreté héréditaire, depuis qu'ils ont reconnu l'existence, dans la société, d'une classe prolétarienne. Actuellement, toute la population ouvrière est exploitée par des hommes qui en font leur propriété ; les capitaines d'industrie se soumettent eux-mêmes à cette exploitation dans leurs rapports avec les capitalistes, mais à un degré incomparablement moindre ; en retour, ils participent aux priviléges de l'exploitation, qui retombent de tout leur poids sur la classe ouvrière, faite en grande majorité de travailleurs manuels. Dans un tel état de choses, l'ouvrier apparaît comme le descendant direct de l'esclave et du serf ; il a sa liberté personnelle, il n'est plus attaché à la glèbe, mais c'est tout ce qu'il a gagné, et dans son état de liberté légale il ne peut vivre qu'aux conditions qui lui sont imposées par une petite classe — celle des hommes qu'une loi, fille du droit de conquête, investit du monopole de toutes les richesses, c'est-à-dire du pouvoir de disposer à volonté et même d'immobiliser, les instruments de production. » (Saint Simon et Enfantin, *Oeuvres*, t. XLI, pp. 225-226).

2. « La lutte, la règle de la force, l'exploitation de l'homme par l'homme, ont actuellement, sans aucun doute, diminué ; elles ne se manifesteront plus guère, si ce n'est sous des formes si adoucies et si voilées qu'il semble difficile d'en évaluer l'importance de prime abord ; néanmoins elles continuent à exister sous ces formes et leur puissance est encore grande. » (Saint Simon, *loc. cit.* p. 222).

classes exposée très distinctement. Les historiens français du XIX<sup>e</sup> siècle n'avaient nullement besoin qu'on leur révélât ce phénomène, quand ils étudiaient les événements qui accompagnèrent ou suivirent la Révolution <sup>1</sup>. Le plus intéressant, de beaucoup de ces écrivains, fut Guizot qui n'était pas seulement un grand historien, mais aussi un grand homme d'Etat et qui fut, par une sorte d'ironie, responsable de l'interdiction de séjourner à Paris, dont Marx fut frappé pour avoir soutenu des idées que le ministre avait lui-même, quoique indirectement, aidé à formuler. Guizot était un penseur et un écrivain d'un inflexible courage, se glorifiant d'être l'orateur de la bourgeoisie et fier de son rôle. Il consacra sa vie à défendre le nouvel ordre de choses, tel qu'il était sorti de la Révolution. Comme homme d'Etat, il regardait la classe moyenne comme le fondement de la *société nouvelle* et comme historien, il glorifiait ses actions et ses luttes dans le passé <sup>2</sup>. Il n'y avait autour de lui, à ses débuts, aucun atome de sentimentalité ; il pensait avec un cerveau clair et n'empruntait nulle philosophie nébuleuse ; aussi

1. Ce sujet est convenablement traité par Plekhanoff, dans sa préface à l'édition russe du *Manifeste Communiste* (Genève 1900, pp. XIV sqq.)

2. « J'ai soutenu avec zèle le nouvel ordre social que nous a constitué la Révolution et qui a l'égalité pour premier principe et la bourgeoisie pour support. J'ai glorifié cette cause déjà si glorieuse par elle-même en recherchant tout son passé et en montrant ses intérêts et ses vicissitudes à travers tout le cours de l'histoire. » Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* (Paris, 1858, vol. 1, p. 296).

le seul rapport sous lequel la conception de lutte de classes de Marx puisse être regardée comme supérieure à celle de Guizot, c'est que Marx interprétait économiquement la formation, la division, l'antagonisme et la lutte des classes — explication qu'on ne rencontre pas chez Guizot. Au contraire, dès 1816, Guizot faisait des constatations vraiment effrayantes. Les théoriciens de la Révolution, selon lui, ou bien se duisaient eux-mêmes, ou bien mentaient, quand ils parlaient de souveraineté du peuple. Il n'était pas question de souveraineté, mais de conquête d'une classe du peuple par un autre<sup>1</sup>. La classe victorieuse, formant l'immense majorité et la doctrine de la souveraineté du peuple se surajoute nécessairement à la victoire. Nous semblons toujours avoir besoin d'une doctrine, alors même que nous avons la force de notre côté, simplement parce que nous aimons croire et donner à croire aux autres que nous avons raison<sup>2</sup>. C'est là une interprétation de l'origine et de la valeur des doctrines politiques qui peut plaire à notre pragmatisme contemporain.

1. C'était là à un tel point une évidence, que les théoriciens de la Révolution ne savaient plus s'ils devaient parler là de théorie ; mais leur langage était tout différent quand ils faisaient des propositions pratiques. Ainsi Saint-Just propose : « Le moyen de fortifier la Révolution est de la rendre profitable à ceux qui la défendent et ruineuse pour ceux qui la combattent. » (*Suite de la copie de pièces saisies dans le local que Babeuf occupait lors de son arrestation*. Paris, nivôse, an V, vol. II, p. 72.)

2. Guizot, *Du gouvernement de la France depuis la Restauration et du Ministère actuel* (3<sup>e</sup> éd. Paris 1820, p. 138).

Pour Guizot, l'histoire de France n'est qu'une lutte entre deux classes, qui dura près de trois siècles et dont le dernier acte fut la Révolution<sup>1</sup>. La Révolution elle-même fut l'heure du triomphe et de la vengeance de la classe opprimée ; et quiconque ne parviendra pas à la considérer sous cet aspect de lutte de classes n'y comprendra jamais rien, ne comprendra ni ses succès, ni ses revers, ni ses vertus, ni ses crimes<sup>2</sup>.

Quand il fut attaqué pour sa conception de la lutte de classes par la presse de son époque, Guizot répliqua qu'il ne lui était jamais venu à l'idée<sup>3</sup> d'avoir eu l'honneur de faire là une découverte, ni même d'avoir trouvé une expression neuve. Le peuple avait dit la même chose pendant des centaines d'années avant la Révolution et trois mois avant qu'il ne publiât son ouvrage<sup>3</sup>. Ce qu'il avait établi là, Guizot prétendait que ce n'était ni une théorie, ni une hypothèse, mais un fait pur et simple ; un fait qu'il était ridicule de vouloir discuter, un fait attesté par le passé comme par le présent, par la conduite des rois et les textes de leurs ordonnances aussi bien que par les procès-verbaux des Etats-Généraux,

1. « La Révolution fut une guerre, une guerre véritable, comme celles qui mettent aux prises deux peuples et qui nous sont familières. Pendant treize siècles, la France a contenu ces deux peuples, le conquérant et le vaincu. Pendant treize siècles, le peuple vaincu combattit pour faire secouer le joug de son vainqueur. Notre histoire est l'histoire de cette lutte. De nos jours, la bataille décisive s'est livrée. On l'a nommée la Révolution. » (*Ibid.*, pp. 1-2.)

2. *Ibid.*, p. 139.

3. *Ibid.*, avant-propos de la 3<sup>e</sup> éd., page vi.

les discours de l'Assemblée, le Code civil et la dernière constitution française<sup>1</sup>.

Ce qui caractérise tous les premiers écrits de Guizot, c'est sa joie de vie et de lutte, son humeur de défi, son dédain pour tous ceux qui hésitent à admettre la lutte des classes. Mais lutte de classes ne signifie pour lui rien d'autre que la lutte de la bourgeoisie contre l'aristocratie féodale ; la classe ouvrière reste hors de ses vues. Plus tard, quand le prolétariat de Paris devint de plus en plus conscient d'être une force politique, et cela en proportion même de la conscience qu'il en avait, le ton de Guizot devint plus modéré et plus prudent. Dans son brillant essai intitulé: *De la démocratie dans les sociétés modernes*, publié en 1838, il présentait la démocratie comme un cri de guerre, comme l'étendard levé par la multitude des gens de basse condition contre la minorité placée au-dessus d'eux ; les conséquences de cette guerre en faveur de la démocratie furent nombreuses et fécondes ; ce fut la dispersion et la destruction du système féodal, du régime des castes, de la concentration perpétuelle des priviléges sociaux dans les mains de quelques-uns, du droit divin, laïc ou ecclésiastique<sup>2</sup> ; mais les attaques postérieures et continues au nom de la démocratie, il les regardait comme nuisibles et uniquement susceptibles de détruire, non d'édifier. Voici le tableau qu'il fait de la lutte pour la démocratie :

1. *Ibid.*, pp. xv-xvi.

2. *De la démocratie dans les sociétés modernes*, 1838, p. 7 et 16.

« Les droits politiques et les priviléges ont été concentrés exclusivement entre les mains d'une minorité. Cette concentration ne peut plus se justifier par le prétexte de la supériorité, soit de fortune, soit d'influence, d'intelligence ou de puissance sociale ou morale. Le peuple se lève et proclame : Comptons-nous ; nous sommes tous égaux ; le pouvoir doit appartenir à la majorité.

C'est ainsi que les nouvelles maximes s'opposent aux anciennes ; elles sont vraies quand on les accepte pour ce qu'elles nient et deviennent de puissants instruments de destruction. L'ancien édifice cède à la vigueur de leurs attaques et s'écroule par la base. C'est une œuvre terrible mais prédestinée dans les décrets de la Providence. Quand l'ancien édifice devient trop étroit, incommodé, inhabitable, décrépit et qu'il n'est plus défendu que par une poignée d'invalides, sa chute est inévitable, et les coups de bâlier qu'on lui porte, les sapes et les mines qu'on dirige contre lui le détachent du sol avec une force qui finit parfois par menacer le sol lui-même. Mais quand l'œuvre de destruction est enlevée et qu'arrive l'heure de la reconstruction, quand la nécessité en est admise par tous et que spontanément elle commence de tous côtés, qu'y a-t-il de plus déplorable que de continuer encore à conduire des attaques et à diriger contre le nouvel édifice qui s'élève, au péril de ses propres constructeurs, les mêmes engins qui ont détruit le vieux<sup>1</sup> ? »

1. *Ibid.*, p. 45.

Son expérience de premier ministre pendant la Révolution de 1848 l'avait amené à proclamer la paix sociale et à dénoncer la nouvelle lutte de classes comme la plus grande honte du siècle<sup>1</sup>. Mais lui-même comprenait bien que ce n'était là qu'un *pium volum* et que sa voix clamait dans le désert. Il voyait que la nouvelle classe combattante qui entrait dans l'arène était fière et superbe et aussi arrogante que la noblesse ou la bourgeoisie ne l'avaient jamais été, bref que son rêve de paix sociale s'obscurcissait<sup>2</sup>. Il comprenait aussi que la véritable signification du mot démocratie avait changé du tout au tout, en une acception qu'il ne pouvait admettre : il commençait à signifier la vraie démo-

1. « La lutte des différentes classes de notre société a rempli notre histoire. La révolution de 1789 en a été la plus générale et la plus puissante explosion. Noblesse et tiers-état, aristocratie et démocratie, bourgeois et ouvriers, prolétaires et propriétaires, autant de formes, autant de phases diverses de la lutte sociale qui nous travaille depuis si longtemps. Et c'est au moment où nous nous vantons de toucher à l'apogée de la civilisation, c'est au bruit des plus humaines paroles qui puissent sortir de la bouche des hommes, que cette lutte renait, plus violente, plus farouche que jamais. C'est un fléau, c'est une honte que notre temps ne peut accepter. La paix intérieure, la paix entre toutes les classes de citoyens, la paix sociale ! c'est le besoin suprême de la France, c'est le cri de salut. » Guizot, *De la démocratie en France* (Paris, 1849, p. 35).

2. « Et maintenant, un troisième combattant est entré dans l'arène. L'élément démocratique s'est divisé. Contre les classes moyennes on dresse les classes ouvrières, contre la bourgeoisie, le peuple. Et cette nouvelle guerre est aussi une guerre à mort, car le nouveau prétendant est aussi arrogant, aussi exclusif que les autres ont jamais pu l'être. Le peuple, dit-on, a seul droit à l'empire, et nul rival, ancien ou récent, noble ou bourgeois, ne peut être admis à le partager avec lui. » (*Ibid.*, p. 107).

cratie, ou, comme il l'appelait, la démocratie pure ou absolue et ce nouveau mot d'ordre fomentait de nouvelles et incessantes luttes<sup>1</sup>.

On peut difficilement contester que Guizot ait eu une conception très nette de la lutte de classes, non seulement comme d'un fait positif, mais aussi comme d'une force historique, à savoir la force sociale qui est la responsable dernière des modifications et réajustements accomplis au cours des siècles. Les intérêts réellement existants acceptent ou repoussent, rejettent ou modifient, non seulement les idées et les doctrines, mais aussi les constitutions ; toutes, ou bien servent les intérêts des classes dirigeantes, ou bien ne sont qu'un compromis entre les intérêts des classes antagonistes<sup>2</sup>, peut être d'accord avec le précepte jadis en honneur : *unus quisque tantum juris habet, quantum potentia valet*. Et pourtant Guizot avait raison dans sa modestie, quand il

1. « Les socialistes, les communistes, les montagnards veulent que la République soit une démocratie pure, absolue. C'est pour eux la condition de sa légitimité... Tel est l'empire du mot *démocratie* que nul gouvernement, nul parti n'ose vivre, et ne croit le pouvoir, sans inscrire ce mot sur son drapeau, et que ceux-là se croient les plus forts qui portent ce drapeau plus haut et plus loin. Idée fatale ! qui soulève ou fomente incessamment la guerre au milieu de nous, la guerre sociale. C'est cette idée qu'il faut extirper ; la paix sociale est à ce prix. Et avec la paix sociale, la liberté, la sécurité, la prospérité, la dignité, tous les biens, matériels et moraux, qu'elle seule peut garantir. (*Ibid.*, p. 10-11).

2. « Tant il est vrai que les idées, les doctrines, les constitutions elles-mêmes sont soumises au joug des circonstances et ne sont acceptées qu'autant qu'elles servent d'instruments ou de sauvegarde des intérêts qui ont péri sous elles et qui y ont adhéré » (Guizot, *Du gouvernement de la France*, p. 91).

disait qu'il n'avait fait aucune découverte ni rien établi de nouveau. Un siècle avant lui la même conception politique, à peu de chose près, avait été soutenue par l'abbé Baudeau : « Connaitre ses intérêts et y pourvoir, c'est ce qu'on appelle politique. » Beaucoup de prédécesseurs de Guizot distinguaient encore plus subtilement les intérêts de la classe ouvrière de ceux du tiers-état, distinction que Guizot se voyait à contre-cœur obligé de faire, et seulement en présence des événements des années quarante.

Aucun socialiste révolutionnaire d'aujourd'hui, aucun agitateur de l'ère marxiste n'a jamais surpassé Linguet en dénonçant le caractère de classe de toute notre législation actuelle. Suivant Linguet, la véritable essence de toute loi c'est la sauvegarde de la propriété et la préservation de l'inégalité, la protection du riche contre le pauvre. Pour lui, c'est un fait démontré que tout le droit existant n'est qu'une vaste conspiration contre la majorité des hommes. Dicté par la richesse, les lois servent d'abord la richesse.

La loi est une forteresse de la richesse dressée en pays ennemi<sup>1</sup>. Il y a un abîme entre ceux

1. « C'est surtout cette inégalité (de fortune) dont les lois cherchent à balancer les effets, à adoucir les dangers. Elles ne peuvent la faire disparaître. Au contraire, même il est de leur essence de l'affermir. Elles sont destinées surtout à assurer les propriétés. Or comme on peut enlever beaucoup plus à celui qui a qu'à celui qui n'a pas, elles sont évidemment une sauvegarde accordée au riche contre le pauvre.

C'est une chose dure à penser et pourtant bien démontrée, qu'elles sont, en quelque sorte, une conspiration contre la plus

qui possèdent et ceux qui sont dépourvus de propriété. La nécessité de vivre pousse ces derniers à devenir les esclaves des premiers, à travailler sur des champs dont ils ne recueillent pas les fruits, à élever des maisons qu'ils n'habitent pas, à demander à genoux la permission d'enrichir les riches<sup>1</sup>. Et cela était écrit en 1767 !

Pendant la Révolution française, le groupe socialiste comprenait, sans s'en expliquer, que la société telle qu'elle est constituée était divisée en deux classes. S'ils ne construisaient rien sur ce sujet c'est parce qu'ils le considéraient comme confirmé ; la loi de classe était le principal but de leurs attaques. Leur lutte, naturellement, était toute pour l'égalité et pour le « droit naturel » contre la législation de classe. Les passages très francs de *l'Histoire des conspirations de Babeuf* de Buonarroti sont tout à fait convaincants sur ce point<sup>2</sup>.

Evidemment, Babeuf et ses successeurs regardaient leur propre conspiration comme fomentée non pas dans l'intérêt d'une classe, mais comme inspirée par la justice éternelle et le droit naturel.

nombreuse partie du genre humain. C'est contre ceux qui ont le plus grand besoin de leur appui que sont dirigés leurs plus grands efforts. C'est l'opulence qui les dicte et c'est elle aussi qui en retire les principaux avantages. Ce sont des forteresses établies en sa faveur, au milieu d'un pays ennemi où il n'y a qu'elle qui ait des dangers à craindre »

Linguet, *Théorie des lois civiles*. Londres [Paris], 1767, t. I, p. 195-196.

1. *Ibid.*, t. I, p. 274.

2. Buonarroti, *Hist. des consp. de Babeuf*, p. 5-6.

Cependant, quand nous lisons leurs écrits de propagande, nous trouvons qu'ils adressaient nettement leur appel à une classe très distincte. L'un d'eux définit le « peuple » comme spolié par les riches de tout droit<sup>1</sup>. La plainte d'un autre écrit proclame : « on vit des princes, des sujets, des opulents, des misérables ; on vit des maîtres, des valets... etc. »<sup>2</sup>.

Babeuf affirmait en toute occasion que la Révolution française était une guerre entre patriciens et plébéiens, entre riches et pauvres. Et il prophétisait que la Révolution ne finirait pas tant que les riches détiendraient les priviléges et gouverneraient l'Etat, tandis que les pauvres continueraient de travailler comme des esclaves sans jouer aucun rôle dans la communauté<sup>3</sup>.

Ainsi nous voyons que Marx n'avait besoin d'inventer ni une classe détestée ni la lutte des classes. L'Europe en avait déjà été remplie et au début du xix<sup>e</sup> siècle les promesses de paix n'apparaissaient pas encore. Les deux grands poètes de la patrie de Marx n'attendaient que peu de chose de ce xix<sup>e</sup> siècle au point de vue de la

1. « Mourant de faim, mourant de froid, le peuple, dépouillé de tout droit, pleure humblement son sort, tandis que les riches effrontés, que ta race protégea autrefois, jouissent ouvertement. Ces parvenus, gorgés d'or, sans pitié ni soins pour le travailleur, s'installent dans la ruche ; quant à toi, pauvre peuple laborieux, mange et digère, si tu peux, du fer, comme l'autruche. » *Suite de la copie de pièces saisies dans le local que Babeuf occupait lors de son arrestation*, Paris au V, t. II, pp. 78-79.

2. Espinas, *La philos. soc. du XVIII<sup>e</sup> s. et la Révolution* (Paris, 1898, p. 248).

3. Fournière, *Les théories socialistes au XIX<sup>e</sup> s.*, p. 355.

paix. Schiller ne saluait pas d'un chant trop optimiste l'aube du xix<sup>e</sup> siècle :

Das Jahrhundert ist in Sturm geschieden  
Und das neue öffnet sich mit Mord<sup>1</sup>.

Et il est intéressant de noter que Gœthe regardait au delà des mers pour y trouver la paix, dans le Nouveau Monde, qui n'avait pas hérité des castes féodales et des traditions d'une classe détestée :

Amerika, du hast es besses ;  
Du hast im Magen Reine schlösses,  
Dich stärt nich im Innern  
Zü lebendiger Zeit  
Unnützes Erinnern  
Und vergeblicher streit<sup>2</sup>.

Mais, à la même époque, vivait en Amérique un homme d'Etat qui paraissait ne nourrir aucune illusion poétique sur son propre pays. Madison paraissait penser que, avec ou sans burgs féodaux, la différence des intérêts économiques ne pouvait que produire des classes antagonistes, et le problème qu'il s'attachait à résoudre était celui des moyens de modérer les luttes de classes futures et d'en atténuer les effets. Dans le dixième numéro du *Fédéraliste*, nous trouvons la meilleure partie du marxisme que nous exa-

1. « Le siècle écoulé se termine dans la tempête, et celui qui naît commence dans le meurtre ! »

2. « Amérique, ton lot est le meilleur ! tu ne connais pas les burgs féodaux ; ton cœur n'est pas troublé par d'inutiles souvenirs ni par une lutte impitoyable, pour attendre les temps meilleurs. »

minons ici. Madison raisonne ainsi : « C'est de la protection des différentes et inégales facultés d'acquérir la propriété que résulte la possession des différentes quantités et espèces de propriété ; de leur influence sur les idées et sentiments de leurs propriétaires respectifs, s'ensuit une division de la société en intérêts et camps différents... Ceux qui possèdent et ceux qui sont dépourvus de propriété ont toujours formé des groupes d'intérêts distincts dans la société. Entre ceux qui sont créanciers et ceux qui sont débiteurs a toujours existé une démarcation très nette. L'intérêt foncier, l'intérêt industriel, l'intérêt communal, l'intérêt capitaliste et différents autres intérêts moindres, ont toujours et nécessairement augmenté dans les nations civilisées et les divisent en classes distinctes, mues par des sentiments et des idées différentes... »

« De deux choses l'une, ou bien l'existence de passions et d'intérêts semblables dans une majorité à une époque donnée peut être empêchée, ou bien la majorité, pourvue de ces mêmes intérêts et passions peut devenir, à cause de son volume et des circonstances locales, incapable de se concerter et de rendre efficaces ses plans d'oppression. Si les circonstances et la pression de ces sentiments communs coïncident, nous savons fort bien que ni les motifs religieux, ni les motifs moraux ne seront suffisants pour exercer sur elle un empire convenable <sup>1</sup>. »

1. Quand on parle de la lutte de classe et de sa reconnaissance en Amérique, il est nécessaire de remarquer que M. A. M. Simons dans son ouvrage intitulé : *Class struggles in Amer-*

Quand on recherche dans quelle mesure l'antagonisme de classe était reconnu avant Marx, on se soucie peu de savoir si tel écrivain particulier a encouragé la lutte des classes ou lutté contre elle. L'important, c'est la conscience de

rica (Chicago, 1907) donne une fausse idée de John Adams en citant de lui certains textes, qui, isolés du reste de l'œuvre, suggèrent des idées toutes différentes de celles qu'il s'est efforcé de répandre. A la page 14, M. Simon cite :

« Peu importe le nom que nous donnons à notre peuple, que ce soit celui de citoyens ou d'esclaves. Dans certains pays, les travailleurs sont appelés citoyens, dans d'autres, esclaves, mais la différence est purement verbale. Qu'importe que le propriétaire foncier employant dix ouvriers dans ses terres leur donne annuellement assez pour vivre ou qu'il leur donne les choses nécessaires de la main à la main ? »

La pensée réelle d'Adams, M. Simon pourrait difficilement l'introduire dans sa brochure de propagande. Nous empruntons la substance du discours d'Adams aux notes de Jefferson, qui s'expriment ainsi : « M. John Adams observait que, dans son article, la population était prise comme un indice de la prospérité de l'Etat, et non comme une base fiscale ; que, pour cet objet, peu importait le nom qu'on donnait au peuple, esclaves ou citoyens. Dans quelques pays, les ouvriers sont appelés citoyens, dans d'autres, esclaves, mais la différence est toute verbale. Qu'importe que le propriétaire qui emploie dix ouvriers sur ses terres leur donne annuellement assez pour vivre ou qu'il leur donne les choses nécessaires à la vie de la main à la main ? Les dix ouvriers ajoutent autant de richesse à l'Etat, accroissent autant ses exportations dans un cas que dans l'autre. Assurément cinq cents citoyens ne produisent pas plus de profits ni de bénéfices pour le paiement des impôts que cinq cents esclaves. Aussi l'Etat dans lequel les ouvriers sont appelés des citoyens ne sera pas plus imposé que celui dans lequel on les nomme des esclaves... Un esclave peut, évidemment, dans les termes usuels, être appelé plus justement la richesse de son maître que le citoyen ne peut être dit la richesse de son patron ; mais, en ce qui concerne l'Etat, les deux constituent également sa richesse et ajouteraient autant à l'importance de ses impôts. » (J. Adams, *Works*, éd. par Ch. F. Adams (Boston, 1850, t. II, p. 497).

l'existence de classes ayant des intérêts antagonistes. Il n'est pas nécessaire même de prêcher la lutte de classes pour être de tendance révolutionnaire. Il semble qu'il en est ainsi, quand cette prédication vient d'en bas, mais la lutte de classes a été exposée chez les classes supérieures pour faire appel à la loi et à la domination de classe. Ludwig von Haller nous fournit un très juste exemple de ce deuxième cas. Son livre parut en 1816, la même année que le *Gouvernement représentatif* de Guizot ; le titre en était très suggestif : *Restauration der Staatswissenschaft*. La restauration des trônes légitimes doit être suivie de la réintronisation de la science légitime ; l'extermination de l'hydre révolutionnaire appelle le déracinement de cette fausse science politique qui est basée sur l'idée d'un pacte social<sup>1</sup>. La substance de cette science politique « restaurée » est le droit de la force, non pas assurément de la force physique, mais de la force résultant de la situation ou de la richesse. Au lieu de la souveraineté du peuple, la souveraineté de celui qui a le pouvoir et la fortune de vivre indépendant ; au lieu de l'autorité dé-

1. « L'hydre de la Révolution est détruite, dans ses moyens aussi profondément que dans ses résultats ; détruisons aussi ses racines, de sorte qu'elle ne puisse plus donner de feuilles nouvelles. Les trônes légitimes sont restaurés ; nous souhaitons aussi restaurer cette science légitime qui défend les propriétaires et en faveur de laquelle toute la création apporte son témoignage. » (Karl Ludwig von Haller, *Restauration des Staatswissenschaft oder Theorie des naturlich-geselligen Zustandes* (2<sup>e</sup> éd. 1820, vol. 1, p. 1). (La métaphore assez peu cohérente : hydre... racines... feuilles est dans le texte. — N. D. T.)

rivée ou déléguée, une puissance personnelle, un droit personnel — voilà cette doctrine <sup>1</sup>. Von Haller voyait un prince en miniature dans chaque propriétaire foncier, commerçant ou industriel, parce qu'il a des subordonnés <sup>2</sup>. Ces personnages ne diffèrent des princes que dans les cas où ils ne peuvent atteindre à la complète indépendance personnelle <sup>3</sup>. Toute supériorité de puissance ou de richesse, proclamait-il, est une bénédiction du ciel <sup>4</sup>. Quiconque est ennemi de la Révolution ne doit pas se borner à parler contre elle (un Jacobin même pourrait sans mentir se prétendre adversaire de la révolution), mais doit, en tous ses actes, faire exactement l'opposé de ce que commande la fureur révolutionnaire ; il doit reconnaître que toute autorité vient de Dieu, que Dieu a établi l'inégalité dans les fortunes personnelles, afin qu'il y ait des grands et des petits, des gens élevés et d'autres bas, etc. <sup>5</sup>.

1. *Ibid.*, vol. 1, p. **XLIX**.

2. « Dans tout propriétaire, comme dans tout négociant ou industriel, je vois l'image d'un prince et dans le groupement des subordonnés, la source, le fondement légal, comme aussi la limitation de la dépendance et de la servitude. » (*Ibid.*, vol. 1, p. **xvi**).

3. *Ibid.*, vol. 1, p. **xvii**.

4. *Ibid.*, p. **LXXIV**.

5. « C'est pourquoi vous devez faire la charité,... et prier le lord d'envoyer ses ouvriers à sa vigne. Vous reconnaîtrez leur dignité, non pas en vertu des décrets de la Révolution et du Jacobinisme (car leurs adeptes s'accommodent assez bien sur ce point d'une hypocrisie conciliante) mais plutôt en raison de ce qu'ils feront et utiliseront juste l'opposé de ce que toutes les folies révolutionnaires commandent, de ce qu'ils croiront reconnaître que tout pouvoir et toute autorité dérivent de Dieu

Pour un acteur américain, la doctrine de Haller peut paraître un simple objet de curiosité et ce peut être vrai, si l'on se place au point de vue purement philosophique, mais l'argument religieux de Haller en faveur de la domination de classe était l'argument le plus communément approuvé et employé en Europe. C'est pour cette raison qu'un vigoureux mouvement anti-religieux fut l'inévitable précurseur des mouvements révolutionnaires en France, en Allemagne et en Russie. En face de l'attitude moyenâgeuse des Eglises établies, qu'elles fussent catholiques romaine, orthodoxe ou protestante, la révolution commençante partait invariablement par une attaque contre la religion comme telle, attaque qui paraissait même cacher les buts politiques du mouvement. Pour les Américains, dont les Eglises se sont fort heureusement développées sous des auspices démocratiques, la psychologie de semblables mouvements peut apparaître étrange et presque incompréhensible. Et pourtant, si on ne pénètre pas nettement cette psychologie révolutionnaire, on ne comprendra pas la portée de la conquête que Marx a achevée par sa doctrine de la lutte de classes.

De nos jours il était réservé à la Russie de

seul ; que Dieu a fait les grands et les petits, les puissants et les faibles, par la différence de leurs fortunes... en raison de ce qu'ils laisseront à chacun sa propriété et ne prétendront pas régler les rapports, la condition et les propriétés du genre humain, selon leur propre caprice. S'il en est jamais un qui, au contraire, regarde l'autorité des grands comme dérivée de la foule et garantie par elle... qu'il prenne garde à lui ! » *Ibid.*, p. LXXXI.

donner son plein éclat à la doctrine religieuse de la lutte de classes. C'est un philosophe distingué et un défenseur de l'autocratie russe, Leontyeff, qui nous apprend que la base de l'Etat et de la société russes est constituée par l'orthodoxie grecque de Byzance. Il nous dira que l'idéal byzantin est la résignation à l'égard de toutes les choses terrestres y compris le bonheur et la pureté personnels. Leontyeff nous dira encore que le christianisme byzantin enseigne la stricte soumission. Il enseigne que la hiérarchie du monde et de l'Etat n'est que le reflet de la hiérarchie céleste ; qu'il n'y a pas d'égalité, parce que l'Eglise enseigne que même les anges ne sont pas égaux entre eux<sup>1</sup>. Conséquemment, le christianisme fournit le moyen le plus sûr et le plus pratique de dominer les masses d'une main de fer. Mais cette puissance n'appartient qu'au vrai christianisme, et non au christianisme à l'eau de rose, celui qui parle d'amour sans crainte, de dignité de la nature humaine et de bonheur de l'humanité<sup>2</sup>. L'amour du genre humain n'est que de l'anthropolâtrie et non du christianisme. La crainte est le fondement de la foi ; tous ceux qui comprennent, craignent ; ils craignent le châtiment ici-bas et dans l'au-delà, et celui qui craint est humble, celui qui est humble cherche une autorité qui le domine et

1. Leontyeff, *Vostok, Rossia ; Sloviantvo* (Moscou, 1885, vol. I, p. 81 et vol. II, p. 41). V. aussi Simkhowitch, « An interpretation of Russian autocracy » in *The International quarterly*, octobre 1904, p. 2-3.

2. *Ibid.*, vol. II, p. 48.

qu'il apprend à aimer <sup>1</sup>. L'autorité construit et organise. L'organisation sociale n'est, par nature, rien d'autre qu'un despotisme chronique que les uns acceptent par amour ou en raison des bénéfices qu'ils en retirent, les autres par crainte. Par conséquent, le progrès consiste à limiter la liberté, et non pas l'autorité <sup>2</sup>.

Pourtant Leontyeff faisait une grave injustice à Luther et à son Eglise quand il réclamait pour l'orthodoxie grecque le monopole de sa théorie. Luther et Melanchthon traitent les problèmes sociaux de leur époque dans un esprit tout à fait semblable. Un prince, prêchait Luther, demeure un prince, quelque tyrannique qu'il puisse être. Ceux qu'il commande sont nécessairement peu de chose, puisqu'il doit avoir des sujets pour être un dirigeant. Un chrétien doit se souvenir que le Christ a dit : « Ne résistez pas au mal. » Les réclamations d'une partie des paysans en faveur de la liberté révoltaient l'âme sensible de Luther. Il trouvait que c'était en contradiction avec l'Evangile ; car Abraham et les autres prophètes n'avaient-ils pas eu des esclaves ? En outre, ce serait dépouiller les seigneurs de leurs serfs, leur propriété ! Au surplus une pareille revendication tendrait à l'égalité de tous les hommes ! Chose impossible ! Un royaume terrestre ne peut subsister sans l'inégalité des individus. Quelques-uns doivent être libres et tous les autres serfs ; quelques-uns doivent comman-

1. *Ibid.*, vol. II, pp. 268, 269.

2. *Ibid.*, vol. II, p. 288.

der, les autres obéir et saint Paul dit : « Avant le Christ, le maître et l'esclave ne faisaient qu'un. » Melanchthon partageait entièrement les vues de Luther. Si la servitude existe il doit subsister. L'Evangile n'exige pas de changement dans la condition de l'esclave ; il ne réclame que l'obéissance au gouvernement. En ce qui concerne le traitement dû aux paysans, il observait avec gravité « que les Germains sont un peuple assez rude, entêté et sauvage pour être traités encore plus rigoureusement qu'ils ne le sont » et un noble qui demandait à Mélanchthon son opinion sur l'affranchissement de ses paysans de certaines charges, recevait de lui cet avis : « vous, seigneur, vous ne devez pas abolir les vieilles servitudes, et votre conscience n'a pas de scrupules à se forger sur ce point. La discipline est une institution agréable à Dieu, et si les charges sont inégales et trop dures, vous devez vous rappeler que saint Paul dit « la puissance a été ordonnée par Dieu <sup>1</sup>. » C'est dans cette attitude de toutes les Eglises que nous trouvons l'explication de ce curieux phénomène, déjà noté : que toutes les révolutions politiques en Europe furent précédées d'un général et furieux assaut contre l'Eglise et la religion. L'Eglise use invariablement de son utilité pour sanctionner et soutenir l'organisation de la société ; la révolution commença donc invariablement par miner le prestige de l'Eglise. Il en fut ainsi en France, en Allemagne, en Russie.

1. Shapiro. *Social reform and reformation* (1909, p. 78-83).

Nous avons vu qu'en France la notion de classes et de luttes de classes était devenue un lieu commun. Mais les porte-paroles français du socialisme ne basaient jamais leurs théories sur la lutte de classes. Leur théorie favorite se donnait comme tendant non pas au bénéfice d'une classe mais de l'humanité tout entière ; leurs appels s'adressaient non pas à la classe ouvrière, mais à l'esprit de justice et au bon sens de toutes les classes. Le fait que les diverses classes de la société agissaient politiquement dans le sens de leurs intérêts respectifs amenaient les socialistes à invectiver contre l'égoïsme de la société actuelle ; mais le mouvement socialiste lui-même ne leur paraissait pas être un mouvement dirigé par l'intérêt de classe. Telle était la situation en France.

En Allemagne, le radicalisme politique des années quarante, pour les raisons indiquées ci-dessus s'exprimait théoriquement dans une critique de la religion. Louis Feuerbach dans son livre : *Wesen des Christianismus* enlevait à l'Allemagne radicale sa substance. Son livre faisait appel à la fois aux radicaux démocrates et aux socialistes. Sans dire un mot de politique, il devenait, en un sens, une plate-forme politique. Aucun lecteur moderne ne pourrait voir comment il a pu jouer un tel rôle, mais l'évidence de son efficacité est concluante. Engels nous dit : « Alors parut le *Wesen des Christianismus* de Feuerbach... il faut avoir soi-même éprouvé l'influence émancipatrice de ce livre pour en bien comprendre l'importance. L'enthousiasme

fut universel et en un instant nous étions tous devenus feuerbachiens <sup>1</sup>. » Cela signifie-t-il qu'ils devinrent purement matérialistes et athées ? Non ; c'était l'humanitarisme de Feuerbach, son amour du genre humain se substituant à l'amour de Dieu, sa formule : *Homo homini Deus* et ses attaques indirectes contre l'Etat, l'Eglise et la société féodale allemande qui les avait convertis. Feuerbach lui-même reconnut plus tard la portée politique de son ouvrage. Il écrivit en 1846 : « Celui qui n'a rien d'autre à dire sur moi, sinon que je suis un athée, ne connaît rien de moi et n'en dit rien. La question si Dieu existe ou non, l'opposition entre le théisme et l'athéisme appartiennent au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles, mais sont périmés au XIX<sup>e</sup>. Si j'ai nié l'existence de Dieu, cela signifie que je m'opposais à ceux qui nient l'humanité ; cela signifie qu'à la place d'une situation pleine d'illusions, d'une position mystique et imaginaire qui, dans la vie, s'accompagne pratiquement d'une dénégation de l'humanité, je veux qu'on fasse à l'homme sa place réelle, ce qui implique aussi une position politique et sociale. La question de l'existence ou de la non-existence de Dieu est pour moi une question d'existence ou de non-existence de l'homme <sup>2</sup>. »

L'essence du christianisme était interprétée comme l'essence de la nature humaine, laquelle n'est pas pleinement développée actuellement, à

1. Engels, *Ludwig Feuerbach*, pp. 10-11.

2. Feuerbach, *Werke* (Leipzig, 1846, Vol. 1, p. xiv-xv).

cause de la mauvaise direction des sentiments de l'humanité. Cela devint la thèse du socialisme allemand, dont Karl Grün et Moses Hess devinrent les champions principaux. La doctrine de Feuerbach était pour eux l'alpha et l'omega de toute philosophie et de toute science politique<sup>1</sup>. Le problème du socialisme consistait à rechercher les moyens de rendre le peuple conscient de ses propres instincts, d'amour et de justice<sup>2</sup>. Il n'était pas question de diviser l'humanité en classes ayant des intérêts opposés ; le christianisme était l'idéal du peuple pris dans son ensemble, un instinct de l'espèce humaine. Tout ce qui incombait aux socialistes allemands c'était de montrer à cette fraction allemande de l'humanité, sans distinction de classes ni de partis, que le socialisme était la seule réalisation vraie de ses instincts naturels d'hommes. En outre, les Allemands étaient différents des Français ou des Anglais ; ils ne sont pas des sectaires rigides ; ils possèdent une âme ouverte aux athées. Faire de l'Allemand un humanitaire,

1. « Quand on nomme Feuerbach, on a mentionné toute la philosophie depuis Bacon jusqu'à nos jours. Ce que la philosophie se propose et signifie en dernière analyse a été établi d'un seul coup, et l'humanité se trouve ainsi révélée comme le grand moteur de l'histoire universelle. Par ce moyen on peut travailler plus sûrement, parce qu'on pénètre plus profondément qu'en prenant de front la question des salaires ou de la concurrence, ou qu'en s'attaquant à la constitution et aux lois. » Karl Grün, Feuerbach und die Sozialisten, in *Deutsches Bürgerbuch für 1845* (Darmstadt, Püttmann, 1844, p. 74).

2. K. Grün, « Politik und Sozialismus », in *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* (Darmstadt, 1845, t. I, p. 98).

c'est-à-dire un socialiste, telle était l'unique objet de leur argumentation<sup>1</sup>.

Tandis que les socialistes allemands élaboraient leurs arguments en faveur d'un socialisme humanitaire, ils furent violemment surpris par l'ouvrage d'un jeune savant allemand, Lorenz von Stein, fameux en ces dernières années comme professeur de science sociale. Stein était un gentilhomme de souche conservatrice, un monarchiste et un défenseur acharné de la propriété privée, cependant il mérite plus qu'aucun écrivain d'être considéré comme le vrai précurseur de Marx<sup>2</sup>. Dans le mouvement so-

1. *Ibid.*, p. 136.

2. La question de savoir dans quelle mesure Stein influença Marx reste ouverte. Marx connaissait parfaitement l'ouvrage de Stein. Ses articles contre Grün, dans le *Westphalische Dampfboot* le prouvent, mais d'autre part, en 1844, Marx était versé dans les sources, dans l'histoire française, dans les luttes sociales qui inspirèrent Stein lui-même. En fait Marx corrige Stein en de nombreux détails, et ne semble pas se croire le moins du monde son débiteur. Ainsi, parlant de l'*Histoire du mouvement social en France et en Belgique*, de Grün, il remarque : « Il est évident que la composition confuse de Grün est très au-dessous de l'ouvrage de Stein, car celui-ci a au moins essayé de montrer la connexion qui existe entre la littérature socialiste et le développement actuel de la société française. » (*Das Westphalische Dampfboot* rédigat von d'Oltoheining. Jahrg III, Paderborn, Janx 1847, p. 446). Dans le même article, aux pages 448-450, Marx critique et corrige différents détails du livre de Stein, et page 456, il fait cette intéressante remarque : « Stein lui-même entre dans une grande confusion quand il traite des circonstances politiques dans la science de l'industrie. Pourtant il montre qu'il a une notion correcte du sujet, car il ajoute que l'histoire politique est intimement liée à l'histoire économique. » C'est là la première indication précise faite par Marx de son interprétation économique de l'histoire, et il reconnaît que Stein était sur la même piste. Cet article était écrit en 1846.

cialiste, il vit un mouvement de classe prolétarien ; dans la théorie socialiste, une doctrine de classe.

En dépit de sa phraséologie hégélienne, l'ouvrage de Stein était une interprétation réaliste d'un demi-siècle d'histoire française et de théorie politique<sup>1</sup>. C'était la première interprétation de ce genre tentée par un Allemand et elle témoignait d'une recherche beaucoup plus approfondie et d'une analyse bien plus fine que tout ce qu'on pouvait rencontrer dans toutes les interprétations données des mêmes événements chez les brillants prédecesseurs de Stein. Autant que nous sachions, Stein fut le premier historien du Quatrième Etat, le philosophe de son imminente révolution et le seul qui traite ce sujet sans partialité ni détour. Stein aurait très bien pu dire avec Spinoza : *Curavi humanas actiones non ridere, non lugere, neque detestari sed intelligere*<sup>2</sup> » et Stein réussit, dans son effort pour comprendre.

Dans la préface de son livre, Stein déclare que la période des révolutions politiques est close, mais qu'une révolution non moins sérieuse est imminente. De même qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle,

1. Un article anonyme : « *Der Sozialismus in Deutschland* », parut dans le *Gegenwart* (81<sup>e</sup> cahier, Leipzig, 1852, p. 517-562). Je suis absolument convaincu que ce long article est l'œuvre de Stein lui-même ; il y a pour cela une quantité considérable de preuves intrinsèques. Dans cet article Stein se décerne à lui-même un large tribut et exagère fortement l'importance politique de son livre, mais il ne se loue pas assez pour ce qui en faisait le mérite réel — à savoir sa méthode réaliste.

2. « Mon but n'est pas de railler, de déplorer ou de vitupérer les actions humaines, mais de les comprendre. »

tout un ordre du peuple se révoltait contre l'Etat, de même aujourd'hui toute une classe travaille à la subversion de la société elle-même. La révolution prochaine ne peut être qu'une révolution sociale<sup>1</sup>. D'ailleurs ce n'est pas la France seule que menace ce péril. Un mouvement aussi profond et d'aussi longue portée ne peut concerner un seul pays. Là où les conditions d'existence se ressemblent plus ou moins, comme c'est le cas dans l'Europe occidentale, les mêmes mouvements sociaux doivent nécessairement se manifester avec une force plus ou moins grande.

Le premier chapitre du livre de Stein est intitulé: *Das Proletariat*. Stein définit le prolétariat comme la classe de ceux qui ne possèdent ni propriété ni instruction, mais qui sentent qu'ils ne devraient pas manquer de ces deux éléments, dont la personnalité tire toute sa valeur. C'est au sort de cette classe que pensent le socialisme et le communisme<sup>2</sup>. La première apparition du prolétariat dans la politique française fut aussi soudaine que dramatique. Avant la Révolution, il n'y avait à considérer que trois classes : la noblesse, le clergé et le tiers-état, représentées aux Etats-Généraux. La Révolution brisa tout cela ; le roi et son armée, envahirent avec des baïonnettes l'Assemblée de Versailles ; Paris se sou-

1. Stein, *Der sozialismus und Communismus der leutigen Frankreich*. En ce qui concerne la théorie de Stein de la Société et de l'Etat, Munroë Smith, in *Political Science Quarterly* (vol. XVI, 1901, pp. 649-656).

2. Stein, *Der sozialismus*, p. 7.

leva et le peuple de Paris obligea le roi à traiter les représentants comme un pouvoir ; il assiégea le palais du roi et fit de ce dernier son prisonnier. Quel était donc ce peuple qui défendait l'Assemblée, emprisonnait le roi et formait la garde d'Henriot ? Qui étaient ces « tricoteurs » et ces « faubourgs » ? C'était le prolétariat de Paris, qui faisait ainsi son entrée sur la scène de la vie politique française et ne devait plus jamais la quitter<sup>1</sup>. Pendant les années si pleines d'événements de la Révolution et de la première République, ce prolétariat apprit deux choses : il devint très rapidement conscient de sa propre importance dans tout ce qui concernait la Révolution ; il apprit aussi peu à peu à se considérer comme classe séparée, distincte des autres classes. Les générations ultérieures du prolétariat parisien n'oublièrent plus ces deux notions. Au contraire, se rendant compte de leur puissance et de leurs intérêts spéciaux, elles s'occupèrent de définir leurs visées propres. Ainsi la masse des sans-propriété et des sans-instruction se leva en une classe sociale unifiée par l'esprit et les sentiments. Vous pouvez contester cette explication, mais vous ne pouvez en contester la puissance. C'est le nouvel élément de la société française, écrit Stein, « qui peut très proprement être appelé un élément dangereux, dangereux à cause de son nombre et de son courage maintes fois éprouvé, dangereux à cause de la conscience qu'il a de son unité, dangereux par

1. *Ibid.*, p. 8.

son sentiment que, par la révolution, il peut atteindre son but et réaliser ses plans <sup>1</sup>.

Ensuite, Stein explique que « les pauvres » et le « prolétariat » sont deux conceptions très différentes ; que, de temps immémorial, la société a été divisée en riches et pauvres, mais que le prolétariat appartient exclusivement à l'histoire de notre époque. Aussi verrons-nous, de nos jours, se développer la signification de cette classe. Tel est le point de vue duquel Stein examine le mouvement social en France et ses théories. Il ne soutenait aucune doctrine, il se bornait à attirer l'attention sur un fait ; mais ce fait était l'avènement de la lutte de classe prolétarienne <sup>2</sup>.

Le livre de Stein fut très gênant pour les socialistes allemands, avec leurs doctrines feuerbachIennes et leur croyance à l'instinct humanitaire des hommes. Ainsi Hess, sans nommer Stein, se réfère à lui comme à un prolétaire intellectuel, qui explique les origines du socialisme par les exigences de l'estomac, parce qu'il n'avait sans doute lui-même jamais connu de besoins différents ni plus élevés <sup>3</sup>. Dans une première

1. Stein, *Der sozialismus*, p. 9. Ce livre était écrit six ans avant le *Manifeste Communiste*.

2. L'importance de Stein comme précurseur de Marx fut remarquée pour la première fois par Peter von Struve, auquel nous empruntons beaucoup, dans son article « Zur Entwicklungsgeschichte der wissenschaftlichen Sozialismus. » (*Neue zeit*, XV<sup>e</sup>, ann. 1817, vol. II, pp. 228-235, 269-275).

3. M. Hess. « Ueber die sozialistische Bewegung in Deutschland » (*Neue Anekdata*, herausgegeben von Karl Grün, Darmstadt, 1845, p. 226).

critique, Hess accuse Stein d'être un réaliste. Evidemment de simples mots comme « réalistes » n'étaient pas en usage à cette époque parmi les savants allemands. Une lamentation sur le refrènement de la sensibilité aurait probablement été appelée, par un Allemand instruit de cette époque, non pas une lamentation, mais une manifestation de la substantialisation de la catégorie du tragique. Conséquemment, Stein n'est pas défini comme un « réaliste », mais il est accusé d'avoir cru par manque de savoir que la réalité forgeait sa conscience, alors que la conscience forme la base et est le fond même de la réalité existante<sup>1</sup>. Suivant Hess, Stein ne comprend rien au mouvement socialiste<sup>2</sup>; tout ce qu'il y voit, ce sont ses rapports avec le prolétariat<sup>3</sup>. Mais après tout, raisonne Hess, les limitations de Stein proviennent du fait qu'il est hégélien et non athée. Un homme aussi incomplet ne peut saisir la signification positive du socialisme; il ne peut nécessairement en apercevoir que les tendances négatives et destructives<sup>4</sup>. Karl Grün ne se montre pas moins dur. Pour lui, l'idée que le prolétariat constitue une classe séparée de la société et que sa condition économique est l'origine du socialisme semble une sottise (*schwachsinnig*). Non! le socialisme est

1. [Hess]. « Socialismus und Communismus » in *Ein und zwanzig Bogen ans der Schweiz*, Leransgg. von Georg Herwegh (Zurich et Winterthur, 1843, p. 75).

2. *Ibid.*, p. 83.

3. *Ibid.*, p. 85.

4. *Ibid.*, p. 91.

une religion, une religion devenue pratique, etc.<sup>1</sup>.

La théorie de la lutte de classes, de Stein, fit évidemment impression en Allemagne, car Hess et Grün se sentirent eux-mêmes, à plusieurs reprises, forcés de défendre le vrai caractère de l'humanité en général et de l'Allemagne en particulier. Dans sa préface aux *Conditions sociales du monde socialisé* Hess nous donne *in nuce* sa théorie sur le sujet. Il nous dit qu'aucune classe de la société, non plus que telle ou telle forme de gouvernement, n'est responsable des maux dont nous souffrons. Aucune classe de la société n'est assez barbare pour laisser ses semblables dans la misère, s'il y avait à sa disposition des moyens de rendre tout le monde heureux. Nous assistons aujourd'hui dans la classe aisée à des tentatives pour améliorer les conditions sociales. La responsabilité de tous les malheurs sociaux doit être cherchée dans le manque de connaissance. La meilleure preuve contre toute théorie de classes réside dans le fait, qu'après deux années de discussions, les Allemands instruits et riches sont, dans les grandes lignes, d'accord avec les sans-propriété de France<sup>2</sup>.

1. K. Grün, *Neue Anekdata* (Darmstadt, 1845, pp. 262, 263).

2. « A mesure que nous découvrons le tableau réel des conditions sociales de tous les pays civilisés, nous sommes de plus en plus fermement convaincus que ni une simple classe de notre société, — par exemple celle des propriétaires — ni telle ou telle forme de gouvernement n'est la cause fondamentale des maux nombreux sous le fardeau desquels nous gémissions. Car aucune classe de la société ne serait assez barbare pour laisser ses semblables dans la misère, si elle disposait d'un moyen

Les philosophes socialistes allemands étaient, sans exception, une quantité négligeable et leurs théories de peu de conséquence, mais au début du bouleversement de 1848, ils poussèrent une clamour aiguë de discorde. Ces quasi-radicaux, qui se proclamaient athées et qui prêchaient la fête d'amour du genre humain, se déclaraient indifférents aux réformes politiques et à la question du gouvernement représentatif. Et ce sont les circonstances qui feront entrer dans leurs têtes Marx et toute son ardeur, par son *Manifeste Communiste*.

Comme ils s'étaient inspirés de Feuerbach (dont le but avoué, pourtant, était politique) ils se mirent à copier certaines phrases des écrivains socialistes français. En France le peuple possédait une forme constitutionnelle de gou-

pour les rendre heureux. Aussi voyons-nous en effet chaque jour, et plus spécialement dans la classe des possédants et sans doute parce qu'elle est la plus cultivée, que des essais d'amélioration de nos conditions sociales sollicitent les concours et rencontre la plus vive sympathie; et si jusqu'à présent dans notre pays, les classes moins favorisées de la fortune se sont moins souciées de l'amélioration de nos conditions, ce n'est nullement, en vérité, par mauvais vouloir de leur part. C'est plutôt entièrement par ignorance qu'ils ne se sont pas voués à une tâche aussi noble et qui tendait par-dessus tout, en somme, à l'amélioration de leur propre sort. Le fait que la classe possédante d'Allemagne, bien qu'elle soit intéressée à la question sociale depuis deux ans à peine, se trouve déjà, sur le principal, d'accord avec le prolétariat français et se voit enlevée entièrement par le mouvement social — ce fait n'est-il pas une preuve suffisante que ce n'est pas telle ou telle classe de la société qui est la cause de l'existence et de la perpétuation de nos misères sociales? » (*Die gesellschaftlichen Zustände der civil-sirten Welt.* Lerausgg. von M. Hers, Elberfeld und Iserlohn. J. Bädeker, 1846, vol. I, pp. 1 et 2.)

vernement, et pour cette raison, il pouvait se payer la fantaisie de se désintéresser du constitutionnalisme, ou de le railler. Personne ne leur ôterait ses libertés politiques, il pouvait, par conséquent user et abuser de ces libertés dans sa littérature de propagande socialiste. En Allemagne, la situation était différente. Là, ceux qui parlaient ou écrivaient sur une forme constitutionnelle de gouvernement, discutaient *de lege ferenda* et non *de lege lata* et les phrases des socialistes français sur ce sujet étaient, du point de vue de la propagande, beaucoup moins à leur place. En fait, ceux qui les répétaient se jouaient entre les mains de la réaction. Pourtant nous entendons Grün poser cette question : Qui demande une constitution en Prusse ? et y répondant ainsi : les libéraux. Mais continue-t-il, les libéraux ne sont pas toute la nation, ce n'est qu'une minorité de propriétaires et d'écrivains. Sous une constitution, la seule minorité dont la volonté puisse faire loi est celle dont la constitution représente les intérêts. Si le prolétariat silésien était conscient, il pétitionnerait contre la Constitution. Mais comme le prolétariat ne forme pas un groupe conscient, nous agissons en son nom, nous protestons contre une constitution<sup>1</sup>. Arnold Ruge, un des principaux écrivains démocrates de cette époque, nous repré-

1. « Une constitution est dominée par la loi qui est pour ainsi dire l'exécuteur intelligent et impitoyable des volontés d'une petite minorité, laquelle se donne adroitemment l'apparence d'être l'immense majorité et de représenter, par conséquent, la volonté de tout le pays. Si le prolétariat silésien était cons-

sente Hess déclarant que tout ce qu'on pouvait dire en faveur de la République, du jury ou de la liberté de la presse n'avait aucun sens, que cela ne fait que conduire<sup>1</sup> à la tyrannie des possédants sur la majorité du genre humain. Hess lui-même nous dit qu'il est dégoûté des aspirations de la politique libérale et qu'il est bien plus disposé à donner son affection au monarque prussien qu'à la chambre française<sup>2</sup>. Ainsi le socialisme philosophique allemand avait cessé d'être un inoffensif bavardage, il était devenu

cient, et si sa raison correspondait à son degré de conscience, il aurait pétitionné contre la constitution; mais le prolétariat n'a ni conscience ni raison. C'est pourquoi nous agissons en son nom. Nous protestons ». K. Grün, « Politik und Socialismus » in *Rheinische Jahrb. zur gesellsch. Reform* (Darmstadt, 1845, V, 39).

1. « Les mots de liberté et de réforme politique sont hors de saison. La république, le système du jury, la liberté de la presse ne tendent à rien de moins qu'à établir la tyrannie des riches et l'asservissement des masses. Toutes les réformes politiques, même les plus radicales, sont impuissantes contre les maux profonds de la société, et ne doivent pas retenir plus long-temps l'attention du monde. C'est la réforme sociale qui nous intéresse. » A. Ruge. *Werke*, 2<sup>e</sup> éd., Mannheim, 1848, vol. V, p. 39.

2. « Le monarque prussien a-t-il montré moins de compassion à l'égard des classes pauvres que la Chambre des députés ou le roi de France? Les faits nous ont si bien convaincu du contraire et nos réflexions nous ont si bien montré quelles étaient les causes fondamentales de nos misères sociales, que tous les efforts de la politique libérale ne nous sont pas seulement devenus indifférents, comme étant une simple question de forme, mais que nous les considérons comme réellement abominables. Nous sommes moralement dégoûtés de cette politique libérale qui, en présence de la misère intellectuelle et matérielle de la classe ouvrière... pourchasse encore ses chi-mères. » Hess, *Die gesellschaftlichen Zuslände der civilisirten Welt*, p. 2.

une politique réactionnaire — fait qui ne devait guère rendre très chers ses défenseurs et leurs théories à Marx et à Engels.

Marx débutait comme démocrate révolutionnaire et il resta d'abord et toujours un philosophe de la révolution. N'étant pas un amateur de phraséologie, mais un dialecticien profond, il devait nécessairement quitter l'abstraite Allemagne. A Paris, foulant le pavé d'où avait surgi la Révolution de 1848, respirant un air lourd de tempête, il étudia le mouvement social. C'est là qu'il trouva ce que désirait son arme : ce ne sont pas des antithèses logiques, mais les classes qui par leurs luttes font et meuvent l'histoire. Qu'est-ce qu'une flamme d'un moment, un peuple en fièvre ? Mais quand un peuple est pris d'une telle fièvre, c'est le roi qui meurt. Mais il n'y a pas là de conflagration accidentelle. En histoire, rien n'est dû au hasard, sa course majestueuse est inévitable. Elle se dirige « nach ewigen, eheren, grossen Gesetzen », telle est la clef historique que Marx tient en sa main. La puissance, lui semblait-il, appartenait déjà à cette classe vers laquelle son cœur était si fortement attiré. Dès lors, pourquoi ne pas le proclamer, pourquoi ne pas organiser les millions d'êtres misérables sous le signe de la lutte de classes ? Pourquoi ces paroles d'amour et de justice ? Pourquoi obscurcir les choses au moment même où le besoin d'une recherche claire se fait sentir ? Pourquoi ne pas dire à la bourgeoisie que le prolétariat la traiterait exactement comme elle a traité la féodalité, avec le

même bon droit et tout aussi nécessairement? C'est ainsi que Marx entraînait en scène, poussant à leurs ultimes conséquences les idées françaises de lutte de classes et étouffant sous ses pieds les torches renversées de la philosophie socialiste de sa patrie allemande.

## CHAPITRE IX

### *LA DOCTRINE MARXISTE DE LA LUTTE DE CLASSES*

Toutes les philosophies de l'histoire et de la politique possèdent une qualité charmante : elles sont toutes très humaines et nous apportent toutes un écho de nos secrets désirs ; comme des nuées, elles peuvent varier de forme et de couleurs, elles nous disent toutes cependant de quel côté le vent souffle. La recette pour faire une philosophie politique est très simple : il suffit d'un peu de logique et d'une préparation historique spéciale. Et cependant, sans le sectarisme politique et religieux, nous aurions bien pu ne pas avoir d'histoire. Les faits étaient recueillis dans un but précis, et ils étaient interprétés, qu'il s'agisse de Tacite ou d'Orose, de Bossuet ou de Buckle, pour donner corps à un fantôme, pour prouver et rendre concret « ce que l'histoire nous enseigne ».

Mephisto raillait ainsi la science sociale :

Was ihr der Geist der Zeiten heisst  
Dass ist im Grund der Herren eigener Geist,  
In dem die Zeiten sich bespiegeln <sup>1</sup>.

1. « Ce que vous appelez l'esprit du temps, ce n'est en réalité que l'esprit de la foule qui se mire dans le temps. »

Mais le pauvre diable ne paraissait pas saisir que, précisément parce que nos histoires et nos doctrines politiques reflètent avec fidélité nos songes, nos espoirs, nos doutes et nos craintes, ces reflets constituent eux-mêmes des monuments historiques d'une inestimable valeur. Critiquer une doctrine politique, d'une manière abstraite et systématique, c'est notre façon de la dompter. Notre critique montre que la doctrine n'est nullement derrière nous, comme la perspective nous le faisait croire, mais bel et bien en face de nous, barrant notre route, et notre argumentation logique est un effort de passion. Toute cette logique passionnée, ces revendications, toujours si naïves, de ceux qui sont venus et viennent avant nous, ont constitué des matériaux précieux pour une intelligence exacte et approfondie de la vie sociale.

Marx est si proche de nous, ses arguments sont si couramment reçus, qu'il nous faut prendre chacune de ses doctrines en soi-même, l'analyser et montrer par où elle pèche. Mais il y a, dans le marxisme, une qualité que nous ne devons pas perdre de vue. Le marxisme tout entier est une doctrine de classe, une doctrine prolétarienne. De même que notre économie politique classique accablait le travail avec sa loi malthusienne et sa théorie du fonds des salaires, écrasait les intérêts fonciers sous sa loi de la rente et combattait comme un tigre pour chacun de ses « éternels principes », contre toute réglementation étatique qui aurait pu diminuer les profits de la bourgeoisie industrielle, — de même

le marxisme est la doctrine de classe du prolétariat industriel<sup>1</sup>. Chacune de ces théories respire le sentiment de classe, que ce soit celle de la plus-value, celle de la concentration du capital ou celle de la paupérisation croissante. Les prévisions scientifiques de Marx ne sont que des sentiments de classes<sup>2</sup>. Sa doctrine de la lutte de classes est de même nature. C'est une doctrine exagérée et renforcée par son esprit de classe, par sa haine du passé, par son espérance dans l'avenir. Ici la passion devient un foyer, son emportement est trop puissant pour s'embarrasser des conventions de la réalité objective et pour se soucier du monde extérieur. Elle échoue, naturellement, mais elle échoue avec splendeur. Souvent l'insuccès de la grandeur

1. « Le mérite historique de Marx consiste dans le fait qu'il donna au prolétariat une doctrine de classe correspondant à ses besoins impérieux de lutte de classes à l'époque, et c'est l'unique cause de son extraordinaire succès extérieur, cause de la profonde faiblesse interne du système. » (Franz. Oppenheimer, *Das grundgislitz der Marxischen Gesellschaftslehre*, Berlin, 1903, p. 146.)

2. « Du point de vue de la lutte de classes, le grand problème théorique était celui-ci : l'origine de la plus-value, c'est-à-dire l'explication scientifique de l'*exploitation* et la tendance à la socialisation des méthodes de production, ou l'explication scientifique des *fondements objectifs de la révolution sociale*. Les deux questions trouvèrent leur réponse dans le premier volume du *Capital* qui annonçait « l'expropriation des expropriateurs » comme une conséquence inévitable de la production des plus-values et de la concentration croissante du capital. Les exigences théoriques du mouvement « ouvrier se trouvaient ainsi par là complètement satisfaites, » (Rosa Luxemburg, « *Stillstand un Fortschritt in Marxismus* » in *Vorwaerts*, 14 mars 1903. L'aveu qui se manifeste inconsciemment dans cette dernière phrase de l'écrivain marxiste est psychologiquement très intéressant.)

dépasse la réussite de la médiocrité. La doctrine de Marx, malgré sa partialité et ses erreurs, marque un réel progrès dans notre science.

C'est un essai qui se poursuit de faire de la doctrine de la lutte de classes une extension du principe darwinien de la lutte pour la vie. Une telle interprétation n'est qu'un verbalisme de grands mots qui sonnent bien, mais qui ne signifient rien. La version marxiste de ce principe antide l'ouvrage de Darwin de quelque douze années. La doctrine de la lutte de classes, ainsi que nous l'avons vu, avait été posée depuis longtemps par Guizot et ses prédecesseurs ; la conception de la nécessité et de la continuité historique avait été formulée par Hegel. Introduire l'interprétation économique de l'histoire de Marx dans la théorie de l'évolution universelle est, au mieux, comme le remarque Labriola, « une nouvelle métaphore d'une métaphysique nouvelle <sup>1</sup> ». Et pourtant, Kautsky contribua à embrouiller les choses, en faisant de la lutte de classes marxiste, une manifestation de la loi naturelle du progrès <sup>2</sup>. Lester Ward a ainsi une excuse pour l'erreur qu'il a commise en écrivant que « les socialistes, pour la plupart, regardent la lutte de classes comme une extension pratique de la lutte biolo-

1. Labriola, *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire* (tr. fr. Paris, Stock, p. 9).

2. « Pour Marx, au contraire, la lutte de classes n'était qu'un cas particulier de la loi universelle de l'évolution, dont le caractère essentiel était tout le contraire d'un pacifisme. » (Kautsky, *Die historische Leistung von Karl Marx*, Berlin, 1908, p. 15).

gique dans l'espèce humaine <sup>1</sup> ». Heureusement, nous possédons une lettre de Marx, datée de 1870, dans laquelle il qualifie son premier essai d'interpréter la lutte de classes à la lumière de la « lutte pour l'existence », de « fantaisie gratuite <sup>2</sup> ».

Voyons maintenant comment Marx et Engels eux-mêmes considéraient leur théorie de la lutte de classes. Hegel, sans cesse invoqué, fut leur maître. C'est Hegel qui, le premier, regarda l'histoire comme un processus nécessaire et continu d'évolution de l'humanité <sup>3</sup>. Marx et Engels adoptèrent cette vue ; mais ils ne pouvaient suivre Hegel dans son idéalisme, ils n'acceptaient pas sa doctrine que l'évolution consiste dans la réalisation d'une *Idée* préexistante. Une autre objection très forte qu'ils élevaient contre la doctrine de Hegel, était que « d'une part sa proposition essentielle consistait à présenter l'histoire hu-

1. Lester F. Ward, « Social and biological struggles », *American Journal of Sociology*, vol. XIII, p. 289.

2. Karl Marx, « Briefe an Dr L. Kugelmann », *Neue Zeit*, vingtième ann., vol. II, 1902, p. 541-542. Les lignes suivantes sont extraites de la lettre du 27 juin 1870. « M. Lange (*Die Arbeiterfrage*, 2<sup>e</sup> éd.) me loue grandement, mais uniquement pour attirer l'attention sur l'importance de ses propres écrits. Une grande loi naturelle soutient toute l'histoire. Cette loi naturelle est la phrase — car l'expression darwinienne employée à cet effet n'est qu'une phrase — sur la « lutte pour la vie », et la partie de cette phrase est la doctrine malthusienne de la population, ou plutôt sa loi de la surpopulation. Il faut reconnaître qu'il n'y a là que de la paresse intellectuelle, ou si l'on préfère une façon impressionnante d'étaler une ignorance gigantesque sous le masque de la science. »

3. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 24.

maine comme un processus d'évolution qui, par sa nature même, ne peut trouver son terme intellectuel final dans la découverte d'une sorte de foi absolue. Mais d'autre part « il prétend être l'essence même de cette foi absolue. Un système de connaissance naturelle et historique, embrassant tout l'univers et définitif pour toujours est une contradiction avec la loi fondamentale du raisonnement dialectique <sup>1</sup>. » En outre, la conception hégélienne de l'histoire ne connaît rien des rapports entre les intérêts économiques, ni de la lutte de classes basée sur ces intérêts. Nous savons déjà que Marx et Engels n'avaient pas besoin d'aller bien loin pour voir ou entendre ces luttes. Ils étaient là, sur place, quand Proudhon déclarait avec bonheur à la bourgeoisie française : « Ce n'est pas Catilina qui est à vos portes, c'est la mort. » Mais poursuivons l'histoire de la théorie de Engels : « Les faits nouveaux rendent urgent un examen nouveau de tout le passé historique. On voit alors que *tout* ce passé, abstraction faite des âges primitifs, fut l'histoire des luttes de classes ; que ces classes guerrières de la société furent toujours des produits des modes de production et d'échange, ou, en un mot, des conditions *économiques* de leur époque ; que la structure économique de la société constitue toujours la base réelle, d'où nous pouvons partir pour construire l'ultime explication de toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, aussi bien que

1. *Ibid.*, p. 25.

des idées philosophiques, religieuses ou autres d'une période historique donnée. Dès ce moment, le socialisme n'est plus la découverte fortuite de tel ou tel cerveau ingénieux, il devient le résultat nécessaire de la lutte entre deux classes historiquement développées, la bourgeoisie et le prolétariat. Sa tâche ne consiste plus à fabriquer un type de société aussi parfait que possible, mais à examiner la succession historico-économique des événements dont ces classes et leur antagonisme sont un produit nécessaire, et à découvrir dans leurs conditions économiques telles qu'elles se sont ainsi constituées, les moyens de terminer le conflit <sup>1</sup> ».

Le développement des forces de production prit ainsi la place de l'*Idée* absolue de Hegel ; ces forces promouvaient l'histoire et ce, à travers la lutte des classes. Tout système de production exigeait certains rapports de production, une certaine division du travail et certaines institutions légales. En dernière analyse, donc, notre ordre social présent dépend de notre méthode actuelle de production. « De même que par la religion, l'homme est dominé par un produit de son propre cerveau, de même dans la production capitaliste il est dominé par les produits créés de ses propres mains », et c'est là, selon Marx, une thèse également vraie pour toutes les époques passées <sup>2</sup>.

La production sociale a, toujours et de toute

1. *Ibid.*, p. 26-27.

2. Marx, *Le Capital* (4<sup>e</sup> éd., Londres, p. 634-635).

nécessité, entraîné la division du travail et la division du travail a divisé la société en classes. Malgré la multiplicité et la diversité des rapports sociaux qu'on trouve dans les temps passés, ils possèdent un trait commun, l'exploitation d'une partie de la société par une autre<sup>1</sup>. Point n'est besoin d'une profonde intuition pour comprendre que les idées et les opinions des hommes sont influencées par les conditions de leur existence matérielle<sup>2</sup>. Là où l'existence d'un groupe repose sur l'exploitation d'un autre groupe, les idées des deux groupes sont forcément antagonistes.

L'opresseur et l'opprimé doivent se tenir en adversaires et « l'histoire de toute la société passée n'est que l'histoire des luttes de classes. A tous les âges, nous trouvons une division de la société en ordres et classes<sup>3</sup> ». A Rome, les patriciens, les chevaliers, les plébéiens, les esclaves ; au moyen âge, les seigneurs féodaux, les vassaux, les maîtres, les compagnons, les apprentis, les serfs.

La société moderne n'a pas détruit les antagonismes de classes, elle a substitué de nouvelles classes, de nouveaux antagonismes, de nouveaux modes de lutte aux anciens. Mais, continue Marx — et c'est là, comme nous le verrons, une de ses thèses cruciales — « notre époque, l'époque de la bourgeoisie, possède cependant un trait distinctif : elle a simplifié les antagonismes

1. *Manifeste communiste*, p. 44.

2. *Ibid.*, p. 42.

3. C'est par ces mots que débute le *Manifeste communiste*.

de classes. La société dans son ensemble se polarise de plus en plus en grands camps hostiles, en deux grandes classes qui s'affrontent directement : la Bourgeoisie et le Prolétariat<sup>1</sup> ». Avec le développement de l'industrie, le prolétariat se concentre en grandes masses, sa force augmente et il prend de plus en plus conscience de cette force ; le prolétariat industriel forme des associations locales, des syndicats, pour maintenir le taux du salaire, ils vont à l'école de la lutte. Les moyens modernes de communication mettent en contact étroit ces diverses organisations locales et, de cette manière, le prolétariat industriel s'organise en une classe disciplinée et prête au combat. « Le mouvement prolétarien est la conscience personnelle, le mouvement autonome de la majorité, dans l'intérêt de la majorité. Le prolétariat, qui forme la couche la plus basse de notre société moderne, ne peut s'ébranler, ne peut se soulever sans que toutes les couches superposées de la société constituée soient projetées en l'air<sup>2</sup>. » Aussi le prolétariat est-il la seule classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes sont vouées à la décadence, tandis que le prolétariat marche vers la victoire. Que réclame le prolétariat ? La conquête du pouvoir politique. S'adressant directement à la classe possédante, Marx dit : « Votre jurisprudence n'est que la volonté de votre classe érigée en loi générale, une loi dont les caractères

1. *Manifeste communiste*, p. 13.

2. *Ibid.*, p. 30.

essentiels et la direction sont déterminés par les conditions d'existence de votre classe...<sup>1</sup>. Le pouvoir exécutif de l'Etat moderne n'est qu'un conseil d'administration des intérêts communs de la bourgeoisie<sup>2</sup>. » Pour accomplir sa tâche, le prolétariat doit, avant tout, arracher le pouvoir politique des mains des autres classes. Le vrai mouvement socialiste est une déclaration de guerre, de guerre civile, de révolution. *Permanent erklärung der Revolution*<sup>3</sup>.

Ainsi nous voyons que Guizot avait bien raison de dire qu'aucune classe n'avait jamais fait son entrée dans l'histoire avec des exigences plus audacieuses, n'acceptant aucun partage du pouvoir, aucun compromis, mais réclamant la dictature du prolétariat, la subversion et le dé-

1. *Ibid.*, p. 39.

2. *Ibid.*, p. 15.

3. « Tandis que l'Utopie, le socialisme doctrinaire, subordonne tout le mouvement à l'un de ses éléments et substitue au communisme, à la production capitaliste, le rêve de l'esprit d'un seul pédant, tandis qu'il remplace la lutte de classes révolutionnaire avec tout ce qu'elle implique, par de petits moyens et une immense sensiblerie, tandis que le socialisme doctrinaire qui, au fond, idéalise la société actuelle, la peint sans nuances et leur oppose son propre idéal,... le prolétariat s'enrôle de plus en plus sous l'étendard du *socialisme révolutionnaire* et du communisme qui fut interprété dans la bourgeoisie par Blanqui. Ce socialisme constitue la déclaration de la révolution en permanence, de la dictature du prolétariat, il est l'instrument nécessaire et le point de départ de l'abolition des différences de classes et de toutes les conditions de production sur lesquelles elles reposent, de tous les rapports qui correspondent à ces conditions de production et de là résulte le bouleversement de toutes les idées qui proviennent de ces conditions sociales. » Karl Marx, *Die Klassenkampf in Frankreich 1848-1850*. Berlin, 1895, pp. 94-95.

racinement complets de tous les rapports économiques et sociaux existants. Ce but ne peut être atteint par l'école des pique-nique du samedi cher aux phraseurs socialistes, mais seulement par une Révolution sociale. « Faisons trembler les classes dirigeantes à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner<sup>1</sup>. » Et s'ils se promettent de bien accomplir leur tâche, qu'ils ne fassent pas de quartiers, dans la conquête de ce monde nouveau. Dans le dernier numéro de sa *Neue Rheinische Zeitung*, Marx nous dit : « Nous sommes sans pitié et n'avons aucun égard pour vous [la bourgeoisie]. Quand notre tour viendra, le terrorisme révolutionnaire ne sera pas de l'eau sucrée.... Il n'y a qu'un moyen de simplifier, de précipiter, de hâter l'agonie mortelle de la vieille société ainsi que le travail d'enfantement du nouveau monde — c'est la terreur révolutionnaire<sup>2</sup>. » En conséquence, le *Manifeste Communiste* promet que, dès que le prolétariat sera devenu la classe dominante, la réorganisation de la société commencera « avec des empiètements autoritaires sur les droits de propriété et sur les conditions de la production bourgeoise. Mais le prolétariat ne tiendra pas longtemps la dictature en tant que classe, puisque, avec la réorganisation de la société sur la base de la production socialisée,

1. C'est par ces lignes que se termine le *Manifeste Communiste*.

2. Marx, dans son journal : *Die neue Rheinische Zeitung*, n° 301. 19 mai 1849.

toutes les classes disparaîtront. « Le pouvoir politique, proprement dit, n'est qu'un pouvoir organisé pour permettre l'oppression d'une classe sur les autres. Si le prolétariat, au cours de sa lutte contre la bourgeoisie, est contraint par les circonstances de s'organiser lui-même en classes, si, par la révolution, il devient lui-même classe dominante, et si, comme telle, il détruit par la force les vieilles conditions de la production, en ce faisant il renverse en même temps les conditions qui permettaient l'existence des antagonismes de classes et des classes en général, et par là il abolit lui-même sa supématie de classe <sup>1</sup>. » Mais le prolétariat ne devra pas se hâter trop d'abandonner sa dictature. Sa vengeance doit triompher; comme une flamme bleue, elle doit pénétrer le cœur des masses, comme une flamme rouge elle doit illuminer les bourgs et les villes. Les conducteurs du prolétariat doivent veiller à ce que « l'enthousiasme révolutionnaire ne s'éteigne pas sitôt la victoire gagnée. Au contraire, cet enthousiasme doit être maintenu le plus longtemps possible. Loin d'enrayer ces soi-disant excès, les exemples de la vengeance populaire sur des individus et des monuments détestés, auxquels s'attachent de cuisants souvenirs, doivent non seulement être tolérés, mais encore encouragés et dirigés <sup>2</sup> ».

Ce sont les fruits de l'arbre de vie et non

1. *Manifeste Communiste*, pp. 46-47.

2. *Anspräche der Centralbehörde and der Bund von März 1850* (Anhang IX der Enthüllungen über deu Kommunisten process ru Köljn. Zurich, 1885, p. 79).

ceux de l'arbre de science ; c'est l'Ange de la Vengeance qui a écrit ces exhortations. Il éclate avec évidence que Marx est l'homme qu'elles désignent « Je suis l'épée et je suis le feu » c'était une révélation dans sa vie. Mais sa pensée était plus profonde et plus puissante. Sa pensée pourchassait sans cesse les notions favorites et médiocres de ses prédecesseurs et contemporains révolutionnaires, mais il ne parvenait pas toujours à se libérer de leurs idées. Aussi ses contradictions furent-elles nombreuses et quelques-uns de ses disciples n'ont pas hésité à les reconnaître. Parlant des religions, Feuerbach observe que chaque religion se montre très rationnelle et très perspicace dans sa critique des autres croyances, mais jamais elle ne mettra en question dans sa propre doctrine les points qu'elle critique chez les autres<sup>1</sup>. Cette remarque s'applique aussi au marxisme.

Mais tenons-nous en à la doctrine de la lutte de classes et demandons-nous, avant tout, ce que c'est qu'une *classe* ? Marx se disposait à répondre à cette question quand la mort interrompit son travail, au milieu d'une phrase, et le fidèle Engels, qui édita le troisième volume du *Capital*, nous informe qu'ici finit le manuscrit. Mais la réponse n'est pas difficile : on peut appelle-

1. « Toutes les religions se montrent rationalistes dans leur attitude les unes en face des autres, mais elles deviennent aveugles dès qu'il s'agit d'elles-mêmes. Pour elles, elles font une exception à la règle générale et elles contestent aux autres ce qu'elles ne songent jamais à mettre en cause dans leurs propres dogmes. » (Feuerbach, *Werke*, Leipzig, 1846, t. 1, p. 66).

ler classes des groupes ayant mêmes sources de revenus et conscience de la similitude ou de l'identité de leurs intérêts historiques. Evidemment une classe n'existe pas en chair et en os, pas plus que l' « *ordofelis* » des manuels d'histoire naturelle. C'est une collectivité et nous acceptons ces classifications sociales comme scientifiquement commodes. Mais il est facile d'interpréter à faux la signification du terme de classes sociales. Marx opère sur ces classes de la même manière que l'a fait pendant longtemps l'économie classique avec *l'homo œconomicus*. L'*homo œconomicus* est uniquement inspiré par ses intérêts économiques personnels. Il est douteux que Wall Street puisse montrer un spécimen parfait d'un tel personnage. La classe sociale est un groupement fictif d'hommes œconomiqi; dont les intérêts coïncident ; elle représente une communauté d'intérêts.

Les classes sociales sont en antagonisme constant. Les intérêts impliquent-ils toujours la lutte ? Les batailles, les massacres, les morts violentes se produisent-elles dans l'intérêt personnel de ceux qu'ils tuent ? Un boulet dans le corps n'est pas dans l'intérêt de celui qui le reçoit, mais le soldat meurt afin que vive son pays. Une lutte âpre et vive n'est jamais dans l'intérêt de ceux qui luttent, mais elle peut servir l'intérêt de la nation, du groupe, de la classe. Ceux qui participent à une telle lutte le font par dévouement idéal et par fidélité à leur groupe, mais non pas par intérêt personnel, le fait rend la psychologie de classe beaucoup plus com-

plexé qu'elle n'apparaît dans le plan de Marx. Les intérêts économiques de l'individu sont plus simples que ses dévouements et ses devoirs et si la psychologie de classe est basée uniquement ou principalement sur les intérêts économiques, sans avoir égard au groupe des sentiments idéaux, elle devient simple, assurément, mais inadéquate. Les intérêts de l'un et les griefs de l'autre influencent indubitablement l'idéal de chacun, mais à quel degré l'influencent-ils et dans quelle mesure ne sont-ils pas combattus par des sentiments et des obligations traditionnelles ou plus larges, voilà la véritable question.

Marx avoue que nos révolutions elles-mêmes ont besoin de traditions, de souvenirs historiques, de dévouements profondément enracinés, de nature à surmonter nos craintes personnelles et à nous pousser au sacrifice et à l'héroïsme. Mais ce qu'il accorde pour le passé, il le nie à l'égard de l'avenir immédiat ; il compte que demain notre psychologie sociale va agir comme si un mécanisme différent s'était installé en nous. Il nous dit : « La Révolution sociale du xix<sup>e</sup> siècle ne peut tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut se mettre à l'ouvrage qu'après avoir détruit toutes les superstitions regardant le passé. Les premières révolutions exigeaient des souvenirs historiques afin de s'enthousiasmer avec leurs exemples. La révolution du xix<sup>e</sup> siècle doit laisser la mort ensevelir ses morts pour atteindre son vrai but. Avec les premières révolutions, les mots l'em-

portaient sur les faits ; avec celle-ci, ce sont les faits qui l'emporteront sur les mots<sup>1</sup>. »

Il est bon de se rappeler qu'une définition de la classe ne décrit pas la physionomie actuelle de la classe ou le caractère des individus qui la composent. Toute définition est, comme avait coutume de le dire Spinoza, une négation. En définissant une classe, nous exposons les caractéristiques que cette classe particulière possède et qui manquent aux autres classes ; nous ne notons que les caractères exclusifs ; et en définissant une classe économique nous prenons dès le début comme critérium de la classe un antagonisme économique avec les autres classes. Dès l'instant que nous opérons avec ce critérium, nous ne pouvons parler de la solidarité des classes, parce que l'absence d'une telle solidarité, un pur antagonisme de classes est ce qui constitue en partie une classe. Ceci est parfaitement logique et seul un homme au cerveau mal construit refuserait d'y voir clair. Marx, d'ailleurs, n'a jamais pensé que des définitions de luttes de classes font l'histoire. Dans la vie réelle, envisagée sous tous ses aspects, une classe est parfois très différente de sa définition. Il y a dans une même société une cohésion, une solidarité vraie entre des individus appartenant aux diverses classes qui la composent. Il y a une solidarité nationale, une solidarité humaine, il y a mille et une solidarités et sentiments entrecroisés, dont notre définition de la classe

1. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis-Bonaparte*, p. 7.

ne tient pas compte. Enfin Kautsky a reconnu que le tout est plus grand qu'aucune de ses parties constituantes et que les intérêts collectifs l'emportent sur les intérêts de classes<sup>1</sup>.

Si nous n'avions de fidélité que pour notre classe et si ces sentiments étaient uniquement dominés par les intérêts économiques des individus qui composent la classe, alors la proposition fondamentale de Marx, que toute l'histoire de la société n'a été jusqu'ici que luttes de classes, serait exacte. Mais il est bien loin d'en être ainsi. Dans sa préface à la deuxième édition du *Capital*, parlant de la récente histoire d'Angleterre, Marx énonce ceci: « Son économie politique appartient à la période au cours de laquelle la lutte de classes n'était pas développée comme à présent<sup>2</sup>. » Ainsi, d'une part, on nous dit que toute l'histoire, dont celle de l'Angleterre n'est certainement pas exclue, est l'histoire des luttes de classes, et d'autre part, nous sommes informés qu'au début du xix<sup>e</sup> siècle la lutte de classes ne se manifestait pas comme maintenant en Angleterre. Ce n'est pas là une méprise involontaire, dont nous puissions essayer de tirer indûment avantage. L'interprète orthodoxe de Marx, Karl Kautsky, modifie la thèse de Marx sur l'importance de la lutte de

1. « Le tout est plus grand que ses parties. De même, les intérêts collectifs, l'intérêt social, l'emportent dans les intérêts de classes... Vous oubliez qu'il est possible de nier la solidarité de classes, et pourtant reconnaître la solidarité de l'humanité. » Kautsky *Klasseninteresse, Sonderinteresse, Gemeininteresse*, (*Neue Zeit.*, 21<sup>e</sup> ann., vol. II, 1903, pp. 266, 274).

2. Marx, *Le Capital*, p. xxii.

classes, en disant que ce n'est que dans certaines conditions que la lutte de classes devient le mobile de l'histoire<sup>1</sup>, thèse tout à fait différente de celle de Marx et dont on voit mal l'emploi dans le système marxiste. Marx pose et recherche la continuité constante du processus historique. *Ce qui constitue réellement la continuité de ce qu'on nomme le processus historique, c'est la fausse interprétation du passé vu à la lumière des anticipations de notre avenir.* Si la lutte des classes chancelle une seule fois et n'augmente pas en puissance et en grandeur, comment Marx peut-il être sûr de la victoire inévitable du prolétariat et de l'abolition de toutes les classes qui doivent en être la conséquence? Aujourd'hui une lutte de classes furieuse peut faire rage, comme cela s'est vu souvent dans le passé ; demain c'est le calme social qui prédominera peut-être. La vision de la disparition finale des classes, la prophétie que l'égalité absolue s'établira et que nous aurons le royaume des cieux sur la terre, ne fera pas jaillir l'antagonisme, pas plus qu'elle ne suscitera un mouvement politique énergique. Seuls les résultats qui nous apparaissent comme prochains, à notre partie, pourront nous pousser à l'action et plus notre but est proche, plus grande est notre énergie. C'est pourquoi, quand nous construisons des théories sociales, nous devons toujours commencer par la fin, et adopter ou

1. « Ce n'est que dans certaines conditions sociales que la lutte de classes est le mobile de l'histoire; en dernière analyse il s'agit toujours d'une lutte contre la nature. » Kautsky, *Die historische lehrung von Karl Marx* (Berlin, 1908, p. 11).

maginer une thèse qui promette son accomplissement pour le plus proche moment possible. Pouvez-vous me montrer une théorie socialiste *populaire* qui promette de se réaliser dans quelques siècles d'ici ? Je n'en connais aucune, pour ma part. Avant que les transformations industrielles aient fait des progrès notables, Babeuf et Blanqui poussaient aux conspirations et aux révoltes violentes. Fourier et Considérant, Cabet, Owen, Thompson, Weitling et autres réclamaient l'organisation immédiate de sociétés communistes volontaires.

En avance dans le domaine philosophique, en retard dans l'industrialisme, les Allemands des années 40 croyaient au pouvoir des minorités instruites pour modeler et reconstruire la société parce que c'était là le seul secours immédiat que leur fournissait leur foi. La Russie radicale accueillit l'œuvre de Marx avec un rapide enthousiasme, mais dans les années 60 à 80, la Russie était un pays exclusivement agricole, sans aucune industrie, et par conséquent sans prolétariat industriel. Les socialistes russes proposèrent-ils alors d'attendre le développement d'une industrie capitaliste ? Nullement. Ils supprimèrent sans hésiter la thèse marxiste de l'interprétation économique de l'histoire. Ils expliquèrent que le stage capitaliste n'était nullement nécessaire en Russie et que la Russie pouvait tirer sa production socialisée de ses communautés paysannes, de ses mers<sup>1</sup> ». Tout ce qu'ils

1. V. Simkhovitch, *Feldgemeinschaft in Russland* (Iena, 1898, Préface).

demandaient, c'était d'être conduits et éclairés par de grandes personnalités ; les masses n'étaient que des matériaux passifs. Les doctrines du parti nommé *Narodniki*<sup>1</sup> étaient si profondément ancrées en Russie que le matérialisme historique de Marx, avec sa thèse de la lutte de classes, sa thèse de la concentration, etc., ne pouvait être d'aucune utilité tant que l'industrie russe n'aurait pas commencé à se développer à grands pas. Mais les théories de la *Narodniki* fondirent comme neige et le marxisme gagna tout le pays. La croyance aux grandes personnalités, aux héros, ouvrit le chemin à la foi dans le prolétariat, mais la subversion de la société capitaliste et l'avènement du nouveau régime social dans toute sa splendeur fut attendu, comme précédemment, pour un avenir immédiat. C'est la nature humaine !

Quelle assurance d'avenir contient une théorie qui professe à la fois que les classes sociales vivent en état de conflit aigu, et que ces luttes sont généralement suivies par une sorte de *modus vivandi* pacifique ? Cette théorie nous rapproche-t-elle de la terre promise ? Evidemment non. D'où cette affirmation désespérée de Marx que toute l'histoire n'est qu'une histoire de luttes de classes.

Impossible de nier la signification ni l'influence de la lutte de classes, mais réduire l'histoire à une simple lutte de classes, c'est ne donner

1. Simkhovitch « *Die Sozial-OEkonomischen Lehren der russischen Narodniki.* » (*Conrad's Jahrbücher*, 1897, vol. XIV. pp. 641-678.)

qu'une construction impossible<sup>1</sup>. Que faisons-nous, dans ce cas, des guerres de Napoléon, de l'unification de l'Allemagne, de la conquête de la Russie par les Tartares ? Pouvons-nous interpréter ces faits à la lumière de la lutte de classes ainsi que Bebel l'essaya pour le mouvement abolitionniste aux Etats-Unis et pour la guerre de Sécession<sup>2</sup> ? La découverte de l'imprimerie et son influence sur ce développement de la civilisation en Europe peut aussi revendiquer sa place dans l'histoire ; mais il faudrait un génie inventif plus grand que celui de Gutenberg même pour rattacher son invention à la doctrine de la lutte de classes.

Du fait que toute l'histoire passée atteste la subordination d'une classe à une autre, l'exploita-

1. L'auteur est en parfait accord avec la thèse de Tougan-Baranowsky. « On ne peut évidemment éliminer de l'histoire le fait de la lutte de classes ; on peut même dire que l'importance de ce facteur social a considérablement augmenté. Néanmoins aujourd'hui comme autrefois, l'histoire de l'humanité ne coïncide nullement avec celle des luttes de classes, et la thèse contraire de Marx et d'Engels peut être qualifiée de grossière erreur. » Tougan-Baranowsky, *Theoretische Grundlagen der Marxismus* (Leipzig, 1905, p. 129).

2. « ... Ainsi, voyez le grand mouvement abolitionniste aux Etats-Unis. Selon Bernstein, seuls des facteurs éthiques auraient agi dans la circonstance (*Rires*). On avait, à coup sûr, de la sympathie pour ces pauvres esclaves (*Rires*). Nous voyons que pour la bourgeoisie nord-américaine, il était utile de se débarrasser du travail servile et de débarrasser la route pour le développement du capitalisme moderne (*Très vrai !*). Des milliers de propriétaires d'esclaves furent dépouillés de leur propriété humaine. Au point de vue moral, c'est un simple vol. (*Rires prolongés*). » (*Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der sozialdemokratischen Partei Deutschlands abgehalten zu Hannover 1899*, p. 121).

tion d'une classe par une autre, Marx saute à cette conclusion que toute l'histoire n'est que l'histoire des luttes de classes. Mais l'exploitation de classes et la lutte de classes sont deux conceptions notablement différentes. Par exemple, nous lisons dans les *Lois de Manou* : « Le Brahme est le seigneur des castes... mourir pour servir la cause d'un Brahme est l'ultime bénédiction pour un paria... [Un Soutra] servirait un Brahme, soit pour mériter le ciel, soit pour obtenir à la fois le ciel et le bonheur... Et se consacrer uniquement au service du Brahme est l'occupation d'un Soutra, car s'il fait quelque chose d'autre, cela ne lui profite en rien... Les moyens d'existence doivent être assurés par le Brahme... Suivant les fonctions qu'il remplit... on lui donnera les reliefs de nourriture et les vieux vêtements, de même, on lui donnera le blé niellé, les denrées défraîchies... Le Soutra n'amassera pas de richesses, même s'il en est capable, car un Soutra riche fait injure aux Brahmes<sup>1</sup>. » Dans ce passage, comme dans d'autres textes de Manou, nous possédons une législation de classe, établie en vue de l'exploitation d'une autre classe, mais nous n'avions pas connaissance que l'histoire de l'Hindoustan fût une histoire de lutte de classes.

Tous nos rapports économiques sont formulés en lois. « Les règles du droit, comme l'observe Brooks Adams, sont établies par l'intérêt parti-

1. *Les Lois de Manou*, tr. angl. de Burnell, éd. par Hopkins, Londres, Trebner, 1884, Lecture X, art. 3, 62, 122-125, 129.

culier de la classe dominante, dans la mesure exacte où elle peut imposer sa volonté aux plus faibles<sup>1</sup> ». Mais les faibles ne sont jamais faibles numériquement ; ils sont faibles parce que, par suite de diverses raisons historiques, ils ne s'affirment pas eux-mêmes et parce qu'ils *ne luttent pas*. L'inertie lâche, la soumission d'une classe, la résignation sans résistance, sont des phénomènes tout aussi frappants que la lutte des classes. C'est ce fait qui conduit Loria à cette thèse exagérée<sup>2</sup> : « Ce ne sont pas, en général, les idées ni les croyances qui constituent le facteur déterminant de l'histoire, mais seulement les idées et croyances de la classe possédante. Il y avait bien des idées et des croyances dans le cerveau des esclaves, des serfs et des salariés, mais elles n'ont exercé aucun effet sur la marche de l'histoire, parce qu'elles ont toujours été refaites par celles des patriciens, des seigneurs féodaux et des capitalistes<sup>3</sup>. »

La seule explication que nous puissions donner de l'étonnante soumission de classe dans le passé, réside dans ce fait que la classe dirigeante était organisée. Son organisation était l'Etat, aussi pouvait-elle prévenir ou détruire toute organisation des classes exploitées ; elle

1. Melville M. Bigelow, *Centralization of the Law* (Lecture I) Brooks Adams *Nature of Law*. p. 45.

2. Loria oublie le fait que la classe dirigeante, dans ses idées, tient compte de celles des basses classes et cède à leur résistance possible.

3. Achille Loria, *Les fondements économiques de la Société*, p. 371 de l'éd. angl.

pouvait aussi dominer et tenir en respect la diffusion des opinions subversives de ses intérêts. La dernière, mais non la moindre observation, c'est que la classe exploitée était, le plus souvent, disséminée sur tout le pays en petits groupes et que ce seul fait opposait une difficulté pratiquement insurmontable à leur organisation, c'est-à-dire à la formation de leur puissance.

Marx lui-même était obligé de confesser la passivité des paysans allemands : « Les petits propriétaires libres, les tenanciers féodaux et les ouvriers agricoles n'encombrèrent pas beaucoup leur esprit de réflexions sur la politique, avant la Révolution... Il est tout à fait évident et démontré par l'histoire de tous les pays modernes que la population agricole, par suite de sa dispersion sur un large espace et de la difficulté de se réunir en masse, ne peut jamais tenir, avec chance de succès, un mouvement indépendant <sup>1</sup>. »

Mais c'en est assez pour l'histoire passée des luttes de classes, examinons maintenant ce que dit Marx de la lutte de classes dans le présent. D'après lui, elle s'est simplifiée et il réduit la lutte à deux adversaires : les capitalistes et les prolétaires. La ville fait loi pour la campagne ; la classe moyenne est en voie de disparition, chassée dans les rangs du prolétariat, et en même temps que les légions de ce prolétariat s'enflent sans cesse, la concentration du capital réduit

1. Karl Marx, *Révolution et Contre-Révolution, ou l'Allemagne en 1848* (Londres, 1904, pp. 10 et 11).

constamment le nombre des capitalistes. Ainsi la dernière des classes dirigeantes se précipite vers sa chute. Telles sont les affirmations très importantes, si elles sont vraies, par où débute Marx, et la première question qui se pose naturellement est celle-ci : sur quelles expériences positives de politique ces généralisations s'appuient-elles ?

Marx suivait avec soin le mouvement social en France, et nous possédons de lui deux importantes monographies sur le mouvement révolutionnaire français. Toutes deux constituent des efforts déterminés pour interpréter ce mouvement à la lumière de sa doctrine ; elles furent écrites en 1850 et 1851 ; il considérait comme un échec passager l'insuccès de la Révolution et il attendait pour un avenir immédiat l'écroulement du système capitaliste et la victoire au prolétariat.

Mais la société française ne se présentait pas à lui comme divisée seulement en deux classes ; nous voyons qu'il la traitait plutôt comme un composé de toute une série de classes. Tout d'abord, il nous informe que ce n'est pas la bourgeoisie française, mais seulement une de ses fractions, qui dominait sous Louis-Philippe : les magnats de la finance et les boursiers. La bourgeoisie industrielle (les manufacturiers) étaient dans l'opposition, la classe paysanne et la petite bourgeoisie (petits commerçants, etc.,) étaient exclues de toute participation aux affaires de l'Etat. Il nous dit aussi que les grands propriétaires fonciers, qui dominaient sous la monar-

chie de Juillet, étaient légitimistes, et par conséquent opposés au gouvernement orléaniste<sup>1</sup>. En fait, Marx énumère même plus de classes que celles qu'on rencontre dans l'opposition aux insurrections prolétariennes de juin, à Paris : « La république bourgeoise triomphait. A ses côtés, siégeaient l'aristocratie financière et la bourgeoisie industrielle ; la classe moyenne, les petits commerçants ; l'armée, la populace, organisée en garde mobile ; les capacités intellectuelles ; les domestiques et les ruraux<sup>2</sup>. » Y a-t-il une seule de ces classes dont la disparition soit survenue ? Ont-elles été poussées dans les rangs du prolétariat ? Nous avons montré, dans un précédent chapitre, que les revenus de la classe moyenne progressent dans tous les pays civilisés ; que la classe des paysans propriétaires et des fermiers se développe en force et en prospérité et que la thèse d'une diminution constante du nombre des capitalistes (un capitaliste en tue plusieurs) est une chimère<sup>3</sup>. Où se trouve la base de la thèse que la lutte de classes se réduit à un conflit entre capitalistes et prolétaires ? Peut-on même dire que la population industrielle des villes ne forme qu'une seule classe politique ? Marx lui-même distingue la populace (*Lumpenproletariat*) qui n'est pas encore révolutionnaire, mais qui au contraire constitue l'instrument toujours prêt d'un coup de

1. Marx, *Le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte*, p. 18.—*Die Klassenkämpfe in Frankreich* (Berlin 1895, p. 20).

2. Marx, *Le Dix-huit brumaire*, p. 10.

3. V. ch. IV et V.

force réactionnaire, le rempart de la contre-révolution. Mais comment distinguer cette populace réactionnaire du prolétariat authentique. Marx définit cette populace comme un ramas de gens sans aveu, de *lazzaroni* criminels, souteneurs, rebut et lie de toutes les classes<sup>1</sup>. Mais n'est-il pas remarquable que Marx ait noté cette distinction parmi les prolétaires comme un fait d'évidence, tandis que, selon son propre dire, le peuple ouvrier de Paris ne le faisait pas ? Ainsi ce peuple applaudissait la garde mobile (que Marx définit la populace organisée) reconnaissant en elle ses frères et ses amis qui avaient combattu sur les barricades de février<sup>2</sup>. Mais la question de savoir si Marx a tort ou raison dans sa manière de caractériser le prolétariat non révolutionnaire, ne fait pas de doute : il est une grande partie de la population dite proléttaire sur laquelle on ne peut compter pour livrer les batailles prolétariennes. Les intérêts personnels immédiats, d'une part, les idées traditionnelles et l'esprit national d'autre part, sont de puissants

1. « Ils appartiennent pour la plupart à cette populace qui, dans les grandes villes, constitue une classe totalement distincte du prolétariat industriel et qui se recrute parmi les coquins et les criminels de tous genres. Ses membres, qui vivent contre le gré de la société, n'ont pas d'occupations bien définies, paresseux, gens sans foi et sans aveu, aussi divers que la structure de la nation à laquelle ils appartiennent, et toujours *lazzaroni*. » Marx, *Die Klassenkämpfe in Frankreich*, pp. 33-34.

2. « Pour résister au prolétariat de Paris, on choisit dans son propre sein une armée de 24.000 jeunes gens, vigoureux, décidés à tout. Cette garde mobile était applaudie par la masse du peuple qui reconnaissait en eux les héros des barricades. » (*Ibid.*, p. 34.)

facteurs contre l'esprit de classe, surtout quand ce dernier réclame des sacrifices personnels.

En nous appuyant sur la propre histoire des luttes françaises de 1848 et de l'avènement de Louis Bonaparte, qu'écrivit Marx, nous aboutissons à cette conclusion d'une évidence frappante et banale que, si une classe pousse ses intérêts propres au point de mettre en péril ceux des autres classes, celles-ci laisseront momentanément de côté leurs divergences pour renverser la classe agressive. Louis-Philippe et l'aristocratie financière agirent de telle sorte qu'ils exaspérèrent non seulement la classe ouvrière, mais encore qu'ils menacèrent les intérêts des industriels, des négociants, du petit commerce, des propriétaires fonciers, si bien que ces diverses classes s'unirent pour collaborer au succès de la Révolution de Février<sup>1</sup>.

Le triomphe de Louis Bonaparte est attribué par Marx aux paysans : « C'était une réaction de la classe paysanne qui s'était attendue à payer les frais de la Révolution de Février<sup>2</sup>. » « Le

1. « Le gouvernement provisoire né des barricades de février reflétait nécessairement dans sa composition les divers partis qui avaient contribué à la victoire. Il ne pouvait être qu'un compromis entre les différentes classes qui avaient renversé ensemble le trône en juillet, mais dont les intérêts n'en restaient pas moins antagonistes. La grande majorité de ses membres consistait en représentants de la bourgeoisie. La petite bourgeoisie républicaine était représentée par Ledru-Rollin et Flocon, la bourgeoisie républicaine par les écrivains du *National*, l'opposition dynastique par Crémieux, Dupont de l'Eure, etc. ; la classe ouvrière n'avait que deux représentants : Louis Blanc et Albert. » (*Ibid.*, pp. 24-25.)

2. Marx, *Le Dix-huit Brumaire*, p. 17.

gouvernement français ne pouvait rester en suspens. Bonaparte représente une classe économique, de beaucoup la plus nombreuse dans la société française, celle des propriétaires paysans<sup>1</sup>. » Et cette classe si nombreuse est considérée par Marx comme le représentant de la barbarie au milieu même de la civilisation<sup>2</sup>. En réalité, ce ne fut pas la classe paysanne seule qui tendit la couronne à Louis Bonaparte; d'après Marx, il fut pour diverses raisons le favori de tous les partis; Louis était « le chef de la populace<sup>3</sup> ». L'aristocratie de la finance saluait chaque victoire de Louis Bonaparte sur le Parlement comme une « victoire de l'ordre » et elle le reconnaissait comme le gardien de l'ordre sur toutes les Bourses de l'Europe<sup>4</sup>. La masse de la bourgeoisie désirait la protection d'un gouvernement fort et indépendant, afin de pouvoir « se livrer à ses affaires personnelles en toute sécurité<sup>5</sup> ». Les intérêts industriels ou-

1. *Ibid.*, p. 70.

2. « Le 10 décembre 1848 fut le jour de l'insurrection paysanne et de ce jour commence la « Révolution de Février » des paysans français. Ce qui marqua leurs débuts dans l'action révolutionnaire, ce fut une expression de grossière habileté, de crapuleuse naïveté, de stupide, sublime et pourtant voulue superstition. Ce fut un pathétique burlesque, un anachronisme, œuvre à la fois du génie et de la stupidité, une fourberie de la plus grande importance, un hiéroglyphe indéchiffrable pour un esprit civilisé. Ce mouvement marquait à ne pas s'y méprendre et caractérisait une classe qui représentait la barbarie au sein même de la civilisation. » Marx, *Die Klassenkämpfe in Frankreich*, pp. 50-51.

3. Marx, *Le Dix-huit Brumaire*, p. 41.

4. *Ibid.*, p. 58.

5. *Ibid.*, p. 60.

blaient leur antagonisme avec les intérêts des gens de bourse. « Qu'est-ce qu'une diminution des profits au bénéfice des financiers, en regard de l'abolition de ces mêmes profits par le prolétariat<sup>1</sup> ? » Finalement, toute la bourgeoisie, dans cette indicible et bruyante confusion de fusion, révision, prorogation, constitution, conspiration, coalition, émigration, usurpation et révolution, démolit sa république parlementaire : « Plutôt une fin épouvantable, qu'une épouvante sans fin<sup>2</sup> ! » Ainsi finit la deuxième République, montrant une remarquable solidarité de classes en face d'une menace, réelle ou imaginaire, de désorganisation économique.

Mais la Révolution de 1848 et le coup d'Etat de Bonaparte appartiennent au passé. Qu'en est-il du présent? Le prolétariat industriel s'est augmenté sans nul doute, mais il possède une certaine connaissance politique des autres classes. Comme nous l'avons déjà vu, la classe moyenne et paysanne n'a nullement été éliminée ; les magnats capitalistes, au lieu de devenir moins nombreux, se sont multipliés et ce, relativement plus vite que le prolétariat. Marx escomptait une aggravation croissante de la lutte de classes à raison de l'accroissement de la misère. Dans une précédente partie de cette étude, nous avons démontré de façon concluante, croyons-nous, que la situation des classes ouvrières s'était améliorée considérablement au cours de ces soixante dernières années. Ainsi la prophétie

1. Marx, *Die Klassenkämpfe in Frankreich*, p. 84.

2. Marx, *Le Dix-huit Brumaire*, p. 62.

de Marx ne s'est accomplie en aucun point.

Le gouvernement représentatif basé sur le suffrage universel a modifié le caractère des soi-disant luttes de classes ; elle en a augmenté l'ampleur, mais diminué l'intensité. Elle les a dépouillées de ce caractère âpre et révolutionnaire qui se montrait si frappant dans les luttes de classes du passé. Il est raisonnable qu'il en ait été ainsi. Toute loi réglementant des questions privées affecte de nombreux intérêts. Quand le pouvoir législatif était aux mains des classes privilégiées, et que les autres étaient exclues du pouvoir, ces dernières ne pouvaient que s'exprimer incomplètement si ce n'est même nullement. Lorsque, par exemple, la lutte politique des intérêts était limitée aux classes détentrices du sol et de l'argent, les intérêts des paysans et de la population ouvrière des villes ne trouvaient pas leur expression, les classes dominantes dansaient sur eux ; mais elles dansaient sur un volcan. Dès le moment où les classes asservies furent à même de s'organiser, leur pouvoir devint dangereux pour l'existence même de l'Etat, parce que dans l'Etat elles voyaient un ennemi, représenté par les lois, armes de l'adversaire. La seule chance de salut pour l'Etat consistait dans le caractère irrationnel de la révolte. Prenons, par exemple, la Russie. Il n'y existait pas de lutte de classe paysanne avant 1905, mais l'amertume s'y montrait. A peine l'Etat venait-il d'être compromis et désorganisé par la guerre contre le Japon, que ces paysans incendiaient des propriétés, pour une valeur de 29 millions.

En octobre, le Conseil des délégués du travail dominait à Pétersbourg. Tous les députés et paysans ouvriers de la Douma demandaient l'expropriation de la noblesse, sans aucune indemnité, même de la part de l'Etat. Ces demandes et d'autres semblables amenèrent la défaite de la Révolution et la restauration du gouvernement tsariste.

Dans les gouvernements représentatifs modernes, toute proposition d'impôt ou de loi est discutée par les intérêts qu'elle risque d'affecter. Ces débats peuvent recevoir le nom de luttes de classes, mais ce sont des luttes d'un caractère bien spécial. Elles ne présentent rien de révolutionnaire et ne sont pas poussées au point de menacer tous les autres intérêts; au cours de leur déroulement, se développe peu à peu une appréciation des divers intérêts en présence et de leur pouvoir respectif réel. Ce qu'on reconnaît comme nécessaire *à posteriori* acquiert bientôt une valeur *à priori*; les hommes combattent, mais comme des citoyens qui reconnaissent la supériorité des intérêts de la collectivité du pays, sur leurs intérêts particuliers. Ainsi se développe un patriotisme plus large — le patriotisme d'une véritable démocratie. Tout cela s'est trouvé fort bien expliqué par l'ami et l'exécuteur testamentaire de la pensée de Marx et Engels, Edouard Bernstein, qui ne possède assurément, pour reconnaître la disparition de la lutte de classes et la formation d'un esprit social plus noble et plus désintéressé, d'autres raisons que sa propre expérience, son observa-

tion des tendances et des faits politiques au cours de sa longue et honorable carrière politique<sup>1</sup>.

Nous parlons en ce moment du développement de la paix et de l'esprit solidariste sur terre, mais nous remarquerons que dans ce pays de

1. « En examinant cette conception « historique » de Kautsky, j'oserais faire cette remarque, d'ordre « commercial » que l'homme possède deux âmes, c'est-à-dire une comptabilité morale en partie double. Il se trouve comme individu dans une société moderne, ou comme membre d'un groupe ou d'une classe, plus ou moins en opposition avec la collectivité, à laquelle personne ne peut se dire étranger, pas même l'ouvrier, tant y a que son bien ultime coïncide avec celui de la collectivité. Mais chaque individu est en même temps un *citoyen* — car l'Etat moderne ne reconnaît plus de classes fixes — et comme tel, il accroît les intérêts de la *nation*, même s'il s'arrange pour vivre aux dépens d'une autre classe que la sienne. Les intérêts antagonistes des classes l'évinceront en partie sur le champ de bataille de la concurrence économique (qui comprend la lutte syndicale), en partie — et ceci à un degré de plus en plus grand — dans la législation. Du combat des intérêts de classe, l'intérêt collectif se détachera lentement et plus l'intérêt prédomine, plus on obtient une société démocratique. Avec les progrès de la démocratie la lutte de classes doit prendre peu à peu un aspect très différent de celui qu'elle offre dans un Etat où domine une classe de privilégiés. Là encore il y aura luttes, mais elles se manifesteront par des discours, par la presse, par les élections et tous les partis qui abordent le suffrage de la démocratie doivent payer tribut aux intérêts *collectifs*. Tout cela ne se passera pas évidemment sans quelque hypocrisie, mais dans ce cas, l'hypocrisie est vraiment le tribut que l'égoïsme de classe fait à l'intérêt collectif et qui suffit souvent à lui faire grincer des dents. Mais, bon gré, mal gré, le résultat dernier reste le même : *l'intérêt de classe cédera le passage et l'intérêt collectif étendra son pouvoir*. Le pouvoir législatif croîtra plus fortement dans son opposition au conflit des forces économiques, en même temps qu'il régira des matières autrefois entièrement abandonnées à l'aveugle décision des luttes d'intérêts privés. » Bernstein, *Sozialistische Controversen* (Berlin, 1904, pp. 68-69).

justice, les luttes de classes font rage plus que jamais. On nous demandera si la comparaison de la chronique contemporaine avec l'histoire du passé ne justifie pas Marx et la doctrine socialiste. La lutte de classes s'est fait jour même dans la littérature américaine, dans l'art et la poésie. N'est-ce pas notre vie sociale qui se trouve dépeinte dans ces vers de William Vaughan Moody :

C'est des opprimés et des humbles  
 Que je veux conter les joies et les peines  
 Ils auront faim de vanités jusqu'à ce qu'ils soient ras-  
 sasiés.  
 La rage soufflera sur le peuple, une affreuse jalouse-  
 l'étreindra  
 Le sang des frères appellera les frères à la vengeance,  
 Sous le ciel vide et mort !

De ces discussions, deux idées se dégagent. La première, c'est que les luttes de classes caractérisent la vie présente de l'Amérique et n'ont pas marqué son passé ; la seconde, c'est que la lutte de classes du prolétariat industriel s'est accrue en étendue, en puissance, en aiguë ainsi qu'en signification politique.

Si par luttes de classes, nous entendons les faits de frottement entre les divers intérêts, sans doute elles ont augmenté d'étendue. Il est tout naturel que, dans un pays qui se développe rapidement, il y ait moins de place pour avoir les coudées franches. Mais se figurer qu'un tel frottement d'intérêts n'a pas existé dès autrefois dans

ce pays, c'est pure illusion d'optique. Notre point de vue s'est modifié. Actuellement, nous inclinons de plus en plus à considérer la politique et l'histoire d'un point de vue économique et social, ce qui a pour résultat de nous faire apercevoir ce que nous recherchons — des luttes entre les divers intérêts économiques. Notre croyance à l'intensification des luttes de classes est due dans une large mesure au point de vue plus réaliste et plus pratique auquel se place notre science politique.

La seconde thèse, à savoir que la classe proléttaire croît en force et en conscience de classe et marche ainsi vers sa victoire, je me vois forcé de la nier complètement.

La lutte de classes et la lutte de la classe proléttaire au sens marxiste sont deux conceptions bien différentes. Une lutte des intérêts agricoles contre les intérêts manufacturiers est une lutte de classes. Cependant, elle ne mène pas à la victoire du prolétariat, ni à l'avènement du socialisme. La seule lutte consciente de classes possédant une signification importante aux yeux du marxisme, est celle du prolétariat industriel, or nulle part cette classe n'est plus faible et ne possède de chances de développement plus lentes que dans ces mêmes Etats-Unis. Il y en a plusieurs raisons.

D'abord, le courant continu d'immigrants de races, croyances et langues multiples retarde nécessairement la formation d'une solidarité de classes. Les radicaux de jadis échouèrent dans leur gigantesque mouvement à cause de la con-

fusion des langues et la tour de Babel demeura inachevée. Les radicaux d'aujourd'hui ne peuvent même pas commencer à édifier la leur ; leur foule est trop bigarrée, la diversité de leurs éléments composants trop grande ; ce qu'ils ont en commun, c'est la confusion, non la solidarité.

Deuxièmement, notre organisation industrielle moderne est de telle nature qu'elle ruine la conscience de classe prolétarienne. John R. Commons s'exprime admirablement dans l'article qu'il consacre à ce sujet. Le progrès, à la vitesse dont son niveau s'élève, présente de riches possibilités, par comparaison avec les formes anciennes basées sur la technique. Avec les anciennes formes, les ouvriers entraient dans les métiers qualifiés par de différentes manières d'apprentissage et chaque métier se trouvait étroitement délimité. Avec les formes nouvelles, les ouvriers commencent presque tous au plus bas degré de l'échelle et montent jusqu'au sommet par des échelons faciles et gradués. L'ouvrier ambitieux avance rapidement et, à chaque pas, le taux de son salaire augmente et son travail devient plus aisé. Mais il reste toujours partie d'un tout et ses gains dépendent des efforts de ceux qui sont au-dessous de lui. Quand il parvient à prendre la tête de son groupe, il a le double gain d'un homme qui reçoit un salaire comme ouvrier et qui touche des profits sur ses compagnons de travail. Il commence à être rétribué à la fois pour son travail et pour le travail qu'il fait rendre aux autres. Généralement il se trouve que les entraîneurs d'une équipe sont payés d'une

manière disproportionnée avec l'habileté qu'ils sont supposés posséder. La différence constitue la rétribution, non de leur habileté technique, mais de leur dévouement. Ils maintiennent leurs compagnons au point de rendement le plus élevé et jamais on ne leur donne satisfaction complète. Leur élévation n'est pas le simple résultat de leur agitation, c'est une manière de couvrir l'agitation des autres. Mais il y a encore un stade plus haut d'élévation pour eux, quand ils deviennent contremaîtres, surveillants ou directeurs. Alors ils cessent le travail manuel et assument une tâche nouvelle. Ils reçoivent un salaire, souvent même une ristourne ou une part des profits qui dépend de l'ascendant qu'ils savent prendre sur le travail de leurs anciens compagnons. Il se trouve ainsi qu'un sage mécanisme d'avancement devient une branche distincte de la psychologie industrielle. Si on l'organise scientifiquement, comme c'est le cas dans les grandes sociétés, il provoque une évaporation continue du sentiment de classe. J'ai souvent rencontré des hommes dont le socialisme ardent et le syndicalisme convaincu se volatilisaient sous l'action de ce système d'avancement<sup>1</sup>. Ce système de promotion d'une classe à une autre est fatal pour l'organisation d'un prolétariat dans notre société démocratique parce qu'il tend à dépouiller les couches inférieures de leurs meneurs les plus capables. En même temps, il in-

1. J. R. Commons « Class conflict in America » in the *American Journal of Sociology* (vol. XIII, Chicago, 1908, pp. 760-761).

fuse des forces et des intelligences fraîches dans cette classe qui, d'après la théorie socialiste, est destinée à disparaître.

Dans le troisième volume de son *Capital*, Marx se montre à demi-conscient de cette situation. Parlant du crédit, il montre que le crédit permet à un homme dépourvu de capital d'agir comme un capitaliste. Et il remarque qu'une classe qui sait accueillir promptement dans ses rangs les hommes les plus capables des couches inférieures rend sa puissance plus solide et plus dangereuse aussi<sup>1</sup>. C'est évidemment exact ; il est non moins vrai que nulle part on ne trouve plus largement offertes les bonnes occasions, ni une classe capitaliste plus disposée à bien accueillir les gens d'avenir et de valeur, qu'aux Etats-Unis. Ces conditions sont fatales au mouvement prolétarien. Là où il n'existe aucun préjugé contre un homme parce qu'il a commencé comme ouvrier, on ne peut pas s'attendre à ce que l'ex-ouvrier se solidarise avec la classe d'où il est parvenu à émerger. Son avis, c'est : Faites comme moi, et son exemple sert d'encouragement.

Dans de telles conditions le mouvement prolétarien est acculé à un dilemme spécial. L'homme capable de devenir un meneur et un organisateur du prolétariat n'est déjà plus lui-même un prolétaire. Ses capacités l'élèvent à la classe supérieure ; virtuellement il lui appar-

1. Marx, Le *Capital* (vol. III, 1<sup>re</sup> partie, Hambourg, 1894, p. 140).

tient déjà. Il est capable de devenir avec succès directeur d'une usine, il peut, au bout d'un certain temps, rejoindre la classe capitaliste. Peut-il exister, dans son pays, un préjugé assez enraciné contre le succès personnel et matériel pour empêcher un homme de réussir économiquement et socialement? Si le travail aux Etats-Unis n'est pas content d'être dirigé par des hommes incapables, il faut qu'il se trouve des hommes poussés par des motifs plus idéaux, et disposés à consentir des sacrifices plus grands que le sentiment général de son pays ne l'autorise à en attendre.

Mais on nous dira qu'il existe des résultats probants et que le trade-unionisme est en progrès. Cette affirmation soulève en même temps la question de savoir si le trade-unionisme est un mouvement prolétarien. On ne peut la discuter en quelques pages, mais on peut en examiner quelques points. Le but du trade-unionisme est d'améliorer les conditions des salariés ; le but du socialisme est d'abolir le salariat. Le marxisme attend la révolte prolétarienne de l'accroissement même de sa misère ; il ne peut attendre une révolte si les conditions de l'existence ouvrière s'améliorent. Le marxisme ressemble au trade-unionisme en ce que ce dernier cherche aussi à organiser les salariés et les entraîner dans des luttes de classes partielles et locales. Il diffère du marxisme par son exclusivisme, par son refus de s'intéresser à plus qu'une fraction réduite de la classe prolétarienne. Récemment le *programme d'Erfurt*, de

Kautsky fut traduit en anglais sous ce titre : *La lutte de classes*. On y lisait : « Les politiciens avisés et les grands industriels n'ont pas tardé à tirer un avantage de cette circonstance. Aujourd'hui, le pire ennemi de la classe ouvrière, ce n'est pas l'homme d'Etat stupidement réactionnaire, qui compte sur des mesures de répression ouverte pour dompter le mouvement prolétarien. Ses pires ennemis ce sont les amis qui encouragent les syndicats puissants et qui essaient ainsi de séparer nettement les ouvriers des métiers qualifiés du reste de leur classe. Ils essaient de tourner la fraction la plus productive de l'armée proléttaire contre la grande masse, contre ceux que leur situation d'ouvriers non qualifiés rend les moins aptes à se défendre<sup>1</sup>. Les tendances respectives du socialisme et du syndicalisme américains sont si divergentes qu'il existe entre eux une sympathie très réduite.

D'ailleurs, les visées du syndicalisme ni sa doctrine même ne sont pas toutes encouragées dans ce pays. Il y a rencontré et y rencontre encore de grandes difficultés. Commons écrit, dans l'article précité : « Sur six millions de travailleurs, deux millions peut-être sont groupés en syndicats. Mais ces unions ont disparu pratiquement dans les trusts et sont en voie de disparition dans les firmes assez vastes pour spécialiser minutieusement leur travail. Les travailleurs organisés se trouvent dans les petites

1. Kautsky, *La lutte de classes*, p. 102. La traduction anglaise diffère du texte allemand (2<sup>e</sup> éd. Stuttgart, 1892) où le passage cité se trouve à la page 213.

entreprises, comme les professions du bâtiment ou dans ces professions qui sont à la lisière des trusts ; dans les chemins de fer, où la capacité professionnelle et la responsabilité n'ont pas encore disparu devant la division du travail ; dans les mines où les briseurs de grève ne peuvent être employés ; sur les docks et autres places où ils ont une sorte de position stratégique. Tandis que le nombre des ouvriers organisés manifeste un progrès dans ces directions, il accuse un recul dans les autres. C'est dans ces industries organisées que les conflits de classes apparaissent et que leurs caractères s'accusent le plus vivement. C'est là que les syndicats patronaux se montrent exclusifs et luttent pour obtenir des moyens patrons ce que le trust réalise à lui tout seul. Mais la plupart de ces unions ne sont pas des organisations de classe ; ce sont des unions commerciales ou des formations de combat<sup>1</sup>. »

Nous sommes forcés de conclure que le mouvement de classe prolétarien dans ce pays est vraiment négligeable. Dans tous les conflits de classes qui se produisent, le capital remporte des victoires signalées. Les victoires de la richesse organisée ont été si complètes, que ce que le capital affronte, aujourd'hui, c'est une coalition de tous les petits intérêts groupés sous le nom de démocratie.

Nous savons tous que la Constitution, telle que les Cours suprêmes l'interprètent, a donné

1. J.-R. Commons, *article cité*, p. 759.

au capital une forte position. Le quatorzième amendement, inspiré par l'intérêt des nègres, protège le capital contre ce qu'il appelle une « législation de classe ». Dans l'opinion de beaucoup d'Américains, la position constitutionnelle du capital est imprenable et la souveraineté de l'Etat s'en trouve même atteinte, mais s'il en est ainsi, ce n'est vrai que du point de vue statique seulement. Or la vie sociale n'est rien moins que statique. Aussi ne puis-je partager l'avis exprimé par le président Hadley que « la division fondamentale des pouvoirs dans la Constitution des Etats-Unis est faite entre les électeurs d'une part, et les possédants d'autre part<sup>1</sup> ». Au bout d'un certain temps, la constitution d'un pays finit toujours par signifier exactement ce que veulent lui faire dire les électeurs. En général, ces électeurs représentent des intérêts différents et les conflits sont inévitables ; mais ils tendent à un résultat démocratique, c'est-à-dire à une juste balance entre les intérêts.

« Des vagues viennent du large — de la mer vers la terre et refluent de la terre à la mer — tout un entrecroisement de courants profonds — tourne autour d'elles, avec une force en courroux. — Ici c'est la désolation qui flamboie — étincelante comme l'éclair. — Et voici Seigneur, que tes messagers annoncent — le grand mouvement de Ton Jour<sup>2</sup> ! »

1. Hadley, « The Constitutional position of property in America » (in *The Independent*, 16 avril 1908).

2. Faust, *Prologue dans le ciel*.

## CHAPITRE X

### *LA THÉORIE DES CRISES*

Sur la carte marxiste de la vie, tous les chemins et tous les carrefours conduisent à la grande révolution sociale ; tous les fleuves et tous les courants sont précipités vers une immense cata-racte, vers le cataclysme de l'ordre socialiste et de la société. Dans ses prévisions Marx ne nous laissait pas la moindre chance de salut. Sous quelque angle que nous considérions l'avenir, notre soumission était ordonnée d'avance. La concentration de l'industrie et de l'agriculture, la socialisation de toute la production, l'accumulation de toutes les richesses et du capital dans les mains d'une minorité, la disparition de la classe moyenne, l'antagonisme continûment croissant des deux classes restant en présence, la paupérisation progressive du prolétariat et l'approche rapide d'une lutte à mort entre le travail et le capital ; les légions innombrables du prolétariat et le nombre décroissant des magnats capitalistes, toutes ces tendances rendaient le socialisme inévitable. Il semblait que ce raisonnement ne présente ni

brèche ni défaut ; chaque maillon de la chaîne était forgé solidement ; et, avec la foi que Marx mettait dans les tendances décrites par lui, il semblait que la révolution sociale et le triomphe complet du socialisme étaient également assurés.

Cependant, indépendamment de ces tendances, des germes de corruption étaient en train de désagréger notre édifice social ; les murailles de notre société étaient chancelantes et elles devaient tomber et s'écrouler avant qu'une nouvelle vie ne soit prête à jaillir de leurs ruines. Qu'on me permette de citer encore le *Manifeste Communiste*.

« La société bourgeoise moderne, qui a mis en œuvre de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a invoquées... Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise... Dans ces crises, une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé un paradoxe, s'abat sur la société,—l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement rejetée dans un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, qu'une guerre d'extermination lui coupent tous les moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent annihilés. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement des conditions de

la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces conditions qui se tournent en entraves... Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'une part, par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus parfaite des anciens. C'est-à-dire qu'elle prépare des crises plus générales et plus formidables et diminue les moyens de les prévenir<sup>1.</sup> »

L'anarchie de la production dans notre système compétitif doit nécessairement détruire le système tout entier. Engels nous a dépeint avec une vivacité frappante, dans ses premiers ouvrages aussi bien que dans ses derniers, cette rébellion des forces productives contre les formes de la production. C'est une idée qu'il avait reçue de Fourier ou de Saint-Simon, dont les esprits géniaux anticipaient sa théorie en maints détails<sup>2.</sup> Mais, quelle que puisse être la genèse de la théorie des crises, ce fait reste acquis, que, dès 1844 et 1845, aussi bien dans son ouvrage sur la *situation des classes ouvrières en Angleterre* que dans ses discours et conférences sur

1. *Manifeste Communiste*, trad. Lafargue, p. 302-303-304.

2. Les deux côtés de la doctrine, surproduction et sous-consommation, la conquête de marchés nouveaux pour empêcher une dépression commerciale ; l'ampleur croissante de chaque crise nouvelle, toutes ces idées avaient déjà été mises en lumière vers 1820 par un des économistes les plus profonds et les plus méconnus, Sismondi (Cf. ses *Nouveaux principes*, etc., pp. 329, 361, 372).

le communisme à Elberfeld, Engels décrivait la course de l'industrie compétitive qui tend invariablement et inévitablement aux crises de surproduction. Le manufacturier, déclarait Engels en 1845, ne connaît pas le consommateur ou ses besoins ; il fabrique sans savoir où ses produits seront transportés et il ignore quelles quantités de produits semblables fabriquent ses concurrents étrangers pour le même marché ; il fabrique à l'aveuglette et sa seule consolation, c'est que ses concurrents ne sont pas mieux informés et en sont réduits à suivre le même procédé<sup>1</sup>. Le résultat évident d'une pareille anarchie dans la production ne peut être que la surproduction et les crises commerciales. Avec le développement de la grande industrie, l'ampleur de ces crises et la misère des chômeurs vont en augmentant. De même qu'une production sans plan arrêté conduit aux crises, de même, et avec une égale certitude, l'organisation capitaliste existante conduit à la révolution sociale. C'est aussi certain qu'une déduction mathématique tirée de principes axiomatiques<sup>2</sup>.

1. Discours d'Engels à Elberfeld, reproduit dans *Rheinische Jahrbücher für gesellschaftliche Reform* (H. Puttmann Darmstadt, 1845, vol. I, pp. 47-48).

2. « Vous voyez donc, Messieurs, que ce que je vous ai exposé en débutant comme un principe général, vaut également dans les cas particuliers, surtout en ce qui concerne la compétition, où il nous montre que la conséquence inévitable de nos conditions actuelles d'existence sociale sont, à travers toutes les circonstances et par tous les côtés à la fois, à la *révolution sociale*. Avec une certitude pareille à celle qui nous permet de déduire de prémisses mathématiques une équation

Dans l'*Anti Dühring* de Engels (réimprimé en français sous le titre *Socialisme, philosophie, économie politique*) ces vues sont ainsi exposées : « L'énorme force d'expansion de l'industrie moderne, en comparaison de quoi celle du gaz n'est qu'un jeu d'enfant, nous apparaît comme une nécessité de l'expansion, à la fois qualitative et quantitative, qui se rit de toute résistance. Cette résistance est fournie par la consommation, par les ventes, par les marchés des produits de l'industrie moderne. Mais la capacité d'extension en développement comme en force d'absorption, des marchés, obéit d'abord à des lois très différentes et qui n'agissent qu'avec une force beaucoup moindre. L'extension des marchés ne pouvant se mettre au même pas que celle de la production, les conflits deviennent périodiques<sup>1</sup>. » Nous avons là un exposé théorique précis de la conception des crises de Marx et Engels, et c'est cette théorie que nous trouvons dans le *Capital* de Marx. Les crises de surproduction ne sont pas seulement les « pléthores » de Fourier<sup>2</sup>, elles manifestent encore le vice fondamental de la production capitaliste. La production capitaliste est forcée de s'étendre plus vite que

nouvelle, nous pouvons des conditions économiques actuelles et des principes de l'économie politique, déduire la menace d'une révolution sociale. » *Ibid.*, pp. 78-79.

1. Engels, *Socialisme, philosophie, économie politique* (p. 41 de l'éd. angl.).

2. Engels écrit : « Le caractère de ces ordres est si clairement marqué que Fourier les décrit exactement, quand il nous expose son idée des « crises pléthoriques », crises de surproduction » *Ibid.* (p. 42).

la répartition capitaliste ne permet à la consommation de le faire, et la disproportion s'accroît constamment par le fait de l'augmentation continue de la production du travail humain. D'où la surproduction et la liquidation qui en résulte, à savoir un cycle industriel qui se termine là où il avait commencé, dans le précipice d'une crise commerciale. Pour voir quelle place fondamentale cette conception tenait dans l'esprit de Marx, il suffit d'examiner sa théorie des salaires et de l'armée de réserve du travail. L'expansion et la contraction de la production sont supposées constituer les traits caractéristiques de la production capitaliste.

Ce fut une question vivement discutée que celle de savoir si la théorie marxiste des crises était ou non identique à la thèse de Rodbertus<sup>1</sup>

1. « C'est une simple tautologie de dire que les crises sont dues au manque de consommateurs capables de payer ce dont ils ont besoin, ou d'une consommation riche. Le système capitaliste ignore les consommations gratuites, exception faite de ce qui est distribué par charité, ou dérobé par les voleurs. Qu'il y ait des marchandises invendables, cela veut dire simplement qu'il n'y a pas d'acheteurs pour les payer, c'est-à-dire pas de consommateurs. ... Mais si on désire prêter à cette tautologie l'apparence d'une pensée profonde, en disant que la classe ouvrière ne récupère qu'une trop faible partie de ce qu'elle produit et que le mal des crises sera dissipé quand cette classe recevra une part de produit plus grande et des salaires plus élevés, il suffit de faire remarquer que, toujours, les crises se produisent aux époques où, sans contredit, les salaires sont en progrès et où la classe ouvrière retient réellement une plus grande part des biens destinés à la consommation générale. Cette période devrait au contraire évincer les crises — si on adopte le point de vue de ces Messieurs qui se targuent tant de leur bon sens! Il semble donc que la production capitaliste renferme des conditions indépendantes de tout but bienfaisant ou nuisible et

de la sous-consommation. A cet égard le second et le troisième volume du *Capital* présentent quelques contradictions. Alors que le second volume tourne en ridicule les théoriciens de la sous-consommation et les adeptes de Rodbertus, le troisième nous présente, comme la raison fondamentale de toute les crises, la consommation, limitée sous la pression de la misère des masses et la tendance du capitalisme à développer ses forces productives comme si la capacité de consommation était illimitée<sup>1</sup>.

Bernstein<sup>2</sup> essaie d'expliquer la différence entre ces deux exposés par le temps qui les sépara, par l'intervalle de trente à quarante ans entre la composition des second et troisième volumes du *Capital*. Mais il a oublié de remarquer une note du second volume qui contient prat-

que la prospérité relative de la classe ouvrière ne peut favoriser que temporairement ces conditions et qu'elle est, toujours et à coup sûr, quand elle se produit, le prodrome d'une crise. » *Ad notam für etwaige Anhänger der Rodbertuschen krisentheorie. F. Engels.) Marx, Das kapital (vol. II, éd. Hambourg, 1893, pp. 385-386).*

1. « Mais dans l'état présent des choses, la reproduction du capital investi dans la production dépend assez peu du pouvoir de consommation des classes improductives ; quant au pouvoir de consommation des classes ouvrières, il est entravé en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'il ne peut se développer qu'autant que la classe capitaliste trouve son profit à occuper les ouvriers. La cause ultime de toute crise réelle reste toujours la pauvreté et la consommation réduite des masses, se développant parallèlement à la tendance de la production capitaliste qui la pousse à développer ses forces productives de telle façon que seul un pouvoir absolu de la consommation dans la société entière les limiterait. » (Marx, *Capital*, III, p. 568).

2. Bernstein, *Evolutionary socialism* (New-York, 1909, p. 75).

quement la même thèse que celle que nous avons citée plus haut, d'après le troisième<sup>1</sup>. Dans la mesure où la pensée de Marx contient une contradiction, elle la présentait déjà dans ces deux exposés du second volume. Cependant si nous attribuons une valeur illégitime à des exposés erronés ou inadéquats présentés par Marx, nous n'arriverons pas à comprendre son idée centrale, qui est aussi claire qu'évidente: l'antithèse entre les forces d'expansion presque illimitées de la production et le pouvoir restreint de la consommation. Une répartition des richesses inégale, la pauvreté et le pouvoir limité de la consommation furent tout aussi accusés dans les temps passés qu'au cours de l'ère capitaliste. Ce qui caractérise la production capitaliste, c'est le développement tout à fait disproportionné des forces productives ainsi que l'accumulation du capital qui aspire sans cesse à de nouveaux accroissements et qui, pour cette raison, refuse de rester oisif. D'où la surproduction constamment croissante, qui devient nécessairement incurable et chronique, et qui tend au cataclysme de notre mode présent de production. C'est un exemple

1. « Les périodes dans lesquelles la production capitaliste déploie sa pleine capacité, apparaissent régulièrement comme des périodes de surproduction, parce que les forces productives ne peuvent fonctionner sans produire plus de valeurs qu'on ne peut en vendre et en réaliser. La vente des produits, la réalisation des capitaux investis en eux, c'est-à-dire la réalisation de la plus-value se trouve limitée non pas par les besoins de l'ensemble de la société, mais par les besoins d'une société dont la plus grande partie est toujours et doit toujours rester pauvre. » Marx, *le Capital*, II, p. 289.

frappant de la dialectique révolutionnaire de Marx, « qui implique dans sa thèse une reconnaissance affirmative de l'état de choses existant en même temps que la négation de cet état, de son inévitable subversion ; c'est qu'elle considère toute forme sociale, historiquement, comme en perpétuel mouvement et que, par conséquent, elle tient compte de son caractère évolutif, non moins que de son existence actuelle ; c'est qu'elle ne se laisse dominer par rien et qu'elle est essentiellement critique et révolutionnaire.

Les contradictions inhérentes au mouvement de la société capitaliste se font sentir sur la pratique bourgeoise avec le plus de force pendant les changements des cycles périodiques à travers lesquels court l'industrie moderne et dont le dernier stade est la crise universelle<sup>1</sup>.

Par leur foi dans l'approche du *Dies Iræ*, Marx et ses disciples ne diffèrent pas des seconds adventistes. Presque toutes les crises commerciales survenues depuis 1848 ont été annoncées par eux comme le commencement de la fin du capitalisme. S'ils ne se revêtaient pas, comme les Millénaristes, de blanches robes pour attendre l'arrivée du Grand Jour, c'est parce que leur rituel ne le comportait pas. Ils avisèrent les prolétaires de tous les pays de se « tenir prêts ». En 1896 le Congrès international socialiste émettait la résolution suivante : « Le développement économique et industriel avance avec une telle rapidité qu'une crise doit se produire

1. Marx, *Capital*, 4<sup>e</sup> éd. angl., pp. xxx-xxxii.

dans un temps relativement court. Aussi le Congrès insiste sur l'impérieuse nécessité pour le prolétariat de tous les pays d'apprendre, comme des citoyens conscients des destinées de leur classe, les méthodes propres à l'administration des affaires de leurs pays respectifs pour le bien commun<sup>1</sup>. » La littérature socialiste, tant populaire que scientifique, s'est constamment appuyée sur la subversion imminente du mode de production capitaliste, dont elle a toujours quelque preuve sous la main. Quelques-uns de ses produits sont éloquents et brillants, en particulier ceux de Kautsky<sup>2</sup>. Cependant, ce fait

1. Bernstein, *Evolutionary Socialism*, p. 80.

2. Kautsky expose la théorie de Marx si clairement et sous une forme si accessible, que je me risque à en citer quelques passages : « La révolution dans l'outillage mécanique de la production se poursuit sans arrêt et les domaines qu'elle envahit sont de jour en jour plus nombreux. D'année en année, de nouvelles branches d'industries sont absorbées par la grande production et en conséquence, la productivité du travail s'accroît continuellement et à un taux toujours plus fort. En même temps, l'accumulation du capital progresse d'une manière ininterrompue. Plus est intense l'exploitation imposée au travailleur en particulier et plus est considérable le nombre des travailleurs exploités, plus s'accroissent aussi la quantité des plus-values et la masse de richesses que la classe capitaliste peut mettre de côté et utiliser comme capital. C'est pourquoi le système capitaliste ne peut rester stationnaire. Son expansion constante et l'extension constante de ses marchés sont pour lui une nécessité vitale, s'arrêter serait mourir. Tandis qu'autrefois, aux jours du travail à la main et de la petite culture, le pays produisait d'année en année une quantité de richesses qui ne croissait guère qu'en raison de l'accroissement de la population, le système capitaliste, au contraire, dépend dès le début d'un continual accroissement de la production ; tout arrêt est le symptôme d'une maladie sociale dont la gravité s'accroît avec la durée. Ainsi, en même temps que de nouveaux motifs d'intensifier la production surviennent par l'extension périodique des

subsiste, que le cataclysme imminent prophétisé par les marxistes pour les soixante années qui commençaient, ne s'est pas produit ; il semble qu'il est temps maintenant pour eux de s'expliquer sur cet ajournement. Chaque fois que les Millénaristes subissent une nouvelle déception dans leur attente, ils revisent leur exégèse de Daniel et de la Révélation.

La théorie des crises de Marx présente les vices qui caractérisent toutes les autres théories

marchés, il existe une pression constante dans cette direction, inhérente au système capitaliste de production lui-même. Cette pression, au lieu d'être atténuée par l'extension du marché, force au contraire celui-ci à se dilater de plus en plus... Le merveilleux développement des transports rend possible, d'année en année, une exploitation plus complète du marché ; mais cette tendance est contrecarrée par cette circonstance que le marché subit un changement sérieux, justement dans les pays où la population a atteint un certain degré de civilisation. Partout l'introduction des biens dûs à la grande production capitaliste étouffe le système de la petite production dans l'atelier de famille et transforme en prolétaires les ouvriers industriels et agricoles. Cela produit deux importants résultats sur tous les marchés sur lesquels on compte pour absorber l'excédent de production de l'industrie capitaliste ; tout d'abord, cela provoque un abaissement du pouvoir d'achat de la population et par conséquent amoindrit l'effet de l'expansion du marché ; deuxièmement et ceci est plus important, cette introduction dépose là les germes du système capitaliste de production en appelant à l'existence une classe de prolétaires. Ainsi la production capitaliste creuse sa propre tombe. A partir d'un certain point de son développement, toute extension nouvelle du marché signifie l'apparition d'un nouveau concurrent... Au bout de quelque temps, l'extension du marché ne suffit plus à apaiser les exigences de la production capitaliste. Aussi est-elle de plus en plus embarrassée et trouve-t-elle des difficultés croissantes à développer toutes ses puissances ; les intervalles de prospérité deviennent de plus en plus courts ; la durée des crises augmente de plus en plus. » Kautsky, *La lutte de classes* (éd. Chicago, pp. 82-85.

marxistes. Se basant sur des faits pas toujours correctement interprétés, elles formulent des tendances sociales. Chacune de ces tendances, invariablement présentée comme destructrice du bien-être général, on s'attend à la voir persister et atteindre son degré de puissance le plus élevé sans que rien ne la modère ni ne l'entrave. On ne s'attend pas à voir la société se protéger, s'adapter, ou prévoir les événements en voie de se produire, — bref, c'est une conception enfantine de la vie sociale. La vie abonde en puissances de récupération, elle possède plus d'antidotes qu'il n'existe de poisons ; pour chaque tendance, elle crée une contre-tendance ; or, ainsi que l'expose admirablement le Dr Crothers : « Une propriété que possèdent en commun toutes les tendances, c'est de développer des résistances. Par exemple, c'est une tendance de la part de la chenille du gypsie de détruire les forêts des Etats-Unis. Mais si j'avais affaire à une race de chenilles raisonnables, je les forcerais à ménager leur avenir avec une certaine méfiance. Quelque magnifique que soit leur programme, sur le papier, il ne peut s'exécuter sans opposition. Bien longtemps avant que le dernier arbre n'ait été vaincu, le dernier des papillons gypsie aura été mis hors de combat par les ennemis qu'il s'est faits <sup>1</sup>. »

En premier lieu, la thèse fondamentale que la production capitaliste ne peut vivre sans les marchés étrangers et que la conquête des pays

1. Crothers, *By the christmas fire*, pp. 61-62.

neufs et l'exploitation progressive des anciens marchés étrangers constitue la méthode capitaliste de surmonter les crises — cette thèse d'allure si décisive n'est nullement vérifiée. Prenons l'exemple de l'Allemagne. En dépit du colossal développement de l'industrie allemande, le marché intérieur de ce pays absorbe une partie croissante de la production totale. Dans la période 1880-1890, malgré l'énorme extension prise par l'industrie houillière et sidérurgique de l'Allemagne, l'exportation tombait, pour le fer, de 29,3 % à 7,8 % de la production totale, et pour le charbon, de 11 à 7,3 %<sup>1</sup>.

Plus tard, Engels admet lui-même que les crises n'augmentent ni en fréquence, ni en importance, mais qu'au contraire leurs conséquences sont beaucoup moins perturbatrices qu'il y a un demi-siècle. Même dans le troisième volume du *Capital*, qui caresse encore le charmant espoir d'un cataclysme général (*Weltkrach*), on nous dit que le développement moderne du marché international a fait disparaître la plupart des vieux germes de crises, et qu'il en a généralement diminué le danger — aveu des plus importants et qui annule toute la théorie prophétique présentée au début par Marx et Engels<sup>2</sup>. Dans

1. Tougan-Baranowsky, *Theoretische Grundlagen der Marxismus* (1905, pp. 231-232). Cf. Sombart, *Die deutsche Volkswirtschaft im neunzehnten Jahrhundert* (1903, pp. 430-431).

2. « L'extension colossale des moyens de transports et de communications — paquebots, chemins de fer, télégraphe, canal de Suez — ont fait du monde un marché unique. Le monopole de l'industrie possédé autrefois par l'Angleterre lui est disputé par plusieurs pays concurrents ; des champs infiniment plus

son *Anti-Dühring*, où le cataclysme ne tient pas une place trop modeste, Engels nous montre qu'il sait parfaitement que la surproduction peut être réfrénée et son débit réglé sans qu'il soit besoin d'une révolution sociale préalable. Il nous dit comment des producteurs en grand, dans un pays donné, s'unissent en un *pool* pour régler la production, comment ils déterminent le volume total de leur débit, et se le répartissent entre eux à un tarif préalablement déterminé. Il nous dit ensuite que si dès ententes de cette espèce, les accords amiables, etc., marquant des tendances à se rompre, en revanche une concentration bien plus grande des sociétés commerciales se manifeste.

Toute la masse d'une industrie donnée se transforme ainsi en un trust, en une gigantesque société par actions. « Dans ce trust, la libre concurrence se transforme en son contraire — en monopole ; la production sans aucun plan de la société capitaliste cède la place à une production conduite d'après le plan méthodique de la société capitaliste en formation. Evidemment,

vastes et plus variés se sont ouverts de toutes parts dans le monde à l'emploi des capitaux surabondants d'Europe, de sorte que ce capital se trouve plus universellement répandu et que les agiotages locaux peuvent être maîtrisés plus facilement. Sous ces diverses influences, les anciens germes de crises et les occasions qui les faisaient naître se sont trouvés détruits ou fortement réduits. En même temps, sur les marchés intérieurs, la concurrence cède du terrain devant les *cartels* et les *trusts*, tandis qu'elle est limitée sur le marché international, par les tarifs protecteurs dont tous les grands pays industriels, sauf l'Angleterre, se sont entourés. » Marx, le *Capital*, III, p. 575 ; note d'Engels.

tout cela se fait encore au bénéfice et à l'avantage des capitalistes. Mais dans ce cas, l'exploitation est si évidente qu'elle est forcée de s'arrêter. Aucune nation ne pourra tolérer que la production reste conduite par les trusts avec une exploitation aussi effrontée de la collectivité par une petite bande de collecteurs de dividendes<sup>1</sup>. »

Admettons pour les besoins de la discussion que les trusts mènent au socialisme ; mais de quel secours est-ce pour la théorie des crises de Marx et Engels et pour le cataclysme inévitable au son des buccins de la révolution sociale ? Cela renforce-t-il la contradiction intime entre les forces toujours expansives de la production et les limites de la consommation ? Toutes ces théories bien élaborées, même si elles sont mal fondées, ne doivent-elles pas être abandonnées et échangées contre la simple foi que les trusts doivent accomplir le socialisme ? N'est-ce pas un changement complet de programme ? Qu'adviennent-il de la crise universelle, de la dislocation complète de la production capitaliste, de la révolution sociale, de la dictature du prolétariat, de l'expropriation générale des éclairs et du tonnerre qui devaient accompagner tout ce programme ?

Toutes les tendances que Marx et Engels appuyaient là-dessus ont été refrénées, retardées, déviées ou brisées. L'industrie ne s'est pas concentrée jusqu'au point auquel s'attendaient les

1. Engels, *Socialisme, philos., éco. polit.* (p. 44 (éd. angl.)).

pères du socialisme scientifique. L'agriculture manifeste des tendances à la décentralisation. La concentration des richesses et la prolétarisation des classes moyennes s'avèrent comme des chimères ; les petits revenus sont devenus sensiblement plus nombreux. L'idée de la misère croissante du prolétariat est abandonnée, en présence de faits qui prouvent le contraire ; la lutte de classes, au lieu de s'accentuer, s'atténue partout. Les crises commerciales, qui devaient se développer jusqu'à détruire comme un tremblement de terre toute notre organisation industrielle, sont en train, de l'avis général, d'apaiser leur fureur. La discussion revient à la concentration de l'industrie et de l'agriculture, que nous avons examinée dans notre chapitre IV.

Des théories sur les crises, plus soutenables que celles de Marx, ont été élaborées<sup>1</sup>, mais elles ne rentrent pas dans notre sujet. Ce qui nous intéresse c'est que nous assistons à la ruine, non pas de notre propre société ; mais bien des théories marxistes. Parmi les socialistes américains, il semble bien que la tendance à passer outre à ces théories s'affirme. Miss Hugar nous dit que, d'après Lucien Sanial, qui fait autorité sur la question des crises parmi les socialistes amé-

1. Tougan Baranowsky, *Theoretische Grundlagen des Marxismus* (Leipzig, 1905, p. 210 sq.), et du même : *Les crises industrielles en Angleterre. Histoire et théorie* (tr. fr. Giard et Brière, 1912). — Bouniatian, *Wirtschaftskrisen und Überkapitalisation* (München, 1908), le meilleur livre peut-être sur ce sujet. — Lescure, *Des crises générales de surproduction* (Paris, Sirey, 1907, p. 455 sqq.) — V. aussi Affalion, *Les crises industrielles* (2 vol. Paris, Rivière, 1913).

ricains, « la théorie marxiste des crises était une explication valable... pour toutes les crises, jusqu'en 1880. Depuis cette date, nous sommes entrés dans une période de concentration du capitalisme, dans laquelle les causes des crises ne sont plus industrielles, mais bien commerciales et financières. L'historien ou l'économiste doit donc rechercher maintenant les facteurs qui, au cours de l'évolution économique, se sont développés de manière à modifier les circonstances commerciales et financières ; il ne trouvera dans la théorie marxiste des crises, qu'une explication de plus en plus partielle et de moins en moins adéquate<sup>1</sup>. » Un autre chef du socialisme américain, membre du Comité national, paraît s'être séparé de Marx au point de déclarer « que de toutes les crises et paniques qui se produisent il n'en est pas deux qui soient dues aux mêmes causes<sup>2</sup> ».

La théorie marxiste des crises telle que son auteur la formula primitivement, avec la prophétie d'une destruction nécessaire de l'organisation capitaliste de la société pourrait donc être déclarée à la fois désuète et insoutenable. L'image de révolution sociale et la dictature du prolétariat qui devait suivre ou accompagner la grande crise s'attarde encore dans les esprits de ceux qui ont depuis longtemps abandonné tout espoir dans le cataclysme. Examinons donc cette révolution sociale.

1. Hughan, *The present Status of socialism in the United States* (1901, ch. VII et *passim*).

2. *Ibid.*

## CHAPITRE XI

### *LA RÉVOLUTION SOCIALE ET LA CATASTROPHE INÉVITABLE*

Il est peu de mots que les marxistes aient interprétés avec plus de persévérance que celui de « révolution » ; il faut avouer que l'interprétation était rarement inutile. La conquête des pouvoirs publics, par un soulèvement armé, ouvertement prêchée, amena souvent l'agitateur socialiste devant les tribunaux européens, sous l'inculpation d'attentat contre la sûreté de l'Etat. En plaidant sa cause, il essaya naturellement d'atténuer le sens du mot « révolution »<sup>1</sup>.

Quand un meneur prêche la révolution dans une société démocratique de notre temps, il se heurte à des difficultés encore plus grandes — il n'est pas écouté par le public intelligent. Dans une démocratie, la volonté de la majorité est censée faire loi. Il ne peut y avoir, par conséquent, aucune occasion pour une révolution, à moins qu'il ne s'agisse d'une révolution de la

1. *Hochwerrats Prozes wider Liebknecht, Bebel, Hepner* (Berlin, 1894, pp. 71, 457, 675-679).

minorité contre la volonté du plus grand nombre. Actuellement, on préfère entreprendre la critique de la jurisprudence et de la constitution, mais c'est généralement une minorité violente qui s'en charge. Les actes du pouvoir législatif ne pourraient se heurter au veto des Cours si telle était la volonté manifeste de la majorité de leur retirer ce pouvoir. Or c'est un fait que le peuple a plus confiance dans ses Cours que dans le Parlement.

Quelles que soient les théories en vigueur, dans une démocratie, les décisions judiciaires ne peuvent contrecarrer bien longtemps le sentiment public dominant. Par conséquent, aux Etats-Unis comme en Angleterre, la propagande révolutionnaire s'adresse forcément à des sourds.

Cependant Marx attachait une grande importance à la Révolution ; son socialisme est international et révolutionnaire. C'est son attachement au principe révolutionnaire, son insistance sur la conquête des pouvoirs publics, la dictature du prolétariat, la subversion de l'organisation économique actuelle de la société qui lui donne son cachet particulier. C'est pourquoi il importe peu que Marx ait pu l'édulcorer, le mot révolution ne peut être rayé du vocabulaire marxiste. Mais on peut, évidemment, l'employer en des sens différents. Il y a eu des révolutions industrielles, on a même vu des révolutions dans la mode et dans les coiffures. Marx emploie souvent le mot révolution dans un sens différent de celui qu'il possède en matière politique ; mais

pour expurger sa doctrine de la notion de révolution politique, il faudrait mutiler ses écrits jusqu'à les rendre méconnaissables. Marx a débuté, non comme économiste, mais comme théoricien de la révolution sociale. Toutes ses recherches économiques et philosophiques se poursuivaient en vue de justifier par des raisons les affirmations d'où il partait et de trouver des preuves pour les conclusions auxquelles il aboutissait.

On pourrait paraphraser la question de Kant : « Comment les jugements synthétiques *à priori* sont-ils possibles ? » et on aurait en raccourci le véritable but des recherches de Marx. Toutes ses théories sont des représentations, la plupart de ses observations ne sont que des sous-produits des opérations de son esprit. Derrière ses raisonnement les plus abstraits, ses considérations en apparence les plus scientifiques, il y a toujours un appel prodigieux de nature émotionnelle. Ce n'est pas une exigence morale, mais simplement l'affirmation que certaines choses qu'il désire profondément se produiront nécessairement — affirmation qui ne souffre ni démenti, ni discussion. Et quelle que puisse être pour nous la valeur de ces exigences sentimentales, elles sont, pour les innombrables et anonymes légions du prolétariat, un honneur, un devoir, une promesse, elles sont la vie ! Est-ce la vie à son degré le meilleur et le plus élevé ? Question oiseuse. C'est la vie qui marche souriante à la mort : « *mourir en combattant*. » Cette devise de la Révolution française devint l'héritage

tage des années quarante et l'âme de Marx en vivait avec prodigalité.

Dans mon cœur ardent le mépris profond du danger  
 Dans la main mon épée chérie,  
 Je marche au combat en criant révolution <sup>1</sup>.

Traduisez ces vers de Freiligrath en bonne prose et vous aurez le cri d'adieu de Marx. Quel que soit l'ouvrage de Marx qu'on étudie, on n'y trouvera pas le moindre essai d'atténuer cette pensée. Il a la vision d'une grande révolution et il y dirige sa course. Ce n'est qu'après la grande révolution sociale, qui doit abolir toutes les classes et les antagonismes de classes que les évolutions sociales pourront cesser d'être des révolutions. Jusque-là le dernier mot de la science sociale sera toujours : « le combat ou la mort, la misère sociale ou le néant <sup>2</sup> ». Dans le dernier numéro de la *Neue Rheinische Zeitung* <sup>3</sup>, il pousse au terrorisme révolutionnaire <sup>4</sup>. Dans d'autres pages, il nous dit que « les révolutions sont les locomotives de l'histoire <sup>5</sup> ». Au vrai,

1. Freiligrath, *Abschiedswort*, 19 mai 1849 (*Neue Rheinische Zeitung* n° 30). Cf. Spargo, *Karl Marx* (1910, p. 105, cite tout le poème, dans la traduction anglaise de Ernest Jones).

2. Marx, *Misère de la philosophie* (Paris, 1847, p. 178).

3. N° 301, 19 mai 1849.

4. Pour plus amples extraits, v. Simkhovitch, « Die krisis der Sozialdemokratie » (*Conrad's Jahrbücher*, vol. XVII, 1899). Cf. Hammacher, *Das philosophisch-Œkonomische system des marxismus* (Leipzig, 1909, p. 91-94).

5. Marx, *Die Klassenkampfe in Fraukreich* (Berlin, 1895, p. 90).

une révolution est un acte de destruction, qui abolit les vieux rapports sociaux ; mais pour cette excellente raison, « le socialisme sans révolution est chose impossible<sup>1</sup> ». La révolution est le souffle même du *Manifeste Communiste*. Tremblez ! classes dirigeantes ; les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. C'est à la révolution que toutes les théories du *Capital* de Marx convergent. Son suprême moment est celui où « sonne le glas de la propriété privée capitaliste. Les expropriateurs sont expropriés<sup>2</sup> ».

C'est donc une philosophie de la religion que Marx nous représente. Dans cette philosophie de la révolution, chose assez curieuse, tantôt la philosophie dénonce l'idée de la révolution comme un rêve de fièvre, tantôt la révolution raille la philosophie et la tourne en ridicule. Marx, le fondateur du socialisme scientifique, le critique mortel de l'utopie, est lui-même un utopiste révolutionnaire et c'est son utopie révolutionnaire qui a captivé les masses et les a converties au socialisme scientifique et anti-utopique.

Prenons, par exemple, l'idée de la dictature du prolétariat et de son rôle dans la révolution sociale. « Le prolétariat usera de sa suprématie politique pour reprendre, peu à peu, tout le capital des mains de la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat

1. Marx et Engels, *Litterarischer Nachlass*, vol. II, 1902, p. 59.  
2. Marx. *Le Capital* (4<sup>e</sup> éd. angl. p. 789).

organisé en classe dirigeante et pour augmenter la somme des forces productives aussi rapidement que possible. Il est évident que, dès le début, cela ne peut être exécuté que, par le moyen d'empietements despotiques sur les droits de propriété et sur les conditions de la production bourgeoise ; en d'autres termes, il s'agit là de mesures qui apparaissent comme économiquement insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes, nécessitent de nouveaux empiètements sur le vieil ordre social et sont inévitables si l'on veut révolutionner entièrement le mode de production<sup>1</sup>. »

Babeuf ou Blanqui auraient pu écrire cette page ; ils auraient été ainsi tout à fait d'accord avec leur principe directeur, — celui des conspirations et des révoltes violentes. Ils croyaient que la société socialiste pourrait être décrétée d'un seul coup par le prolétariat victorieux ; tout ce qu'il fallait, c'était le pouvoir politique. Que de fois Marx et Engels déclarèrent que de telles idées sont de dangereuses utopies qui ne pouvaient conduire qu'au découragement et au désastre. Marx ne pouvait guère en penser autre chose, tant qu'il considérait son interprétation économique de l'histoire comme la proposition fondamentale de sa doctrine. Aucun décret dictatorial du prolétariat vainqueur, ni les mesures despotiques, ni l'action concertée de toutes les guillotines du monde ne pourraient concentrer

1. *Manifeste Communiste*, p. 44-45.

les instruments de la production. Le socialisme n'est possible que lorsque, au cours de son développement économique, toute la production s'est concentrée et socialisée. Partant de là, Marx affirme : « L'ordre social actuel ne disparaîtra pas tant que toutes les forces productives auxquelles il donne place ne se seront pas développées ; de nouveaux et plus hauts rapports de production n'apparaîtront jamais avant que les conditions matérielles de leur existence n'aient mûri dans le sein même de l'ancienne société <sup>1</sup>. » Que peut donc faire la dictature du prolétariat, tant que la production demeure décentralisée ? L'élaboration d'un plan pour une société socialiste et son introduction au moyen d'une révolte heureuse étaient considérées par Marx comme utopiques et il dénonçait la propagation d'une pareille doctrine comme « une caricature misérable et malhonnête de la propagande ». Tels sont les mots que Marx adressait à Weitling <sup>2</sup> et pourtant, Marx se rendait lui-même coupable de ce qu'il reprochait à Weitling.

Marx et Engels s'instruisirent beaucoup par

1. Marx, *Contribution à la critique de l'Economie politique* éd. angl., p. 12).

2. « Dites-nous, Weitling, vous qui avez causé tant de trouble en Allemagne, avec votre propagande communiste, et qui avez ainsi pipé tant de travailleurs... avec quels arguments défendez-vous votre agitation pour la révolution sociale et sur quoi comptez-vous la baser dans l'avenir ? Faire appel aux ouvriers sans avoir ni idées strictement scientifiques, ni doctrine positive, ce n'est rien d'autre que jouer misérablement et sans conscience avec la propagande » (*Neue Zeit*, t. I, 1883, p. 239).

l'expérience. La préface du *Manifeste Communiste* avouait que la Commune de Paris leur avait enseigné que « la classe ouvrière ne peut se borner à s'emparer du mécanisme tout prêt de l'Etat et à l'utiliser pour ses propres fins<sup>1</sup> ».

Il n'est pas douteux que, quel que fût l'élément révolutionnaire qu'on trouve dans les écrits de Marx, même s'il était inconscient, il procède matériellement des anciens socialistes révolutionnaires comme Blanqui. Il n'est pas douteux non plus que cet élément ne fût en pleine contradiction avec l'interprétation économique de l'histoire. Une révolution ne pourrait créer un Etat socialiste ; elle ne pourrait le proclamer que si le développement économique l'avait déjà créé. Comment donc un penseur aussi précis que Marx peut-il avoir assumé dans sa doctrine une aussi flagrante contradiction ?

Je crois qu'il faut en chercher la véritable explication dans sa *dialectique*, dans sa logique hégélienne, ou pour mieux dire, dans le processus dialectique qui, dans l'école hégélienne, prit la place de la logique. C'était une méthode de raisonnement que de procéder uniquement par révolutions, négation de la négation, développement d'antithèses, changements quantitatifs transformés en qualitatifs. L'antithèse était ici la force propulsive ; le développement de l'idée s'opérait par rébellion constante des éléments, par séries de cataclysmes. Pour Engels cette méthode dialectique était un vrai fétiche.

1. *Manifeste Communiste*, p. 10.

Voyez par exemple de quelle manière il résume l'exposé des tendances économiques. « L'antagonisme entre la production socialisée et l'appropriation capitaliste se manifeste comme l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie... il se présente lui-même comme un antagonisme entre l'organisation de la production dans l'atelier individuel et l'anarchie de la production dans la société en général... Quand le conflit économique atteint son apogée, on assiste alors à la rébellion des formes de la production contre les modes de l'échange, c'est-à-dire à la crise et finalement à la révolution sociale<sup>1</sup>. »

Cette révolution sociale change même la qualité de la loi de l'histoire. Il n'y a plus de nécessité historique. « L'homme s'élève du royaume de la nécessité au royaume de la liberté<sup>2</sup>. » Traduit en langage philosophique, cela signifie que la causalité s'évanouit.

Ce passage nous aide à comprendre comment l'interprétation économique de l'histoire se réconciliait, en apparence, avec la thèse révolutionnaire. Le processus historique est un processus en voie de transformation continue, à cause de ses antagonismes intimes, qui se développent jusqu'à ce qu'ils se détruisent l'un l'autre pour produire des éléments nouveaux et plus élevés, qui, à leur tour font surgir des antagonismes nouveaux et croissants ; et ainsi de

1. Engels, *Socialisme, philos., écon. polit.* (pp. 35, 38, 42, éd. angl.).

2. *Ibid.*, p. 53.

suite, à l'infini. Plus l'antagonisme est important, plus la Révolution est proche. C'est pourquoi Marx croyait fermement que « le mieux sort du pire ». D'où son mépris pour les réformes, pour les améliorations qui émoussent les antagonismes. La phrase qui termine son discours sur le libre-échange exprime d'une manière frappante ce point de vue. « Généralement parlant, dit Marx, le système libre-échangiste est destructif. Il ébranle les vieux pays et porte les antagonismes entre le prolétariat et la bourgeoisie à leur état le plus aigu. En un mot, ce système hâte la révolution. C'est seulement en ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je suis partisan du libre-échange<sup>1</sup>. » Mais, avec ou sans libre-échange, la révolution est inévitable, et pourquoi ? Parce que la société est divisée en classes antagonistes. « L'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, une lutte qui, une fois portée à son plus haut développement, ne sera rien de moins qu'une révolution complète<sup>2</sup>. »

Un marxiste orthodoxe de la doctrine révolutionnaire et catastrophique, Kautsky, après nous avoir montré de nombreuses analogies entre cette thèse et des faits d'histoire naturelle, nous dépeint l'acte de l'enfantement comme une révolution et une catastrophe, et finit par affirmer « que de même que toute créa-

1. Réimpr. en appendice à l'éd. angl. de *Misère de la philosophie* (Londres, 1900, p. 195.)

2. *Ibid.*, p. 159.

ture vivante doit à un moment donné passer par une catastrophe afin d'atteindre un stade plus élevé de développement (l'acte de l'enfantement, ou le bris de la coquille d'œuf), de même la société ne peut s'élever qu'au moyen d'une catastrophe<sup>1</sup> ». Le Dr Luxembourg nous dit que, sans le cataclysme du capitalisme (c'est-à-dire la crise finale et la révolution sociale), l'expropriation de la classe capitaliste est impossible. Aussi, la *catastrophe* est-elle la pierre angulaire du socialisme scientifique; si on l'enlève, il ne reste plus rien au socialisme<sup>2</sup>. C'est parfaitement vrai, mais cela ne prouve qu'une chose, c'est que le socialisme, scientifique ou autre, n'a réellement aucune base propre pour se tenir. Examinons sa situation.

Nous avons vu que l'espoir en une crise universelle, dans la subversion de la production capitaliste, pouvait fort bien être éliminé. Il est reconnu que cette théorie est insoutenable. Par conséquent, le cataclysme se ramène à l'exécution de la révolution sociale. Mais ici, de même, Marx se présente, embarrassé dans d'interminables difficultés, dues à des contradictions internes. L'interprétation économique de l'histoire et la révolution sociale entendue comme

1. Kautsky, *The Social revolution* (Chicago, 1905, p. 20, tr. fr. Stock).

2. « Mais, comme la catastrophe de la société bourgeoise est la pierre angulaire du socialisme scientifique, si on ôtait cette pierre, il s'ensuivrait logiquement un écroulement de toute la thèse socialiste... Sans la chute du capitalisme, l'expropriation de la classe capitaliste est impossible. » (Luxemburg, *Sozial reform ander Revolution*. Leipzig, 1899, p. 56.)

organisatrice d'un nouveau système de production, ne peuvent cohabiter dans la même maison. L'organisme économique constitue les fondations ; les lois, les institutions politiques, l'idéologie sont la superstructure. *Les fondations ne peuvent être modifiées par la superstructure ; au contraire, c'est cette dernière qui doit s'ajuster à la conformation de ses bases.* Si ces fondations économiques présentent un mode de production socialisé et absolument concentré, alors la superstructure — les vieilles lois, — peuvent s'ajuster aux nouvelles exigences économiques. Marx nous dit que les tendances de la société actuelle mènent inévitablement à la concentration, à la socialisation, à la prolétarisation, etc..., qui constituent de nouvelles bases économiques et qui, par conséquent, produiront une nouvelle superstructure légale — une société socialiste. Mais nous avons vu que Marx s'était trompé dans son appréciation desdites tendances. D'autre part, les idées révolutionnaires, les sanglants combats de rues, ne peuvent jamais créer une base économique nouvelle.

Et maintenant, considérons les contradictions de ce qu'on appelle la dialectique de Marx et Engels. Accordons qu'il n'y a rien de fixe, rien de constant que la constance du changement. Marx le suppose ; cependant, il opère continuellement avec des concepts logiques, qui sont, de leur propre nature, immuables, inflexibles, permanents et constants. Si  $a$  est  $a$ , il ne peut être  $a + c$  ou  $a - c$ . Cependant, dans le processus historique qui implique de continuels change-

ments, *a* ne peut rester le même *a* qu'il était au départ. Prenons un exemple concret : Marx traite des classes, des tendances, etc. Mais de son propre point de vue, les classes ne peuvent arriver à changer de caractères. La même remarque s'applique aussi bien à tous ses concepts, qu'il s'agisse des « crises », du « capitalisme », de la « concentration » ou de la « révolution ». Et tandis que le processus historique, en se déroulant, corrige, modifie ou même détruit le contenu intime de ces divers concepts, le socialisme marxiste continue à opérer sur eux comme sur des entités immuables et absolues et il élabore « scientifiquement » notre avenir, par la négation de la négation<sup>1</sup>.

Non seulement le temps a modifié la signification des concepts sur lesquels travaillaient Marx et Engels, mais les auteurs du socialisme révolutionnaire eux-mêmes ont changé et reconnu que l'histoire les avait convaincus de leur erreur. Marx a fort peu de considération, dans ses dernières années, pour le petit jeu des Révolutions (*Revolutionsspielerei*)<sup>2</sup> et Engels, en 1895,

1. Ceux qui s'intéressent à l'aspect philosophique et logique du marxisme, ne manqueront pas de consulter P. van Struve, *Die marxische Theorie der sozialen Entwicklung* in *Braun's Archiv für soziale gesetz gebung und statistik*, vol. XIV, 1899, pp. 658-704, ou l'examen de ces idées est développé longuement. V. aussi Hammacher, *Das philosophisch ökonomische system der Marxismus* (Leipzig, 1909) et Untermann, *Die logischen Mängel der engeren Marxismus* (Munich, 1910); Stammler, *Wirtschaft und Recht* (2<sup>e</sup> éd. Leipzig, 1906); Mazaryk, *Die philosophischen und soziologischen grundlagen der Marxismus* (Vienne, 1899).

2. « La répression violente d'une révolution produit dans l'esprit de ses participants, et spécialement de ceux qu'on a

traitait d'illusions les conceptions révolutionnaires que Marx et lui adoptaient à leurs débuts ; il avouait que l'histoire leur avait non seulement démontré leur erreur, mais qu'elle avait en outre modifié les conditions de la lutte de classes. Si la victoire du prolétariat, dans les combats de rue, ne se produisait déjà que très rarement dans le passé, elle n'aurait aucune chance de réussir, dans nos sociétés modernes, avec leur organisation militaire, leurs chemins de fer et leurs télégraphes<sup>1</sup>. Ainsi même le dernier espoir du marxisme, l'espoir révolutionnaire est abandonné !

envoyés en exil, une commotion qui pendant plus ou moins de temps démoralise même les hommes supérieurs. Ils ne peuvent faire la paix avec les événements de leur époque et ne cherchent pas à comprendre le changement de caractère subi par le mouvement social. D'où ce jeu des conspirations et des révolutions qui compromet à la fois ses instigateurs et la cause qu'ils croient servir. » (Marx, *Nachwort zu den Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln* (Hottingen, Zurich, 1885, p. 72.) Marx écrivait la phrase ci-dessus à propos de Willich, mais, elle se trouve très justement applicable à Marx lui-même.

1. « L'histoire nous a démontré notre erreur et fait apparaître les vues auxquelles nous étions attachés alors comme des illusions. Elle a fait plus encore et n'a pas seulement détruit nos méprises anciennes, elle a complètement modifié aussi les conditions dans lesquelles le prolétariat combattait. » Engels, *Einleitung zu Karl Marx's Die Klassenkämpfe in Frankreich, 1848-1850* (Berlin, 1895, p. 6). » L'ironie de l'histoire met tout sens dessus dessous. Nous, les « révolutionnaires », nous progressons bien plus par les moyens légaux que par les moyens illégaux et la Révolution. » *Ibid*, p. 17.

## CHAPITRE XII

### *LA RUINE DE LA THÉORIE MARXISTE DE LA VALEUR*

Dans la première partie de ce travail, nous avons fait ressortir que, quel qu'ait pu être le rôle joué par la théorie de la valeur dans le système économique de Marx, son socialisme n'était nullement basé sur elle, mais bien plutôt sur l'idée de l'inévitable développement des tendances économiques. Par conséquent, dès l'instant que le premier objet de notre étude était les rapports de Marx et du socialisme, nous n'aurions pu que créer de la confusion en discutant, dès le principe, sa théorie de la valeur. Maintenant que nous en avons terminé avec les tendances économiques qui devaient conduire au socialisme, nous pouvons examiner ce que le socialisme peut gagner à cette théorie particulière.

En un sens, c'est là une considération bien superflue. Il y a peu de théories qui aient été aussi minutieusement examinées, aussi bien passées au crible, mais aussi complètement con-

damnées par leurs propres arguments que la théorie marxiste de la valeur.

Depuis l'apparition du troisième volume du *Capital*, nous possédons ce qu'on peut appeler un aveu écrit de Marx et d'Engels, reconnaissant que cette théorie n'est qu'une construction futile.

Qu'était donc cette fameuse théorie de la valeur ? La quantité de temps de travail socialement nécessaire à la production d'un bien, affirmait-elle, est ce qui en constitue la valeur. Mais si, par exemple, un Indien construit un canot et l'échange contre un chien habile à chasser les fauves, la loi marxiste de la valeur s'applique-t-elle à l'échange du chien contre un canot ? Pas du tout. Marx ne s'occupe que de la production capitaliste, de la production des biens *pour le marché*, et les lois économiques particulières à ce mode de production, et particulières, évidemment, à l'époque moderne. De ce point de départ résultait pour la théorie de Marx une caractéristique distinctive, — caractéristique qu'il ne partageait pas avec ses classiques pré-décesseurs, — c'est que les lois abstraites et universelles de l'économie politique n'existaient pas pour lui, mais qu'à son avis, chaque période historique possédait ses lois propres<sup>1</sup>. Par con-

1. Marx, *Le Capital* I, p. xxviii. Cf. Diehl, *Sozialwissenschaftliche Erläuterungen in David Ricardos Grundsätzen der Volkswirtschaft*, p. 97. « Contrairement à Ricardo, Marx n'avance sa loi de la valeur que pour une phase déterminée de la vie économique, ou, en d'autres termes, pour Marx, la loi de la valeur n'a qu'une signification historique, tandis que

séquent, historiquement, la portée de la loi marxiste de la valeur était limitée à la période moderne de la production capitaliste. Elle ne s'appliquait pas aux marchandises qui ne font l'objet que d'échanges exceptionnels, mais seulement à celles que produit le travail salarié pour la vente sur un marché. Le lecteur ne doit pas perdre de vue cette limitation, imposée par Marx lui-même à sa loi de la valeur.

Quelle preuve Marx nous offre-t-il de l'affirmation selon laquelle le temps de travail matérialisé dans l'objet est ce qui en constitue la valeur ? Cette loi concrète de la valeur, circonscrite et limitée dans l'histoire, ne nous est pas prouvée par des observations historiques aussi concrètes ni aussi bien définies et limitées, mais par des raisonnements abstraits construits *sub specie æternitatis*. On peut dire que Marx s'est littéralement précipité sur le terrain qu'Aristote redoutait tant d'aborder. Aristote s'émerveillait vivement devant le phénomène de l'échange. Il raisonnait ainsi : 5 lits = la quantité d'argent nécessaire à leur achat = 1 maison. D'où il con-

pour Ricardo elle a une portée générale. Partout et tant que les hommes travaillent, croyait Ricardo, ils sont aussi payés selon la valeur de leur travail. Aussi la loi de la valeur était-elle pour Ricardo une loi générale et permanente pour toutes les catégories et toutes les époques de vie économique. La pensée de Marx était toute différente ; il ne reconnaissait aucune loi universelle en économie politique, mais seulement des lois s'appliquant à des conditions déterminées de production. La loi de la valeur n'était soutenue que pour la période de production des biens, et n'avait plus cours à l'égard des objets de consommation personnelle, comme le pensait Ricardo, mais seulement à l'égard des biens de marché. »

cluait que la valeur d'un bien peut s'exprimer en fonction de biens différents pris au hasard. Mais « l'échange ne peut se produire sans égalité, et l'égalité n'est possible qu'entre choses ayant une commune mesure ». Aristote s'étonnait que des choses si évidemment diverses que les biens économiques pussent devenir commensurables ; il déclarait qu'elles ne sauraient l'être qualitativement et que l'équivalence que pouvait établir l'échange ne saurait être « qu'un expédient relatif à la pratique »<sup>1</sup>.

Le problème logique ainsi abandonné par le Maître lui-même, Marx entreprend de le résoudre, vingt siècles plus tard, dans l'esprit de la scolastique aristotélicienne<sup>2</sup>. Il commence par une équation au hasard : un sac de blé = x quintaux de fer. « Que nous dit cette équation ? Elle nous dit que, dans deux choses différentes, — à savoir dans un sac de blé et dans x quintaux de fer — il existe un élément commun en quantité équivalente. Les deux choses doivent donc être égales à une troisième, qui n'est ni l'une ni l'autre.

1. *Le Capital*, t. I, p. 28.

2. Je ne voudrais pas paraître parler légèrement d'Aristote ni d'aucun autre grand esprit scolastique ; je mets en fait qu'aucun homme de l'époque moderne ne l'a égalé en matière de logique, mais ce qui les rendit si habiles dans l'art de manier le syllogisme, c'est qu'ils n'avaient aucune autre méthode à leur disposition. Le chaos des faits et l'ordre de l'expérience systématique n'étaient pas choses auxquelles ils puissent avoir affaire. Aussi leurs données étaient-elles des philosophies naturelles complètes et parfaites, tandis que nous sommes en présence de sciences naturelles incomplètes et imparfaites. Nos nombreuses théories économiques, elles, sont, hélas, encore complètement logiques, complètes et parfaites.

Chacune d'elles, en tant que valeur d'échange, doit être réduite à cette troisième chose<sup>1</sup>. »

Ce raisonnement ne manque pas d'intérêt. S'étant ainsi convaincu que toute équation d'échange relative à deux objets n'est qu'une sorte d'abstrait *ménage à trois*, Marx argumente comme suit : « Cet élément commun ne peut être ni géométrique ni chimique, ni d'aucune autre espèce de qualité naturelle aux objets considérés. De telles propriétés n'appellent notre attention qu'en tant qu'elles affectent l'utilité de ces biens et en font des objets utiles. Mais l'échange d'un bien est évidemment un acte caractérisé par l'oubli total de sa valeur d'usage. En tant que valeurs d'usage, les biens apparaissent surtout, au point de vue de leurs différences de qualités, mais en tant que valeurs d'échange, ils ne diffèrent qu'en quantité, et par conséquent ne contiennent plus un atome de valeur d'usage. Si donc nous faisons abstraction de la valeur d'usage, nous ne leur laissons qu'une propriété commune, celle d'être des produits du travail. Nous ne leur laissons que ce qui leur est commun à tous ; tous se trouvent réduits à une même espèce de travail, le travail humain abstrait. Considérons maintenant le résidu de chacun de ces produits ; il consiste, pour chacun, dans la même réalité immatérielle, dans une pure solidification du travail humain homogène, de force-travail dépensée, sans considérer la manière dont elle a été dépensée. Toutes ces choses nous di-

1. *Le Capital*, vol. I, pp. 3, 4.

sent maintenant que du travail humain leur est incorporé. Quand on les considère comme des cristallisations de cette substance sociale, on voit que ce qui leur est commun à toutes, ce sont des *valeurs*<sup>1</sup>. »

Nous voyons ainsi que Marx opère sur les phénomènes économiques comme le ferait la scolastique médiévale, et en ce faisant, il ne résout pas seulement le problème économique de la valeur, mais il répond encore à la question métaphysique sur la substance de toutes les choses. Notre xix<sup>e</sup> siècle matérialiste, sous le vêtement d'un scolastique du xiii<sup>e</sup> siècle, nous montre dans une obscure clarté métaphysique le véritable noumène de tous les phénomènes.

Une critique de cette méthode de raisonnement se serait imposée, si Marx nous avait présenté sa théorie de la valeur comme une simple vue de l'esprit, comme une *Hülfsbegriff* ; mais il nous la présente non comme une *théorie* mais comme une *loi* de la valeur, la loi qui gouverne l'échange des biens. Etant donnée la nature concrète de cette loi, il suffit d'en soumettre la valeur au contrôle de l'expérience. La question est la suivante : Cette loi de la valeur opère-t-elle ou non dans la pratique actuelle ?

Marx nous dit que le prix n'est que la valeur exprimée en monnaie. « L'expression de la valeur d'un bien, nous dit-il, n'est que sa forme monétaire ou prix<sup>2</sup>. » Marx compare la loi de la va-

1. *Ibid.*, I, 4, 5.

2. *Ibid.*, I, p. 66.

leur qui régit les prix à la loi de la pesanteur. « Au milieu de tous les rapports d'échange fluctuants et accidentels entre produits, le temps de travail socialement nécessaire à leur production s'affirme forcément comme une indestructible loi de la nature. De même la loi de la pesanteur s'affirme quand une maison tombe auprès de nous <sup>1</sup>. » Il importe de noter que cette thèse se retrouve dans le troisième volume du *Capital*. « Quelque puisse être le moyen par lequel les prix des différents biens se fixent d'abord ou se règlent mutuellement, la loi de la valeur régit toujours tous leurs mouvements ; si le temps de travail nécessaire à la production de ces biens est réduit, les prix tombent ; s'il s'élève, les prix augmentent, toutes choses égales d'ailleurs <sup>2</sup>. »

La loi de la valeur détermine toujours les prix <sup>3</sup>. En fait, pour user de la propre expression de Marx, « un prix qui différerait en qualité de la valeur serait une absurdité contradiction <sup>4</sup> ». Le concept de prix ne signifie rien d'autre qu'une valeur d'usage exprimée en monnaie <sup>5</sup>. Ces affirmations, et d'autres semblables rendent relativement facile le problème du contrôle expérimental de la théorie marxiste. Mais, avant de voir si sa loi soutient l'épreuve, abordons une deuxième et peut-être plus curieuse partie de sa théorie.

1. *Ibid.*, I, p. 46.

2. *Ibid.*, III, p. 208.

3. *Ibid.*, III, p. 244.

4. *Ibid.*, III, p. 417.

5. *Ibid.*, III, p. 417.

Le capitaliste, le possesseur d'argent, doit acheter les choses selon leur valeur, et doit aussi les vendre à leur valeur, et pourtant, à la fin du processus, il doit en retirer plus d'argent qu'il n'en a dépensé pour elles. Comment résoudre ce problème ? Comment se forme le profit ? Voici comment il résout la question : il existe un bien, la force-travail, qui s'achète sur le marché comme les autres biens, à sa valeur, mais le capitaliste en extrait une plus-value.

Pour que la force de travail puisse s'offrir librement sur le marché, le possesseur de cette richesse, l'ouvrier, doit être un homme libre, pouvant disposer à son gré de sa force de travail, c'est-à-dire de sa personne. La deuxième condition historique pour l'existence de la force-travail en tant que bien économique c'est l'existence d'un prolétariat, c'est-à-dire d'hommes possédant cette force de travail, mais dépourvus de moyens de production ; ou bien comme l'expose Marx : « La deuxième condition essentielle pour que le capitaliste trouve la force-travail sur le marché, comme un bien quelconque, est que l'ouvrier, au lieu de pouvoir vendre les objets mêmes auxquels est incorporée sa force-travail, soit obligé de mettre en vente cette force de travail même, laquelle ne consiste que dans sa propre vie, à lui <sup>1</sup>. »

Et maintenant, si le capitaliste paie, sur le marché, la valeur de la force-travail, quelle est donc la valeur de cette curieuse richesse, et com-

1. *Ibid.*, I, p. 147.

ment se détermine-t-elle ? Voici comment nous répond Marx : « La valeur de la force-travail se détermine comme dans le cas de toute autre richesse, par le temps de travail nécessaire à sa production. La force de travail n'est autre chose que la capacité ou pouvoir de vie de l'individu... Pour la maintenir, il a besoin d'une certaine quantité de moyens de subsistance. Par conséquent, le temps de travail nécessaire à la production de la force-travail se réduit à ce qui est nécessaire à la production desdits moyens de subsistance ; en d'autres termes, la valeur de la force-travail est la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la conservation de l'ouvrier<sup>1</sup>. »

Entre parenthèses, il faut que le lecteur retienne que Marx nous présente ces raisonnements dans une théorie des salaires basée sur le coût de production.

La valeur de la force-travail se résout ainsi dans la valeur d'une quantité définie de moyens de subsistance. Elle varie donc avec la valeur de ces moyens ou avec la quantité de travail nécessaire à leur production<sup>2</sup>. Supposons que la valeur de la force-travail ainsi établie soit de 3 francs par jour ; avec ces 3 francs le capitaliste paie son ouvrier de sa force-travail. Mais si le capitaliste n'impose à l'ouvrier que le nombre d'heures de travail juste nécessaire à la production de la force de travail qu'il achète — disons,

1. *Ibid.*, I, p. 149.

2. *Ibid.*, I, p. 151.

quatre, cinq ou six heures, — il ne se produira aucune plus-value. Les quatre ou six heures de travail — selon l'exemple choisi — ne confèreront pas au produit élaboré par l'ouvrier une valeur supérieur aux 3 francs que le capitaliste lui a donnés comme salaire. Aucune affaire fructueuse ne pourrait marcher sur ce pied, mais, suivant Marx, tandis que le capitaliste ne paie à l'ouvrier que 3 francs, ce qui équivaut, si on veut, à six heures de travail, il le fait travailler pendant toute la journée, soit, si on veut, pendant douze heures. Ainsi l'ouvrier produit non seulement les 3 francs qu'il a reçus en salaires, mais un surplus de 3 francs ou davantage, qui constitue une plus-value pour le capitaliste.

Mais, du point de vue du capitaliste, cette plus-value ainsi produite par l'ouvrier n'est nullement un profit net pour le patron.

La production exige un capital et ce capital engagé dans la production, Marx le divise en capital *fixe* et capital *circulant*. Le capital fixe est la portion de capital qui se trouve investie dans les instruments de production — immeubles, machines, matières premières, etc... — qui ne produit, comme tel, aucune plus-value. Le capital circulant est le capital consacré à l'achat de la force-travail, à la location des ouvriers. Seule, cette portion du capital donne une plus-value.

Si une entreprise quelconque nécessite 410 £ de capital fixe et 90 £ de capital variable, et que le taux de plus-value de ce capital circulant soit de 100 %, c'est-à-dire de 90 £, le capitaliste reçoit 90 £ de plus-value sur son capital total de

$410 + 90 = 500$  £, soit 180 %. Si, d'autre part, il s'agit d'une branche d'industrie dans laquelle la valeur de l'outillage et des matières premières utilisés est faible, si par exemple le capital fixe n'y est que de 10 £ et le capital circulant de 90 £, et que la plus-value s'y maintienne à 90 £, le taux de plus-value est alors le même, soit 100 %, mais le taux de profit pour le capitaliste, relativement à la totalité de son capital investi, soit 100 £, est de 90 %.

Il est évident, par conséquent, que dans diverses industries ayant même taux de plus-value, le taux du profit variera suivant la composition du capital investi, suivant le rapport du capital fixe au capital circulant. Plus est grande la proportion de capital circulant, plus le taux du profit sera élevé ; inversement, plus il entre de capital fixe dans le capital total, plus est réduit le taux du profit. Dans les industries qui n'exigent que peu ou point d'outillage mécanique et que des matériaux de faible valeur, en même temps qu'une forte quantité de travail humain, le taux du profit se maintiendra très haut. Inversement, plus le capital investi dans les machines et les matières premières est considérable, plus est faible la proportion de main-d'œuvre employée, plus le profit sera petit ; puisque ce n'est que le vivant travail humain qui donne naissance à la plus-value.

Si la théorie de Marx est exacte, les industries qui reposent surtout sur le travail humain doivent donner un taux de profit proportionnellement plus élevé que les entreprises où la part

du capital fixe reste très forte. Ce pendant Marx lui-même avoue que l'expérience prouve que le taux de profit dans les diverses industries reste complètement indépendant de la composition interne du capital qui s'y trouve employé. Un chemin de fer, qui représente une énorme proportion de capital fixe et une proportion relativement faible de capital circulant, peut donner le même taux de profit qu'une compagnie de messageries locales ou toute autre entreprise dans laquelle la plus grande partie du capital se dépense en salaires. En fait, il y a une tendance générale vers une moyenne uniformité des profits. Marx lui-même la reconnaissait. Mais si l'on admet un taux moyen de profits, comment soutenir que la loi marxiste de la valeur agit comme celle de la pesanteur? Cette reconnaissance paraît bien invalider toute la théorie de la valeur.

Tel était l'énigme que Marx promettait de résoudre. L'attention fut attirée sur cette difficulté par Engels lui-même, en 1885, dans sa préface au second volume du *Capital*, dans lequel il mettait les économistes au défi d'expliquer « comment un taux moyen uniforme de profit peut s'établir, et ce, non seulement sans qu'il y ait violation des lois de la valeur, mais par leur effet même<sup>1</sup> ». C'était le casse-tête

1. « Suivant la loi ricardienne, deux entreprises employant la même quantité de main-d'œuvre et la salariant au même taux, toutes choses égales d'ailleurs, devraient produire, pendant des périodes de temps égales, des produits de valeur égale, et pareillement une plus-value égale sur un taux égal de profit.

chinois, dont on nous annonçait la solution pour le troisième tome du *Capital*.

Ce troisième volume apparut enfin. C'est un document des plus importants, parce qu'avant tout il abandonne la théorie de la valeur fondée sur l'exploitation, faisant ainsi l'avoué écrit de la nullité de cette théorie. Non seulement Marx est contraint de l'abandonner, mais la manière dont il le fait est roide et sans grâce ; il change ses bases et délaisse, en toute hâte, non seulement sa théorie de la valeur, qui n'est pas soutenable, mais aussi sa méthode historique, qui malgré ses défauts lui avait assuré la célébrité due à une tentative hardie. Le professeur Loria, après avoir lu le troisième volume du *Capital*, demandait s'il y avait jamais eu une plus grande *reductio ad absurdum*, une plus vaste banqueroute doctrinale ou si un suicide scientifique s'était jamais accompli avec plus d'éclat et de solennité.

Mais si elles emploient une quantité inégale de main-d'œuvre, elles ne peuvent donner même quantité de plus-value ou de profit, comme dirait un ricardien. *Mais l'expérience prouve le contraire. C'est un fait reconnu, que des capitaux industriels égaux produisent, sans considération du plus ou moins de travail salarié qu'ils emploient, des profits moyens égaux dans des périodes de temps égales.* Il y a donc là une contradiction avec la loi de la valeur découverte par Ricardo lui-même, et que ses disciples sont incapables d'expliquer... Les économistes qui sont préoccupés de découvrir dans Rodbertus la source cachée et le précurseur philosophique de Marx, ont là une belle occasion de montrer ce que peut accomplir la philosophie rodbertienne. *S'ils arrivent à prouver comment un taux moyen uniforme de profit peut et doit se produire, non seulement sans violation de la loi de la valeur, mais encore par son effet même, alors nous pourrons poursuivre la conversation.* » Marx, *Kapital* (Hambourg, 1893, vol. II, p. xxii).

La loi marxiste de la valeur sous le régime de la production capitaliste, qu'on nous présentait dans le premier volume comme une loi naturelle, comparable à la loi de la pesanteur, se trouve annulée dans le troisième volume par la concurrence capitaliste. Le capitaliste ne se soucie nullement de la composition organique des capitaux engagés dans son affaire. Il lui est indifférent de savoir s'il a mis 90 £ dans son capital fixe et 10 £ seulement dans le capital variable, ou si son capital total se compose de 10 £ de capital fixe + 90 £ de capital circulant. Dans l'un et l'autre cas, il a engagé 100 £ et c'est de la somme totale ainsi investie qu'il attend un revenu. Quelque différentes que puissent être les constitutions organiques des divers capitaux engagés dans la production, « aucune différence dans le taux moyen du profit dans les diverses branches de l'industrie n'existe en réalité, ni ne pourrait exister sans détruire tout le système de la production capitaliste<sup>1</sup> ».

Il apparaît donc que la théorie de la valeur est inconciliable sur ce point avec le processus réel et les phénomènes actuels de la production, de sorte que nous devons abandonner la tentation de comprendre ces phénomènes. Dans la première partie de ce volume, on a admis que

1. Dans son *Capital*, Marx n'opère que sur une analyse théorique de la production capitaliste et les *lois* qu'il promulgue ne pouvaient s'appliquer qu'à la production capitaliste (Cf. *Capital*, I, p. xxviii, 146, 147). On remarquera que la traduction officielle anglaise porte en sous-titre : Analyse critique de la production capitaliste.

les prix de revient sont les mêmes pour des produits émanant de différentes branches de la production, lorsque des quantités égales de capital leur ont été consacrées en vue de les faire produire, sans qu'il y ait lieu de considérer la composition de chaque capital engagé. Le prix de revient ne fait ressortir aucune différence entre le capital fixe et le capital variable en ce qui concerne le revenu du capitaliste. Un bien pour la production duquel il lui faut avancer 100 £, lui coûte exactement le même prix, qu'il ait engagé 90 £ c. f. + 10 £ c. c. ou 10 £ c. f. + 90 £ c. c. Il a toujours dépensé 100 £, ni plus ni moins, pour l'obtenir. Les prix de revient restent les mêmes pour des capitaux engagés de même importance dans des branches différentes, sans que la façon dont les valeurs produites et les plus-values diffèrent, ait d'importance. L'égalité des prix de revient est la base de la concurrence des capitaux engagés, grâce à laquelle s'établit un taux moyen du profit<sup>1</sup>.

C'est un retour manifeste à la théorie classique de la valeur fondée sur le coût de production. La thèse que le prix n'est que la valeur exprimée en monnaie et l'affirmation que les biens s'échangent d'après leur valeur se trouvent purement et simplement abandonnée. Pour la remplacer, on nous dit qu'en réalité le taux moyen du profit relativement au coût de production total est maintenu, abstraction faite de la composition intime du capital. Donc, en réalité, les

1. *Le Capital*, III, pp. 181, 182.

biens sont vendus tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de leur valeur.

Quelques économistes, après avoir pris connaissance de la dernière solution donnée par Marx au problème de la valeur, ont accusé tout le marxisme de n'être qu'une vaste mystification. Après avoir annoncé bien haut une nouvelle loi naturelle — sa loi de la valeur — Marx nous dit, dans son troisième volume, que le prix n'a rien à voir avec la valeur. « Le coût de production d'un bien, en effet, est égal à son prix de revient augmenté d'un pourcentage de profit distribué d'après le taux moyen de profit, ou en d'autres termes, il est égal au prix de revient augmenté du profit moyen<sup>1</sup>. »

Si la valeur du produit n'en détermine pas le prix, si le profit du capitaliste ne se règle pas sur la plus-value qu'il extrait, mais sur le taux moyen de profit qu'il touche pour la dépense totale du coût de production, alors le premier volume du *Capital* pourrait tout aussi bien n'avoir jamais été écrit. On aurait épargné au lecteur toute cette poursuite métaphysique d'allure aristotélique du *tertium comparationis*, qui n'est ni l'un ni l'autre des deux termes à comparer, mais une simple idée, une sorte de cristallisation du travail humain, réglant tous les échanges et posant toutes les équations, sous le nom de *valeur*. Marx affirmait sa loi de la valeur comme efficiente ; il ne le prouvait pas, mais il le croyait ; et il blâmait non pas sa loi,

1. *Ibid.*, III, p. 186.

mais bien la méchanceté des hommes, qui agissent sans la moindre compréhension du sens profond des choses tel que le révélait Marx. « Si on se rend compte — et le lecteur l'a fait à sa grande consternation — que l'analyse des lésions internes actuelles du processus capitaliste de production est une matière très compliquée et un travail très long ; si c'est une œuvre de science que de résoudre le mouvement externe et visible en un mouvement interne véritable, alors on a compris, comme une chose évidente, que les notions élaborées au sujet des lois de la production et de la circulation différeront fortement de ces lois concrètes et ne seront que l'expression de la conscience qu'on a des mouvements apparents. Les idées d'un marchand, d'un spéculateur, d'un banquier, sont nécessairement erronées. Celles d'un industriel sont viciées par les actes de circulation auxquels son capital est astreint, et par la considération du taux général du profit<sup>1</sup>. »

Mais, dira-t-on, comment Marx concilie-t-il sa loi de la valeur avec les faits reconnus ci-dessus ?

Il nous dit que si nous prenons la somme de tous les capitaux engagés dans leur ensemble, comme un produit unique et seulement, dans leur ensemble, nous les vendrons exactement pour leur valeur. Mais les produits d'une manufacture isolée ne se vendent pas de cette façon. Pourquoi ? Parce que, répond Marx, « si les biens sont

1. *Ibid.*, III, p. 369.

vendus à leur valeur, alors, comme nous l'avons montré, il se produit des taux de profits extrêmement différents, selon les diverses branches d'industrie, en raison de la diversité de composition organique des stocks de capital engagés dans chacune d'elles. Mais dans ce cas, le capital se retire des industries à rendement bas pour envahir celles dont le profit se tient à un taux plus élevé. Sous l'influence de cette émigration et de cette immigration incessantes, en un mot, grâce à la distribution du capital dans les différents domaines d'industrie en raison de leur rendement élevé ou décroissant, il s'établit une telle proportion entre l'offre et la demande, que le profit moyen dans les divers domaines de la production devient identique, et que les valeurs se ramènent au coût de production<sup>1</sup>.

Le lecteur se représente-t-il bien ce que Marx a prouvé par cette déclaration ? Marx établit ici d'une manière nette, claire et énergique, et il nous prouve, que les biens *ne s'échangent pas* en proportion du travail qu'ils représentent ; en d'autres termes la théorie de la valeur primitivement formulée par Marx est fausse. Mais, nous dit-on, la somme des prix de toute la production est bien égale à sa valeur totale. Cette proposition n'a aucun sens, parce que la seule raison d'être d'une théorie de la valeur est de nous expliquer les relations et proportions de l'échange. L'idée que la totalité de la production équivaut à la totalité des produits n'est pas

1. *Ibid.*, vol. III, pp. 230-236.

de nature à révolutionner le monde pensant. Qu'on me permette de citer la réplique que lui adresse Bohm Bawerk : « Il ne peut clairement être question que d'une *relation* d'échange des différents biens *les uns contre les autres*. Mais dès qu'on considère tous les biens *dans leur ensemble*, comme une somme de tous les prix, on est forcé, de toute nécessité, de négliger les relations qui existent à l'intérieur de ce groupe. Les différences de prix relatifs, à l'intérieur de cette somme totale, se balancent mutuellement. Par exemple, du fait que le thé a plus de valeur que le fer, le fer en a moins que le thé et *vice versa*. Dans tous les cas, quand nous cherchons une explication au sujet de l'échange des biens en économie politique, ce n'est pas plus répondre à notre question que de nous parler du prix total qu'ils atteignent quand on les considère dans leur ensemble, que si on nous répondait, quand nous demandons combien de minutes le gagnant d'un prix à la course a mis de moins que ses concurrents à parcourir le stade, que tous les concurrents, en bloc, ont mis quinze minutes et treize secondes.

Voici le cas en présence duquel nous nous trouvons : à la question de la valeur, les successeurs de Marx répondent d'abord par leur loi de la valeur, à savoir que les biens s'échangent en proportion du temps de travail qui leur est incorporé. Puis — ouvertement ou implicitement — il renoncent à cette réponse relativement à la question de l'échange des biens pris isolément — le seul aspect sous lequel le pro-

blème présente un sens concevable — et ils la maintiennent dans toute sa force à l'égard de l'ensemble de la production nationale seulement, question qui, n'ayant aucun objet utile, pourrait très bien ne pas être posée. En tant que réponse à la question stricte du problème de la valeur, la loi marxiste de la valeur se trouve manifestement contredite par les faits, et dans le seul cas où elle ne rencontre point cette contradiction, elle ne constitue nullement une réponse au problème qui a besoin d'une solution et ne peut tout au plus que servir à résoudre quelque autre question.

Mais, en réalité, elle ne répond à aucune question ; elle n'est en rien une réponse, c'est une pure tautologie. Car — ainsi que tout économiste le sait — les biens s'échangent contre des biens, quand on analyse ce qui se cache derrière l'emploi de la monnaie. Tout produit qui s'offre à l'échange se présente à la fois comme un produit et comme le prix qu'on consent à donner pour se le procurer. Par conséquent, l'ensemble des produits est la même chose que la somme des prix dont on les a payés ; en d'autres termes le prix de la production nationale totale n'est autre chose que cette production elle-même. Dans ces conditions, donc, il est tout à fait exact que le prix total payé pour la production nationale coïncide exactement avec la quantité totale de valeur ou de travail qui lui est incorporée. Mais cette déclaration tautologique ne fait nullement avancer la vraie science et ne constitue nullement une preuve topique de l'exacti-

tude de la loi qu'on nous présente et d'après laquelle l'échange des biens se règle sur la somme de travail qui leur est incorporée. Car, de cette manière, on pourrait aussi bien, ou plutôt aussi mal, vérifier n'importe quelle autre loi, par exemple, la loi selon laquelle les biens s'échangeaient en raison de leur poids spécifique. Car, s'il est vrai que, prise à part, une livre d'or ne s'échange pas contre une livre, mais bien contre 40.000 livres de fer, il n'en est pas moins vrai que le *prix total* payé pour une livre d'or et 40.000 livres de fer pris ensemble, ne fait ni plus ni moins que la valeur d'une livre d'or et de 40.000 livres de fer. Donc le poids total du prix total, à savoir 40.000 livres, correspond exactement au même poids total de 40.000 livres qui est celui de l'ensemble des biens considérés. Faut-il en conclure que le poids constitue le véritable étalon par lequel se fixent les rapports du change des biens ' ? »

Ce qui nous montre l'impossibilité radicale de cette théorie marxiste, c'est le désir d'Engels de changer les fondements historiques de toute cette proposition. Marx lui-même suggérait déjà une opération de ce genre dans son troisième volume du *Capital*<sup>1</sup>. Engels a recueilli la suggestion de Marx et nous apprend que la loi marxiste de la valeur possédait une valeur économique générale pour toute l'histoire, depuis

1. Böhm-Bawerk, *K. Marx et la conclusion de son système*, (éd. New-York, 1898, pp. 72-75).

2. *Le Capital*, III, p. 156.

ses débuts jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Pendant mille ans, les biens s'échangèrent sur le rapport de la valeur-travail qu'ils contenaient, bien qu'il n'en soit plus ainsi maintenant. Cette période, selon Engels, avait duré de cinq à sept mille ans, mais s'était close il y a quelque cinq siècles. L'explication est émouvante. Marx nous enseignait sur un ton définitif et cassant, que sa loi n'était valable que pour le régime de production capitaliste pour la période de la production manufacturière en vue d'une marche très étendue sur lequel l'échange n'est ni accidentel ni personnel<sup>2</sup>. En outre cette période se limitait au temps pendant lequel il exista un prolétariat libre — liberté personnelle, égalité devant la loi avec les patrons — mais n'ayant à vendre que sa force-travail et dépourvu de toute autre propriété. Ou encore, comme l'expose Marx, « la force-travail ne peut se présenter sur le marché comme un bien ordinaire que si, et dans la mesure où son possesseur, l'individu dont elle est une propriété, l'offre en vente ou la vend comme un bien quelconque. Pour qu'il puisse agir ainsi, il doit avoir la disposition, être le propriétaire sans restrictions de sa force-travail, c'est-à-dire de sa personne.

1. « La loi marxiste de la valeur se trouvait donc posséder une valeur économique générale, depuis le début de la période de l'échange jusqu'au début du XV<sup>e</sup> siècle de notre ère, mais l'échange des biens est antérieure à tout document écrit, puisqu'il remonte, en Egypte, au moins à 2.500 et peut-être 5.000 ans, et à Babylone, à 4.000 et 6.000 ans avant J.-C., la loi de la valeur a donc eu vigueur pendant une période de 5.000 à 7.000 ans. » F. Engels, *Letzte Arbeit: Engänzung und Nachtrag zum dritten Buch der « kapital »*, in *Neue Zeit* (XIV<sup>e</sup> ann., 1896, vol. I, p.39).

2. *Le Capital*, III, p. 209. Cf. *suprà*, p. 255.

Il se rencontre sur le marché avec le détenteur d'argent et tous deux traitent avec des droits égaux, avec cette seule différence que l'un est acheteur, l'autre vendeur ; mais tous deux sont égaux aux yeux de la loi<sup>1</sup> ». Toute la théorie de Marx est ainsi une analyse de la production capitaliste, et maintenant que la faillite de sa loi est trop évidente pour être discutée, on nous dit que si elle n'est pas valable pour le régime de la production capitaliste, elle le reste néanmoins pour toute la période antérieure au xv<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire pour la période de l'économie familiale, de la barbarie, de l'esclavage, du servage, bref, pour toutes les époques, excepté pour celle où, d'après la doctrine même de Marx, elle présentait sa vraie signification et son importance propre.

De prime abord on pourrait croire que Marx n'aperçut la débâcle de sa thèse qu'au moment où il essaya de résoudre le problème du taux moyen du profit, dans son troisième volume du *Capital*. Un examen plus approfondi nous montrera pourtant qu'il s'en rendait parfaitement compte dès la composition de son premier volume. La faillite de sa loi de la valeur s'y montre déjà ; il suffit de voir sa théorie des salaires. Marx nous dit que la force-travail est un bien dont la valeur se détermine comme celle de tous les autres biens. « La valeur de la force-travail se détermine, comme pour tout autre bien, par le temps de travail nécessaire à sa production, et par conséquent aussi, à la reproduction de

1. *Ibid.*, I, p. 146.

cette richesse spéciale. Dans la mesure où elle possède une valeur, elle ne représente rien de plus qu'une quantité déterminée de travail social moyen incorporée en elle. La force-travail n'existe que comme une propriété, une faculté de la vie individuelle, et sa production présuppose cette existence même. Etant donné un individu, la production de la force-travail consiste dans la conservation de cet individu lui-même ou dans sa reproduction. Pour sa conservation, il faut une certaine quantité de moyens de subsistance. Par conséquent, le temps de travail nécessaire à la production de la force-travail se ramène à ce qui est nécessaire à la production desdits moyens de subsistance; en d'autres termes, *la valeur de la force-travail est la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la conservation du travailleur*<sup>1</sup>. » C'est là un exposé net et clair de la théorie des salaires fondée sur le coût de subsistance et il s'accorde très bien avec la théorie marxiste de la valeur. Mais est-ce cette théorie des salaires que Marx maintient? Pas du tout. Il se déclare lui-même l'adversaire résolu de la loi d'airain des salaires, comme nous l'avons montré dans une précédente partie de cette étude<sup>2</sup>. La théorie du coût de subsistance se trouve tout à fait abandonnée dans sa théorie ultime de l'armée de réserve du travail et de la misère croissante relative aux salaires. Que le prix de la force-travail reste très au-dessus du coût de subsistance ou que, trop souvent, il

1. *Le Capital*, I, p. 149.

2. *Ibid.*, I, p. 661.

s'abaisse bien au-dessous, « mais à mesure que le capital s'accumule, le sort du travailleur, bien ou mal payé, ne peut qu'empirer<sup>1</sup> ». En aucun cas la loi marxiste de la valeur ne règle le prix de la marchandise-travail. Il se règle, suivant le moment, par la concurrence de l'armée de réserve des chômeurs avec les ouvriers occupés. Et cette armée de réserve des chômeurs, cet excédent de population, est créé par le machinisme, par cette économie de travail que le capital recherche invariablement aussitôt que la marge de bénéfices exigée par le capitaliste se restreint<sup>2</sup>.

Ainsi donc, ici encore, les prix sont déterminés, non par la loi de la valeur, mais par des causes entièrement indépendantes de cette loi. Nous voyons donc que cette grande doctrine centrale du marxisme — la loi de la valeur — n'est qu'un trompe-l'œil, qui se révèle sans aucune légitimité au contact de l'expérience concrète, et sans aucune cohésion logique en tant que construction abstraite. Si le lecteur partage cet avis, il peut négliger toutes les critiques portées contre cette loi. Il n'a qu'à prendre pour guide Marx lui-même, et il aboutira à la destruction complète de la grande thèse centrale de Marx.

1. V. note des pp. 99-100 et 111-119.

2. Si on veut avoir un exposé plus développé de la contradiction relevée ici entre la loi marxiste de la valeur et la théorie marxiste des salaires on consultera l'étude aussi instructive que pénétrante de Diehl, « Über das Verhältniss von Wert und Preis in ökonomischen system von K. Marx » in *Festschrift zur Feier des 25 jährigen Bestehens des Staatswissenschaftlichen Seminars in Halle* (léna, 1892, notam. le ch. IV : « Wert und Preis der Arbeitskraft. »)

## CHAPITRE XIII

### *KARL MARX ET LA NOTION DE JUSTICE ETERNELLE. — CONCLUSIONS*

La théorie marxiste de la valeur est tombée<sup>1</sup>. Mais supposons, pour les besoins de la discussion, que cette loi est aussi sûre que la loi de

1. Marx, alors qu'il n'était qu'un jeune homme, discutant les mystères de la construction spéculative de Széliga, ridiculisait par avance la construction logique de sa propre et future théorie de la valeur. Il n'avait encore rien écrit sur la réalité immatérielle des choses, ou sur les biens considérés comme une cristallisation de travail humain, mais il semble qu'il discutait d'avance les mystères de sa propre théorie de la valeur, quand il écrivait : « Si des poires, des pommes, des fraises et des amandes réelles, je forme l'idée générale *fruit*, et si, allant plus loin, j'imagine que mon idée abstraite, dérivée du fruit concret, possède une existence en dehors de moi, ce que je postule donc c'est l'existence réelle de l'idée *fruit* comme substance des poires, pommes, etc. J'établis donc qu'il n'est pas essentiel pour la poire d'être une poire, ni pour la pomme d'être une pomme. Ce qui leur est essentiel, ce n'est pas leur existence concrète, évidente pour les sens, mais la généralisation que j'ai faite sur eux, l'essence de mon propre concept de *fruit*, nom sous lequel je désigne leur substance. J'affirme donc que les poires, pommes, fraises, etc., ne sont que des états ou des modes de la substance *fruit*... » F. Engels et K. Marx, *Die heilige Familie, oder kritik der kritischen kritik: gegen Bruno Bauer and Consorten* (Francfort, 1845, p. 79 ; réimp. dans *Literarische Nachlass*, t. II, p. 156).

la gravitation. Quel gain le socialisme peut-il tirer de cette supposition? Si la loi de la valeur est vraie, alors tout le capital accumulé n'est qu'une accumulation de travail non payé, tout profit n'est qu'une exploitation, le caractère et la signification du salariat comme esclavage s'avère pleinement. Ainsi l'injustice du régime capitaliste de production est si évidente et si effrayante, que l'abolition de la propriété des moyens de production s'impose comme une nécessité morale. C'est précisément ce que disent aujourd'hui de si nombreux socialistes, et c'est de même ce qu'on disait dans le passé. Et c'est précisément cette attitude d'esprit qui détermina Marx à se séparer de ses prédecesseurs et à préparer un système à lui. La dernière et la plus originale partie de ce système était sa conception de la nécessité économique. « Justice, humanité, liberté, etc... peuvent être invoquées mille fois en faveur de ceci ou de cela, si ceci ou cela est impossible, il ne se réalisera jamais et ne restera qu'un vrai rêve <sup>1</sup>. » Il n'avait que peu de respect pour les rêves et il considérait comme tels le socialisme humanitaire uto-pique, ainsi que toutes les réformes sociales. « Ces messieurs, disait-il, haïssent la pensée, l'insensible raison, comme ils détestent la lutte et l'évolution. Comme si aucun penseur, sans en excepter Ricardo ni Hegel, avait jamais été aussi insensible que ceux qui déversent sur notre tête la bave d'une aussi niaise <sup>2</sup>. » Le lecteur peut

1. *Literarische Nachlass*, III, p. 249.

2. *Ibid.*, III, p. 476.

trouver bon nombre de jugements semblables exprimés par Marx sur ses contemporains<sup>1</sup>.

Il n'est pas jusqu'à l'esclavage véritable que Marx n'ait regardé comme une nécessité, dans des conditions économiques données. Il n'était nullement abolitionniste. C'est ainsi qu'il écrivait en 1847 : « Sans l'esclavage, pas de coton, sans coton pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce international et c'est ce commerce mondial qui est une condition essentielle de la grande industrie<sup>2</sup>. » Plusieurs années après, nous le voyons répéter le même argument, et exposant dans quelles conditions il attendait la disparition de l'esclavage.

« Ce fait retourne directement à la seule solution possible et pratique de la question de l'esclavage, qui a causé de si longs débats au Congrès. La production cotonnière américaine repose sur l'esclavage. Aussitôt que l'industrie eut atteint un développement tel qu'elle refusa de s'accommoder du monopole cotonnier américain, aussitôt la production de coton, en grand, réussit dans d'autres pays, et pratiquement elle ne peut être assurée aujourd'hui que par du travail libre. Mais dès l'instant que le travail libre dans les autres pays produit du coton aussi largement et aussi bon marché que le travail des

1. V. par ex. ce qu'il dit de Hermann Kriëge, l'un des premiers socialistes de New-York. *Literarische Nachlass*, II, p. 415-416.

2. *Misère de la philosophie* (1900, p. 90).

esclaves aux Etats-Unis, alors le monopole cotonnier américain et l'esclavage doivent tous ensemble s'écrouler et les esclaves seront émancipés parce qu'ils seront devenus inutiles en tant qu'esclaves. De même, en Europe, le travail salarié sera supprimé dès qu'il sera devenu non seulement inutile à la production, mais encore gênant pour elle <sup>1.</sup> »

Nous dépendons de notre industrie, nous explique Marx et nous ne sommes pas en mesure de dicter les conditions humanitaires sur lesquelles la production a le devoir de s'appuyer. Pour un socialiste révolutionnaire, il raisonnait comme Nassau-Senior. Il s'opposait, comme on sait, au projet de loi sur la journée de dix heures, parce qu'il craignait que cette fameuse loi des fabriques n'atrophierait l'industrie anglaise. Il écrit : « Tout le développement social de l'Angleterre n'est qu'une partie et un élément de son développement industriel. Toutes les institutions qui arrêtent cette marche progressive en la limitant, ou tentent de la régler selon un plan imposé du dehors, constituent des mesures rétrogrades, impossibles et destinées à succomber. Les forces révolutionnaires qui poursuivaient si sûrement leur chemin avec la société toute patriarcale de l'Angleterre, avec l'aristocratie des lords et avec l'aristocratie de l'argent ne se laisseront certainement pas enfermer dans les limites de la loi des dix heures <sup>2.</sup> »

1. *Literarische Nachlass*, III, 458-459.

2. *Ibid.*, III, 392.

Au cours du temps, Marx abandonna sa vieille attitude hostile contre les lois industrielles et la législation du travail en général, comme le prouve pleinement son adresse inaugurale à l'Internationale en 1864 ; mais son attitude envers les « revendications de justice » resta la même. Quand, en 1875, la social-démocratie allemande adopta un programme dans lequel elle basait ses revendications sur la « justice dans la répartition », Marx fit de ce programme une critique amère et lui demanda, par dérision : « Qu'est-ce que la justice dans la répartition ? » Est-ce que les bourgeois ne considèrent pas le régime actuel de répartition comme juste ? Et n'est-ce pas, en toute évidence, le seul régime « juste » qui puisse être établi sur les bases du mode de production actuel ? Les sectes socialistes ne diffèrent-elles pas de leurs conceptions de ce qui constitue une « juste » répartition ? Les lois régissant la répartition dépendent de ses bases économiques et ne peuvent être d'un type plus élevé que le comporte le développement de la société considérée<sup>1</sup>. Marx professe une antipathie spéciale pour ce qu'on appelle l'idée de justice éternelle, et cela pour deux raisons évidentes. D'abord, ces idées n'étaient que des idéalisations et des reflets embellis de conditions purement transitoires. Voici comme il s'exprimait au sujet des constructions utopiques du socialiste anglais Bray : « M. Bray ne voit pas que le régime égalitaire, cet *idéal rectifi-*

1. *Die Neue Zeit*, 1890, vol. I, pp. 565-566.

cateur qu'il désire appliquer au monde, n'est rien d'autre qu'un reflet du monde existant et qu'il est donc tout à fait impossible de reconstituer la société sur une base qui n'est qu'une ombre élégante. Au fur et à mesure que cette ombre devient substance, on s'aperçoit que cette substance, bien loin d'être un rêve de transfiguration, n'est rien que le corps même de la société<sup>1</sup>. » La seconde objection de Marx contre l'appel à la justice comme un moyen de refaire la société, c'est qu'un tel appel, malgré tout ce qu'il a d'intéressant et de significatif, est complètement futile. N'avons-nous pas entendu cet appel, demande Marx, depuis dix-huit siècles, et quel en est le résultat net<sup>2</sup> ?

Un défenseur autorisé du marxisme orthodoxe, le Dr Luxembourg, appelle le principe de justice une bonne vieille rossinante que chevauchent tous les don Quichotte de l'histoire du monde, pour revenir finalement chez eux n'ayant rien d'autre à montrer que des yeux fatigués par les chimères qu'ils ont cru voir<sup>3</sup>.

Cette attitude de Marx et d'Engels s'exprime, dans un langage qui ne laisse aucun doute, dans chacun de leurs grands ouvrages, les plus récents comme les plus anciens. Engels développe clairement ce sentiment dans son *Anti-Dühring*. (Si nous n'avons pas de certitude meilleure en une révolution, etc..., éd. angl. 123, 127, 128, 131, 180).

1. *Misère de la philosophie*, p. 53.

2. *Literarsche Nachlass*, II, p. 146.

3. Luxembourg, *Sozial reform oder Révolution* (1899, p. 45).

On n'en finirait pas de citer sur ce sujet Marx et Engels, mais leur point de vue est tout à fait clair. Et comment l'attitude de Marx à l'égard d'un « appel à la justice » pourrait-elle être différente ? La proposition fondamentale était que toutes les institutions légales et politiques, toutes les idéologies, toutes les notions de justice, etc..., dépendent de leur base économique. Le développement des conditions économiques, les changements de base économique, affecteront et modifieront les idées de droit et de justice. Si ce sont les conditions économiques, les forces de la production qui poussent les sociétés aussi bien que les individus, nos idées de bien et de mal ne sont plus que des produits de ces forces fondamentales. Comment Marx aurait-il pu attendre et vouloir que ces idéologies sujettes à un changement incessant puissent influencer, encore moins reconstruire des conditions économiques fondamentales ? Marx ne pouvait affirmer la direction souveraine des forces de production, il ne pouvait professer que notre avenir nous est définitivement tracé par les tendances économiques, et admettre en même temps que ces tendances économiques, ne sont qu'une simple argile modelable au gré de nos propres idéologies subjectives !

La justice « éternelle » n'était pour Marx qu'un objet de dérision. Les idées de justice changent constamment, d'une époque à l'autre, d'un peuple à l'autre. Nos idées de justice sociale sont tout à fait différentes de celles du monde romain ou du monde féodal et même de celles de nos grands-

pères, et celles que professeront nos petits-fils différeront nécessairement des nôtres. Ces idées se transforment avec les transformations des conditions économiques. Une indignation légitime peut fort bien accompagner de profonds changements économiques, mais elle ne peut ni produire, ni créer ces changements. C'est pourquoi Marx n'attendait son socialisme et sa révolution sociale que comme le résultat du développement des forces économiques — développement que nous indiquent et nous révèlent les tendances économiques actuelles, qui portent à « l'expropriation des expropriateurs », à la révolution sociale et au nouvel ordre social.

Dans un précédent chapitre, j'ai essayé de montrer comment Marx surévaluait la signification de son interprétation économique de l'histoire. Mais il commet encore d'autres fautes considérables. Quand il nous a dit que tous les changements de nos idéologies étaient dus à des changements économiques, il ne nous a en aucune façon rendu compte de ces idéologies elles-mêmes. Dire que les conditions économiques influencent et affectent les croyances religieuses, ce n'est nullement expliquer les religions comme telles. Pour prendre un exemple plus concret et plus simple, admettons que les conditions économiques sont la cause que les Indiens qui vivent dans les cases des plaines de l'ouest ont de longues jambes et que les Indiens navigateurs de l'est en ont de courtes ; l'existence des *jambes* comme telles, longues ou courtes, pourrait difficilement être rapportée

aux conditions économiques. Donc, pour mettre les choses au mieux, ce ne sont que les variations d'une chose donnée qu'on peut expliquer par le changement des conditions économiques, mais non pas la chose elle-même.

S'il en est ainsi, qui donc peut nous dire quelle part dans le développement d'un être revient à ses dispositions intimes ou à sa vie même, indépendamment de toutes les conditions économiques ?

Aucun homme intelligent ne songe à nier la profonde influence des forces économiques. Nous sommes tout prêts à reconnaître que, dans la mesure où les prévisions sont légitimes, de telles prévisions ou plutôt des estimations approximatives ne sont possibles que si l'on se fie aux tendances économiques, pourvu toutefois qu'on n'oublie pas les influences des vieilles traditions enracinées.

Nous avons vu que les tendances économiques de notre époque ne justifient pas l'attente d'une faillite du régime capitaliste de production pas plus qu'elles n'annoncent l'avènement d'une société socialiste. L'évidence en est complètement apparue à tous les socialistes éclairés d'Europe. Ils étaient socialistes et marxistes, ils adoptaient les propositions de Marx en raison de ce que sa fine analyse critique éliminait toutes les constructions utopiques précédentes, ainsi que les autres types de socialisme. Ils acceptaient la très plausible thèse de Marx selon laquelle les tendances économiques dégagées par lui devaient aboutir au socialisme. Mais ces ten-

dances n'ont pas persisté. Par exemple, aucun homme raisonnable ne peut déclarer que le nombre croissant des propriétaires paysans, indépendants et aisés, présage la venue du socialisme. Une telle tendance rend au contraire le régime socialiste moins possible que jamais.

Nous avons vu qu'il ne restait actuellement aucune tendance à laquelle les socialistes résolus à regarder nettement les faits puissent encore accrocher sa foi. Bien plus, le marxisme est devenu un piège pour le socialisme ; il apparaît clairement, il est sensible à tous que cette doctrine, pour reprendre une expression de Marx, « de moyen de progrès qu'elle était s'est transformée en une entrave ». Si ce n'est que par l'effet de tendances économiques inévitables que nous pouvons être conduits au socialisme et si ces tendances se mettent à indiquer tout autre chose que le socialisme, alors cette doctrine manque entièrement son but.

N'est-ce pas précisément ce que le disciple et successeur de Marx, Kautsky, nous dit lui-même ? Ne nous disait-il pas, dans son *Erfürter Programm*, « qu'aussi longtemps qu'il restera un paysan il restera partisan, quelque mal qui lui en puisse advenir, de la propriété privée des moyens de production ?<sup>1</sup> » Le même Kautsky, dans sa critique de Bernstein, n'exposait-il pas clairement la situation ? En discutant les chiffres et les faits apportés par Bernstein, en 1898, il énonçait cet aveu : « Si ces faits sont vrais, alors,

1. Kautsky, *Erfürter Programm*, 1892, p. 180.

non seulement le jour de notre triomphe recule, mais nous ne pourrons jamais atteindre notre but ! Si les capitalistes sont en progrès, et non pas les prolétaires, alors le progrès nous éloigne de plus en plus de notre but, alors c'est le capitalisme qui se fortifie, et non pas le socialisme, alors nos espérances ne se matérialiseront jamais ». »

Bernstein avait tout à fait raison dans ses chiffres et Kautsky dans sa déclaration. Cela veut dire que le grand système de socialisme scientifique que Marx avait construit avec tant de science et de finesse, s'est transformé en un arsenal d'arguments contre le socialisme lui-même. Qui pourrait nier que la théorie réaliste de Marx n'ait été la force extraordinaire qui organisa, éleva et unifia le mouvement socialiste du monde entier. Mais cette force a précisément fini par se tourner contre le socialisme révolutionnaire international.

Les porte-parole et les penseurs du socialisme scientifique ont compris la situation et pour eux la dernière décade, ou à peu près, ne fut qu'un long effort pour s'évader d'une aussi intenable position. Tout d'abord, on fit des tentatives pour interpréter Marx, pour atténuer son dogmatisme, pour déformer ses thèses de telle sorte qu'elles ne soient plus exposées à recevoir des faits un démenti aussi flagrant. Presque tous les survivants du marxisme orthodoxe appartiennent encore à cette catégorie, mais la

1. *Protokoll der Stuttgarter Parteitags*, 1898, p. 128.

partie était d'avance perdue pour eux ; ce n'était qu'une faible retraite devant la vague montante du révisionnisme.

Les révisionnistes s'appellent eux-mêmes socialistes et sont membres du parti socialiste et si ce n'est dès aujourd'hui, ce sera dès demain qu'ils domineront toute la position théorique du parti socialiste allemand, aussi pleinement qu'ils en dirigent déjà l'action pratique. Sauf Kautsky, presque tous les maîtres du socialisme théorique sont révisionnistes ; à part Bebel, qui s'est souvent rangé à leurs côtés, presque tous les grands chefs de l'action sont révisionnistes, qu'ils acceptent ou non cette étiquette. Du socialisme, ils n'ont conservé que le nom, ce sont des réformateurs sociaux. Bernstein, qui inaugurerait le mouvement révisionniste, reconnaît franchement dans son livre *Die Voraussetzung des Sozialismus* que le but du socialisme — le régime socialiste — ne signifie rien pour lui, tandis que le mouvement social signifie tout.

Bernstein doute fortement que l'Etat puisse jamais supplanter la grande industrie. En fait, il donne d'excellentes raisons en faveur de la thèse contraire<sup>1</sup> et il fait ressortir toute l'im-

1. « L'Etat peut-il supplanter le monde de l'industrie ? Qu'est-ce que cela signifierait ? L'Etat moderne peut-il prendre possession des industries dont les affaires consistent pour une grande part dans des spéculations, les industries qui, avec leurs produits et leurs possibilités, entrent sur le marché mondial comme concurrentes et qui, dans la lutte pour les commandes et les ventes, mettent en œuvre toutes les fines qualités de la compétition moderne ? Si l'Etat ne peut ni ne veut faire cette besogne, ces grandes industries, qui jouent un si

possibilité qu'il y aurait pour les travailleurs à réaliser ce que l'Etat n'est pas en mesure d'entreprendre. Les industries expropriées par une révolution ne seraient plus que des coquilles vides, entièrement dépourvues de valeur entre les mains du prolétariat.

C'est évidemment là le point de vue d'un réformateur social ; ce serait une impropriété de le nommer socialiste, abstraction faite même de ce fait qu'il n'y a plus de place pour un véritable socialisme dans le développement économique de notre société actuelle.

grand rôle dans la vie économique actuelle, qui emploient ensemble de si vastes armées de travailleurs, et de l'existence desquelles dépend le bien-être d'une si grande partie de la population, ces industries, impliquées dans une catastrophe sociale, pourront-elles échapper à la ruine simplement en raison de ce que l'Etat ne peut les prendre en mains ? Ce sont de tous autres moyens et des méthodes toutes différentes qu'il faut employer pour les placer peu à peu sous le contrôle énergique de l'Etat, lequel ne peut que par degrés et lentement devenir le maître de la situation. Pendant leur mouvement vraiment révolutionnaire, les ouvriers des centres industriels russes n'ont que trop bien appris la vérité de cette affirmation... Si je ne me trompe, Kautsky, dans l'exposé qu'il fit en Hollande, des débuts de cette révolution, développa l'idée que l'abandon volontaire des usines par les ouvriers serait un des premiers résultats de la révolution de la classe ouvrière, et que les industriels diraient : « Très bien ; prenez les usines, mais laissez-nous seuls. » Vraiment, c'est très possible, et j'avoue qu'une telle expropriation serait très peu coûteuse. La seule question est de savoir si les ouvriers voudraient ou pourraient se charger des usines, ce à quoi l'Etat renonce, et les gérer avec succès. Et après tout ce que nous avons vu jusqu'ici nous sommes forcés de conclure que les ouvriers ne peuvent ni ne veulent assumer la direction des usines. Dans une révolution, les usines aussi facilement expropriées ne seraient plus que des cosses vides. » Bernstein, *Der Revisionismus in der Sozialdemokratie* (Amsterdam, 1909, p. 23-25).

Non moins intéressante est l'histoire d'un autre socialiste marxiste très distingué, Peter von Struve. Il fut l'introducteur du marxisme en Russie, et, avec Tougan-Baranowsky, il devint le principal théoricien du marxisme dans ce pays. Struve a suivi précisément la même évolution que Bernstein ; aujourd'hui, leurs vues sont très voisines, mais tandis que Bernstein est le chef des « socialistes » d'Allemagne, Struve a renoncé à se dire plus longtemps socialiste, et il ne se donne que comme l'un des leaders du parti constitutionnel démocrate (cadets). Dans leur doctrine, dans leurs espérances, dans leur politique pratique, ces deux hommes se ressemblent comme deux gouttes d'eau, mais l'un s'appelle socialiste, l'autre démocrate libéral. Il y a vingt-deux ans, tous deux étaient des socialistes révolutionnaires. Si nous considérons l'Italie, nous y trouvons la même situation. Le vénérable professeur Ferri qui, pendant de longues années, fut à la tête des socialistes italiens, tant comme savant que comme homme politique, s'est trouvé forcé lui-même d'avouer que le socialisme avait perdu sa signification, et comme il ne voulait pas continuer à s'appeler marxiste, alors qu'il était devenu un réformateur social, il a franchement abandonné à la fois le socialisme et son parti.

Mais il n'est pas nécessaire de citer les grandes lumières et les grands chefs. Ce qui est vrai pour eux l'est également pour tout ouvrier socialiste contemporain. M. Walling, un ardent socialiste révolutionnaire, écrit dans un récent

ouvrage : « Il est hors de doute que le réformisme socialiste ne soit parvenu à une diffusion considérable... Il est non moins certain, comme le dit M. Gompers, que de nombreux individus ont pratiquement abandonné leur socialisme, bien qu'ils restent encore membres des partis socialistes<sup>1</sup>. »

Qu'ils se nomment eux-mêmes révisionnistes, réformistes, travaillistes ou même socialistes, qu'ils conservent ou abandonnent la vieille phraséologie révolutionnaire, les socialistes actuels, dans leur immense majorité, tendent à devenir de simples réformateurs. Leur culture marxiste leur interdit les utopies et leur foi dans le socialisme comme dans une inévitable nécessité économique s'évapore rapidement, en présence des faits tels qu'ils sont.

Mais d'autre part, le révisionnisme, qui s'attache aux réformes sociales, à l'amélioration graduelle des conditions de vie, qui garde espoir dans l'avenir sans promettre le paradis, n'a pas réussi à satisfaire ceux qui avaient compté sur une solution immédiate et définitive de la question sociale. Irréconciliables par tempérament avec les simples réformes sociales, reconnaissant pourtant que le socialisme scientifique est insoutenable, ils exigèrent une revision toute différente du marxisme. Les hommes doués de ce tempérament fanatique sont devenus des révisionnistes révolutionnaires et leurs vœux instinctifs se sont formulés, dans les pays la-

1. Walling, *Socialism as it is*, p. 121.

tins, dans la doctrine appelée : syndicalisme.

Georges Sorel, Edouard Berth, Labriola et d'autres syndicalistes ont fait du marxisme une critique intéressante et je regrette de ne pouvoir leur faire place dans cette étude. A mon avis, cependant, le syndicalisme est plus curieux que vraiment important. Quelque gravement violent que ce mouvement puisse être, je le crois tout éphémère. En fait, ses promoteurs, Sorel et Berth, l'ont déjà abandonné et remplacé par... le monarchisme ! Invité à un congrès syndicaliste italien en décembre 1910, M. Sorel répondit que, selon lui, le syndicalisme n'avait pas réalisé ce qu'il en attendait. Beaucoup de gens pensaient, dit-il, que l'avenir corrigeraient les maux du temps présent, mais il se sent personnellement trop vieux pour vivre d'espoirs aussi lointains ; et il a décidé d'employer ce qui lui reste à vivre à étudier d'autres questions qui intéressent puissamment la jeunesse cultivée de France<sup>1</sup>.

Maintenant que les partis socialistes sont en réalité devenus des partis de réforme, ils deviendront plus sages qu'ils ne le sont déjà ; mais pourquoi cet attachement à la vieille phraséologie ? Le mot de « révolution sociale » peut résonner étrangement en présence des tendances économiques de la société actuelle, mais ce n'est plus qu'un mot. Le cataclysme inévitable et la révolution sociale ont une valeur mystique et c'est sur elle qu'ils reposent. Un mouvement so-

1. Levine, *The Labor movement in France*, pp. 151-152.

cial parfaitement sensible et parfaitement raisonnable est la plus étrange de toutes les utopies. Un tel mouvement ne peut pas plus vivre sans foi, que la foi ne peut vivre sans miracles ou sans prophéties. La révolution sociale imminente possède tous les caractères du vrai miraculeux : elle est soudaine autant que définitive. Quel élément de miracle y aurait-il dans une évolution sûre mais lente ? Et comme une cure miraculeuse serait décevante, si elle comportait des soins répétés ! La réforme sociale ne peut provoquer l'enthousiasme passionné qu'enfante la vision apocalyptique du cataclysme social. La route de la réforme sociale est plate et poussiéreuse et les jours qu'on met à la parcourir sont durs et ennuyeux. Aussi est-ce un instinct très habile qui pousse les socialistes mués en réformateurs sociaux à faire miroiter encore la vision d'autrefois et à chanter, comme leurs anciens, leurs psaumes imprécatoires. Mais le contraste entre leur pratique et leur action, entre ce qu'ils font et ce qu'ils disent, donne la tentation de leur dire, en empruntant la parole biblique : « Ces mains sont les mains de Jacob, mais cette voix est la voix d'Esaü ! »

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
INTRODUCTION. . . . .	7
CHAPITRE PREMIER.— Erreurs coutumières sur le rôle de la théorie marxiste de la valeur . . . . .	21
CHAPITRE II.— Esquisse du socialisme marxiste. . . . .	33
CHAPITRE III. — L'interpr étation économique de l'histoire . . . . .	46
CHAPITRE IV. — De la concentration de la production dans l'industrie et dans l'agriculture . . . . .	70
CHAPITRE V. — De la disparition des classes moyennes. . . . .	94
CHAPITRE VI. — La théorie de la paupérisation croissante. . . . .	124
CHAPITRE VII. — Faits relatifs à la condition des salariés. . . . .	157
CHAPITRE VIII. — Les conceptions de la lutte de classes. Les précurseurs de Marx . . . . .	179
CHAPITRE IX. — La doctrine marxiste de la lutte de classes . . . . .	219

CHAPITRE X. — La théorie des crises . . . . .	261
CHAPITRE XI. — La révolution sociale et la catastrophe inévitable. . . . .	278
CHAPITRE XII. — La ruine de la théorie marxiste de la valeur . . . . .	292
CHAPITRE XIII. — L'attitude de Marx à l'égard de la notion de justice éternelle. CONCLUSIONS.	317





# BIBLIOTHÈQUE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

## COLLECTION DE VOLUMES IN-16 à 4.50

BIARD D'AUNET. — Pour remettre de l'Ordre dans la Maison.

— La Politique et les Affaires.

VICTOR BORET. — La Bataille économique de Demain.

M. BOUILLOUX-LAFONT. — Les Chambres de métiers.

VICTOR CAMBON. — Notre Avenir.

— Où Allons-nous ?

HERBERT N. CASSON. — Les 16 commandements de l'homme d'affaires, traduit par GEO LANGE.

HENRY DUGARD. — Le Maroc de 1917.

— Le Maroc de 1918.

J.-L. DUPLAN. — Lettres d'un Vieil Américain à un Français.

JEAN DYBOWSKI. — Notre Force future.

R.-C. ESCOUFLAIRE. — L'Irlande ennemie ?

LOUIS FÉRASSON. — La Question du Fer (3 fr.)

— L'Industrie du Fer.

AUGUSTE GÉRARD. — Nos Alliés d'Extrême-Orient.

LÉON GUILLET. — L'Enseignement technique supérieur à l'Après-Guerre.

BARUCH HAGANI. — Le Sionisme politique.

DANIEL HALÉVY. — Le Président Wilson.

ÉDOUARD HERRIOT. — Agir.

DAVID JAYNE HILL. — La Reconstruction de l'Europe.

— La Crise de la Démocratie aux Etats-Unis.

JULES LABORDE. — Il y a toujours des Pyrénées.

GEORGES LAFOND. — L'Effort français en Amérique latine.

LOUIS DE LAUNAY. — Qualités à acquérir.

ANDRÉ LEBON. — Problèmes économiques nés de la Guerre.

LYSIS. — Pour Renaître.

JOSEPH MAGNAN. — Essai sur la politique douanière de la France.

GERMAIN MARTIN. — Les Problèmes du crédit en France.

RAMSAY MUIR. — Nationalisme et Internationalisme.

JULES ROCHE. — Quand serons-nous en République ?

V. DE ROQUETTE - BUISSON et MARCEL - A. HÉRUBEL. — La Terre restauratrice.

LÉON ROSENTHAL. — Villes et Villages français après la guerre.

E. SERVAN. — L'Exemple Américain.

A. DE TARLÉ. — La préparation de la lutte économique par l'Allemagne.

C. BERTRAND THOMPSON. — Le Système Taylor (3 fr.).

PÂYOT & Cie, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS







University of  
Connecticut  
Libraries

---

LIBRARIES  
STATE OF CONNECTICUT



